

**LE MAG**  
**2024**



**Atlas économique**  
**par régions et par pays**

Perspectives 2024  
des entreprises  
internationales



**INVESTIR**  
**EN AFRIQUE**

Accompagner  
les nouvelles  
dynamiques

**l'Opinion**

ISBN-978-2-37052-012-8 30 €

**Infrastructures :**  
les nouveaux acteurs  
du financement

**Banques :**  
la recomposition  
du paysage  
francophone

**Tourisme :**  
à l'ouest,  
du nouveau



# AGL

AFRICA GLOBAL LOGISTICS



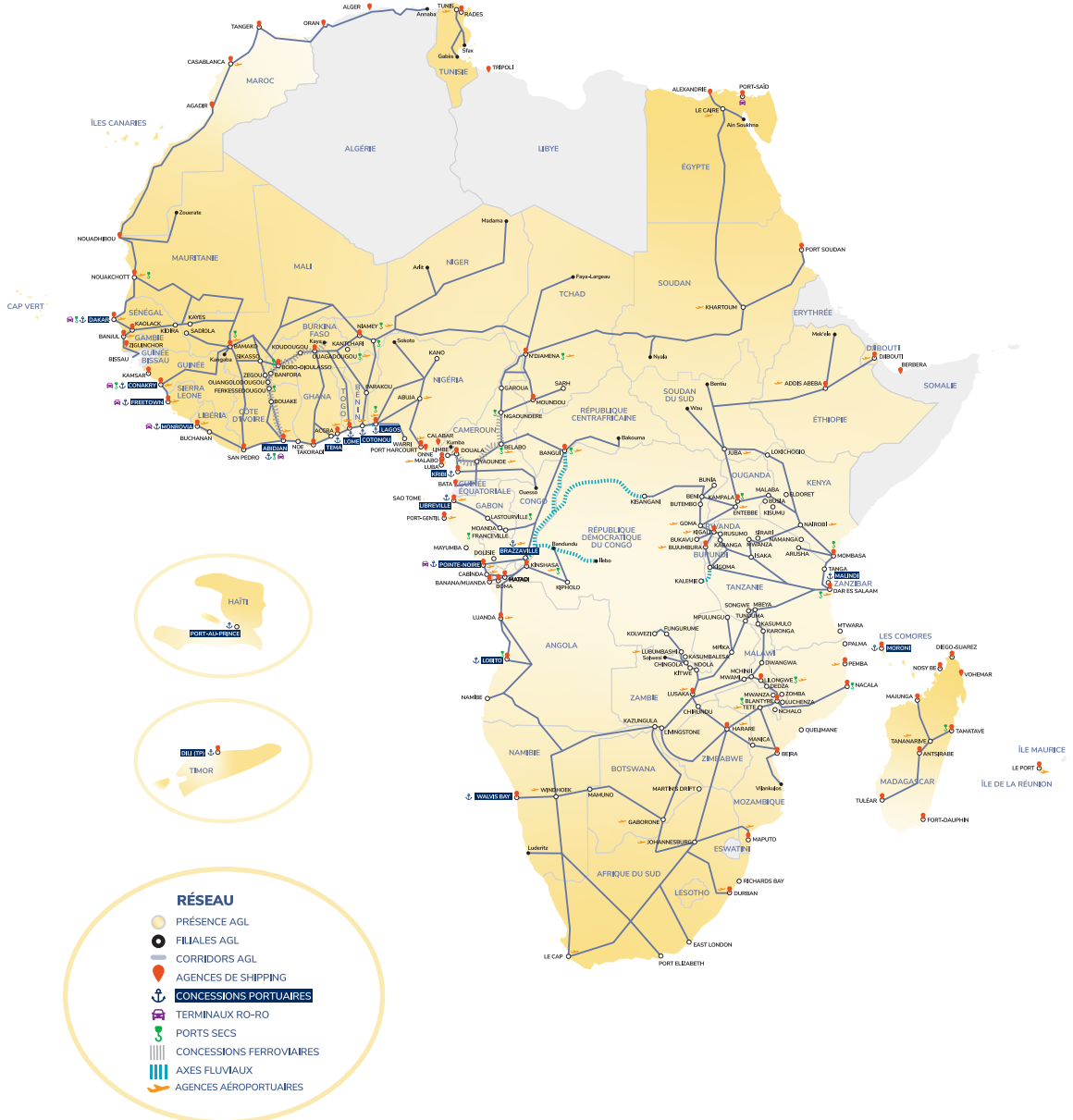
## Au cœur des transformations de l'Afrique



[aglgroup.com](http://aglgroup.com)



# Opérateur multimodal de référence en Afrique !



**23.000**  
Collaborateurs



**49**  
Pays



**22**  
concessions  
portuaires



**2**  
concessions  
ferroviaires



**74**  
Agences  
Shipping



**60**  
Ports secs



**1.6 million**  
de mètres carrés  
d'entrepôts logistiques

Édito - « Dériskuer » l'Afrique .....	6
<b>DOSSIER</b>	
La France en Afrique : entre nouvelles ambitions et ajustements forcés .....	8
<b>INFRASTRUCTURES</b>	
Ces acteurs qui relèvent le défi du financement .....	12
Minerais stratégiques : la nouvelle bataille du rail .....	14
Interview : Kokou Edem Tengue .....	18
Des zones économiques spéciales aux fortunes diverses .....	20
L'avenir des villes moyennes ne s'écrit pas encore en capitales .....	22
<b>ÉNERGIE</b>	
L'Afrique avance dans les ENR .....	24
<b>FINANCE</b>	
Banques : un paysage recomposé en zone francophone .....	30
Fintech, opérateurs télécom, banques... vers des partenariats de raison .....	34
<b>TOURISME</b>	
À l'ouest, du nouveau ! .....	36
<b>DROIT DES AFFAIRES</b>	
L'Ohada : trente ans et après .....	40



Freetown - Sierra Leone

## ANALYSE ÉCONOMIQUE PAR ZONE & PAR PAYS

Les résultats de l'enquête Cian .....	44
Afrique du Nord .....	52
Afrique de l'Ouest .....	64
Afrique centrale .....	90
Afrique australe et océan Indien .....	104
Afrique de l'Est .....	118

## RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023 DU CIAN

En bref .....	II
Une organisation au service de ses membres .....	IV
De grands événements .....	VI
Les actions menées en 2023 .....	VIII
Le conseil d'administration .....	IX
Les commissions .....	X
L'équipe du Cian .....	XII

Édité par BEY MEDIAS PRESSE  
& INTERNET SASU  
8, rue Bellini, 75116 Paris  
www.lopinion.fr  
Actionnaire : Bey Médias SAS.

Président  
Nicolas Beytout

RÉDACTION  
Rédaction en chef :  
Cécile Desjardins  
cdesjardins@lopinion.fr

Ont collaboré à ce numéro :  
Samy Ghorbal,  
Pierre-Olivier Rouaud,  
Pascal Airault,  
Rémy Darras.

Secrétariat de rédaction :  
Marion Osmont  
Conception graphique :  
François Quintin - SuzyLee

PUBLICITÉ & PARTENARIATS  
Directrice générale adjointe de  
Bey Médias Publicités :  
Cécile Colomb  
ccolomb@beymedias.fr

Directrice Commit  
Responsable des partenariats  
Afrique  
Sandra Thuard

Exécution - administration  
des ventes :  
Delphine Boudjadi  
dboudjadi@lopinion.fr

IMPRESSION :  
La Gallote-Prenant  
70 à 82, rue Auber  
94400 Vitry-sur-Seine





# Orange, partenaire de référence de la transformation digitale en Afrique

**Orange investit un milliard d'euros chaque année dans les réseaux, déploie la 4G dans 17 pays ainsi que des offres inclusives et des smartphones accessibles à tous.**

**Des engagements forts pour démocratiser l'accès à l'internet.**



**PAR ÉTIENNE GIROS**  
Président du Cian

# « Dériskuer » l'Afrique

On constate aujourd'hui une certaine morosité, voire une frilosité, dans les relations d'affaires entre la France et l'Afrique. Il existe de bonnes raisons à cela : les conflits en Ukraine et à Gaza, les coups d'État au Sahel et le départ des forces françaises, les attaques sur les réseaux sociaux, l'inflation et les tensions sur les matières premières ont installé un climat défavorable à la prise de risque et à la confiance. Il en résulte que depuis quelques temps l'Afrique n'a pas bonne presse. Si l'on y ajoute les menaces terroristes et les risques réputationnels, il n'est pas surprenant que certaines entreprises s'interrogent sur leur développement sur le continent.

En plus de la perception des risques associés au business en Afrique, l'extension des législations encadrant la responsabilité sociétale des entreprises (RSE) s'accélère depuis quelques années. Après la loi sur le devoir de vigilance de 2017, ce sont l'élargissement des directives européennes et l'obligation d'un reporting extra-financier (CSRD) qui vont bientôt entrer en vigueur. Sans parler de la réglementation sur la déforestation ou le travail forcé qui s'étend. La charge de la preuve repose de plus en plus sur les entreprises, ce qui les préoccupe. D'autant que le risque médiatique vient s'ajouter au risque pénal.

Et pourtant la présence économique française sur le continent est forte et répartie dans l'ensemble des pays. Plus de 5000 entreprises répertoriées, près de 100 milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel, 500000 employés, le deuxième stock d'investissements directs à l'étranger (IDE), qui ne cesse de progresser (les Chinois ne sont que cinquièmes). Autre raison de ne pas désespérer, la quasi-totalité de nos entreprises enregistre des résultats positifs : la rentabilité est au rendez-vous sur le continent. On peut y gagner de l'argent. Par ailleurs, le comportement

des firmes françaises en Afrique est remarquable, elles ne craignent pas la comparaison avec leurs concurrents : action sociale et RSE, attitude citoyenne, africanisation des cadres et des dirigeants, contenu local et partenariats. Elles se comportent bien.

Si l'on veut bien regarder le long terme, il est clair que le potentiel de l'Afrique est toujours là. Ses fondamentaux et la réalité de son développement font de ce continent une région d'avenir et prometteuse. La raison nous incite à ne pas ralentir notre ambition.

Pour faire prospérer ce potentiel, quelques réformes sont indispensables : il est nécessaire de faciliter le financement des entreprises, d'améliorer la compétitivité des économies africaines pour rendre les productions locales moins chères que les importations, de réduire la bureaucratie et lever les barrières qui entravent les investissements, et de faciliter le commerce intra-africain. Une réflexion sur la mise en œuvre des réglementations et la conformité semble aussi nécessaire pour éviter la concurrence déloyale ou des actions judiciaires abusives.

Voilà pourquoi nous devons renforcer notre présence économique en Afrique avec nos partenaires africains, sans craindre de promouvoir nos valeurs et nos intérêts. S'assumer et se transformer, voilà la clé pour les entreprises françaises. Nos positions de demain se construisent aujourd'hui, et la réussite sera au rendez-vous.





# AVEC L'ANAPI, Bien investir pour une RD Congo Prospère.



## ÉNERGIE

Potentiel hydroélectrique de 100.000 mégawatts, dont 44.000 mégawatts pour le seul site d'Inga et 56.000 mégawatts disséminés sur 780 sites à travers le pays.



## INFRASTRUCTURES

Énorme potentiel pour des échanges commerciaux et des flux d'investissement entre la RDC, ses 9 pays frontaliers et toute l'Afrique.



## AGRICULTURE, PÊCHE ET ÉLEVAGE

80 Millions d'hectares de terres arables, 4 millions d'hectares de terres irrigables. Potentiel halieutique de 700.000 tonnes de poissons par an. Potentiel d'élevage de 40 millions de têtes de gros bétail



## MINES

Sous-sol riche regorgeant diverses ressources minérales importantes ( $\pm$ 11.000 substances) dont le coltan, le lithium ainsi que 60% des réserves mondiales de cobalt.



## NTIC

Ambition de faire du numérique un levier d'intégration, de bonne gouvernance, de croissance économique et de progrès social. Adoption du Plan National du Numérique reposant sur 4 piliers stratégiques : Infrastructures, Contenus, Usages applicatifs, Gouvernance - Régulation.



## INDUSTRIE

Disponibilité des matières premières pour développer diverses filières industrielles (matériaux de construction, emballage, etc.). Érections des Zones Économiques Spéciales.



## ASSURANCES

Secteur libéralisé et création de l'Autorité de Régulation et de Contrôle des Assurances (ARCA). Un marché prometteur évalué actuellement à 900 millions de dollars US, avec un potentiel de 3 à 5 milliards de dollars US à moyen terme.



## HYDROCARBURES

Avec un potentiel de 22 milliards de barils de pétrole et 66 milliards de m3 de gaz naturel, la RDC affiche l'ambition de devenir un des champions des hydrocarbures en Afrique.



## TOURISME

9 parcs nationaux et 63 zones et domaines protégés dont cinq sites classés au patrimoine mondial de l'UNESCO. Un assemblage unique d'habitats, des mangroves aux glaciers, des savanes aux forêts marécageuses, qui offre la possibilité d'une immense variété d'activités touristiques.



## ÉDUCATION

Avec une population d'environ 100 millions d'habitants dont 60% composée des jeunes, opportunités dans la spécialisation de la main d'œuvre avec la création d'écoles techniques et commerciales.



+243 999 925 026



secretariatdg@investindrc.com



www.investindrc.cd



33C, Av. le premier Mall (ex. TSF)  
Kinshasa Gombe. RDC



invest in DRC

Anapi - Invest in DRC



# La France en Afrique : entre nouvelles ambitions et ajustements forcés

Où va la France en Afrique ? C'est la question que se posent nos alliés et nos adversaires depuis que l'Élysée est devenu particulièrement silencieux sur le sujet. Officiellement, il n'y a plus de politique africaine comme l'a affirmé Emmanuel Macron à Ouagadougou en 2017, puis à nouveau en février 2023 lors de son dernier discours sur le sujet, avant son déplacement en Afrique centrale. Mais la France y a toujours des intérêts, comme le président l'a aussi admis. Ils sont d'abord stratégiques.

Par Pascal Airault

Lors de son interview télévisée du 14 mars, le chef de l'État a justifié le combat mené récemment par son armée au Sahel contre les terroristes « pour éviter qu'un État souverain ne s'effondre (NDLR : le Mali) et protéger nos postes avancés ». Une petite phrase passée inaperçue, mais qui n'est pas anodine. Elle démontre que la France voit l'Afrique sous le prisme de la géopolitique à l'heure où la compétition stratégique mondiale est relancée par les nouvelles ambitions de la Russie, la politique très agressive de la Turquie et la volonté de la Chine de conforter son ancrage économique dans les pays du Sud global.

Paris a pourtant perdu plusieurs de ses « postes avancés » dans son ancien pré carré francophone. Le Maroc n'est plus le partenaire docile qu'il était au temps de Hassan II et des premiers pas de Mohammed VI. Le Sénégal est dirigé par un nouveau président, Bassirou Diomaye Faye, dont on ne sait pas encore quelles sont les réelles intentions, entre continuité et rupture à l'égard de la France.

## Rupture(s)

Le Mali, le Burkina Faso et le Niger ont fait sécession et sont devenus des adversaires. Ils étaient encore, il y a peu, des partenaires. Mais ne louent aujourd'hui que leur nouvel allié russe, qui a décidé d'en faire les terres d'expérimentation d'une nouvelle politique africaine

– celle-ci bien affirmée – depuis que Vladimir Poutine a décidé de réinscrire la Russie sur la carte géopolitique mondiale. Moscou opte pour un partenariat sécuritaire, énergétique et minier.

« Emmanuel Macron mène aujourd'hui la diplomatie de l'indifférence contre les pays qui s'expriment publiquement de manière hostile à l'égard de la France, confie un diplomate français. Nous n'avons pas eu le courage de rompre la relation avec ces pays. Ce sont les pouvoirs en place qui ont pris les devants pour rompre leurs liens ».

Lors du conseil de défense de décembre 2023, le chef de l'État a demandé de réduire l'empreinte militaire, d'accroître l'influence et les investissements, en visant la rentabilité politique et économique en Afrique. Pour la France, les risques politiques et sécuritaires n'ont pas été éradiqués dans le reste de la zone. La menace terroriste se propage aux pays côtiers, la succession de putschs n'est probablement pas terminée.

La diplomatie française essaye de conforter son ancrage et le dialogue avec des pays comme le Ghana et le Nigeria, où son crédit d'image n'est pas entamé, pour sécuriser le golfe de Guinée. Paris n'a plus les capacités politiques d'intervenir directement militairement dans les crises. Mais elle peut agir en prévention.

La coopération militaire devrait concentrer son action sur la formation dans le cadre des ajustements en cours de la





Le président français Emmanuel Macron passe en revue les troupes avec le président de la République démocratique du Congo Félix Tshisekedi à Kinshasa le samedi 4 mars 2023.

présence en Côte d'Ivoire, au Sénégal, au Gabon, au Tchad. Mis dehors du Niger, les Américains semblent suivre la même logique. « *Cela ne solde pas tout ce que l'on a pu perdre en termes d'influence en Afrique de l'Ouest et du centre mais va être un nouveau laboratoire pour tester nos activités* », poursuit le diplomate. La marine française cherche aussi à renforcer son dispositif dans l'océan Indien, où transite une partie du commerce mondial. TotalEnergies y a aussi des champs importants en production ou en exploration.

Ces dernières années, les pays d'Afrique centrale ont diversifié leurs alliances en renforçant leurs liens avec des pays comme la Turquie et la Chine, alors que la France a affiché un relatif désintérêt pour cette région du monde. Sous Emmanuel Macron, Paris a surtout cherché à gagner en influence en Éthiopie, au Kenya,

au Nigeria, Rwanda, en RD Congo, où elle ne peut être accusée d'avoir une politique néo coloniale. Le chef de l'État y a multiplié les déplacements et les contacts avec ses homologues pour développer la coopération économique et résoudre les crises sanitaire, financière, climatique.

Reconduite au poste de secrétaire d'État chargée du développement et des partenariats internationaux (secrétariat amputé du dossier de la francophonie), Chrysoula Zacharopoulou essaye de développer l'influence française et les partenariats mondiaux dans de nouveaux espaces, particulièrement les pays d'Afrique australe, où elle s'est rendue en décembre dernier. « *On peut démontrer que l'on travaille en équipe de France à partir d'une feuille vierge* », ajoute le diplomate français. ▶



### Opportunités

Le nouveau ministre français des Affaires étrangères, Stéphane Séjourné, semble avoir un peu plus d'appétence pour le continent africain que sa prédécesseur, Catherine Colonna. Après un voyage au Maroc, il avait prévu de se rendre début avril au Kenya, au Rwanda et en Côte d'Ivoire avant de participer à une conférence humanitaire sur le Soudan à la mi-avril à Paris.

Revenu au Commerce extérieur, Franck Riester croit aux potentialités économiques d'un continent qui croît à un rythme bien plus rapide que l'Europe. « *Osez l'Afrique !* », a-t-il coutume de dire aux entrepreneurs tricolores. La France voit des opportunités dans les infrastructures, les énergies, notamment renouvelables, la ville durable (eau, assainissement, mobilité...), les nouvelles technologies... Le ministre a aussi hérité du dossier francophonie, un enjeu important de la fin d'année. Car le chef de l'État ne devrait pas effectuer beaucoup de déplacements sur le continent en dehors du Maroc, et peut-être du Nigeria et du Kenya au dernier trimestre. Ce sont plutôt les dirigeants de l'Afrique francophone qui vont venir en France à l'occasion du Sommet de la francophonie en octobre, placé sous le thème : « Créer, innover, entreprendre en français ».

L'Élysée loue le travail de la secrétaire générale de l'Organisation internationale de la francophonie (OIF), Louise Mushikiwabo, pour transformer l'organisation afin qu'elle apporte des réponses aux grands enjeux globaux, comme la défense du climat, l'appropriation des enjeux numériques ou l'égalité femme-homme.

Bras séculier de l'aide publique française, l'Agence française de développement (AFD) quitte la zone de guerre sahélienne pour se replier sur le golfe de Guinée où elle fait de l'aide projet sous forme de prêt, là où les risques sont mesurés. Ses dépenses d'intervention en subventions sont amputées en raison des coupes budgétaires du gouvernement. Résultat : un manque à gagner de 742 millions d'euros pour la solidarité internationale.

Cette baisse de l'aide publique au développement devrait affecter davantage les pays pauvres qui bénéficient de dons que les pays intermédiaires et émergents soutenus par des prêts. Dans une tribune parue dans le quotidien *Le Monde*, 102 ONG ont dénoncé cette mesure qui va à l'encontre des engagements nationaux et internationaux de la France et met un terme à une trajectoire ascendante, sans discontinuité, depuis 2017.

La France se distinguait jusqu'à présent par une ambition internationale inédite, affichée notamment au Sommet pour un Nouveau pacte financier mondial de juin 2023, afin qu'aucun pays vulnérable n'ait à choisir entre climat et lutte contre la pauvreté.

### Entrain

Du côté des entreprises, on discute surtout avec les pouvoirs publics pour étendre les systèmes de garantie, de fonds d'amorçage et de crédits risques afin de développer les activités de entreprises françaises en Afrique. Les relations avec l'exécutif n'ont pas toujours été au beau fixe, l'exécutif dénonçant le manque d'entrain des opérateurs économiques pour le continent.

Enfin, la France est en train d'accomplir un travail moins visible, mais qui pourrait porter ses fruits dans plusieurs années, s'il est bien mené. Les postes diplomatiques ont la charge d'identifier les futures élites politiques, économiques et culturelles des pays africains. « *L'idée est de nouer le dialogue et la coopération avec ceux dont on pense qu'ils vont façonner les futures sociétés africaines, et avec lesquels nous serions à même de gérer nos intérêts* », conclut le diplomate.

Le Quai d'Orsay souhaite aussi augmenter la circulation des élites entre la France et l'Afrique mais se heurte à l'intransigeance d'une politique restrictive des visas menée par le ministère de l'Intérieur. Au cœur de cette circulation, les diasporas. Depuis 2017, Emmanuel Macron cherche à mobiliser ces acteurs aux identités plurielles à des fins de politique intérieure mais aussi pour le rayonnement économique et culturel de la France. Tout un programme.



## LA SOCIÉTÉ NATIONALE DES PÉTROLES DU CONGO (SNPC)

**Un acteur majeur et incontournable du secteur  
de l'énergie en République du Congo.**

Créée en 1998 la SNPC est **la seule entreprise publique exerçant les activités pétrolières Amont et Aval**. Elle est opérateur et détient des participations dans plusieurs permis d'exploration et d'exploitation.

Dans le cadre de sa politique de Responsabilité Sociétale d'Entreprise, la SNPC a, entre autres, pour mission de **veiller à la préservation de l'environnement**. À cet effet, **la SNPC est engagée pour la transition énergétique**.

C'est dans cette optique que la SNPC développe, en collaboration avec ses partenaires, **des projets d'énergie moins polluante, notamment gazière**. La SNPC a supervisé l'élaboration du plan directeur du gaz congolais, destiné à accroître et à améliorer la commercialisation des ressources gazières du pays. **En 2024, la SNPC a fièrement été partie prenante** du lancement du projet de production et d'exportation de **Gaz Naturel Liquéfié (GNL)** de la République du Congo.





# Ces acteurs qui relèvent le défi du financement

**Dans un contexte macroéconomique international tendu, le déficit de financement des infrastructures du continent reste entier. Institutions, acteurs publics et privés s'activent à combler le gap.**

**Par Pierre-Olivier Rouaud**

**L**es années passent, le constat demeure : le déficit de financement des infrastructures reste béant. Entre 68 et 108 milliards de dollars par an, selon Akinwumi Adesina, président de la Banque africaine de développement (BAD). S'est ajoutée pour les États, qui financent peu ou prou 40 % des infrastructures, la marche vers la transition énergétique. À eux seuls, les projets « verts » réclameront 100 milliards de dollars par an en 2030, estime le consultant Climate Analytics.

Dans ce contexte connu, « *des facteurs négatifs se sont malheureusement ajoutés sur la dernière période, ralentissant le financement des projets, même si les capitaux peuvent être disponibles* », estime Etienne Giros, président du Cian. Ainsi, le cycle de hausse des taux, entamé en mars 2022, de même que la flambée des coûts de construction, pèsent sur la rentabilité des projets. Quant aux États, « *beaucoup sont soumis à une forte pression du FMI qui limite les capacités d'endettement alors que les dettes publiques sont actuellement maîtrisées en Zone franc notamment* », souligne Nicolas Jean, fondateur du cabinet d'avocats et de conseil Stork. Il faut compter aussi avec la baisse drastique des financements de la Chine : ils ont chuté à moins d'un milliard de dollars en 2022, selon l'université de Boston, le plus bas niveau depuis deux décennies. L'Union européenne et le Moyen-Orient prenant, pour partie, le relais. Car les acteurs du financement, bailleurs multilatéraux, institutions financières de développement (IFD), apporteurs de capitaux privés ou institutions africaines ne restent pas inactifs. Tour d'horizon non-exhaustif d'initiatives récentes.

## **La vogue des véhicules financiers dédiés**

L'investisseur de long terme Africa 50, initié par la BAD en 2016 et basé à Casablanca, vient par exemple de prendre une initiative forte avec la création de son fonds d'accélération pour les infrastructures (FAI). Celui-ci vise « un impact transformateur » en associant capitaux publics et privés, selon Vincent Le Guennou, directeur général du fonds. Le FAI a réussi, ce début 2024, un premier closing à 222,5 millions de dollars pour un objectif final de 500. Emerging Africa Infrastructure Fund (EAIF), basé à Londres et détenu par le groupe financier parapublic PIDG, vient aussi de se distinguer : il a conduit mi-janvier une levée de dette record de 294 millions de dollars. Particularité : deux investisseurs privés, Allianz (chef de file) et Standard Bank comptent parmi les plus importants souscripteurs. Avec ces capitaux, EAIF entend mobiliser 700 millions de dollars ces prochaines années. Le parc Cuamba Solar au Mozambique (Globeleq) ou encore le barrage de Singrobo (Neo Themis) en Côte d'Ivoire figurent parmi les projets soutenus. Autre initiative notable, la création, au Maroc, du Fonds Mohammed VI pour l'investissement (FM6I). Doté par l'État de 1,3 milliard d'euros, il devrait atteindre plus de quatre milliards d'euros grâce à l'apport d'investisseurs internationaux et marocains, dont les caisses de retraite et assureurs. En voie de structuration définitive, le FM6I sera doté d'un sous-compartiment « infrastructures » qui a fait l'objet d'un accord de partenariat avec la Société financière internationale (SFI) à la mi-2023.

## **Une mobilisation du capital africain**

En matière de financement, pourquoi ne pas s'appuyer davantage sur l'épargne du continent, à travers les fonds de pension, notamment ? Cette vieille idée peine à se matérialiser. Toutefois, « *en Afrique subsaharienne, les États prennent conscience du besoin de créer des schémas permettant de flécher les fonds de retraite ou d'assurance vers les infrastructures, via des structures ad hoc. Ceci pour pallier la trop faible présence du secteur bancaire dont l'action est limitée par les règles prudentielles* », note un expert ivoirien de la finance. Parmi les souscripteurs du Fond Africa 50 figurent seize institutionnels ou organismes de protection sociale (Togo, Cameroun, Maroc, Bénin...) dont la CNPS de Côte d'Ivoire. Cette dernière a déjà, par ailleurs, décidé d'investir directement dans des projets, en prenant, par exemple une part

de 15% dans la centrale à gaz Atinkou (Eranove). Les pays anglophones (Nigeria, Kenya, Afrique du Sud...), où les fonds de pension par capitalisation dominent, prennent aussi le pli. Le Kenya Pension Funds Investment Consortium s'est fixé récemment une cible de 250 millions de dollars d'actifs dans les infrastructures.

En ce domaine, l'Afrique du Sud fait figure de poids lourd : son système de retraite par capitalisation (plus de 500 milliards de dollars d'actifs) est, pour partie, fléché vers le secteur productif. Le géant Old Mutual est ainsi propriétaire d'African Infrastructure Investment Managers, le plus grand fonds africain du genre (2,7 milliards de dollars). Ce dernier a lancé voilà deux ans son quatrième véhicule, AIIIF4 pour 500 millions de dollars. Soutenu par des IFD, aux côtés d'Old Mutual, AIIIF4 a déjà investi dans les renouvelables (NOA) ou les data centers (N+ONE).

Toujours en Afrique du Sud, le fonds Khanyisa Energy Transition, créé récemment par Standard Bank, entend mobiliser l'épargne des fonds de pension pour lever un milliard de dollars ciblé vers les projets verts.

Parmi les acteurs africains qui montent, figure aussi Africa Finance Corporation, structure soutenue par des banques et investisseurs privés continentaux et l'État nigérian. Cette plateforme, basée à Lagos, investit plus de un milliard de dollars par an dans les infrastructures à un rythme croissant de 10 à 15% par an. AFC s'est récemment distingué en étant désigné par divers bailleurs, dont l'Union européenne ou les États-Unis, comme développeur du projet d'extension vers la Zambie du corridor ferroviaire angolais de Lobito.

### La montée des investisseurs thématiques

À côté de tous ces investisseurs généralistes, émerge une génération de fonds thématiques. C'est le cas par exemple en matière logistique, avec l'alliance portant sur les ports africains, entre DP World et le groupe

parapublic britannique BII (qui a déjà investi au Soma-liland, au Sénégal ou en Égypte). De même, le géant danois du maritime A.P. Moller a initié voilà deux ans son deuxième fonds géant (un milliard de dollars, dont 50% voués à l'Afrique) ciblant la logistique portuaire.

Mais c'est dans la transition énergétique que se concentrent aujourd'hui le plus d'initiatives, à l'image du méga-fonds de l'Alliance pour l'infrastructure verte en Afrique - Fonds de développement de projets (AGIA-PD).. Mis sur les rails début 2024 par la BAD avec l'Union africaine, Africa50 et d'autres partenaires, l'AGIA-PD veut mobiliser à terme plus de 10 milliards de dollars.

Sur le climat, les opérateurs privés sont aussi à la manœuvre, s'attachant à canaliser les financements promis par les bailleurs : 23 milliards de dollars identifiés lors de l'Africa Climate Summit de Nairobi en septembre 2023. Ceci à l'image de Africa Renewable Energy Fund II, porté par le gestionnaire britannique Berkeley, et auquel ont souscrit à hauteur de 250 millions de dollars, un large éventail d'IFD, dont Proparco. En France, l'an dernier, le gestionnaire Rgreen Invest a pu lui aussi aisément mobiliser 87,5 millions d'euros auprès d'IFD pour son fonds Afrigreen Debt Impact Fund. Ce dernier vise à mettre à disposition de la dette à long terme aux entreprises voulant recourir au solaire, à l'éolien ou à la biomasse.

Dans ce foisonnement d'initiatives, un défi demeure : « *il faut mieux faire correspondre les procédures et exigences en matière de risque du secteur financier avec la réalité du terrain et celle des porteurs de projets. À ce sujet, il faudrait développer des mécanismes de garantie plus massifs et réactifs qu'actuellement* », estime l'avocat d'affaires du cabinet Bird & Bird, Boris Martor, auteur avec Ousmane Diawara d'Ey, de l'ouvrage réédité cette année « Le financement de projet en Afrique ». De fait, selon McKinsey, seulement 10% des projets lancés en Afrique aboutissent.

## Un financement mixte pour le PPP du BRT de Dakar

Destiné à désengorger Dakar, le BRT, un bus à haut niveau de service, a fait ses premiers tours de roues début 2024. Le projet combine des financements privés et publics, pour un coût estimé à 419 milliards de francs CFA... Le tracé de 18,3 km a été financé par l'État, en grande partie via des prêts concessionnels de la Banque mondiale (184,2 milliards de francs CFA), de la Banque européenne d'investissement (BEI) et du Fonds vert mondial pour le climat. Côté exploitation, Dakar Mobilités, une association entre Meridiam (70%) et le Fonds souverain d'investissements stratégiques du Sénégal (Fonsis) a emporté le partenariat public-privé (PPP) pour 15 ans. L'opérateur vient de sécuriser le financement pour l'acquisition d'une flotte de 121 bus électriques CRRC. Un prêt de 85,4 millions d'euros est notamment attribué, à parts égales, par Proparco et le fonds britannique EAIF, Meridiam et le Fonsis apportant, de leur côté, plus de 35 millions d'euros. À ce titre, l'agence de garantie MIGA a accordé une couverture à hauteur de 19,9 millions d'euros à Meridiam.

# Minerais stratégiques : la nouvelle bataille du rail

La course aux richesses du sous-sol redonne vie aux vieux chemins de fer coloniaux abandonnés. Alors que les Chinois se sont installés depuis longtemps sur de nombreux corridors ferroviaires, les Occidentaux commencent à placer leurs pions. Il s'agit pour eux de ne pas se voir fermer l'accès à des ressources essentielles à leurs économies. **Par Rémy Darras**

Transport du minerai de bauxite - Guinée

**E**n visite en janvier 2024 en Angola, le secrétaire d'État américain Antony Blinken saluait l'avancée du chantier. En juillet 2022, c'est face à un consortium chinois que l'opérateur belge Vecturis, le groupe de BTP portugais Mota Engil et le négociant en matières premières Trafigura remportaient la concession de trente ans du corridor ferroviaire de 1300 kilomètres reliant le port de Lobito (Angola) à Kolwezi (RDC). Une région qui détient les gisements en cuivre les plus riches au monde, exploités par le canadien Ivanhoé, l'anglo-suisse Glencore et des acteurs chinois.

D'autres débouchés sont envisagés comme le transport des produits agricoles angolais, celle des volumes de cuivre et de cobalt (deuxième plus grande mine mondiale) de Tenke Fungurume (exploitée par le chinois CMOC), à 120 km de Kolwezi, et, à terme, la prolongation de la ligne vers la Zambie, au cœur de la Copperbelt africaine. « *Mais pour ce dernier projet, c'est l'œuf ou la poule en matière de financements. Tant qu'il n'y a pas d'infrastructures, il n'y a pas de minerai et vice versa* », réagit Eric Peiffer, directeur général et cofondateur de l'opérateur belge Vecturis.

## Circuits d'approvisionnement

Si les investissements, sur dix à quinze ans, suivront la montée en puissance des volumes transportés, le groupe bénéficiera d'une enveloppe de 250 millions de

dollars de l'agence gouvernementale américaine International Development Finance Corporation (DFC) sur les 555 millions de travaux. Ce financement s'inscrit dans le cadre du plan du président Joe Biden, lancé en 2022, qui vise à mobiliser 600 milliards de dollars pour les infrastructures dans les pays en développement. Une tardive réplique aux Nouvelles routes de la soie lancées par Pékin il y a une dizaine d'années.

Car les récentes perturbations du trafic maritime mondial en mer Rouge par les milices houthis, survenant après le Covid et la guerre en Ukraine, l'ont démontré à nouveau : il est devenu impératif pour les grandes puissances de sécuriser leurs circuits d'approvisionnement en minerais, en particulier ceux de la transition énergétique, nécessaires aux véhicules électriques et aux panneaux solaires.

D'autant plus que la demande en minerais stratégiques devrait quadrupler d'ici 2040 selon l'Agence internationale de l'énergie. « *Que les Chinois aient été candidats sur le corridor de Lobito, en Angola, alors que géographiquement, ils sont de l'autre côté, montre une claire volonté de contrôle hégémonique non seulement sur les ressources mais aussi sur les points d'accès à ces dernières* », observe le responsable de Vecturis, également présent à Madagascar et sur des projets en Guinée, de port sec ou sur la réhabilitation du Congo-Océan. Utilisé jusque dans les années 1990 par la Comilog (Eramet), il pourrait connaître une seconde

# Building progress together!

STOA finances and supports essential infrastructure projects in emerging economies that will benefit future generations



**SUSTAINABLE AND RESILIENT**  
INFRASTRUCTURES

 **19**  
executed deals



**A POSITIVE IMPACT**  
FOR FUTURE GENERATIONS

 **60%**  
in Africa



**RESPONSIBLE**  
SUPPORT

 **2/3**  
with climate co-benefits

## KEY SECTORS



ENERGY



TRANSPORT  
& LOGISTICS



SOCIAL

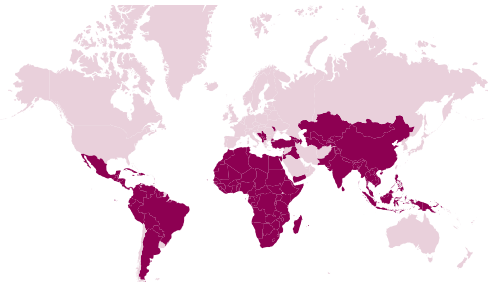


TELECOMMUNICATIONS



ENVIRONMENT

## GEOGRAPHICAL FOCUS



[www.stoainfraenergy.com](http://www.stoainfraenergy.com)



**stoa**  
INFRA & ENERGY



jeunesse avec les nouvelles ressources de fer de Mbinda (République du Congo), à la frontière gabonaise, selon Jésus Providence Niazaire, expert franco-congolais auprès de l'Union internationale des chemins de fer (UIC).

## Bataille du fer

« C'est une vraie bataille du fer qui s'est engagée pour la Chine qui a un métal de mauvaise qualité et qui craint la pénurie ou redoute un embargo en cas de conflit majeur », confirme Michel Bosio, président du comité de pilotage d'Africarail. En 2022, la Chine était dépendante à 69% du fer australien.

Après le retrait de Bénirail (alors filiale de Bolloré Logistics) en septembre 2022, l'ingénieur, soutenu en son temps par l'ancien Premier ministre français Michel Rocard, a

remis sur le métier, selon nos informations, son projet de ligne minière Bénin-Niger à 6,5 milliards de dollars, après avoir repris langue avec les États et éteint la procédure arbitrale qu'il avait lancée contre eux en 2016 pour des questions de droits.

Après avoir exploré la piste américaine, celui qui avait réussi à réunir autour de lui en 2007 les français Areva, Eramet, Bouygues, la SNCF, Alstom, ArcelorMittal, Bolloré ou encore le BRGM, et qui avait été approché par des Chinois en 2003, a vu arriver à lui des investisseurs du Sud global, prêts à appuyer le projet.

Au cœur des convoitises pour ce chemin de fer « dont le financement ne peut se faire, rappelle Michel Bosio, que sur les garanties de transport d'un certain volume minéralier pendant des décennies », les troisièmes réserves de fer du continent de Say Kolo (1,250 milliard de tonnes), qui assurent un siècle de production et les mines de manganèse de Tambao au Burkina Faso, qui se trouvent sur le tracé. L'autre portion de la boucle (Abidjan-Ouagadougou) restant exploitée par Sitarail, filiale du français Africa Global Logistics (AGL, ex-Bolloré Logistics).

Face à cette hégémonie chinoise, les Occidentaux tentent de réagir, car poursuit Eric Peiffer, « pour ses besoins énergétiques, l'Europe a des besoins gigantesques en cuivre. Et il risque d'y avoir à terme un écart énorme entre l'offre et la demande ». En Guinée, le géant anglo-australien Rio Tinto a annoncé en décembre la mise en exploitation en 2025 de la mine de fer de Simandou, l'un des plus grands projets miniers au monde (2,4 milliards de tonnes).

## Des approches différentes

Mais là encore, la logistique reste chinoise. En août 2023, Rio Tinto signait avec le consortium sino-singapourien WCS la construction d'un chemin de fer transguinéen de 670 km. Dans ce pays, la Société minière de Boké (SMB) et la Compagnie des bauxites de Guinée (CBG) disposent chacune de leur chemin de fer. Mais seule la dernière, filiale d'Alcoa, représente les intérêts américains.

Que des corridors soient opérés par des Occidentaux, qui achètent des produits transformés et non des minerais purs, ne garantit pas pour autant la mainmise sur les ressources naturelles. « Glencore et Trafigura vendent à qui leur achète. Le marché est ouvert. Quand les Chinois s'installent sur les corridors, ce sont des entreprises d'État qui prennent les contrats et peuvent en fermer la porte », conclut Eric Peiffer. Le ralentissement actuel des prêts chinois, qui ont pesé sur la dette des pays d'Afrique de l'Est, aura-t-il raison de cet appétit ?



Mine de titane - Mozambique



## ÉCLAIRAGE PUBLIC : 50 % À 80 % D'ÉCONOMIES D'ÉNERGIE GRÂCE À LA RÉNOVATION LED \*

### - ÉTUDE DE CAS EN CÔTE D'IVOIRE -

sur 20 000 points lumineux\*



Objectif gouvernemental  
de la Côte d'Ivoire :  
vers 100 % d'éclairage  
public en LED d'ici 2030.



Coût d'investissement estimé : 3.7 Mds FCFA



Économies annuelles réalisables

- 1.15 Mds FCFA / an (sans gradation)
- 1.4 Mds FCFA / an (avec gradation)



Retours sur investissement estimés

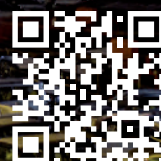
- 3,2 ans (sans gradation)
- 2,6 ans (avec gradation)

\*Hypothèse : scénario de rétrofit raccordé-réseau avec un passage de la technologie SHP à la LED.

Pour un avenir lumineux  
et durable.

 [groupe-ragni.com](http://groupe-ragni.com)

 [info@groupe-ragni.com](mailto:info@groupe-ragni.com)





**L'INTERVIEW**

KOKOU EDEM TENGUE

**« Les crises au Sahel renforcent la vocation régionale du port de Lomé »**

Même s'ils ne sont plus sous sanction de la Cedeao, les pays sahéliens qui utilisent le corridor de Lomé restent plongés dans une grande instabilité. Comment cela affecte-t-il l'activité du port ?

Le Burkina Faso ne fait plus l'objet d'une fermeture de ses frontières. Arrivées au Burkina, les marchandises peuvent prendre des directions différentes, comme le Niger ou le Mali. De ce côté-là, il n'y a pas de problème particulier. Dès sa création dans les années 1960, le port de Lomé a été conçu comme un outil d'intégration régionale, un bras de mer pour nos pays frères sans littoral, dont il est solidaire. Les crises politiques et sécuritaires n'ont fait que confirmer et renforcer ce rôle régional.

**Comment expliquer, qu'en dépit de la crise régionale, le tonnage ait augmenté en 2023 ?**

Au niveau mondial, nous sommes revenus à des taux de fret d'avant-Covid. En 2023, ces derniers ont été plutôt à la baisse, alors qu'ils s'établissaient à des niveaux élevés en 2021 et 2022. Comparée à l'offre globale, la demande est baissière. Cela se traduit par un marché surcapacitaire en conteneurs. Or cette tendance ne s'est pas

Alors que les pays du Sahel connaissent une importante crise politique et sécuritaire, le ministre de l'Économie maritime, de la Pêche et de la Protection côtière du Togo, Kokou Edem Tengue, ancien dirigeant de Maersk dans le pays, ne signe pas d'avis de tempête.

**Propos recueillis par Rémy Darras**

manifestée à Lomé. La hausse des importations et des exportations est tellement grande qu'elle a compensé la baisse d'environ 6% du transbordement. Il est encore trop tôt pour apprécier l'effet du contournement du trafic maritime de la mer Rouge, causé par les milices houthis, qui profite à tous les pays de la côte ouest-africaine. Outre sa vocation régionale, la nécessité d'approvisionnement des pays sans littoral, mais aussi le dynamisme de l'économie togolaise, avec la création en 2021 de la Plateforme industrielle d'Adétikopé (PIA), à 27 km de la capitale, et de bonnes infrastructures, expliquent cette hausse du tonnage manipulé.

**Pourtant le transbordement, dont Lomé est une place forte, a un peu souffert...**

Cette partie du trafic est la plus exposée aux chocs extérieurs parce qu'elle subit les fluctuations du

commerce international global, tandis que le trafic import-export dépend beaucoup plus du climat économique du Togo et des pays de l'arrière-pays. Il s'agit de marchandises qui quittent ces ports lointains d'Asie et sont acheminées au port de Lomé avant d'être éclatées dans les autres ports de la sous-région. Puisque nous avons connu, dans le monde, en 2023, un ralentissement général des volumes transportés, le transbordement en subit les conséquences. Les raisons en sont un fort protectionnisme, un rapprochement entre les sources d'approvisionnement et leurs marchés. Aussi, plusieurs ports se sont dotés d'infrastructures leur permettant de concurrencer Lomé, comme le nouveau port en eaux profondes de Lekki (Nigeria), inauguré l'année dernière, mais aussi nos voisins plus immédiats comme Tema (Ghana) ou Abidjan.

Dans le Top 100 mondial des terminaux à conteneurs, dressé chaque année par la bible du transport maritime Lloyd's List, figurent à ce jour quatre ports africains : Tanger Med, Port Saïd, Durban et depuis 2021 Lomé (94<sup>ème</sup> place en 2023).



Passé depuis 2018 premier port d'Afrique de l'Ouest, avec un tirant d'eau de près de 17 mètres, qui lui permet d'attirer sur ses quais les plus gros bâtiments et donc d'approvisionner les plus petits ports voisins, Lomé (trois quarts des recettes fiscales et la moitié du PIB du Togo) a connu entre 2022 et 2023 une progression de son trafic : 8,9 mt à l'import (+11%) et 1,6 mt à l'export (+38%). Depuis 2019, le trafic global a crû de plus de 32%. Il constitue une alternative au port de Cotonou à la suite de la fermeture de la frontière Bénin-Niger depuis juillet dernier. Souhaitant s'affirmer encore plus face à des concurrents qui fourbissent leurs armes, Lomé inaugurerait il y a un an une extension de ses installations lui permettant de traiter 1500 boîtes de plus et de passer d'une capacité de 2,2 à 2,4 millions d'équivalents vingt pieds.

**Adétikopé vise à la transformation de produits agricoles locaux. Mais le port a-t-il gagné de nouveaux clients ?**

Cette plateforme est une avancée majeure en termes de logistique et permet aux opérateurs économiques de l'hinterland de rapprocher les conteneurs de leur pays. C'est vraiment un port sec : un prolongement du port maritime et pas une aire de dépotage contrairement à d'autres qui sont apparues dans la sous-région. Et il est utilisé par les lignes maritimes MSC, CMA CGM, Maersk, PIL, ONE, qui représentent plus de 90% du trafic de conteneurs au port de Lomé. Le trafic urbain de la capitale s'en trouve allégé. De l'espace s'est dégagé sur les terminaux maritimes. Les opérations à quai ou à terre, entre les conteneurs en transit et ceux destinés à la consommation locale, sont plus fluides.

Outre cela, il permet d'amener des services portuaires dans cette zone industrielle, pour que les entreprises importent leurs matières premières ou exportent les produits finis issus de leurs usines. Ainsi, le coton togolais est transformé en fibres, en textile puis en vêtements. Ceux-ci ont connu leur première exportation il y a quelques mois. Le soja est quant à lui transformé en huile de soja. Et comme notre pays est admis au régime douanier de l'African Growth Opportunity Act (Agoa), il offre aux producteurs qui s'y installent un accès préférentiel au marché américain.

**Déjà présent à Lomé sur un terminal qu'il gère avec China Merchants, MSC a hérité en 2023 du terminal opéré précédemment par Bolloré. Cela ne désavantage-t-il pas les autres armateurs ?**

Ces deux terminaux sont exploités sous deux marques et entités juridiques différentes (Lomé Container Terminal et Togo Terminal, ndlr) qui ont, en effet, le même actionnaire. Nous veillons à ce qu'il n'y ait pas de concurrence déloyale entre les lignes maritimes et pas d'abus de position dominante de la part d'un opérateur au détriment des autres. Contrôlant désormais 30% de Togo Terminal, l'État détient un droit de regard plus important sur ses opérations. Notre pays peut aujourd'hui influencer sur la conduite des opérations de Togo Terminal et profiter de plus importantes retombées économiques.



# Des zones économiques spéciales aux fortunes diverses



Port de Tanger - Maroc

Dans un rapport publié en 2021, la Cnuced dénombreait plus de 230 Zones Économiques Spéciales (ZES) sur le continent dont une soixantaine au Kenya, 38 au Nigeria et 18 en Ethiopie.

Rêvé sur le modèle chinois voulu par le président Deng Xiaoping comme leviers de croissance, avec incitations fiscales et douanières et procédures administratives simplifiées à la clé, le modèle ZES en Afrique est globalement loin de rencontrer d'aussi bonnes fortunes et de pouvoir souffrir la comparaison avec les ZES asiatiques. En effet, près de 90 % des projets de ZES ont été avortés, retardés ou ont produit des résultats en deçà des objectifs, selon la Cnuced. Le cadre d'investissement n'y est souvent pas plus attractif que le cadre national. Les démarches administratives demeurent lourdes. Et l'accès à l'énergie est soit coûteux soit déficient. Transformant alors la ZES en simple zone de stockage, loin de son ambition d'industrialisation.

Néanmoins, quelques zones spéciales tirent leur épingle du jeu. Les ZES de Tanger Med, inaugurés en 2002, adossées à un port à l'emplacement stratégique, à un bassin d'emploi compétitif et à un marché de consommation européen substantiel, alignent les meilleurs indicateurs du continent : plus de 1 000 entreprises, 90 000 emplois, plus de 8 milliards d'euros de chiffres d'affaires par an, 350 000 véhicules produits par Renault en 2022. Nkok, née en 2010 au Gabon et qui regroupe aujourd'hui 144 entreprises de 70 pays, spécialisées surtout dans la transformation du bois, a généré, selon les chiffres d'Arise, son opérateur, 20 000 emplois et 1,6 milliard d'euros d'investissements directs étrangers. En une décennie,

Présentés comme des solutions miracles à l'industrialisation et à la transformation locale des matières premières, les parcs censés capter les investissements étrangers fleurissent. Mais présentent dans leur ensemble un bilan très mitigé.

Par Rémy Darras

le négociant de matières premières y est passé de l'exploitation forestière à la production d'huile de palme et d'hévéa, à leur transformation et à leur exportation vers l'Asie et les Etats-Unis, contrôlant ainsi toute la chaîne de valeurs. Un parcours, synonyme de diversification d'une économie, jusque-là centrée sur le pétrole, et d'industrialisation dans lequel le promoteur joue le marieur entre investisseurs.

Après la zone industrielle de Glo Djigbé (Bénin) ouverte en 2020, dédiée à la transformation du coton, de la noix de cajou, du karité, du soja, l'opérateur – désormais contrôlé par Africa Finance Corporation (AFC) et Africa Transformation and Industrialization Fund (ATIF) – a également inauguré en 2021 celle d'Adétikopé au Togo (soja, sésame, coton).

Quitter l'orbite du géant agro-industriel singapourien Olam en janvier 2023 lui a permis de s'envoler. Porté par la mise en place de la zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf), Arise multiplie les projets. Ainsi qu'après une première tranche de 400 millions de dollars (sur un milliard) débloqués par Afreximbank en juin 2023, Arise IIP a reçu fin décembre une enveloppe de 250 millions d'euros de la part de la Société Financière Internationale (SFI, branche de la Banque Mondiale pour le privé) pour développer ses parcs, en partenariat avec les États.

Objectif pour le développeur : reproduire partout la zone économique spéciale de Nkok. Au Rwanda, en Côte d'Ivoire, au Tchad, deux au Congo, en RDC, au Nigeria, deux au Malawi, en Sierra Leone. Et il garde dans son viseur le Ghana et le Sénégal.

Somdia est un groupe à taille humaine, responsable, qui produit et distribue, en Afrique, des denrées essentielles au travers des filières agro-industrielles pérennes dans **le respect de l'environnement, de la sécurité alimentaire et de l'Humain.**





# L'avenir des villes moyennes ne s'écrit pas encore en capitales

Alors qu'elles connaissent une croissance démographique plus importante, les agglomérations secondaires souffrent encore plus du déficit d'investissements dans les infrastructures. Et les rapports de force politiques avec les villes principales aggravent la tendance.

Par Rémy Darras

Sur la carte, leurs noms s'affichent en plus petit que celui des capitales. Pourtant les villes moyennes africaines (moins de 500 000 habitants) connaissent, à bas bruit, une croissance démographique plus forte.

Parakou (Bénin) est ainsi passé de 211 000 habitants en 2010 à 313 000 habitants en 2020. Kaolack (Sénégal) a vu sa population exploser dans le même temps de 221 000 à 308 000 âmes et Bertoua (Cameroun) a plus que doublé avec 228 000 personnes contre 94 000, si l'on en croit les cartes de la base de données géospatiales Africapolis, créée par l'OCDE. Des chiffres qui rendent bien compte de l'explosion démographique qui touche toute l'Afrique.

## Explosion

En effet, quatre cinquièmes des agglomérations identifiées en 2015 étaient inhabitées en 1960. « *Le mouvement suit celui des migrations, du village à la ville secondaire et de cette dernière jusqu'à la capitale, avant la migration internationale. Pour survivre, les gens rejoignent la ville lorsqu'il fait trop chaud, quand les terres ne donnent plus rien ou, pour des raisons saisonnières, une fois que leur récolte est terminée* », analyse l'architecte et urbaniste suisse Jérôme Chenal, directeur du centre Excellence in Africa à l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne.

Selon la Banque mondiale, les villes intermédiaires accueillent 55 % de la population urbaine totale, et 15 % de la population africaine. Et elles recevront d'ici 2040 les deux tiers des personnes qui s'installent en zone urbaine. Ce qui devrait amener d'importants défis. Car le développement économique n'a pas suivi l'urbanisation. Les gouvernements et les grands bailleurs de fonds investissent surtout dans les grandes villes. « *Donc, les plus petites se paupérisent car il y a de moins en moins de*

*moyens par habitant* », poursuit Jérôme Chenal. Certains pays fédéraux comme le Nigeria ou l'Afrique du Sud échappent à la règle et développent la concurrence entre les villes. Quand le Maroc, par volonté royale, a donné une autonomie à chaque territoire pour trouver sa voie autour de pôles d'activités : le tourisme pour Marrakech, l'hydrogène vert à Guelmim, le solaire à Ouarzazate.

## Polarisation

Dans les pays centralisés, les villes moyennes souffrent d'un vrai déficit d'accès à l'énergie, d'adduction en eau potable et de travaux de voirie faibles. Certaines capitales ont bien délocalisé dans des villes secondaires des universités ou des ministères. Mais cela ne permet pas pour autant d'assurer un développement économique suffisant, que l'on attendrait plus d'une industrie de transformation locale des produits agricoles créatrice d'emplois.

Ainsi, les aéroports secondaires rénovés au Sénégal et en Côte d'Ivoire profitent aux déplacements des plus aisés, sans bénéficier aux habitants des territoires. De même, les stades construits pour les Coupes d'Afrique des Nations (CAN) génèrent de l'emploi lors de leur construction mais il est plus difficile d'évaluer leur impact sur le long terme, faute de championnats qui permettraient d'en financer l'entretien. S'ajoute à cela l'absence d'équipements hôteliers.

Autant d'éléments qui concourent, selon Jérôme Chenal, avec le développement de voies express, à une polarisation accrue des investissements autour des capitales au détriment de villes secondaires. Sans oublier que ces dernières sont souvent les fiefs d'opposants ou de clans rivaux. Ce qui ne joue pas en leur faveur.



## De la bauxite à l'alumine : un acteur majeur au cœur de la filière

UMSI est un groupe familial implanté en Afrique de l'Ouest depuis plus d'un siècle. Historiquement ancré en Guinée, le Groupe s'est largement développé à l'international.

En Guinée, le Groupe est présent à travers UMS, leader dans la logistique intégrée notamment industrielle et minière. UMS est également un des principaux importateurs et distributeurs de carburant du pays. En Guinée, le Groupe UMSI est aussi l'actionnaire fondateur du plus grand producteur de bauxite au monde ; la Société Minière de Boké (SMB).

En 2021, le Groupe UMSI fait l'acquisition du groupe français Alteo, leader mondial dans la production d'alumine de spécialité. Basé près de Marseille, Alteo est implanté dans 16 pays et distribue ses produits dans plus de 60 pays.

Fort de l'expertise d'Alteo et de ses 130 ans d'existence, UMSI développe une raffinerie d'alumine en Guinée qui propulse le pays vers la transformation locale de ses matières premières et l'augmentation significative de la valeur ajoutée. Ce projet industriel s'accompagne de la formation locale de plus de 300 étudiants pour des postes de techniciens de haut niveau et d'ingénieurs.

Depuis sa création, UMSI adopte une démarche globale alliant progrès et performance. Le Groupe place sa politique RSE au cœur de son développement.

# L'Afrique avance dans les ENR

Les projets en développement affichent de belles promesses de croissance mais la capacité installée demeure encore modeste à l'échelle du continent, sauf dans l'hydroélectricité. Les financements multilatéraux, mais aussi ceux des développeurs et fonds privés se mettent en place.

Par Pierre-Olivier Rouaud

Connexion au réseau du tout premier parc photovoltaïque de Côte d'Ivoire (37,5 MWe) à Boundiali dans le nord du pays, mise en service du parc éolien de Boulenouar en Mauritanie (100 MW), signature d'un financement de 188 millions de dollars de la Banque africaine de développement (BAD) pour les usines vertes de dessalement du groupe marocain OCP... les énergies renouvelables tiennent le haut de l'affiche dans l'actualité économique africaine. Si le train a été long à démarrer, il prend désormais de la vitesse. En témoigne la vigueur du marché du photovoltaïque : 3,745 GWe de capacités nouvelles, un niveau record, ont été installées en 2023, en hausse de 16 % par rapport à 2022, pointe l'association professionnelle Africa Solar Industry Association (Afsia) basée à Kigali. Celle-ci chiffre à 15,3 GWe la capacité totale installée sur l'ensemble du continent, soit un quasi quadruplement en cinq ans.

Concernant l'éolien, les indicateurs sont un peu moins dynamiques. Mais, en 2023, plusieurs centaines de MW ont été développés, portant la capacité mise en service, ou sur le point de l'être, à 9 GW, estime un rapport publié en octobre 2023 par l'association professionnelle Global Wind Energy Council (GWEC). Exemple à Djibouti : le président Guelleh a inauguré, en septembre 2023, Red Sea Power, le tout premier parc éolien, situé près du Goubet. L'installation d'une capacité de 60 MW va doper la puissance électrique installée de Djibouti, limitée jusque-là à 100 MW, dans ce pays qui doit importer d'Éthiopie 80 % de son électricité.

« Les États ont sans conteste pris le pli des renouvelables. Dans ce domaine, il y a deux enjeux : le premier est de fournir de l'électricité aux populations rurales isolées en développant le plus rapidement possible des

systèmes hors réseau, via la finance à impact si besoin ; le second est de concourir par des moyens plus massifs à l'approvisionnement électrique des métropoles et d'une industrie dont les besoins croissent vite », souligne Etienne Giros, président du Cian. Dans le scénario le plus optimiste de l'Agence internationale de l'énergie (AIE), 80 % des capacités électriques additionnelles en Afrique subsaharienne pourraient être renouvelables à l'horizon 2030. Un levier de plus pour contrer la précarité énergétique de l'Afrique : en effet, 600 millions de personnes y restent dépourvues d'accès à l'électricité, selon les estimations 2023 de l'AIE, chiffre tristement inchangé depuis dix ans.

## Des projets privés

Les énergies carbonées, charbon et gaz naturel surtout, continueront d'assurer pour longtemps encore l'essentiel de la production d'électricité en Afrique (environ 78 % aujourd'hui, selon l'AIE). Mais, devant la soif d'énergie du continent, les États et entreprises ont décidé de faire feu de tout bois, y compris des renouvelables. « Dans l'électricité, la quasi totalité de nos dossiers à l'étude sont relatifs aux énergies vertes », témoigne-t-on du côté de la Facilité africaine de soutien juridique, une organisation liée à la BAD qui appuie les gouvernements dans leurs relations

contractuelles avec les opérateurs privés. Beaucoup d'États ont mis en place des dispositifs réglementaires pour faciliter la production indépendante, à l'image de la nouvelle loi sur l'électricité, adoptée fin 2022 par la Mauritanie. De ce fait, une tendance nouvelle émerge : il s'agit du poids croissant du segment dit « Commercial & Industrial » (C&I), autrement dit le développement de projets pour



Près de 600 millions de personnes sont dépourvues d'accès à l'électricité sur le continent.





**Vous avez l'énergie  
d'aller plus loin,  
nous avons l'énergie  
pour vous accompagner**

Dans le cadre de l'initiative « 1Casque, 1Vie »  
la Fondation TotalEnergies sensibilise  
les utilisateurs de deux-roues  
à la sécurité routière pour rendre les routes  
plus sûres pour tous.



**TotalEnergies**

compte privé, afin d'alimenter des usines, des mines ou même des chaînes de supermarchés. Selon l'Afsia, 65% des installations photovoltaïques mises en service en 2023 sur l'ensemble du continent relevaient de ce segment C&I, contre 52% en 2022. La tendance s'explique par la volonté du secteur privé, s'appuyant sur des développeurs, de produire son électricité face à des réseaux publics peu performants. À l'image du géant minier Sibanye-Stillwater qui a signé récemment avec le fonds African Infrastructure Investment Managers (AIIM) et ses partenaires un accord portant sur 89 MW de capacités éoliennes. « *Un des attraits du marché C&I, pour les investisseurs notamment, est que les relations contractuelles sont de type B2B, entre partenaires privés. Cela permet de mener vite des projets, contrairement aux gros parcs connectés au réseau* », indique un développeur.

### Forte concentration

Reste que, globalement, les renouvelables demeurent concentrées sur un petit nombre de pays, dont les pionniers nord-africains, à savoir le Maroc et l'Égypte, le Kenya, grâce à la géothermie, ou encore l'Afrique du Sud. Encore très dépendant du charbon, ce pays est parvenu à changer d'échelle, à travers ses programmes d'appels d'offres aux développeurs privés dits Renewable Independent Power Producer Program (REIPPP). À elle seule, l'Afrique du Sud a, de ce fait, représenté 80% des nouvelles capacités photovoltaïques africaines en 2023 ! De quoi stimuler l'activité de groupes locaux comme Sola, le plus grand développeur du pays, ou des opérateurs internationaux : EDF, Engie, Scatec ou TotalEnergies ont remporté des appels d'offres dans ce cadre. Le septième REIPPP, dont l'appel d'offres est en cours, prévoit encore 1,8 GWc de capacité photovoltaïque.

En dépit de ces impressionnants programmes, ou encore des annonces de mégaprojets d'hydrogène vert, à l'échelle du continent, la croissance des renouvelables demeure toutefois bien inférieure à celle de la moyenne mondiale. Tous types de production confondus (hydraulique, solaire, éolien, biomasse...), les capacités renouvelables en Afrique n'ont progressé que de 4,7% (58,796 GW) en 2022, contre un bond de 9,4% à l'échelle mondiale, selon les données de l'Agence internationale pour les énergies renouvelables (Irena). Et la part du soleil et du vent dans la production électrique demeure modeste : environ 3%, selon l'Irena, auxquels s'ajoutent environ 18% pour l'hydroélectricité. Car, si le photovoltaïque, voire l'éolien, font souvent les gros titres de l'actualité, l'hydroélectricité continue de se tailler la part du lion. En Afrique, les deux tiers de la capacité renouvelable (39 GW en valeur

## Hdf, co-développeur d'un projet hydrogène dans le sud du Maroc

L'avenir des renouvelables en Afrique passe-t-il par des projets géants centrés sur l'hydrogène ou l'ammoniac vert ? C'est le pari d'un grand nombre d'opérateurs et de développeurs, dont HDF Energy. En novembre 2023, l'entreprise basée à Bordeaux a signé un accord avec le fonds marocain Falcon Capital Dakhla HDF pour devenir partenaire industriel du projet White Dunes, encore en phase de pré-développement. Localisé dans le sud du Maroc à Dakhla, ce projet doit combiner génération d'électricité renouvelable et production à grande échelle d'hydrogène vert sur 150 000 hectares de désert. Lors d'une première phase est prévue la mise en œuvre de 1,5 GW de capacités éoliennes et photovoltaïques et l'installation de près de 1 GW d'électrolyseurs. Le coût initial est estimé à un milliard de dollars. White Dunes s'ajoute à une longue liste de mégaprojets du même type en Afrique. L'Afsia a ainsi identifié 95,6 GW d'installations annoncées dans ce seul domaine de l'hydrogène vert, toutes localisées dans un très petit nombre de pays (Mauritanie, Maroc, Égypte, Namibie et Afrique du Sud). Presque aucun de ces projets n'a, toutefois, atteint le stade du closing financier.

absolue) reposent sur la force motrice de l'eau. Selon le manager d'un fonds d'investissement spécialisé : « *les projets hydroélectriques ont un énorme avantage, ils génèrent un impact massif sur le réseau lors de leur mise en œuvre. Toutefois, le temps de développement des grands barrages reste long et l'issue parfois aléatoire* ». Ceci, compte tenu du montant des financements publics et privés à mobiliser, de négociations souvent complexes avec les États sur le prix de l'électricité et de la lourdeur des études environnementales.

Pourtant, sans même évoquer le méga-barrage de la Renaissance en Éthiopie, les projets hydroélectriques poursuivent leur cours au vu du gigantesque potentiel continental. EDF et TotalEnergies viennent de lancer un projet hors norme au Mozambique. L'électricien français est aussi à la manœuvre sur le gros barrage de Nachtigal (420 MW) au Cameroun. Bientôt en production, il a été développé avec l'appui de la Société financière internationale de la Banque mondiale (SFI), de l'État (15%) et des fonds Africa50 et STOA (Caisse des dépôts). EDF est aussi aux manettes aux côtés de l'État ▶



# METTONS TOUTE NOTRE ÉNERGIE AU SERVICE DE LA PROTECTION DE LA BIODIVERSITÉ

RÉPUBLIQUE DU CONGO



@LESTERRESDUCONGO

## EDF et TotalEnergies à l'assaut du Zambèze

C'est l'un des plus gros projets d'infrastructures sur le continent. Au terme d'un appel d'offres, EDF, en consortium avec TotalEnergies et le Japonais Sumitomo Corp. va réaliser le barrage de Mphanda Nkuwa sur le Zambèze au Mozambique. Ce mégaprojet, dont la mise en service est prévue pour 2031, doit afficher une capacité de 1,5 GW en aval du barrage existant de Cahora Bassa (2GW). L'ouvrage s'accompagnera de la construction de 1 300 km de lignes de transmission à haute tension. Structurant pour la sous-région, le barrage devrait alimenter en électricité verte non seulement le réseau mozambicain, mais aussi de grands clients industriels, y compris dans le secteur minier sud-africain.

Après la signature du contrat de concession (trente ans) à Maputo le 13 décembre 2023, en présence, notamment, du président Filipe Nyusi et de la secrétaire d'État française chargée du développement et des partenariats internationaux Chrysoula Zacharopoulou, la phase de levée de fonds a commencé. Le financement doit associer de grands bailleurs (SFI, BEI, AFD, Jica...) mais aussi des banques privées européennes et japonaises. TotalEnergies, qui développe par ailleurs en consortium le projet géant de gaz liquéfié Mozambique LNG, devient avec ce barrage l'un des plus gros investisseurs dans le pays.

camerounais pour développer le barrage de Kikot (500 MW), d'un coût global estimé à un milliard d'euros avec, pour prochaine étape, de structurer le financement.

### Capitaux disponibles

Car, quel que soit le mode de production, l'une des clés de la croissance des renouvelables tient évidemment aux capitaux disponibles. En la matière, les besoins sont immenses. Lors du Sommet de Nairobi sur le climat en septembre 2023, les États africains ont estimé à 600 milliards de dollars les capitaux à mobiliser pour atteindre une capacité verte installée de 300 GW à horizon 2030.

D'innombrables fonds et instruments financiers, impossibles à énumérer ici, visent désormais à financer l'expansion des renouvelables, qu'ils viennent de la Banque



Barrage de Katse au Lesotho

mondiale et autres bailleurs multilatéraux, d'institutions financières de développement (Proparco, SFI, FMO, DEG, BEI...), de financeurs africains (BAD, Afreximbank...) ou du private equity. À ceci s'ajoute l'action de développeurs comme Voltalia, Amea Power ou encore Masdar. Ce groupe d'Abu Dhabi vient de prendre le contrôle, avec l'égyptien Infinity, de Lekela Power, le plus grand opérateur de renouvelables du continent (1,5 GW en Égypte, Afrique du Sud, Sénégal...). Il développe par ailleurs 1,5 GW de projets verts sur le continent, avec la promesse d'y accroître son portefeuille de 10 GW d'ici à 2030 en mobilisant 10 milliards de dollars de fonds multilatéraux et privés.

À une échelle plus mesurée, des initiatives innovantes apparaissent pour combler le « gap » financier. Ainsi, Sima, un fonds à impact, vient d'émettre avec l'appui de la SFI un programme d'obligations vertes (« green bond ») destiné à financer des petits projets privés (5 MW et moins)

en Afrique exclusivement sur le segment C&I. Avec succès : la première clôture, début 2024, a permis de lever 131 millions de dollars sur les 150 prévus.

Dans un autre registre, le groupe malgache Axian vient de recevoir un financement de 30 millions de dollars du fonds britannique EAIF pour sa nouvelle

filiale Axian Energy. Cette dernière a dans ses cartons des parcs de production à Madagascar, au Sénégal, au Congo, en Tanzanie ou au Mozambique à hauteur de plus de 400 MW. « L'originalité de cette ligne de crédit tient à ce qu'elle ne finance pas un seul projet identifié, mais nous permet de travailler sur les phases de pré-développement souvent les plus longues », indique un représentant du groupe. En matière de financement des renouvelables, comme pour les autres infrastructures, toutes les idées neuves sont bonnes à prendre.



*Les capacités renouvelables en Afrique n'ont progressé que de 4,7 % en 2022.*

# WITH AFRICA FOR AFRICA

**M O B I L I T Y   H E A L T H C A R E   C O N S U M E R   I N F R A S T R U C T U R E**

Avec un chiffre d'affaires de 7,9 milliards d'euros, un accès à 46 des 54 pays d'Afrique et plus de 22600 collaborateurs, le groupe CFAO, Corporation For Africa & Overseas, contribue à la croissance du continent, à son industrialisation et à l'émergence de la classe moyenne, en s'appuyant sur ses connaissances terrain et sur les savoir-faire locaux. Partenaire de grandes marques mondiales, le Groupe intervient sur toute la chaîne de valeur -importation, production, distribution- selon les meilleurs standards internationaux.





## Banques : un paysage recomposé en zone francophone

**L**a cession en série, depuis deux ans, d'une bonne part des activités africaines de BNP Paribas, de la Société générale ou du Crédit agricole (BPCI l'avait fait dès 2018) domine l'actualité du secteur bancaire en Afrique francophone. S'il atteint une ampleur inédite, ce phénomène ne date pas d'hier, à l'échelle du continent.

Depuis près d'une décennie, les banques européennes diminuent la voilure, à l'image de Barclays. Le géant financier britannique avait marqué les esprits, en 2016, en décidant de se délester de sa filiale sud-africaine Absa, troisième banque du continent. L'été dernier, sa compatriote Standard Chartered a cédé ses filiales au Cameroun, en Angola, en Gambie, en Sierra Leone et en Tanzanie au Nigerian Access Bank.

Dans l'espace francophone, c'est BNP Paribas qui mène le tempo depuis 2020. Le groupe français cédait alors ses filiales au Gabon (Bicig), aux Comores (BIC) et au Mali (Bicim) au groupe Atlantic Financial Group de l'homme d'affaires ivoirien Koné Dossongui. En 2021, c'est la filiale du Burkina Faso qui passait aux mains de Vista Bank. La banque dirigée par Jean-Laurent Bonnafé vient aussi de se retirer, en 2023, de deux des plus gros marchés de la

région. Elle a cédé, au Sénégal, ses 54,11 % dans Bicis au groupe panafricain de bancassurance Sunu, fondé par feu Pathé Dione, et, en Côte d'Ivoire, sa part de 60 % dans la Bicici, reprise par un consortium ivoirien (BNI, CNPS, Caisse de retraite des agents de l'État).

Si le repli de la Société générale est un peu moins marqué, la banque française a tout de même cédé en juin 2023 ses filiales en Mauritanie et au Tchad au groupe Coris Bank, celle du Congo à la Gabonaise BGFI, et celle de Guinée-Équatoriale à Vista Bank. Avant, en décembre dernier, de se délester de ses filiales au Burkina Faso et au Mozambique, là encore au profit de Vista Bank. Coris Bank, conduit par le burkinabè Idrissa Nassa, a aussi ajouté à son portefeuille les activités de Standard Chartered en Côte d'Ivoire en décembre dernier.

Un vaste mouvement qui trouve deux explications, analyse Etienne Giros, président du Cian, « *la première est, selon les acteurs européens, la taille trop réduite à l'échelle mondiale de nombreux marchés africains. La seconde tient à la "compliance" et aux importants efforts à mettre en œuvre pour être en phase avec toutes les règles internationales, notamment européennes, de plus en plus strictes* ».



Bamako au Mali

**Le retrait des banques européennes, notamment françaises, du continent se poursuit à vitesse accélérée. En Zone franc et ailleurs, les acteurs africains prennent le relais. Non sans effets.**

**Par Pierre-Olivier Rouaud**

### **Nouveaux acteurs**

Après ces intenses manœuvres en Afrique francophone, et à côté de la présence très forte des banques marocaines, la recomposition s'organise autour de quelques pôles. Parmi ceux-ci figure, au premier chef, le groupe Vista Bank, fondé et conduit par le financier américano-burkinabè Simon Tiemtoré, via sa holding Lilium Capital. Parti du rachat d'un acteur mineur en Gambie en 2016, Tiemtoré est en passe de constituer un petit empire bancaire. D'autant que, sous réserve du feu vert des régulateurs, il devrait sous peu finaliser un coup de maître en absorbant également Oragroup : après de longues négociations, il s'est, en effet, accordé en août 2023 avec les actionnaires de ce dernier (Emerging Capital Partners, Proparco, BOAD...) pour leur acheter cette banque panafricaine basée au Togo. Soutenu et cofinancé par deux influentes institutions africaines, la Boad et Afreximbank, ce rachat devrait lui permettre de devenir un des tout premiers acteurs du secteur en Afrique de l'Ouest. Hors Nigeria, Oragroup est, en effet, le troisième groupe bancaire de la région en termes de total de bilan derrière Ecobank et Bank of Africa, avec une présence dans douze pays.

De fait, dans un secteur extrêmement éclaté (135 banques rien que pour l'Uemoa), Vista Bank comme Coris, Ecobank ou encore BGFI vont devoir écrire les contours de la banque africaine ces prochaines années. Qu'en sera-t-il notamment sur le marché des entreprises ? Les observateurs se veulent rassurants à court terme.

Dans les faits, le retrait des opérateurs européens se conduit de manière progressive et ordonnée au plan technique dans le cadre d'accords transitoires (TSA – transition services agreement) et le maintien des systèmes IT existants. De plus, les régulateurs sont particulièrement sourcilleux sur l'application de la réglementation, que ce soit dans les zones Uemoa ou Cemac. Le défi pour ces banques africaines sera ensuite de bâtir de nouvelles organisations. Vista Bank entend, par exemple, rassembler en un seul groupe toutes ses acquisitions et se doter d'un siège commun à Lomé.

Dans ce cadre, il s'agit pour les acteurs de construire de robustes infrastructures intégrées (core banking) et surtout de stricts systèmes de conformité : procédures de lutte contre le blanchiment, détection des transactions suspectes, connaissance des clients (KYC)... sans oublier l'enjeu de la cybersécurité. Une nécessité absolue pour demeurer intégrés dans le système financier international.



Johannesburg en Afrique du Sud

### L'enjeu du trade finance

Pour les entreprises clientes établies en Afrique, une question se pose toutefois à court terme : celle du financement des échanges commerciaux (« trade finance »), essentiel à la vie des affaires. Pour ces entreprises, s'appuyer sur une banque européenne, présente sur les deux continents, est synonyme de fluidité, notamment en termes de transferts de fonds, de lettres de crédit, de garantie ou de gestion des devises. Pour prendre le relais sur ce segment de marché, les acteurs africains vont devoir bâtir de nouveaux liens avec leurs correspondants bancaires en Europe, d'une exigence absolue en matière de compliance.

« C'est un sujet à très fort enjeu, confirme Aristide Ouattara, associé, leader industrie financière au sein de Deloitte Afrique francophone. 42 % des dirigeants africains du secteur interrogés pour notre Baromètre 2023 de l'industrie financière, établi en partenariat avec Jeune Afrique, considèrent le durcissement des conditions de service des banques correspondantes comme un risque élevé ».

À condition de surmonter ces écueils, la nouvelle donne bancaire pourrait être bénéfique pour le secteur productif et l'investissement. « Dans ce modèle à construire, l'appréhension du risque pourrait être davantage en phase avec les réalités des économies africaines et celles des entreprises », veut espérer un expert. Les centres de décisions seront plus proches, les actions plus rapides. « Sur le terrain, on observe un engagement croissant des banques africaines dans l'investissement et leur volonté de s'impliquer dans le montage de financement de projets », appuie l'avocat d'affaires Nicolas Jean, fondateur du cabinet Stork.

À titre d'illustration, Ecobank Côte d'Ivoire vient d'arranger un financement syndiqué de 150 millions de dollars pour accompagner Endeavour Mining dans un projet de mine en Côte d'Ivoire. « En Zone franc, les banques africaines renforcent clairement leurs équipes spécialisées

en financement structuré, à l'image de ce qui existe au Nigeria, par exemple », confirme l'avocat d'affaires Boris Martor du cabinet Bird & Bird, auteur avec Ousmane Diawara d'EY de l'ouvrage « Les financements de projets en Afrique », réédité cette année chez LGDJ. Ecobank, toujours elle, appuie depuis plusieurs années la filière coton au Burkina Faso et joue le rôle de chef de file d'un pool bancaire national dédié qui vient d'avancer 120 milliards de francs CFA à Sofitex, en vue de financer la campagne 2023-2024.

### Manque de capitaux

La recomposition du secteur et le retrait des grandes banques internationales font, toutefois, peser un autre risque, celui de l'accès au marché des capitaux dans un contexte de grande prudence des institutions d'émission. « À ce titre, notre baromètre est sans appel, relève Aristide Ouattara, 70 % des acteurs du secteur se disent non satisfaits concernant la profondeur, la liquidité et la variété des instruments sur le marché des capitaux ».

Au-delà des récents mouvements de fusion, il faudra pour le secteur financier africain trouver une « nouvelle manière » de relever le défi du siècle, à savoir une intégration plus poussée des marchés bancaires. Un travail de titan pour les régulateurs, l'Union africaine, les blocs sous-régionaux ainsi que les banques, au vu des différences, par exemple, entre le système financier du Nigeria et celui de l'Uemoa.

« La création d'un cadre prudentiel panafricain harmonisé, par exemple sur la solvabilité et la liquidité inspiré des normes internationales mais adapté à l'Afrique, fait clairement partie des très fortes attentes des acteurs », indique Aristide Ouattara. En Europe, cette intégration a pris un bon quart de siècle et n'aura fait un bond décisif qu'à l'occasion de la crise financière de 2008, puis, ensuite, celle de la zone euro. Que faudra-t-il à l'Afrique pour avancer ?



## QUI SOMMES NOUS ?

**CAMTECH France** est une branche de la société **Cameroon Technology** (CAMTECH), faisant partie du Groupe AFX Holding.

Fondée en **2002** en tant qu'entreprise d'intégration de **solutions technologiques**, CAMTECH a évolué en une holding en créant des entreprises dans différents secteurs : Agro-industrie, transport et logistique, promotion des zones économiques (approuvé par le gouvernement de la République du Cameroun).

## NOS ENTREPRISES ET SERVICES



- Agro-industrie
- Pêche et Aquaculture
- Élevage industriel



- Technologies de l'information
- Télécommunications
- Énergie
- Formations professionnelles



- Développement des zones franches et zones économiques
- Agrément de la République du Cameroun



- Transport routier
- Logistique portuaire

## INTÉRESSÉ PAR UN PARTENARIAT DANS NOS PROJETS ?



**Électrification Solaire Communale:** Alimentation des Communes du Cameroun par énergie solaire photovoltaïque : Production, Transport, Distribution et Facturation par système prépayé : Contrat de partenariat avec les Mairies du Cameroun.



**Plateforme Logistique de Douala-Bonabéri:** Financement, Conception, Construction, Aménagement, Exploitation et Maintenance des Entrepôts Publics au Port de Douala-Bonabéri : Contrat PPP signé avec la Chambre de Commerce, d'Industrie, des Mines et de l'Artisanat du Cameroun, pour la mise en œuvre d'une plate-forme logistique, sur un espace de 4 hectares, au sein du Port de Douala – Bonabéri, au Cameroun.



**Culture Intensive de Maïs:** Projet sélectionné par le Gouvernement Français dans le cadre de l'initiative FARM et bénéficiant de l'appui technique de la coalition ALFA du MEDEF et du financement partiel de BPI France. 1 000 hectares de terrain à cultiver pour diminuer le déficit en maïs du Cameroun, avec un contrat de rachat de la Compagnie Fermière du Cameroun (CFC), filiale de SOMDIA (Groupe CASTEL).

## SUIVEZ-NOUS



[www.camtechgroup.net](http://www.camtechgroup.net)



[infos@camtechgroup.net](mailto:infos@camtechgroup.net)



+237 693 297 344

# Fintech, opérateurs télécom, banques... vers des partenariats de raison

**Le boom des transactions numériques de proximité redessine les pratiques du secteur bancaire africain. Mais les fintech ne vont pas supplanter les banques.**

**Par Pierre-Olivier Rouaud**

Un succès éclair... Cinq mois après son lancement en Éthiopie en août 2023, le service de paiement mobile M-pesa avait déjà conquis 3,1 millions d'utilisateurs. Un succès de plus pour Safaricom, l'opérateur kényan qui fut, en association avec Vodafone, le premier à révolutionner le paiement en 2007 avec ce service vedette.

Aujourd'hui, le constat est sans appel. La moitié des utilisateurs mondiaux du paiement mobile sont des Africains. Avec 2,3 milliards de dollars de transaction par jour, l'Afrique subsaharienne représente les deux tiers des



transactions par « mobile money » à l'échelle du globe, calcule l'association mondiale des télécom GSMA. Et ce n'est pas fini, toujours selon GSMA : en 2022 la croissance en valeur des transactions a bondi de 22 % et le nombre de nouveaux utilisateurs africains de 30 millions par mois !

À la manœuvre, derrière ce boom sans équivalent sur la planète, figurent en bonne place les opérateurs télécom comme Safaricom, Vodacom, MTN ou Orange, mais aussi une nuée de fintech et autres startups. Wave au Sénégal, Flutter Wave et Opay au Nigeria, Yoco en Afrique du sud, Fawry en Égypte... Entre 2021 et 2023, les fintech africaines auront levé 2,7 milliards de dollars de capitaux, le

plus souvent auprès d'investisseurs internationaux subjugués par la croissance du secteur. L'an dernier, dans un contexte financier pourtant peu favorable, la plateforme financière numérique égyptienne MTN Halan est devenue la première licorne du pays en séduisant les investisseurs à hauteur de 400 millions de dollars.

Paiement, mais aussi microcrédit, épargne, micro-assurance, transactions agricoles, location de batteries ou e-commerce de proximité, la liste des services financiers offerts par ces nouveaux acteurs devient longue comme le Nil. Elle contribue massivement à l'inclusion financière sur un continent où 45% de la population n'est pas bancarisée, selon l'indicateur Findex de la Banque mondiale, une proportion qui a chuté de 30 points en dix ans, en bonne partie grâce au m-banking.

Ces « disrupteurs » vont-ils pour autant supplanter les banques de détail ? La réponse est non. En grandissant, les acteurs « digital native » se trouvent confrontés aux réalités du secteur financier, à son cadre rigide, à ses règles prudentielles strictes.

La fintech Wave, basée au Sénégal, a certes été la première de la zone de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) à obtenir en 2022 la licence d'Établissement de monnaie électronique de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), mais la plupart des acteurs digitaux, tout comme certains opérateurs télécom, préfèrent s'associer avec des banques établies.

Les fintech « disposent d'un savoir-faire technologique dont les banques ont besoin, tandis que celles-ci peuvent compter sur une large clientèle, faisant (...) du partenariat une voie évidente vers la poursuite de la croissance de ces deux types d'organisations », estimait le rapport 2023 de la Banque européenne d'investissement (BEI) sur les banques en Afrique.

Mais le risque de disruption reste entier pour les banques de la place, qui doivent accélérer leur propre transformation digitale. À ce titre, indique Aristide Ouattara, associé de Deloitte, « en tête de liste des investissements prioritaires des acteurs de la finance figurent le capital humain et la technologie ». Signe qui ne trompe pas : « toutes les banques africaines, grandes ou petites, intègrent désormais dans leur plateforme informatique de core banking des architectures permettant la plus grande fluidité possible entre les activités traditionnelles, les services digitaux et le m-banking », conclut le dirigeant d'un éditeur de logiciel spécialisé.

**ENTREPRENEURS,  
ALORS,  
EUROS?**

**bpifrance.fr**



Découvrez comment Bpifrance vous donne accès à des financements européens pour la compétitivité de votre entreprise.

# À l'ouest, du nouveau !

Alors que l'instabilité politique et sécuritaire gagne de nombreux pays, ceux qui bordent le littoral ouest-africain connaissent une dynamique importante de projets pour une clientèle de plus en plus locale, aisée et en quête de nouvelles expériences. Même si l'accès aux financements demeure très compliqué.

Par Rémy Darras



Archipel des Bijagos - Guinée Bissau

“**D**e San Pedro à Lagos, il y a une continuité routière de 1000 kilomètres qui est au centre de toutes les attentions et c'est là que va se déployer le développement touristique” estime Pedro Novo, directeur général associé du nouveau fonds Dalia Hospitality, dédié au tourisme et à l'hôtellerie en Afrique, constitué en 2023 par le français Centaurus et le groupe de BTP ivoirien Porteo. Alors que les crises sécuritaires et politiques se sont succédé dans les pays du Sahel, qu'Air France ne dessert plus, et où il est parfois difficile d'obtenir un visa, c'est toute une « dynamique de la côtière », qui s'est enclenchée. « Cela rappelle le Maroc d'il y a vingt ans », observe Philippe Doizelet, expert hôtelier international, rappelant les 6 à 8% de croissance sur le littoral.

Si 482 projets hôteliers (84 427 chambres) sont actuellement en développement sur le continent, dont près de la moitié sera achevée fin 2024, selon le rapport 2023 de W Hospitality, se concentrant surtout en Égypte, au Maroc et en Afrique du Sud, les pays côtiers tirent leur épingle du jeu.

## Lieux de repli

En effet, la Côte d'Ivoire, le Bénin et le Togo sont devenus les lieux de repli de nombreux intérêts économiques régionaux du Sahel, du Ghana et de Guinée, attirés par la stabilité de leur gouvernance et de la Zone franc. Ne pouvant plus rapatrier leurs fonds au pays du Cèdre, de nombreux investisseurs de la communauté libanaise par exemple placent leurs liquidités dans de nouveaux projets. En même temps que le tourisme intra-régional, la circulation des échanges et des capitaux s'accroît entre Abidjan et Lagos, dopée entre autres par une clientèle aisée nigériane en quête de loisirs, de fête et de repos qui donne le tempo à toute la sous-région. « Accès aux vacances, croissance de la classe moyenne et de la démographie, amélioration du niveau de vie, densification urbaine, autoroutes, aéroports, sont des catalyseurs de développement touristique et font qu'il y en a pour une dizaine d'années de projets », poursuit Philippe Doizelet.

D'ici 2025, le parc hôtelier d'Abidjan devrait ainsi connaître une croissance de 72% du nombre de chambres, avec notamment des Novotel et Adagio à

Marcory ou encore un Four Seasons à Cocody. Dans la cité lagunaire, siège de nombreuses institutions comme la Banque africaine de développement (BAD) ou la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) et hôte de la CAN 2024, ce dynamisme s'explique notamment par l'ouverture d'un parc des expositions en juillet 2023 – construit par PFO Africa, il comprend une salle de 5 000 places –, mais aussi par l'extension, réalisée par Bouygues, de l'aéroport qui lui permettra de passer en 2026 de 2,3 à 5 millions de passagers par an. Il sera au même moment le terminus de la première ligne du nouveau métro conçu par Alstom et Colas Rail. Cela n'a pas échappé à Dalia Hospitality. Le fonds, qui devrait lever plus de 500 millions d'euros, travaille en Afrique de l'Ouest sur l'ouverture d'ici trois à cinq ans d'une vingtaine de nouveaux réceptifs 4 à 5 étoiles sous l'enseigne Maison Albar. Il a notamment cinq projets à Abidjan, un au Sénégal et un actif foncier à développer au Togo, à plus de 200 millions d'euros.

### Expériences nouvelles

Comme ses concurrents, il voit arriver cette nouvelle clientèle d'affaires africaine, jeune, mobile et connectée... Et qui souffre de ne pas disposer de locaux professionnels de qualité. Au menu, des programmes mixtes mêlant hébergement, bureaux, commerces et centre de conférences, à l'instar du complexe Akwaba de Marcory, qui logera un Golden Tulip et une salle de congrès de 600 personnes, ou de l'Ivoire Trade Center développé par PFO.

Un moyen de diversification des revenus et des risques sur lequel parie également le groupe Accor qui travaille sur l'ouverture d'un « combo » dans le quartier d'Angré, comprenant deux hôtels, un centre commercial, des restaurants, un mini-parc de loisirs, une clinique, des bureaux et des espaces de co-working. Depuis 2022, le Français, associé au fond souverain qatari dans le véhicule d'investissement Kasada (500 millions de dollars), a ouvert au sein de ses établissements africains des espaces de bureaux partagés, sous la marque Wojo, qu'il détient à parité avec Bouygues Immobilier.

L'offre évolue. « *L'Afrique est mûre pour les produits hôteliers lifestyle, promouvant la cuisine, le design, ou l'hospitalité africains* », analyse Philippe Doizelet. Dalia Hospitality envisage ainsi un « éco-resort » sur l'île Boulay, « l'île aux milliardaires », qui visera à prolonger les séjours des touristes d'affaires par des loisirs.

De quoi voir en l'Afrique « *un laboratoire d'expériences* » ▶

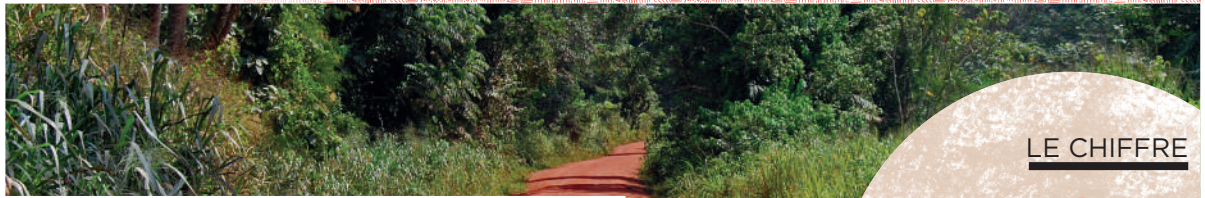


## Après sa fréquentation record de 2023, le Maroc vise le Mondial 2030

Si le royaume chérifien a subi en septembre l'un des séismes les plus importants de son histoire, le tourisme a connu une année record en 2023 avec 14,5 millions de visiteurs, selon les autorités de tutelle, soit 34% de plus qu'en 2022. La barre des 13 millions de voyageurs de 2019 est donc dépassée. Le nombre de touristes étrangers a grimpé de 41% sur un an (49% des arrivées globales).

Après avoir cédé en juin sa participation de 33% dans Risma, propriétaire des murs, à la société d'investissement Mutris d'Adil Douiri (CFG Bank), Accor, toujours gestionnaire de ses hôtels, a annoncé en janvier son ambition d'ajouter d'ici 2030, une dizaine de nouveaux établissements à son portefeuille, comprenant actuellement 43 adresses (6 700 chambres). Dans son viseur, des villes comme Dakhla, Tanger, Ouarzazate, Kenitra et Fès où il entend identifier en deux ans les projets à convertir ou à bâtir.

En 2025, le pays accueillera la prochaine CAN, prélude à l'organisation en 2030 du Mondial de football. Des échéances que n'entend pas non plus rater la Royal Air Maroc. Le pavillon national envisage de quadrupler sa flotte à 200 appareils d'ici 2034 pour transporter 32 millions de passagers (18 millions en 2023).



nouvelles » s'enthousiasme Pedro Novo. Sans vouloir trop s'épancher, il promet également pour cette année un projet d'attraction touristique dans le quartier des affaires du Plateau, où pousse actuellement la Tour F dessinée par le célèbre architecte et promoteur ivoiro-libanais Pierre Fakhoury.

Si « Babi » (Abidjan) voit s'ouvrir des boutiques-hôtels comme la Maison des Palmes à Cocody, plus au nord, Dakar n'est pas en reste avec le Seku-Bi, The Palms Luxury ou la Résidence. Stimulée par les projets pétroliers au large de ses côtes, la capitale du pays de la Teranga devrait connaître une augmentation de son parc hôtelier haut de gamme et milieu de gamme de 20% d'ici 2029, avec un Golden Tulip, un Yaas au Plateau et un Sheraton aux Almadies. Elle mise aussi sur son patrimoine historique et sur des événements culturels comme la Biennale ou les défilés de la Fashion Week, voire sportifs comme les Jeux Olympiques de la Jeunesse 2026.

Et pour répondre aux besoins de familles entières qui se déplacent et cherchent de nouvelles expériences liées aux loisirs et au bien-être, l'autre évolution la plus notable concerne le développement des projets balnéaires. Le Sénégal valorise depuis longtemps son propre cacao : son ensoleillement. Accor a repris l'exploitation du Lamantin à Saly sous l'enseigne Movenpick. Et l'espagnol Riu prévoit de doubler les capacités de son établissement de la Pointe-Sarène, ouvert en 2022, en visant une clientèle africaine aisée. Quand la Côte d'Ivoire mise sur Assinie et de nouveaux « spots » à San Pedro, la Baie des Sirènes et Sassandra.

### Peu de liquidités

Autant de projets qui relèvent d'une politique volontariste de l'État à travers des agences et programmes publics (Sapco au Sénégal, ANPT au Bénin, Opération Sublime Côte d'Ivoire ...), l'aménagement d'infrastructures et d'équipements et une sécurisation du foncier. C'est le cas du Bénin qui verra quant à lui l'inauguration près de Ouidah d'un Club Med de 330 chambres, près d'un golf 18 trous et d'un cinq étoiles « balnéaire et urbain » Rotana à Cotonou.

Dénué de ressources extractives, le pays de Patrice Talon, – lui-même propriétaire du Novotel, de l'Ibis et du futur Sofitel Marina –, entend mettre à profit son potentiel côtier et naturel ainsi que son patrimoine historique

LE CHIFFRE

**56,7**

millions de touristes  
en Afrique en 2022

Soit moins que la France  
qui en recevait à elle  
toute seule 75 millions.  
(OMT)

et culturel autour de plusieurs nouveaux musées, sites mémoriaux et galeries d'art, à l'instar de la Fondation Zinsou à Ouidah, dédiée depuis 2013 à l'art moderne. L'historique « Quartier Latin de l'Afrique », peut compter sur l'arrivée depuis 2022 de Corsair, qui vient briser le monopole d'Air France.

Si les perspectives de développement hôtelier et touristique paraissent prometteuses, leur réalisation reste pourtant semée de difficultés. « Il n'y a pas de liquidités en Afrique. Il est très dur pour un investisseur qui a un terrain de trouver des financements : il est demandé 50 % d'apport personnel et les taux d'intérêts de 8 % sont draconiens. Ce qui empêche sur la rentabilité du projet », déplore Alain Sebah, président de Golden Tulip (Louvre Hôtels) en Afrique francophone. Lequel prévoit pourtant d'ouvrir à Porto Novo le premier Campanile d'Afrique, un Kyriad Prestige à l'aéroport de Cotonou, un Golden Tulip à Kinshasa...

Par ailleurs, les délais de construction restent élevés. Les besoins d'importation de produits depuis la France demeurent importants. Le coût du transport aérien est prohibitif. Criante est la nécessité de former les équipes, faute d'écoles hôtelières. Et comme le soutient Etienne Girros, président du Cian, « les États doivent assurer la qualité des infrastructures autant que la sécurité et une facilité d'entrée dans les pays ».

Alors que le groupe Accor a signé l'année dernière au Gabon un partenariat pour l'aménagement à Libreville du complexe haut de gamme de la Baie des Rois, son PDG Sébastien Bazin, confiait lors du Forum Afrique 2021 du Cian : « Il faudra entre cinq et vingt ans pour gagner de l'argent en Afrique ».

# Origine : **Afrique.** Destination : **le monde.**



**Bien qu'opérant à l'international sur trois continents, c'est bien en Afrique que la Compagnie Fruitière concentre la majeure partie de son activité de production de fruits et légumes à travers ses filiales PHP au Cameroun, GEL au Ghana, GDS au Sénégal et SCB en Côte d'Ivoire.**

## **Valoriser des terroirs uniques au monde**

Être le premier producteur de fruits d'Afrique est bien sûr pour nous une grande fierté, mais c'est surtout une position qui nous oblige à être à l'avant-garde de la préservation et de la protection des terres que nous cultivons. Depuis 2016, nous travaillons étroitement avec le WWF à mettre en place des pratiques plus durables et respectueuses de la biodiversité. Nous avons ainsi conservé une zone de collines protégées au Cameroun qui s'étend sur 500 ha et avons aussi développé la production de bananes biologiques avec plus de 11% de nos surfaces certifiées en agriculture biologique.

## **Soutenir une croissance à double sens**

Dans son développement, la Compagnie Fruitière a toujours considéré que pour croître de façon harmonieuse, il fallait grandir ensemble. C'est dans cet esprit que nous concluons, année après année toujours plus de partenariats avec de petits producteurs locaux leur offrant ainsi de nouveaux débouchés et des perspectives de croissance nouvelles pour leur activité. De même, nous partageons les capacités logistiques de nos 10 navires avec les entrepreneurs de l'ouest de l'Afrique désireux de se développer à l'export.



## **Cultiver aussi la qualité de la vie**

Dans cet objectif, grâce à notre certification Fairtrade, plus de 15 millions d'euros ont été investis au bénéfice direct de projets communautaires ces 10 dernières années. Des actions concrètes au service des populations qui complètent les autres initiatives offertes par l'entreprise dans les domaines de l'éducation, la santé, le ramassage des déchets ou encore l'accès à l'eau.

**Plus d'informations sur [compagniefruitiere.fr](http://compagniefruitiere.fr)**





# L'Ohada : trente ans et après

Conçu pour rassurer les investisseurs et leur offrir une sécurité juridique, le droit des affaires commun à 17 pays africains a facilité la création d'entreprises. Alors que de nouveaux États souhaitent l'adopter, les praticiens appellent à une meilleure coordination avec les juridictions nationales.

Par Rémy Darras

Trente ans après sa création en octobre 1993 à Port-Louis (Maurice), en marge d'un Sommet de la Francophonie, par un haut fonctionnaire français du ministère de la Coopération et un haut magistrat sénégalais, l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada) continue d'attirer à elle de nombreuses vocations.

C'est ainsi que, depuis septembre, le Burundi prépare activement son adhésion à ce traité international qui rassemble 17 pays : ceux des Zones franc d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique Centrale et des Comores, la Guinée et la RDC, représentant 275 millions d'habitants.

De Kinshasa à Dakar en passant par Cotonou, un seul droit des affaires s'applique en effet dans dix domaines : droit commercial, des sociétés, comptabilité, arbitrage, transport des marchandises, apurement du passif et, depuis octobre dernier, recouvrement. Des « actes uniformes », dans le langage de l'institution siégeant à Yaoundé, qui pourraient s'ouvrir à de nouvelles matières comme l'investissement, la micro-finance, les PPP (partenariats public-privé) ou les droits de la consommation et de la distribution.

Voisin du géant congolais, dernier à rejoindre l'Ohada en 2012, le Burundi, petit pays, pauvre et enclavé, de la région des Grands Lacs, y voit une manière pour lui d'améliorer son climat des affaires, de rassurer les investisseurs en offrant une meilleure sécurité juridique afin de mieux profiter de la dynamique des échanges dans la région, à l'heure où l'Afrique se met à l'heure de la zone de libre-échange continentale (Zlecaf).

## Un modèle qui fait école

Dans un souci de rapprochement, Madagascar en transpose les normes depuis 1999. Le Rwanda, le Nigeria et le Ghana s'y intéressent de près. Souhaitant stimuler ses échanges avec le sud du Sahara, le Maroc s'en est vu fermer la porte (comme celles de la Cedeao) en 2018 car sa juridiction rendue en langue arabe constitue une des pierres d'achoppement techniques à son intégration.

Au-delà, elle a fait école puisque les États caribéens s'en sont directement inspirés en créant l'Ohadac, quand l'Union européenne jalouse ce droit des affaires unifié dont elle aimerait adopter le modèle. Autre signe de cet engouement, les demandes croissantes venant de Chine, qui ont contraint les facultés de droit parisiennes à traduire leur diplôme de juriste Ohada en mandarin...

« L'Ohada a stimulé les affaires par le droit. C'est une institution unique qui permet de penser africain sans penser pays, offrant l'impression psychologique qu'on est dans un même espace », résumait l'avocat béninois Joseph Djogbenou, ancien garde des Sceaux et ancien président de la Cour constitutionnelle, lors d'une table-ronde organisée fin décembre à Paris.

C'est qu'en trois décennies, « l'Ohada a favorisé la création de centaines de milliers d'entreprises dans une zone où ces dernières étaient surtout des comptoirs, des agences et des filiales de multinationales, dans des pays disposant chacun de leur réglementation directement issue de la période coloniale. Jusqu'en 1997, les pays francophones avaient conservé le droit français des sociétés d'avant 1960, remontant à 1866, et que la France révisa en 1966 », poursuit l'avocat Pierre Marly,



**LPA-CGR avocats**

---

**3 bureaux en Afrique  
1 Africa Desk à Paris  
40 avocats dédiés**





LPA-CGR avocats



UNE OFFRE  
TRANSVERSALE UNIQUE  
EN DROIT DES AFFAIRES,  
PORTÉE PAR DES ÉQUIPES  
PLURIDISCIPLINAIRES  
ET MULTICULTURELLES

LPA-CGR avocats est présent depuis plus de dix ans sur le continent africain, avec des bureaux au Maroc, en Algérie et au Cameroun, travaillant en parfaite synergie avec les équipes des bureaux de Paris, d'Asie et du Moyen-Orient, dans les principaux domaines du droit des affaires.

136, avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris - France  
T : +33 (0)1 53 93 30 00 - [paris@lpalaw.com](mailto:paris@lpalaw.com) - [www.lpalaw.com](http://www.lpalaw.com)

  LPA-CGR avocats



le siège de l'Ohada à Yaoundé.

du cabinet LPA-CGR. « Avant 2012, la RDC était régie par un arrêté du roi des Belges de 1883 imposant au minimum sept actionnaires pour la constitution d'une SARL et une signature du chef de l'État », surprend Jean-Claude Mbaki Siluzaku, bâtonnier du barreau de Kinshasa-Gombe. « Aujourd'hui, les banques qui occupent l'espace sont toutes africaines alors qu'il y a trente ans, elles étaient toutes des filiales d'établissements européens. Les investissements régionaux sont devenus aussi importants que les investissements internationaux », indique Me Marly.

A l'heure du bilan, les défis restent cependant importants. Articulé notamment autour d'un conseil des ministres de la Justice et des Finances entérinant les actes uniformes, et d'une École de la magistrature à Porto-Novo (Bénin), le droit Ohada a pour clef de voûte sa Cour commune de justice et d'arbitrage (CCJA) d'Abidjan. Mais celle-ci reste boudée par les plus grands investisseurs internationaux lors des contentieux, au profit des cours d'arbitrage de Paris, Londres ou Washington. « La plupart des contrats impliquant ces investisseurs comportent des clauses avec des tribunaux d'arbitrage en dehors de l'Afrique », regrette l'avocate Delphine Siino Courtin, du cabinet Clifford Chance.

### Pour un droit moins « jupitérien »

Si, faute de moyens suffisants alloués par les États, la CCJA ne comprend que treize magistrats, qui ont un rôle de cassation, c'est surtout leur mode de nomination,

en Conseil des ministres, et donc leur supposé manque d'indépendance, qui nourrit la réticence des investisseurs internationaux à y porter le règlement des contentieux. Outre cela, de nombreux praticiens déplorent une faible publicité des travaux et des décisions, qui ne sont souvent disponibles qu'en français, et des problèmes d'accessibilité à la juridiction, alors que la délocalisation des audiences est rare.

Aussi, à l'instar du Professeur Djogbenou, les juristes en appellent à un droit « moins jupitérien », plus horizontal, qui impliquerait une plus grande coopération entre l'Ohada et les juridictions nationales. Car, dans le domaine régalién des infractions pénales, celles-ci diffèrent d'un pays à l'autre. Parfois, les lois d'application des actes uniformes n'ont pas été votées, les instances locales ne savent pas comment interpréter le droit Ohada, voire s'en détachent complètement, comme dans le secteur minier où le droit n'a pas toujours été harmonisé. « Il faut comprendre alors de quel régime juridique le site minier relève. Si le texte local prévoit des dispositions spéciales, on double les formalités », explique Olivier Fille-Lambie, avocat chez Hogan Lovells.

Quant à l'extension de l'Ohada à de nouveaux pays, elle ne devra pas amener au « symptôme du plat de spaghettis », que fait craindre déjà l'enchevêtrement avec les normes des organisations économiques sous-régionales (Comesa, CEEAC ...).

# Bienvenue à Kasangulu Smart City, où vos rêves trouvent une maison et où un avenir meilleur commence.

Kasangulu Smart City - Cité Lipamboli, est le premier projet de communauté smart gate à Kasangulu en République Démocratique du Congo (RDC).

À Kasangulu Smart City, nous croyons qu'il ne suffit pas seulement de construire des bâtiments, mais qu'il faut créer des modes de vie, réaliser les rêves, remodeler la vie urbaine et être les pionniers du développement d'une communauté prospère, durable et moderne.

Nous avons pour mission de concevoir et construire des espaces exceptionnels qui s'harmonisent avec la nature, intègrent de manière efficace et transparente des technologies intelligentes et célèbrent le patrimoine culturel de la région.

À Kasangulu Smart City, le luxe n'est pas seulement une déclaration, mais un mode de vie. Le projet est conçu et réalisé par des architectes, designers et ingénieurs Congolais, Kenyans, Sud-Africain et Polonais qui ont exploité méticuleusement le terrain en mettant l'accent sur chaque détail pour garantir l'élégance, le confort et un luxe redéfini d'une esthétique intemporelle.

Nos conceptions et nos éléments architecturaux, honorent le riche héritage culturel de la République Démocratique du Congo en mêlant les traditions à la modernité pour créer des espaces qui améliorent les conditions de vie de la communauté locale.

Nos initiatives vertes témoignent de notre engagement à créer des espaces qui coexistent harmonieusement avec la nature.



La force visionnaire à l'origine du projet de construction envisagé à Kasangulu, en République Démocratique du Congo, est un conglomérat de premier plan spécialisé dans les télécommunications, les solutions énergétiques, les solutions pour l'eau et la gestion des ressources. Établie en 2007 au cœur de la République Démocratique du Congo, avec son siège social situé à Kinshasa, cette entreprise aux multiples facettes incarne l'innovation et le progrès.

À la tête de cette organisation dynamique, se trouve le président-fondateur, M. Sam Samuna Yongo, un pionnier réputé pour son esprit inventif, son sens de l'entreprise et son expérience prolifique en matière de développement de projets. En plus de superviser cette entreprise, il a la particularité de gérer d'autres entreprises. Il est titulaire d'une maîtrise en applications informatiques de l'université Clark de Cambridge, Massachusetts, États-Unis, et son illustre carrière s'étend sur une période impressionnante de 22 ans, englobant divers domaines tels que les télécommunications, la construction électrique, la programmation, le développement de logiciels et l'expansion d'entreprises.



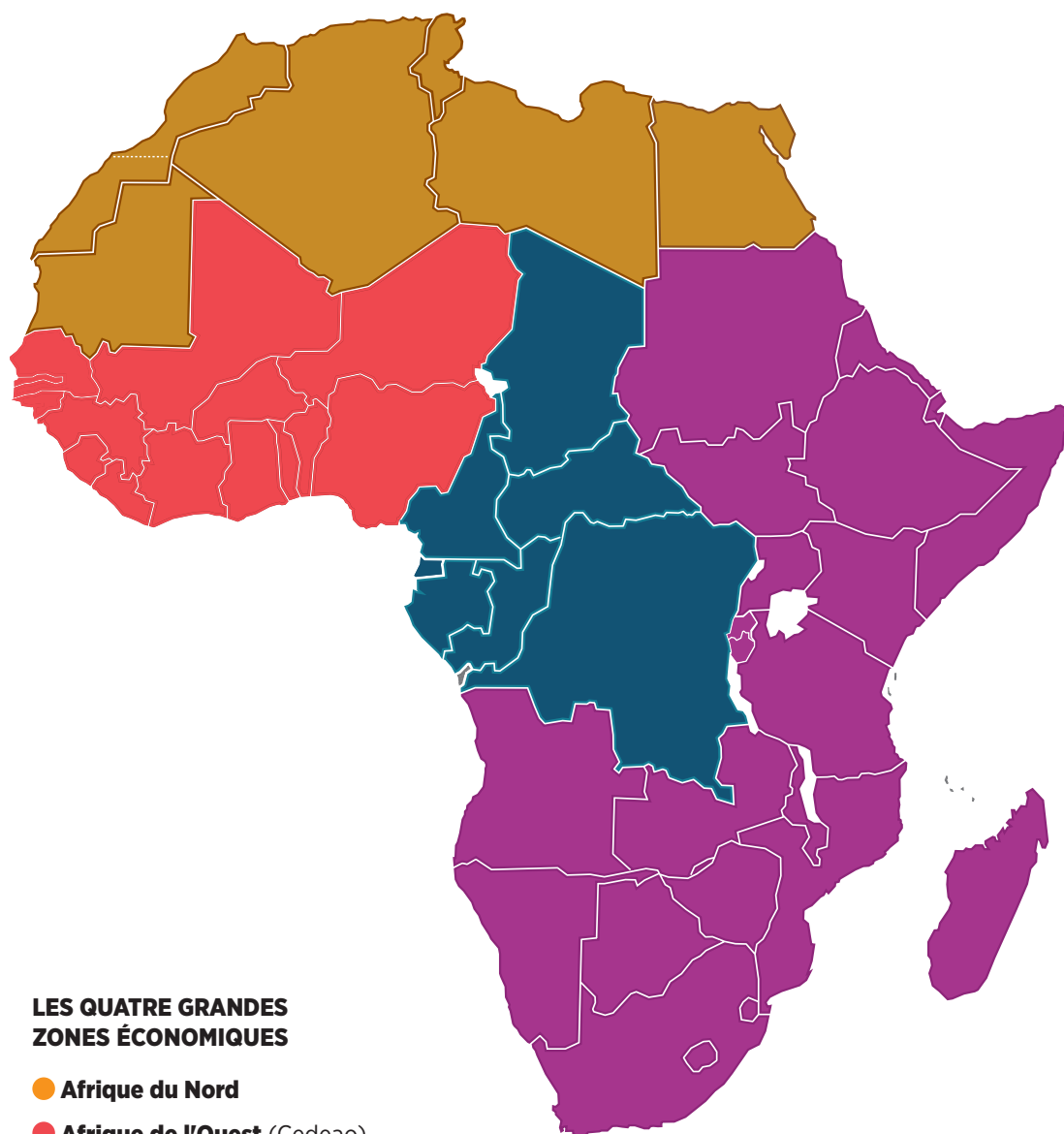
## Rejoignez-nous pour façonner l'avenir.

Avenue Batéléla, Gombe  
+243 82 662 3707 |  
info@kasangulusmartcity.com

kasangulusmartcity.com



# LES RÉSULTATS 2023 DE L'ENQUÊTE CIAN



cartes : source ONU

**En 2023, la croissance mondiale connaît un léger ralentissement. C'est le cas également pour le continent africain. Cependant c'est encore là que se trouvent les plus fortes croissances du PIB. Qu'en disent les entreprises ? Comment se portent-elles sur le continent ? L'enquête annuelle du Cian montre une nouvelle fois que la grande majorité des entreprises y affichent des profits. En 2023, le pays en tête pour le climat des affaires est toujours Maurice. Le Bénin et l'Ouganda semblent avoir la faveur des dirigeants d'entreprises, l'Afrique du Sud reprend quelques couleurs. Et l'Afrique du Nord et les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest attirent les investisseurs.**

### **En fin d'année, le bilan du terrain**

Depuis 1989, le Cian, l'association professionnelle française des entreprises qui opèrent en Afrique, interroge les dirigeants sur la marche de leur entreprise et sur l'environnement des affaires. Pour diffuser le questionnaire de ce baromètre annuel, le Cian s'adresse à ses adhérents mais s'appuie aussi sur les réseaux internationaux comme les chambres de commerce internationales françaises et européennes, les conseillers du commerce extérieurs français, les ambassades et leur service économique, les bureaux de Business France... Le Cian remercie tous ces partenaires ainsi que tous les chefs d'entreprises et directeurs financiers qui ont pris quelques minutes de leur temps pour répondre à l'enquête en ligne. Tous les secteurs d'activités sont représentés, de l'agro-industrie au service, en passant par l'hôtellerie ou la distribution, de la petite entreprise à la filiale de multinationale.

Les réponses qui sont analysées ici ont été collectées entre octobre et décembre 2023, auprès de 894 dirigeants d'entreprise installés dans 42 pays – 140 en Afrique du Nord, 348 en Afrique de l'Ouest, 180 en Afrique centrale et 226 en Afrique australe, orientale et océan Indien. Les résultats par pays sont intégrés dans 29 fiches de ce magazine. Pour 13 autres États, le nombre de réponses est insuffisant pour établir des données valides pour le pays et celles-ci sont uniquement prises en compte dans leur zone géographique.

### **60% d'entreprises en croissance**

La première partie de l'enquête porte sur l'activité des entreprises dans les pays où elles sont implantées et leurs perspectives pour l'année suivante. En 2023, il y a moins de contraste entre les régions ; dans chacun des ensembles, près de 60 % des entreprises indiquent que leur chiffre d'affaires a augmenté, alors que l'année précédente l'Afrique australe, de l'Est et de l'océan Indien se détachait comme la zone géographique la plus dynamique. Ainsi

en Afrique du Nord, dans tous les pays hormis en Tunisie où la tendance est plutôt à la stagnation, l'activité est à la hausse, particulièrement en Égypte, au Maroc et en Mauritanie. En Algérie, seulement la moitié des sociétés affichent cette année un chiffre d'affaires en augmentation, mais l'optimisme est de mise pour 2024 avec 82 % des entreprises prévoyant un développement de leur activité. En Afrique de l'Ouest, on distingue deux groupes de pays. Pour les pays de la nouvelle Alliance des États du Sahel (AES), qui ont été sanctionnés par la Cedeao, suspendus de l'aide internationale, et qui ont également marqué leur volonté de rompre avec la France, sans surprise, l'activité est en repli en 2023 pour les entreprises internationales, et françaises en particulier, et les perspectives pour 2024 le sont également. Notamment au Niger, où les entreprises françaises étaient peu nombreuses et dépendaient des financements internationaux ou des activités minières ; certaines ont tout simplement décidé de fermer faute de pouvoir opérer. À l'ouest du continent, ce sont les pays côtiers, comme le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Nigeria, le Ghana qui sont moteurs pour les entreprises internationales. On note aussi une relance en 2023 et des perspectives solides pour 2024 en Guinée Conakry. Dans ce sondage, le Togo est un peu en deçà de ses voisins avec seulement 44 % d'entreprises en croissance.

En ce qui concerne la région australe, orientale et de l'océan Indien, la croissance est forte, que ce soit à Maurice (75 % des entreprises sont en croissance), en Ouganda (71 %), à Madagascar (67 %), au Kenya et en Afrique du Sud (62 %) ou encore au Mozambique (59 %). Ce n'est plus le cas à Djibouti, avec une baisse ou une stagnation des activités pour près de trois quarts des entreprises qui ont pris part à l'enquête.

Enfin en Afrique centrale, la situation est contrastée. Le Gabon et le Congo Brazzaville sont les pays où le plus d'entreprises sont en croissance (68 %), la RDC et le Tchad se situent dans la moyenne. En revanche, pour la deuxième

année consécutive, seulement 35% des entreprises installées au Cameroun indiquent que leur chiffre d'affaires a augmenté en 2023 et 20% de celles installées en Centrafrique. Néanmoins dans ces deux pays, elles espèrent renouer avec la croissance en 2024.

### **80% des entreprises bénéficiaires ou à l'équilibre**

L'enquête montre qu'en Afrique le secteur privé se porte bien et que les entreprises internationales y sont profitables : 80 % des dirigeants sont sereins et annoncent que leur entreprise sera bénéficiaire (54%) ou à l'équilibre (26%) en 2023, c'est encore un peu plus qu'en 2022. La région la plus favorable est l'Afrique du Nord, où la rentabilité est acquise pour la totalité des entreprises de notre échantillon installées en Égypte, pour 70 % de celles installées en Tunisie, et pour plus de 60 % de celles installées au Maroc et en Mauritanie. À noter qu'en Algérie, seulement 36 % des dirigeants ont enregistré une activité profitable, la moitié étant simplement à l'équilibre. En Afrique centrale, si 77% des entreprises atteindront au moins l'équilibre, ce sera moins souvent le cas au Cameroun, où 35% des entreprises seront déficitaires. Cette année, on remarque qu'au Congo Brazzaville les entreprises ont renoué avec les bénéfices, alors que 2022 avait été difficile. La conjoncture a également été favorable au Gabon et au Tchad. En Afrique australe, de l'Est et océan Indien, le Mozambique et la Tanzanie termineront l'année sur un exercice déficitaire pour 41% et 33% des entreprises, alors qu'à Djibouti elles auront été à l'équilibre pour 8 % d'entre elles. Les pays les plus rentables dans cette région sont Maurice, l'Afrique du Sud et l'Ouganda.

En matière d'investissement pour 2024, les pays en tête sont le Mozambique, l'Ouganda, le Congo Brazzaville, le Nigeria et la Guinée Conakry, suivis du Sénégal et de la Côte d'Ivoire où les entreprises françaises ont un ancrage solide et qui accueillent souvent leur première implantation en Afrique subsaharienne. En revanche, il y aura une nette diminution des investissements dans les pays de l'AES, voire un retrait du Niger ou du Mali ; les activités au Burkina sont aussi réduites. Autre pays en queue de peloton, la Tanzanie, où certaines entreprises ont rencontré des difficultés sur les grands projets et sur leurs financements.

### **L'évaluation détaillée du climat des affaires**

Cette enquête est également utile pour apprécier le climat des affaires dans chaque pays car il est demandé aux dirigeants d'évaluer des critères d'infrastructures, de gouvernance, d'environnement social et de coût des facteurs (voir le graphique récapitulatif page 49). Au Cian,

nous rencontrons régulièrement les gouvernements et les agences de promotion qui souhaitent convaincre les investisseurs français. De nombreuses réformes sont mises en œuvre pour les attirer ; notre enquête mesure la perception des dirigeants, leurs satisfactions et leurs critiques.

La note moyenne pour l'ensemble du continent s'établit à 2,6 pour une échelle de 1 à 5, en léger retrait par rapport à 2022 ; et 17 pays sur 29 ont une note supérieure à celle-ci. L'Afrique du Nord renforce sa position avec une note de 3,0. Elle est suivie de l'Afrique australe et orientale à 2,9. L'Afrique centrale est toujours en dernière position, avec une moyenne qui fléchit de nouveau et retombe à 1,9 après avoir atteint 2,2 en 2022. L'Afrique de l'Ouest atteint une moyenne de 2,5 avec cinq pays notés entre 2,8 – scores de la Côte d'Ivoire, du Ghana et du Sénégal – et 3,1 – score du Bénin – tandis que le Togo est noté 2,9.

Les trois pays les mieux notés sont Maurice, en tête sur tous les critères d'évaluation, le Maroc, dont les infrastructures et le secteur bancaire sont très appréciés et l'Ouganda, qui marque des points de bonne gouvernance que ce soit pour les douanes, le système judiciaire ou encore la fiabilité des partenaires.

### **Développement des infrastructures**

Depuis dix ans, les investissements en matière d'infrastructures ont été portés par les différents bailleurs de fonds. Ils ont figuré en priorité dans les plans de développement nationaux et sont bien visibles. Cependant ils sont souvent concentrés sur quelques grandes agglomérations et encore loin des équipements de base de niveau international.

D'après les personnes interrogées, le réseau ferré est faible, sauf au Maroc où les grandes villes sont bien connectées et à grande vitesse, à Maurice et Djibouti. Le réseau routier, déjà satisfaisant en Afrique du Nord, au Kenya, à Maurice et en Afrique du Sud, se renforce en Afrique de l'Ouest (Bénin, Côte d'Ivoire et Sénégal). Les ports sont des atouts certains pour tous les pays ayant accès à la mer, toutefois cela reste un point faible à Madagascar et en Tunisie, où les équipements sont moins sophistiqués que ceux des voisins marocains ou algériens. Le secteur de l'eau et de l'assainissement est un point noir de l'Afrique centrale, ainsi que de Madagascar et de la Tanzanie. Quant à la distribution électrique, elle est une vraie faiblesse du Mali et du Nigeria et de l'Afrique centrale, avec néanmoins le Gabon mieux équipé que ses pairs. En Afrique australe, le réseau vieillissant et les délestages fréquents de l'Afrique du Sud placent le pays en bas du classement avec Madagascar. Enfin les réseaux télécoms et internet sont plutôt corrects partout car les

opérateurs ont beaucoup investi, au moins dans les zones d'activité des entreprises, sauf au Tchad et à Djibouti qui sont mal notés sur ce critère.

Si l'on considère les critères de gouvernance et les notations concernant l'administration, les jugements des chefs d'entreprise sont toujours aussi sévères pour les pays africains étudiés. Seule Maurice se distingue nettement de façon positive sur tous les aspects avec un environnement des affaires très attractif. Les pays les mieux notés pour l'incitation à l'investissement sont Maurice, le Bénin, le Maroc, le Togo. En matière de douane, l'Afrique du Sud, l'Ouganda et la Tanzanie obtiennent de meilleures notes que les autres. Enfin la corruption est dénoncée comme un fléau dans la plupart des pays sauf pour Maurice, le Bénin et l'Ouganda.

Si l'on regarde le coût des facteurs, celui de l'énergie est encore critique sauf en Afrique du Nord. Le coût de la main d'œuvre est plutôt favorable même si le système de formation est généralement jugé insuffisant (sauf à Maurice et au Maroc). Enfin en matière de coût des transports routiers, les écarts sont importants entre les pays bien notés comme Maurice, les pays d'Afrique du Nord et ceux où ce coût est élevé comme au Nigeria et dans les pays d'Afrique centrale, où seul le Cameroun obtient une note satisfaisante.

Enfin si l'on parle beaucoup des objectifs de développement durable (ODD), et que la sensibilité à la RSE progresse, la protection de l'environnement est d'après les chefs d'entreprises surtout respectée à Maurice et en Ouganda. Le Gabon qui a appelé à la sauvegarde des forêts tropicales en accueillant le One Forest Summit en mars 2023 a progressé sur ce critère. En matière de droits humains, on note une forte disparité. Les pays les plus respectueux seraient Maurice, la Tanzanie, le Ghana, le Sénégal et le Togo.

Certes, à détailler tous les critères, on conclut rapidement que les dirigeants des sociétés internationales sont volontiers critiques et que le continent accuse de nombreux retards sur le reste du monde. Mais des pôles de modernité apparaissent. Dans les capitales, autour des ports, le long des corridors de logistiques, dans des zones d'activité, les équipements progressent. Surtout dans les pays côtiers d'Afrique de l'Ouest, en Afrique orientale et australe où les gouvernements ont compris que le secteur privé générerait de la richesse, et créait des emplois durables. Il reste bien sûr des difficultés à surmonter mais avec les réseaux d'affaires expérimentés, des partenaires locaux aguerris et une bonne dose d'agilité, les entreprises y réalisent des affaires rentables.

*Sandrine Sorieul, directrice générale du Cian*

## APPRÉCIATION DE L'ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

Note moyenne par pays

(ce panel porte sur 29 des 54 pays du continent)

	2022	2023
<b>AFRIQUE DU NORD</b>		
Algérie	3,1	3,0
Égypte	3,0	2,9
Maroc	3,6	3,5
Mauritanie	2,2	2,3
Tunisie	2,7	3,3
<b>MOYENNE</b>	<b>2,9</b>	<b>3,0</b>
<b>AFRIQUE DE L'OUEST</b>		
Bénin	3,0	3,1
Burkina Faso	2,0	2,2
Côte d'Ivoire	2,8	2,8
Ghana	2,9	2,8
Guinée Conakry	2,9	2,1
Mali	2,2	2,0
Niger	2,6	2,1
Nigeria	2,0	2,1
Sénégal	2,7	2,8
Togo	3,0	2,9
<b>MOYENNE</b>	<b>2,6</b>	<b>2,5</b>
<b>AFRIQUE CENTRALE</b>		
Cameroun	2,3	2,3
Congo Brazzaville	2,2	2,1
Gabon	2,4	2,2
Centrafrique	1,5	1,3
RD Congo	1,9	1,7
Tchad	2,3	1,9
<b>MOYENNE</b>	<b>2,2</b>	<b>1,9</b>
<b>AFRIQUE AUSTRALE, ORIENTALE, OCÉAN INDIEN</b>		
Afrique du Sud	2,6	2,8
Djibouti	2,8	2,8
Kenya	3,2	2,9
Madagascar	2,1	2,1
Maurice	3,5	4,2
Mozambique	2,8	2,3
Ouganda	2,8	3,4
Tanzanie	3,1	2,8
<b>MOYENNE</b>	<b>2,8</b>	<b>2,9</b>
<b>AFRIQUE</b>	<b>2,7</b>	<b>2,6</b>

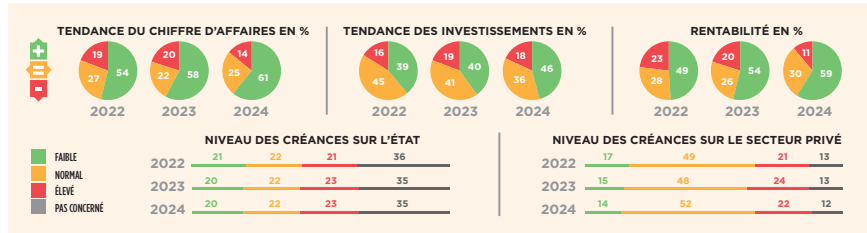
# ACTIVITÉS DES ENTREPRISES 2023-2024

L'enquête Cian porte sur l'évolution de cinq indicateurs sur les exercices 2022, 2023 et 2024 :

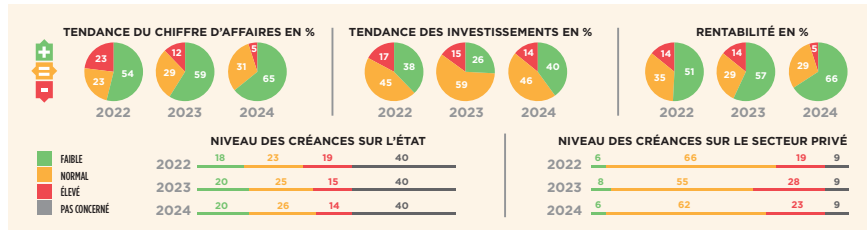
- chiffre d'affaires : croissance, stagnation, baisse ;
- investissements : augmentation, stagnation, diminution ;
- résultats : bénéficiaires, équilibrés, déficitaires ;
- niveau des créances sur l'État : élevé, normal, faible ;
- niveau des créances sur le secteur privé local : élevé, normal, faible.

Les graphiques suivants présentent les tendances par grandes zones géographiques, celles-ci étant ensuite détaillées pour chacun des 29 pays évalués cette année.

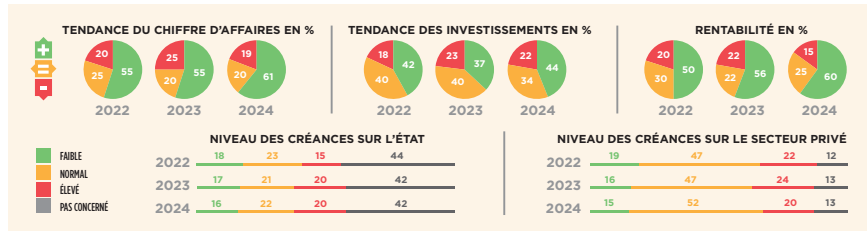
## AFRIQUE CONTINENT



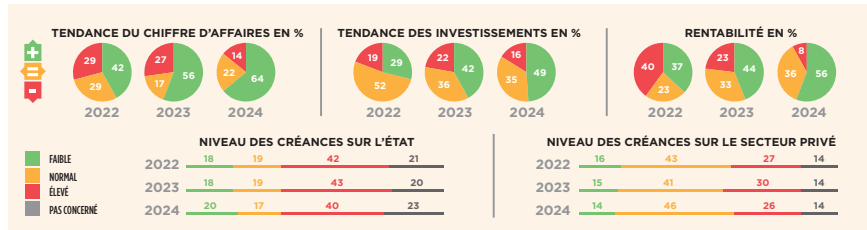
## AFRIQUE DU NORD



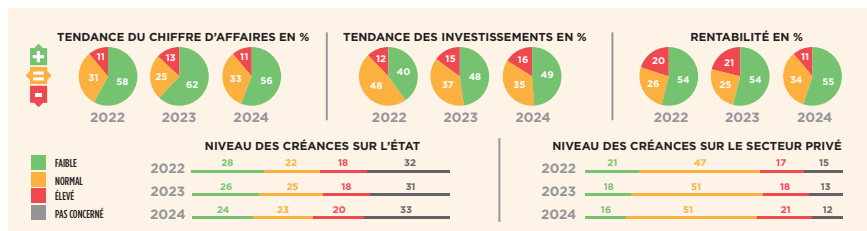
## AFRIQUE DE L'OUEST



## AFRIQUE CENTRALE



## AFRIQUE AUSTRALE DE L'EST OCÉAN INDIEN





# BAROMÈTRE CIAN 2023

	AFRIQUE DU NORD			AFRIQUE DE L'OUEST (CEDEAO)			AFRIQUE CENTRALE (CEMAC)			AFR. AUSTRALE, ORIENTALE & Océan Indien			ENSEMBLE DU CONTINENT		
	1	3	5	1	3	5	1	3	5	1	3	5	1	3	5
	Mauvais	Moyen	Satisfaisant	Mauvais	Moyen	Satisfaisant	Mauvais	Moyen	Satisfaisant	Mauvais	Moyen	Satisfaisant	Mauvais	Moyen	Satisfaisant
<b>INFRASTRUCTURES</b>															
Réseau routier			3,7			2,4			1,4			2,9			2,6
Réseau ferré			2,6			1,6			1,3			2,1			1,9
Réseau portuaire			3,3			3,2			2,4			3,3			3,1
Réseau aérien local			4,0			3,2			2,3			3,7			3,3
Eau et assainissement			3,5			2,5			1,5			2,7			2,5
Distribution électrique			4,0			2,7			1,5			2,8			2,7
Réseau téléphonique			3,9			3,7			2,6			3,9			3,6
Réseau Internet			3,6			3,7			2,7			3,8			3,5
<b>ADMINISTRATION</b>															
Efficacité			2,0			2,3			1,4			2,1			2,0
Incitation à l'investissement			2,3			2,2			1,5			2,3			2,1
Douanes : tarifs			2,3			2,1			1,6			2,7			2,2
Procédures de dédouanement			2,1			2,2			1,7			2,8			2,2
Douanes : fraudes			2,2			2,1			1,4			2,5			2,1
Environnement fiscal			2,6			2,2			1,5			2,8			2,3
Système judiciaire : délais des procédures			1,8			2,0			1,4			2,3			1,9
Équité des jugements			2,3			2,0			1,4			2,5			2,1
Droit foncier			2,5			2,0			1,5			3,0			2,3
<b>ÉCONOMIE ET FINANCE</b>															
Banques : qualité du secteur bancaire			3,7			3,0			2,6			4,0			3,3
Accès et coût du crédit aux entreprises			2,5			2,0			2,1			2,9			2,4
Financement des importations			2,9			2,4			2,2			3,1			2,6
Fiabilité partenaires/interlocuteurs locaux			3,3			2,7			2,4			3,6			3,0
Impact du secteur informel			2,1			1,9			1,5			2,8			2,1
Niveau de corruption			2,1			1,9			1,3			2,3			1,9
<b>SOCIAL</b>															
Encadrement : qualité et stabilité			3,2			3,0			2,3			3,3			3,0
Main d'œuvre : qualité et stabilité			3,2			2,8			2,1			3,2			2,8
Système de formation			2,6			2,2			1,7			2,4			2,2
Taux d'absentéisme			3,5			3,2			2,9			3,3			3,2
Droit du travail			3,5			3,3			2,6			3,5			3,2
Sécurité des personnes			3,6			3,1			2,7			3,3			3,2
Système de santé			2,6			1,9			1,4			2,6			2,1
<b>COÛT DES FACTEURS</b>															
Énergie : électricité			3,1			2,0			1,8			2,3			2,2
Énergie : fuel			3,4			2,2			2,1			2,4			2,5
Télécommunications			3,8			2,7			2,1			3,0			2,8
Main d'œuvre			4,0			3,4			3,0			3,5			3,5
Transports routiers			3,9			2,6			1,8			3,0			2,8
Transports maritimes			3,6			2,7			2,0			3,2			2,8
Transports aériens			3,4			2,5			1,8			2,8			2,6
<b>DÉVELOPPEMENT DURABLE</b>															
Protection de l'environnement			1,7			1,6			1,8			2,4			1,9
Respect de l'humain			2,4			2,6			2,1			2,9			2,5
<b>NOTE MOYENNE</b>			<b>3,0</b>			<b>2,5</b>			<b>1,9</b>			<b>2,9</b>			<b>2,6</b>

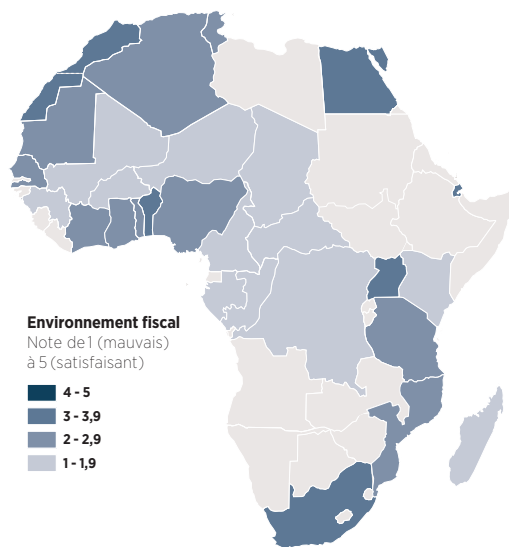
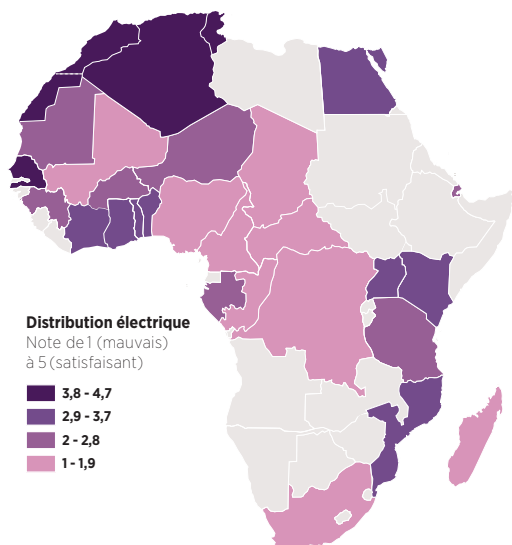
# ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES EN 2023

Dans l'enquête que le Cian a réalisée auprès des chefs d'entreprise, ces derniers étaient invités à se prononcer sur l'environnement des affaires dans les pays où ils exercent une activité selon 39 critères d'appréciation, les opinions allant de mauvais (1), moyen (3) à satisfaisant (5) au sein de sept domaines :

- infrastructures : 8 critères
- administration : 9 critères
- économie et finance : 4 critères
- social : 6 critères
- socio-culturel : 3 critères
- coût des facteurs : 7 critères
- développement durable : 2 critères

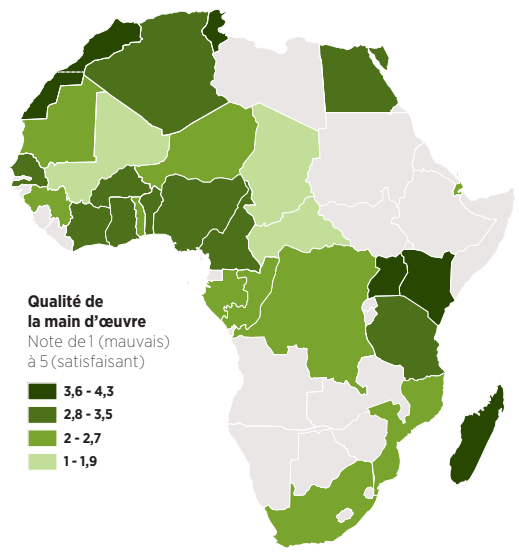
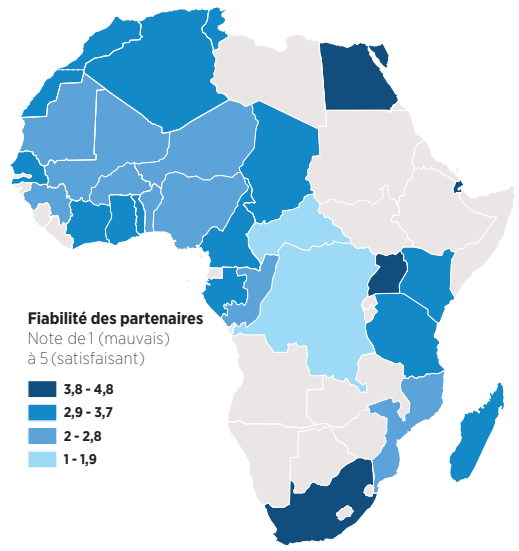
Le graphique général du Baromètre Cian présenté sur la page précédente rend compte de ces résultats par grandes zones géographiques. Les cartes figurant ci-dessous présentent les appréciations données sur quelques critères clés. Dans les fiches pays qui suivent, sont exposés les points forts et points faibles de l'environnement des affaires des 29 pays évalués cette année.

## DISTRIBUTION ÉLECTRIQUE



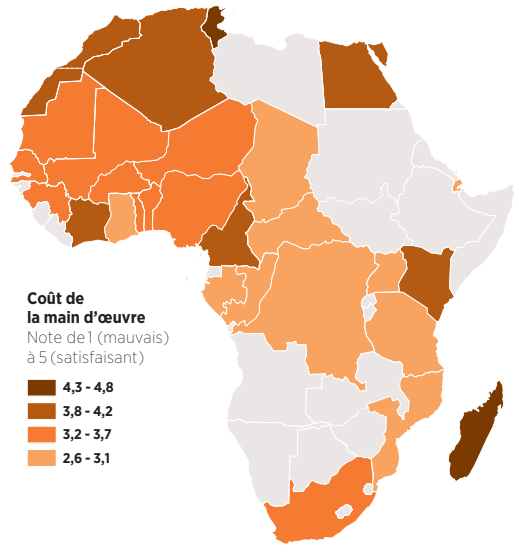
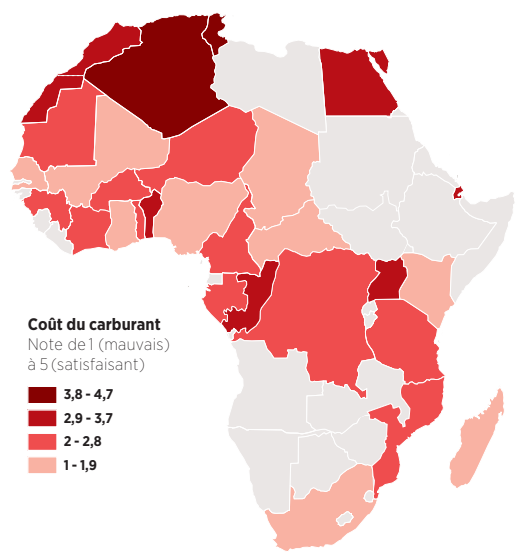
## ENVIRONNEMENT FISCAL

## FIABILITÉ DES PARTENAIRES



## QUALITÉ DE LA MAIN D'ŒUVRE

## COÛT DU CARBURANT



## COÛT DE LA MAIN D'ŒUVRE

# AFRIQUE DU NORD

## Changement de polarités

Alors que la rivalité entre Alger et Rabat ne connaît pas de répit, la région doit faire face à une nouvelle menace : la crise de l'eau. La guerre de Gaza, qui nourrit colère et rancœurs, risque d'élargir le fossé entre l'Europe et le Maghreb. Une dynamique susceptible de peser, à terme, sur les intérêts français.



ALGÉRIE .....	56	MAROC .....	60
ÉGYPTE .....	58	MAURITANIE .....	62
LIBYE .....	59	TUNISIE .....	63

Données économiques des fiches pays - Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Banque africaine de développement (BAD).

L'expansion de l'activité économique en Afrique du Nord s'est limitée à 3% en 2023, un chiffre en retrait par rapport aux prévisions initiales qui tablaient sur une croissance comprise entre 4 et 4,3%. Le ralentissement au Maroc (2,4%) et en Tunisie (1,3%) plombe la région, qui sous-performe par rapport à la moyenne continentale (3,2%) et se caractérise en outre par un niveau d'inflation supérieur à 20%. Le FMI, dans sa revue de novembre, anticipe des perspectives légèrement plus favorables, avec une croissance de 3,5% dans un contexte toujours inflationniste. Ces prévisions pourraient être révisées en cas de ralentissement brutal de l'économie égyptienne : la multiplication des attaques de navires en mer Rouge conduit les acteurs à dérouter une partie du trafic maritime international du canal de Suez.

Les économies des six pays d'Afrique du Nord représentent près de 35% du PIB global du continent, mais la région est aussi celle qui est la moins intégrée politiquement et économiquement. L'Union du Maghreb arabe (UMA), allant de la Mauritanie à la Libye, est cliniquement morte, la dernière réunion de ses dirigeants remontant... à trente ans ! La part des échanges commerciaux intra-zone est inférieure à 2%. Le Maroc, puissance industrielle émergente, exporte cinq fois plus en direction de l'Afrique subsaharienne (7,7% de ses ventes) que vers les pays de l'UMA (1,4%).



*Marocains et Algériens, entraînés dans une coûteuse course aux armements, ont acté la dimension structurante de leur désintégration.*

La frontière terrestre entre l'Algérie et le Maroc est fermée depuis 1994. Depuis septembre 2021, Alger interdit son espace aérien aux aéronefs marocains. En janvier 2024 le pays a fermé ses ports aux marchandises ayant transité par les ports marocains, y compris pour le trans-

bordement, avant de se raviser un mois plus tard. Cette mesure visait notamment à contrarier l'essor de la plateforme Tanger Med, alors que l'Algérie cherche à développer ses propres infrastructures avec le mégaprojet de hub portuaire à Cherchell, réalisé avec le concours de la Chine. Plus au sud, Nouakchott vient aussi d'augmenter de 171% le tarif du dédouanement des légumes en provenance du Maroc, « pour protéger la production locale ».

### **Rabat lance son Initiative Atlantique**

Marocains et Algériens, prisonniers du paradigme de la conflictualité qui les a entraînés dans une périlleuse et coûteuse course aux armements, ont acté la dimension structurante de leur désintégration. Rabat a présenté aux pays du Sahel une ambitieuse « Initiative Atlantique », annoncée par le roi Mohammed VI en personne dans son discours du 6 novembre commémorant la Marche verte (la récupération en 1975 du Sahara occidental, jusqu'alors colonie espagnole). Elle vise à garantir un libre accès aux routes, aux lignes de chemin de fer et aux ports de la façade atlantique marocaine pour les marchandises et camions en provenance du Mali, du Burkina Faso, du Niger et du Tchad. En délicatesse avec Paris et avec la Cedeao, Bamako, Ouagadougou et Niamey ont réservé un accueil très favorable à cette initiative. Sa mise en œuvre supposera cependant une collaboration active de la Mauritanie, pays de transit...

Économiquement préjudiciable et diplomatiquement handicapante, cette non-intégration de l'Afrique du Nord est d'autant plus paradoxale que les États de la région affrontent les mêmes défis. Le chômage, qui touche particulièrement les jeunes et nourrit l'émigration clandestine, demeure, avec l'inflation, le sujet de préoccupation majeur des gouvernants. La situation aux frontières de Libye constitue un autre souci récurrent, même si la crise politico-militaire dans laquelle ce pays est enfoncé depuis plus d'une décennie semble avoir baissé en intensité. Le niveau d'endettement, en Tunisie (80% du PIB) et en Égypte (92,7%), atteint un seuil critique, laissant craindre un risque de défaut partiel ou total. Si Le Caire peut désormais à nouveau compter sur les concours du FMI et de ses partenaires du Golfe, Tunis, qui a coupé les ponts avec les institutions internationales, paraît davantage isolée. Au-delà d'aides ponctuelles de l'Union européenne, le régime du président Kaïs Saïed semble vouloir ne compter que sur ses propres forces et augmente la pression judiciaire et fiscale sur les entreprises locales. ▶

### La crise de l'eau

Le défi climatique, couplé aux enjeux de sécurité alimentaire, représente sans doute une des menaces les plus durables pour l'équilibre des pays d'Afrique du Nord. L'Égypte – premier importateur mondial de céréales –, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc sont très dépendants pour leur approvisionnement en blé. Les capitales nord-africaines se tournent désormais massivement vers Moscou, plus compétitif, alors que les exportations françaises, loin des niveaux records en 2022-2023, ont brutalement chuté (-74 % en octobre 2023, selon le ministère français de l'Agriculture). L'Égypte achète actuellement 61 % de son blé à la Russie (+30 %), alors que l'Algérie envisage de porter ses achats de blé russe à 2,5 millions de tonnes d'ici juin 2024. Une relance des productions locales paraît hypothétique tant les pays d'Afrique du Nord souffrent, depuis le début de la décennie, de conditions météorologiques extrêmes. Les températures, l'été, dépassent allègrement les 40°, des pointes à 49° ont même été enregistrées le 24 juillet 2023 à Tunis. Les vagues de chaleur mettent à l'épreuve le système électrique, occasionnant coupures et délestages. Et les forêts de Kabylie et du nord-ouest de la Tunisie sont chaque année le théâtre d'incendies dantesques.

Le déficit pluviométrique, devenu lui aussi récurrent, provoque une crise de l'eau. Dans la ville tunisienne de Sfax et dans de nombreuses cités d'Algérie, les coupures se sont multipliées au cours des étés 2022 et 2023. Au Maroc, les agriculteurs, dont les productions destinées à l'export (tomates, agrumes) sont gourmandes en eau, ont été rationnés. La question de la pérennité du modèle agricole pourrait se poser au cours des prochaines années, et la crise pourrait aussi affecter lourdement l'économie du tourisme au Maroc et en Tunisie. Faute d'alternative, les trois pays du Maghreb central vont investir dans les infrastructures de dessalement de l'eau de mer. Au Maroc, le roi a annoncé une série de projets d'envergure. Il pourra s'appuyer sur l'expertise du géant des phosphates, l'OCP, dont l'intégralité de la consommation est déjà issue du dessalement. En Algérie, où le dessalement représente déjà 18 % des volumes consommés, cette part devrait être portée à 60 %. De son côté, la Tunisie ambitionne les 35 % à l'horizon 2030, contre 8,5 % actuellement.

L'Égypte et les pays de l'UMA ont échappé à la spirale guerrière qui a embrasé le Proche et le Moyen-Orient après le 7 octobre 2023. Mais les répercussions de cette



*Les capitales nord-africaines se tournent désormais massivement vers Moscou pour leurs importations de céréales.*

crise laisseront des stigmates profonds. L'Égypte est la plus immédiatement impactée. La décision de fermer ses frontières aux Palestiniens de Gaza fuyant les bombardements israéliens a été comprise et acceptée par sa population comme par les opinions arabes, car il s'agissait d'éviter un nouvel exode, après ceux de 1948 et de 1967. Diplomatiquement, le Caire a été supplanté dans son rôle de « médiateur sécuritaire » par Doha, qui a négocié les libérations d'otages du Hamas. L'augmentation de la perception du risque géopolitique pourrait freiner les décisions d'investissements étrangers et accroître la fragilité de l'économie égyptienne déjà pénalisée par la chute des revenus du canal de Suez et à la désertion des touristes israéliens (600 000 en 2022). Le Maroc, engagé lui aussi dans un processus de normalisation avec Israël, doit composer avec son opinion publique. Les projets économiques sont de facto gelés et les liaisons aériennes avec l'État hébreu suspendues.

### Gaza, le choc et la colère

Au-delà de ces considérations conjoncturelles, les répercussions psychologiques du conflit risquent de peser lourd et de creuser davantage le fossé entre les deux rives de la Méditerranée. La souffrance des Palestiniens et l'ampleur des destructions et des pertes civiles ont créé un choc et une indignation considérable en Afrique du Nord. Le sentiment d'impuissance à peser sur le cours des choses a transformé la colère en rancœur, une rancœur dirigée en premier lieu contre ceux qui apparaissent, à tort ou à raison, comme les soutiens de la riposte israélienne. L'attitude de la France, accusée d'avoir tourné le dos aux fondamentaux gaulliens de sa politique étrangère les premiers jours du conflit et de pratiquer un « deux poids deux mesures » en interdisant les manifestations pro-palestiniennes sur son territoire, cristallise les ressentiments. Le durcissement de la politique des visas, la loi immigration et les échos du débat identitaire sur la laïcité façonnent la perception d'une France devenue



Algérie - le port d'Oran

sourdement hostile au Maghreb, qui contraste avec celle de l'Espagne, Madrid étant crédité d'une position plus équilibrée au Proche-Orient.

Ces mouvements, qui travaillent en profondeur les sociétés arabes de la rive sud de la Méditerranée, n'ont pour l'instant pas de conséquences visibles sur le partenariat économique. Les échanges entre la France et les trois pays du Maghreb central ont dépassé les 34 milliards d'euros en 2023, un niveau inédit. Leur solde est d'ailleurs nettement à l'avantage du Maghreb, avec un excédent de 5,16 milliards d'euros. Les importations d'hydrocarbures contribuent pour moitié seulement au déficit français, qui progresse d'année en année, témoignant d'une imbrication plus poussée des chaînes de valeur industrielles. Les rares mouvements de boycott initiés en solidarité avec la Palestine ont touché principalement des enseignes américaines comme McDonald's ou Starbucks, même si les Espagnols de Zara et, plus marginalement, le groupe Carrefour, ont aussi fait l'objet de campagnes hostiles.

Les chiffres rassurent mais les signaux faibles devraient inciter à la vigilance. Les ferments d'un populisme antifrançais sont bel et bien tangibles. La place de la langue française dans l'enseignement est maintenant ouvertement remise en cause en Algérie. Au Maroc, les autorités vont généraliser l'enseignement de la langue anglaise dès le primaire, aux côtés du français. Partout, dans les nouvelles générations, l'usage du français diminue, et « l'envie de France » recule chez les élites. La bascule est déjà perceptible dans le choix des étudiants aisés. Les

meilleurs préfèrent les campus anglo-saxons, la destination Canada étant la plus prisée. Des mouvements similaires s'observent au niveau de l'émigration qualifiée : universitaires et médecins maghrébins continuent de se diriger vers la France, mais pour beaucoup désormais, ce choix est un choix par défaut : les pays du Golfe, le Canada, les États-Unis ou l'Allemagne ont supplanté l'Hexagone dans l'ordre des préférences.

Diplomatiquement enfin, un nouvel imaginaire arriéré au Sud global est en passe d'émerger. L'idée d'une grande communauté de destin euro-méditerranéenne (Euromed) ne fait plus recette. L'Égypte, à la faveur de l'élargissement des BRICS, a rejoint le club des grands émergents. L'Algérie a frappé à la porte avec insistance mais a été éconduite. La Tunisie de Kaïs Saïed a elle-aussi fait officiellement acte de candidature, en perspective de prochains élargissements. Le royaume chérifien, de son côté, se projette en puissance africaine, tout en poursuivant son rapprochement avec les pays du Conseil de coopération du Golfe. Les Émirats sont déjà le deuxième investisseur étranger au Maroc (20% du stock d'IDE), après la France (30,8%), mais devant l'Espagne (8%). Mohammed VI est rentré d'une visite triomphale à Abu Dhabi et Dubaï, en décembre 2023, avec des promesses d'investissements dans les infrastructures (ligne à grande vitesse, ports), l'énergie, le tourisme, l'immobilier et l'éducation. Rabat mise sur Abu Dhabi pour les chantiers de la Coupe du monde de football que le royaume co-organisera en 2030 avec l'Espagne et le Portugal.

*Samy Ghorbal*

## ALGÉRIE

## Signaux positifs

Les perspectives sont assez encourageantes pour le deuxième partenaire économique de Paris sur le continent. La présidentielle sera organisée en septembre, avec trois mois d'avance sur le calendrier.



**Président :** Abdelmajid Tebboune  
**Premier ministre :** Nadir Larbaoui  
**Population (millions) :** 46,5  
**Superficie ( km<sup>2</sup> ) :** 2 381 740  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 13 226  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 3,8  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 9

Announced le 21 mars, l'organisation d'une élection présidentielle anticipée pour le 7 septembre, au sortir de l'été, a plongé les observateurs dans un abîme d'interrogations. Le scrutin était prévu en décembre 2024 et tout semblait indiquer qu'Abdelmajid Tebboune se préparait à une nouvelle candidature. Le président algérien avait profondément remanié ses équipes en septembre 2023, en nommant son ancien directeur de cabinet, Nadir Larbaoui, au poste de Premier ministre, en remplacement d'Ayem Benabderrahmane. Critiqué pour sa lenteur, Benabderrahmane avait été tancé publiquement en janvier 2023. Avec Larbaoui, présenté comme un gros travailleur, Tebboune voulait redynamiser l'action gouvernementale et poursuivre les réformes. Boualem Boualem, son ancien conseiller juridique, promu chef de cabinet, est devenu l'homme fort de la Présidence.

Les bouleversements dans l'organigramme institutionnel ont aussi touché la direction de la toute puissante Sonatrach, la société des hydrocarbures (65 milliards de dollars de chiffre d'affaires en 2022). Son PDG, Toufik Hakkar a été remplacé par Rachid Hachichi en octobre 2023. C'est le dixième président en douze ans pour la première entreprise africaine. Une instabilité qui interroge ses partenaires étrangers, invités à investir davantage pour augmenter une production algérienne qui plafonne à un million de barils quotidiens et 106 milliards de mètres

cubes de gaz annuels. Alger souhaite notamment exploiter ses réserves non-conventionnelles (gaz de schiste).

## La désillusion des BRICS

Le pays a connu une croissance économique de 3,8% en 2023. Le gouvernement, plus optimiste que le FMI, table sur 4,2% en 2024, en misant sur le dynamisme du secteur non pétrolier. Le gouvernement prévoit de consacrer 3,2 milliards de dollars à un grand plan de développement ferroviaire d'ici 2030 (10 000 kilomètres de lignes supplémentaires). L'inflation, qui s'est élevée à 9% pour la deuxième année consécutive, est un sujet récurrent de préoccupation. Elle devrait légèrement refluer en 2024 (6,8%).

Sur le plan diplomatique, Alger a subi un échec en voyant sa candidature aux BRICS rejetée, en septembre 2023, suite au veto indien. L'année écoulée a vu la fin de la brouille avec l'Espagne. Alger avait rappelé son ambassadeur à Madrid et suspendu le traité d'amitié en juin 2022, pour protester sur l'alignement des positions espagnoles sur celles du Maroc dans le dossier du Sahara occidental.

Avec la France, les relations restent compliquées. Espérée pour 2023, la visite d'État du président Tebboune à Paris n'a pu être organisée, alors qu'économiquement, le partenariat a encore gagné en densité. La valeur des échanges bilatéraux a atteint 11,63 milliards d'euros, dont 7,15 milliards d'importations d'hydrocarbures en provenance de l'Algérie. Paris est le deuxième partenaire d'Alger, Rome étant son premier client et Pékin son premier fournisseur.

## BAROMÈTRE CIAN 2023

## POINTS FORTS

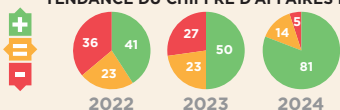
- Coût de l'énergie
- Réseau électrique
- Réseaux aérien et routier
- Sécurité des personnes

## POINTS FAIBLES

- Efficacité administrative
- Douanes et système judiciaire
- Incitation à l'investissement
- Impact du secteur informel

Note globale moyenne : 3 sur 5 vs 2022

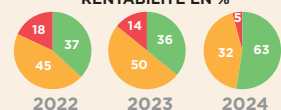
## TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



## TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



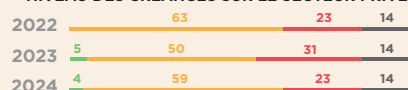
## RENTABILITÉ EN %



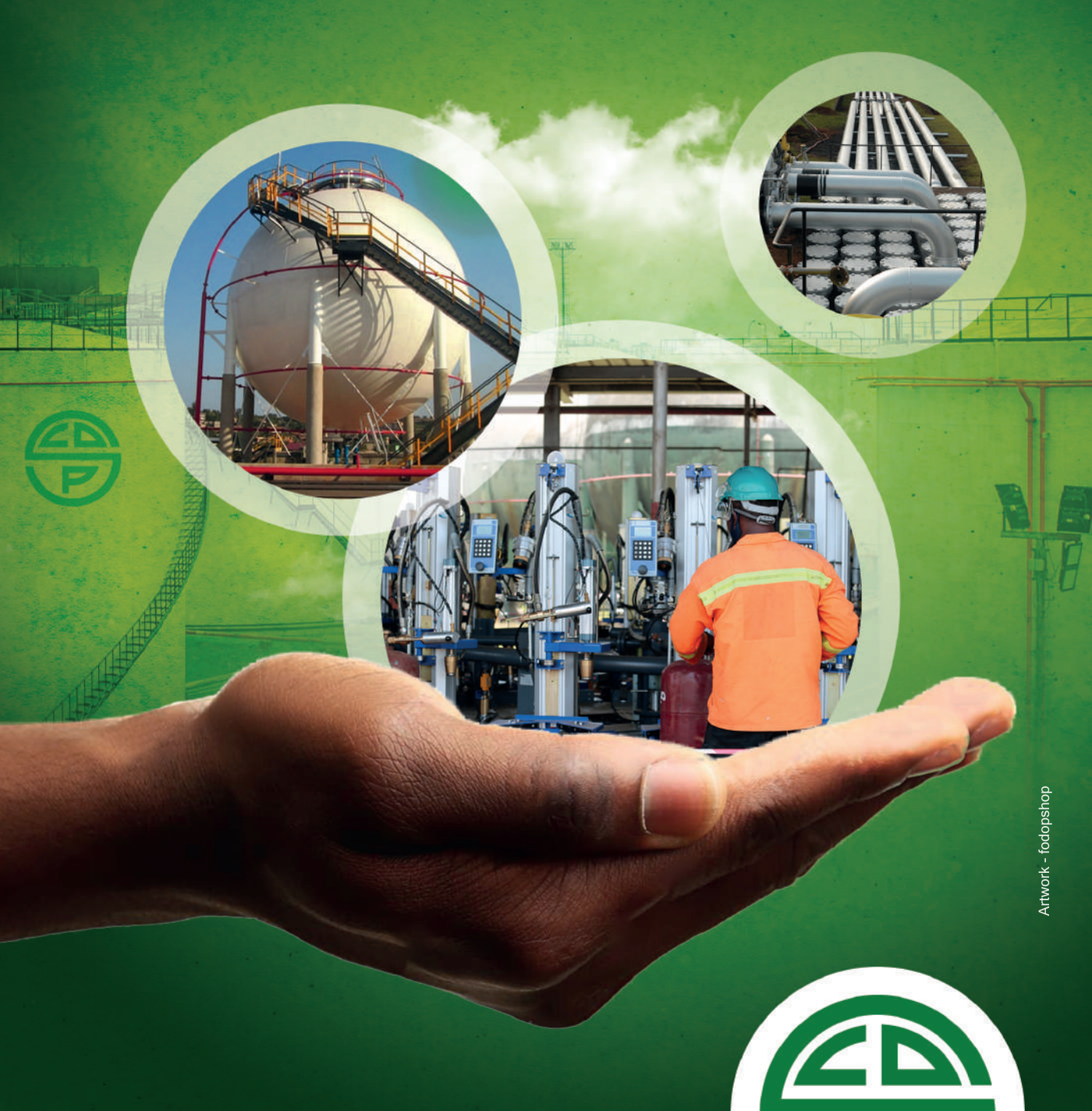
## NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



## NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ







Artwork - fodopshop



**Des projets structurants  
et des infrastructures modernes  
pour un approvisionnement efficace  
du Cameroun en produits pétroliers**

B.P. 2271 Douala - Cameroun  
E-mail : [courrier@scdp.cm](mailto:courrier@scdp.cm)  
Tél. : +237 233 40 11 89

SCDP Officiel

SCDP (Société Camerounaise des Dépôts Pétroliers)



# ÉGYPTE

## L'année de tous les dangers

Inflation galopante, mur de la dette, diminution des investissements, impact du conflit à Gaza sur le tourisme et les revenus du canal de Suez : l'économie égyptienne fait face à une conjonction de vents contraires.



**Président :** Abdel Fattah al-Sissi  
**Premier ministre :** Mostafa Madbouli  
**Population (millions) :** 106  
**Superficie (km<sup>2</sup>) :** 1 002 000  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 15 096  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 4,2  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 23,5

**A**u pouvoir depuis 2013, le président Abdel Fattah al-Sissi a été réélu, en décembre 2023, pour un nouveau mandat de six ans au terme d'un scrutin aux allures de plébiscite, avec 89,6% des voix. Le slogan de sa campagne, « dix années de succès », a cependant résonné étrangement creux aux oreilles de ses compatriotes. Car si le rais peut se prévaloir d'avoir, dans un premier temps, relancé une économie sinistrée, le pays accumule les déboires et les difficultés depuis l'éclatement du conflit russo-ukrainien.

En deux ans, la livre s'était dépréciée de 42 % face au dollar, renchérissant le coût des importations alimentaires et des intrants industriels, alors que le pays souffre d'un déficit commercial structurel (7,8% du PIB en 2023). L'inflation s'est emballée jusqu'à atteindre 23,5% sur l'année écoulée. Le 5 mars, le taux directeur de la banque centrale a été relevé à 27,5%, entraînant une nouvelle dépréciation d'un tiers de la livre égyptienne. L'inflation pourrait ainsi atteindre 32% fin 2024 et précipiter plusieurs dizaines de millions d'Égyptiens supplémentaires dans la pauvreté, alors que les salaires réels sont au plus bas depuis trente ans. Les craintes liées à une poursuite de la dépréciation monétaire impactent aussi les transferts de fonds de la diaspora, première source de devises du pays (30 milliards de dollars en année pleine). Ils ont plongé de 30% lors du dernier trimestre 2023.

### Soutien réaffirmé

La situation des finances publiques est l'autre sujet de préoccupation majeur. L'Égypte est le deuxième pays le plus endetté auprès du FMI et doit rembourser 30 milliards de dollars à ses créanciers dans les mois à venir. Le service de la dette absorbe la moitié des recettes publiques. Le Caire a entamé des pourparlers avec le FMI pour une nouvelle facilité de six milliards de dollars et devrait pouvoir compter sur le soutien réaffirmé de ses partenaires du Golfe pour garder la tête hors de l'eau. ADQ, un fonds souverain d'Abu Dhabi, a annoncé 35 milliards de dollars de dépôts et d'investissements pour développer un pôle touristique à Ras el Hikma. Maintenir la stabilité de l'Égypte est indispensable quand le Proche-Orient s'embrase.

Les répercussions de la guerre entre Israël et le Hamas et des attaques houthies en mer Rouge affectent directement deux des principales rentes du pays des Pharaons : les droits de passage du canal de Suez (9,4 milliards de dollars en 2022-2023, qui pourraient chuter de 40%) et le tourisme (13,6 milliards de dollars de recettes sur la même période).

Sous l'effet de ces vents contraires, la croissance économique – 4,2% en 2023 – devrait rester sur une pente descendante et s'établir à 3,6% fin 2024. Les échanges franco-égyptiens ont connu un tassement marqué en 2023 (2,85 milliards d'euros, contre 4,4 un an auparavant), mais l'excédent commercial français a progressé à 665 millions d'euros.

## BAROMÈTRE CIAN 2023

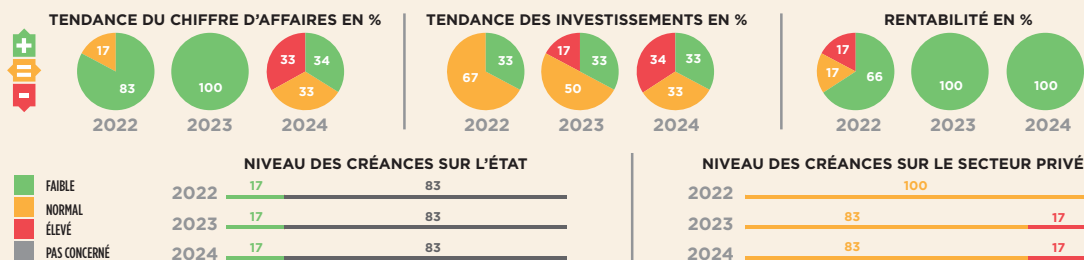
### POINTS FORTS

- Qualité du secteur bancaire
- Partenaires locaux
- Réseau aérien local
- Coûts main d'œuvre et transports routiers

### POINTS FAIBLES

- Financement des importations
- Système de santé
- Corruption
- Délai des procédures judiciaires

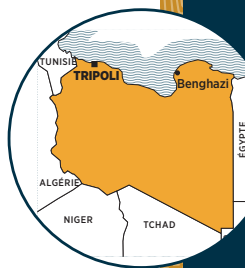
**Note globale moyenne : 2,9 sur 5** ➡ vs 2022



## LIBYE

## Après la tempête

Le blocage politique reste total dans le pays où deux exécutifs rivaux, à la légitimité chancelante, s'opposent. Les blocages de sites pétroliers, qui ont repris, risquent de donner un coup d'arrêt à l'embellie relative de la croissance observée en 2023.



**Chef de l'État (conseil présidentiel) :**  
Mohamed el-Menfi  
**Premier ministre :**  
Abdulhamid Dabaiba  
**Population (millions) :** 6,8  
**Superficie ( km²) :** 1 759 540  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 23 382  
**Croissance du PIB réel,**  
**2023 (% , est.) :** 12,5  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 3,4

Les inondations dramatiques provoquées par la rupture de deux barrages après le passage de la tempête Daniel, le 11 septembre 2023, ont fait entre 5 000 et 12 000 morts et disparus dans la ville côtière de Derna, dans l'est du pays. Cette tragédie a cruellement mis en évidence le délabrement des infrastructures libyennes, douze ans après le déclenchement de la guerre civile, et souligné l'incurie des différentes autorités qui se disputent le contrôle du territoire. Construits dans les années 1970, les deux ouvrages étaient fissurés depuis 1998 et avaient fait l'objet de plusieurs alertes. Les travaux de réparation, pourtant budgétés, n'ont jamais été exécutés.

À l'est, à l'ouest ou dans le sud, dans la région du Fezzan, les populations sont exaspérées par le chaos institutionnel et le règne des milices. La situation politique est bloquée. Le pays compte deux gouvernements rivaux, un Parlement dont le mandat a expiré depuis plusieurs années, un Sénat aux prérogatives incertaines et un Conseil présidentiel à l'autorité essentiellement protocolaire. L'ONU et l'Union africaine ont pour l'instant échoué à réunir autour d'une même table les différentes factions pour organiser enfin les élections qui amorceraient la réunification du pays. Théoriquement prévues en décembre 2021, elles avaient été annulées faute d'accord sur les critères d'éligibilité. Les ingérences étrangères et la présence de groupes armés tchadiens et soudanais ajoutent à la confusion, alors que

le dossier libyen suscite désormais une certaine lassitude auprès de la communauté internationale.

**Potentiel inexploitable**

Le retour à une production moyenne de 1,2 million de barils/jours en 2023 a stimulé la croissance. Le PIB libyen a progressé de 12,5%. Les exportations de pétrole ont rapporté un peu plus de 20 milliards de dollars sur l'année. Mais les perspectives pour 2024 restent incertaines. Dans ses prévisions d'octobre, le FMI tablait sur une croissance de 7,5%. Un chiffre qui pourrait être difficile à atteindre en raison du blocage du site d'Al-Sharara, le plus important gisement du pays, par des manifestants, exaspérés par l'envolée des prix du carburant à la pompe. La compagnie nationale des hydrocarbures, la NOC, a vu sa production amputée d'un quart et décrété un cas de « force majeure ». Ces nouvelles perturbations pourraient également compromettre l'ambitieux plan de relance du secteur. Avec presque 50 milliards de barils de réserves prouvées, la Libye dispose de 40% des réserves d'Afrique, mais son potentiel énergétique est difficilement exploitable. La NOC aurait besoin d'au moins 17 milliards de dollars d'investissements pour porter sa production à deux millions de barils/jour. Sollicitées avec insistance, les compagnies étrangères sont peu enclines à se mobiliser tant que la situation restera instable.

Ghadamès - désert libyen



## MAROC

## Le pari des gigafactories

La sécheresse et la crise de l'eau pèsent toujours sur la croissance et fragilisent le secteur agricole. Mais le royaume entend poursuivre sa diversification industrielle en investissant le créneau d'avenir des batteries électriques.



Roi : Mohammed VI  
Premier ministre : Aziz Akhannouch  
Population (millions) : 38,7  
Superficie (km<sup>2</sup>) : 710 815  
PIB/hab 2022 (USD, ppa) : 9 547  
Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) : 2,7  
Inflation 2023 (% , est.) : 6,1

Le Maroc fait face à une crise de l'eau d'une intensité sans précédent. Le royaume a reçu 5 milliards de mètres cubes d'eau pour des besoins annuels estimés à 16 milliards, dont 11 milliards pour son agriculture. En janvier 2024, le gouvernement a présenté un plan d'urgence visant à optimiser l'utilisation de la ressource, à une meilleure interconnexion des bassins hydrauliques et à accélérer les investissements dans les infrastructures (nouveaux barrages, usines de dessalement de l'eau de mer), pour garantir la sécurité hydrique à long terme.

Le déficit pluviométrique pèse lourdement sur la croissance du pays. Elle a accéléré à 2,7% en 2023, contre 1,2% en 2022, année de sécheresse caniculaire, et devrait s'établir à un palier légèrement supérieur en 2024 : 3,2%, selon la Banque centrale. Ces chiffres, qui traduisent très imparfaitement le potentiel d'une économie engagée dans une spectaculaire montée en gamme industrielle, témoignent en tous cas de sa résilience, alors que le royaume a aussi été confronté à un séisme dramatique dans la région d'Al Haouz, en septembre 2023. L'inflation s'est maintenue à un niveau élevé - 6,1% en 2023 - mais devrait nettement ralentir en 2024, aux alentours de 2,5%. Écartelée entre deux objectifs contradictoires, la maîtrise des prix et le soutien à l'activité, la Banque centrale devrait maintenir des taux assez accommodants, à 3%. L'importance des flux financiers des transferts des Marocains de la diaspora

(10 milliards d'euros) et une fréquentation touristique record (13 millions de visiteurs) ont permis au dirham de défendre sa parité avec les grandes devises internationales.

## Avantages comparatifs

La success-story industrielle du royaume, qui produit annuellement plus de 700 000 véhicules automobiles et s'est imposé comme un des principaux fabricants de composants aéronautiques mondiaux, devrait connaître de nouveaux développements. Le Maroc veut devenir un site de production majeur de batteries électriques. Rabat entend valoriser l'atout que constituent ses réserves de phosphates, les premières au monde. Les batteries LFP (lithium-fer-phosphates), moins onéreuses que les NCM (nickel-cobalt-manganèse) sont de plus en plus prisées par des industriels comme Tesla ou Volkswagen.

Les Chinois de Gotion High-Tech ont conclu un mémorandum pour implanter une gigafactory, et envisagent d'investir jusqu'à six milliards d'euros. Un autre groupe chinois, Tinci Materials Technology, prévoit de son côté 280 millions de dollars pour la fabrication de batteries lithium-ion. Les Sud-Coréens de LG Energy Solution sont aussi dans les starting-blocks.

En voie de décrispation sur le plan politique, les relations avec la France demeurent économiquement florissantes. Les échanges ont dépassé les 14 milliards d'euros en 2023 et la France reste le premier investisseur étranger en stock de capital.

## BAROMÈTRE CIAN 2023

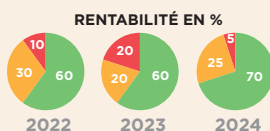
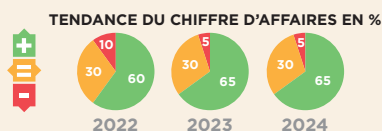
## POINTS FORTS

- Infrastructures
- Coûts des facteurs (hors énergie)
- Qualité du secteur bancaire
- Taux d'absentéisme

## POINTS FAIBLES

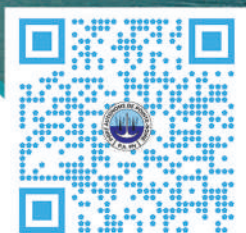
- Système judiciaire
- Douanes
- Corruption
- Impact du secteur informel

Note globale moyenne : 3,5 sur 5 ➡ vs 2022



# PORTE OCÉANE DE L'AFRIQUE CENTRALE

- UN TERMINAL À CONTENEURS DE 42 HECTARES
- PLUS DE 1 500M DE LONGUEUR DE QAIS
- UN TIRANT D'EAU DE -16M
- UN PARC À BOIS DE 114 486 M<sup>2</sup>
- UN PARC AUTOMOBILE DE 11 000 M<sup>2</sup>
- UNE ZONE LOGISTIQUE DE DÉPÔTAGE DE MARCHANDISES DE 4,5 HECTARES
- 1 006 941 EVP EN 2022 (ÉQUIVALENT VINGT PIEDS)
- UNE CAPACITÉ D'ACCUEIL DE PLUS DE 11 NAVIRES SIMULTANÉMENT SUR SES QAIS



# MAURITANIE

## Croissance explosive... en 2025 !

Alors que l'élection présidentielle de juin 2024 s'annonce sous les meilleurs auspices pour le chef de l'État sortant, l'économie mauritanienne pourrait bientôt connaître une croissance à deux chiffres grâce aux revenus gaziers et aurifères.



**Président :**  
Mohamed Ould Ghazouani  
**Premier ministre :**  
Mohamed Ould Bilal Messaoud  
**Population (millions) :** 5,1  
**Superficie ( km<sup>2</sup> ) :** 1 030 700  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 6 295  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 4,5  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 7,5

Toutes les planètes semblent alignées pour le président Mohamed Ould Ghazouani. Même si sa candidature pour le scrutin de juin 2024 n'a pas encore été officiellement annoncée, tous les observateurs s'attendent à une réédition du duel de 2019, l'opposant à l'activiste Biram Dah Abeid, et qui s'était soldé par une victoire au premier tour. Aux législatives de mai 2023, le parti présidentiel Al Insaf a remporté 107 des 176 sièges de députés mis en jeu. Il a aussi réalisé le grand chelem aux régionales organisées simultanément, l'emportant dans les 13 régions.

Le chef de l'État sortant n'a plus rien à craindre de son prédécesseur, Mohamed Ould Abdel Aziz (2008-2019). Ce dernier vient d'être condamné à cinq ans de prison pour enrichissement illicite et blanchiment d'argent. La sanction, inédite, est cependant inférieure aux réquisitions du parquet, qui avait demandé vingt ans. La plupart des coaccusés, dont deux anciens Premiers ministres, ont été relaxés ou ont écopé de peines avec sursis.

L'année écoulée a aussi conforté la stature du dirigeant mauritanien, dont le pays fait figure de havre de stabilité dans un environnement sahélien tourmenté. Il vient d'ailleurs d'accéder à la présidence de l'Union africaine. En bons termes avec l'ensemble de ses voisins, soutenu par les Émirats arabes unis de Mohamed Ben Zayed, avec lequel il a noué une relation personnelle fructueuse,

Ghazouani a réussi à maintenir un dialogue avec Moscou sans s'aliéner Washington. Ainsi, Nouakchott bénéficie à nouveau, depuis le 1<sup>er</sup> janvier, des avantages du programme américain de préférences commerciales African Growth and Opportunity Act (Ago), dont elle avait été suspendue en 2019.

### L'or supplante le fer

L'économie du pays a progressé de 4,5% en 2023. La croissance mauritanienne se situera à 5% en 2024 avant de connaître une accélération spectaculaire en 2025, pour atteindre 14,3%, grâce à l'entrée en production du mégaséjour gazier offshore Grand Tortue-Ahmeyin (GTA). Plusieurs fois repoussé, le début des opérations devrait intervenir courant 2024 et les exportations au second semestre. Les perspectives semblent radieuses pour le pays de cinq millions d'habitants car un second gisement de classe mondiale, Bir Allah, situé exclusivement dans les eaux territoriales mauritaniennes, devrait entrer en production avant la fin de la décennie. Il sera exploité par le consortium BP/Kosmos Energy, qui exploite déjà GTA.

En attendant l'arrivée de la manne énergétique, l'or a volé la vedette au fer en devenant le premier produit d'exportation de la Mauritanie en 2022. 500 000 onces de métal jaune avaient été extraites de la mine de Tasiast, exploitée par les Canadiens de Kinross, et un nouveau record est attendu pour 2023.

Les échanges avec la France sont restés quasi stables, à 323 millions d'euros, et un excédent de 153 millions en faveur de Paris.

## BAROMÈTRE CIAN 2023

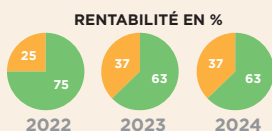
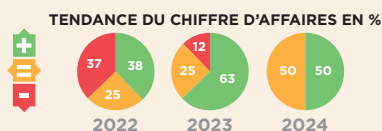
### POINTS FORTS

- Réseau aérien local
- Réseau téléphonique
- Qualité du secteur bancaire
- Coût de la main d'œuvre

### POINTS FAIBLES

- Réseau ferré
- Coût de l'électricité
- Efficacité de l'administration
- Système de formation et de santé

Note globale moyenne : **2,3 sur 5** ➡ vs 2022



# TUNISIE

## Une année difficile

L'équation financière du pays est de plus en plus délicate, alors que Tunis doit emprunter 8,7 milliards d'euros en 2024. La faiblesse chronique du niveau de l'investissement pèse sur la compétitivité et la croissance.



**Président :** Kaïs Saïed  
**Premier ministre :** Ahmed Hachani  
**Population (millions) :** 12,3  
**Superficie ( km² ) :** 162 155  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 12 483  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 1,3  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 9,4

Les difficultés s'amoncellent pour la Tunisie, qui a enregistré en 2023 la plus faible croissance d'Afrique du Nord (1,3%). Les perspectives de reprise s'assombrissent, même si le gouvernement, dirigé désormais par Ahmed Hachani, anticipe une progression du PIB de 2,1% pour 2024. Le maintien de l'inflation à un niveau élevé (9,8% prévus), la persistance du chômage (15% de la population active mais 39% des jeunes) et la situation alarmante des finances publiques nourrissent les inquiétudes à l'approche de l'élection présidentielle d'octobre 2024. L'autoritaire président Kaïs Saïed, qui s'est attribué tous les pouvoirs et a réduit les oppositions, conserve un socle de popularité important et ne devrait pas avoir de difficultés à se succéder à lui-même. Drapé dans une posture souverainiste, refusant « les diktats du FMI », diabolisant les « forces occultes » et les « spéculateurs » qui contrarieraient ses politiques, il continue à bénéficier du discrédit des partis traditionnels.

L'endettement du pays, estimé à 80% du PIB, n'intègre pas dans son calcul les dettes cachées des entreprises publiques, qui s'élèveraient à 40% du PIB. Les besoins de financement pour 2024 dépasseront les 28 milliards de dinars (8,7 milliards d'euros), dont 16,4 milliards de financements extérieurs, qui seront extrêmement difficiles à mobiliser en l'absence d'accord avec le FMI et alors que la dette tunisienne a été rétrogradée en catégorie « spéculative » par les agences de notation.

### Effet d'éviction

Au-delà d'aides ponctuelles de l'Union européenne ou de l'Arabie Saoudite, qui a débloqué 500 millions de dollars en 2023, les autorités n'auront d'autre choix que de continuer à sur-solliciter le marché domestique (secteur bancaire et épargnants), au risque d'accroître un effet d'éviction au détriment de l'investissement. Le Parlement a autorisé la banque centrale à financer directement le budget à hauteur de sept milliards de dinars en 2024 (deux milliards d'euros). Ce recours à la planche à billets est à la fois un aveu d'échec et une fuite en avant.

La faiblesse du niveau de l'investissement, qui s'aggrave d'année en année en raison des incertitudes économiques, de la pression fiscale et de la politique des banques, qui préfèrent prêter à l'État, est l'autre grande menace pour l'économie tunisienne. L'une de ses principales forces résidait dans la diversification de son tissu productif et un maillage important de PME/ETI. Mais ces dernières perdent aujourd'hui en compétitivité et en innovation. Les arrestations dans les milieux d'affaires, pour fraude fiscale ou soupçons de corruption sous l'ancien régime de Ben Ali, sont un autre signal négatif qui ajoute à l'attentisme général et à la nervosité ambiante.

Dans ces conditions, la résilience des entreprises tunisiennes intégrées dans les chaînes de valeur avec l'Europe relève de la prouesse. Les exportations françaises se sont légèrement tassées, à 3,4 milliards d'euros (-380 millions), mais les exportations tunisiennes vers la France ont atteint le niveau historique de 5,189 milliards d'euros.

### BAROMÈTRE CIAN 2023

#### POINTS FORTS

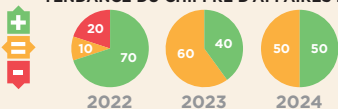
- Réseaux télécoms et électrique
- Droit du travail
- Coûts main d'œuvre et télécoms
- Qualité du secteur bancaire

#### POINTS FAIBLES

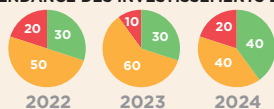
- Incitation à l'investissement
- Corruption
- Réseau ferré et portuaire
- Efficacité administrative et douanes

Note globale moyenne : **3,3 sur 5** vs 2022

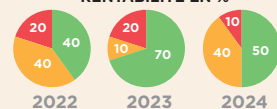
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



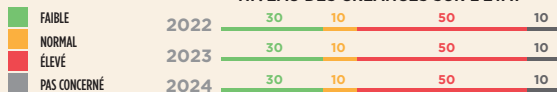
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



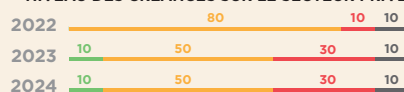
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



FAIBLE  
 NORMAL  
 ÉLEVÉ  
 PAS CONCERNÉ

# AFRIQUE DE L'OUEST

## Face à l'onde de choc souverainiste

Les retraits du Mali, du Burkina Faso et du Niger de la Cedeao et l'élection au Sénégal de Bassirou Diomaye Faye annoncent de profondes recompositions géopolitiques. Alors que la région reste pénalisée par les difficultés du Nigeria, les économies de l'UEMOA affichent des performances enviables.



BÉNIN .....	68	GHANA.....	76	NIGER .....	83
BURKINA FASO .....	69	GUINÉE BISSAU.....	77	NIGERIA.....	84
CAP VERT .....	70	GUINÉE .....	78	SÉNÉGAL .....	86
CÔTE D'IVOIRE.....	72	LIBÉRIA.....	80	SIERRA LEONE.....	87
GAMBIE.....	74	MALI .....	82	TOGO.....	88

Données économiques des fiches pays - Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Banque africaine de développement (BAD).



Une fois encore, en dépit des crises et des incertitudes institutionnelles, les économies de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), qui regroupe les huit pays de la Zone franc, ont été les plus dynamiques d'Afrique en 2023 avec une croissance de 5,2%. Tirée par les industries extractives (or, hydrocarbures, etc.), dont la contribution au PIB et aux exportations régionales ne cesse d'augmenter, et par une filière agro-industrielle en plein renouveau, la croissance de la zone pourrait franchir un nouveau palier en 2024 et atteindre 10%.

L'inflation, de son côté, a nettement décéléré en 2023, à 4,5%, et devrait continuer sa décrue en repassant sous la barre des 3% à l'horizon 2025. Auréolée par son récent succès en Coupe d'Afrique des nations de football (CAN), la Côte d'Ivoire confirme, d'année en année, son leadership économique. Stimulé par les grands chantiers d'infrastructure exécutés en prévision de la CAN, le pays d'Alassane Ouattara a réalisé en 2023 la plus importante croissance de la zone, avec 6,2%, devant le Bénin (5,5%) et le Togo (5,4%). L'entrée en production du gisement pétro-gazier offshore Baleine, intervenue en novembre 2023, va soutenir la croissance, qui devrait atteindre 6,6% en 2024. Exploité par ENI en partenariat avec Petroci, Baleine, présenté comme un vrai tournant pour l'économie ivoirienne, recèle 2,5 milliards de barils de pétrole de réserves et 3300 milliards de pieds cubiques de gaz naturel. Il a été livré en un temps record, deux ans après sa découverte.

Avec une progression de l'activité limitée à 4,1%, soit moitié moins que les prévisions, le Sénégal a déçu. Cette contre-performance relative s'explique moins par le climat de crispation politique que le pays connaît depuis deux ans que par les multiples reports des grands projets d'hydrocarbures. L'entrée en service du gisement gazier géant Grand Tortue-Ahmeyin, espéré pour le second semestre 2023, n'interviendra pas avant fin 2024 voire début 2025. Un autre gisement offshore, Sangomar, entrera en service en juin 2024, la barge flottante de production et de stockage FPSO, indispensable au démarrage de l'activité, ayant été réceptionnée sur site mi-février. Avec 600 millions de barils de réserves et une production de 100 000 barils/jour, ce champ pourrait enfin donner un coup de fouet à la croissance sénégalaise, attendue à 8,8% en 2024.

### Métal jaune, industries extractives et or blanc

La résilience des pays de l'Alliance des États du Sahel (Mali, Burkina Faso et Niger), en dépit des sanctions économiques infligées par la Cedeao et d'un environnement politique et sécuritaire dégradé, constitue une surprise. Les trois pays ont enregistré une croissance solide, située entre 4,1% (Niger) et 4,5% (Mali), nettement supérieure à la moyenne continentale, et offrent des perspectives attrayantes pour 2024. Avec la mise en service de l'oléoduc avec le Bénin, long de 2 000 kilomètres, qui permet d'exporter 90 000 barils/jour depuis le 1er novembre dernier, le Niger se dirige vers une croissance à deux chiffres (11,1%). Niamey sera en mesure de produire jusqu'à 200 000 barils/jour d'ici 2026 et les revenus pétroliers pourraient représenter jusqu'à la moitié de ses recettes budgétaires. Le regain d'intérêt mondial pour l'uranium pourrait aussi contribuer à la relance des projets laissés en déshérence autour du site d'Imouraren. Au Mali, la production aurifère, la deuxième plus importante d'Afrique (101 tonnes extraites en 2022, 75% des revenus d'exportation), a fortement soutenu l'activité. Le pays dispose d'autres minerais et métaux sous-exploités, comme le manganèse et le lithium. La résilience burkinabè s'explique davantage par l'agriculture : le pays, qui a aussi produit 58 tonnes d'or, vise une production de 200 000 tonnes de céréales en 2024 et attend 6,4% de croissance.

Les pays de l'UEMOA restent pénalisés dans leurs échanges extérieurs par les factures énergétique (13 milliards d'euros en 2022, +73%) et alimentaire (10,4 milliards d'euros, +40%). La consolidation en cours sur ces marchés devrait cependant permettre d'alléger la note en 2024. La Chine (15,6% des importations de la zone), la France (9,7%), l'Inde (8%) et le Nigeria (7,2%) sont les principaux fournisseurs. Les exportations de biens et services ont atteint 41 milliards d'euros en 2022, en progression de 13,6%, selon les calculs de la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO), l'institut d'émission régional. La Côte d'Ivoire contribue à elle seule à 42,2% de ce total, suivie par le Sénégal (14,7%) et le Burkina (13,2%). L'or, avec presque 30% des exportations en valeur (10,4 milliards d'euros), le cacao (13,1% et 5,3 milliards d'euros) et les produits pétroliers (8,2% et 3,4 milliards d'euros) représentent les trois premiers postes de vente, devant le coton (6,3% et 2,6 milliards d'euros), dont la production a cependant augmenté ▶

de 55% en 2022. La Suisse, pays des grands traders de matières premières, le Nigeria voisin et l'Afrique du Sud sont les trois premiers clients de la zone.

### L'essor du capitalisme ouest-africain

En comparaison de l'UEMOA, les indicateurs macro-économiques de la Cedeao, l'organisation régionale qui regroupait, jusqu'au 28 janvier 2024, l'ensemble des quinze pays d'Afrique de l'Ouest, paraissent nettement plus mitigés. La croissance plafonne à 3,3% et l'inflation a atteint un niveau quatre fois plus élevé que dans la Zone franc, à 20,9%. Les difficultés récurrentes du Nigeria et du Ghana expliquent ces performances médiocres. Élu en février 2023 à Abuja, Bola Tinubu a hérité d'une situation particulièrement dégradée. Il a entrepris une « thérapie de choc » pour remettre à flots la première économie d'Afrique. La hausse de la production pétrolière (1,6 million de barils/jour) est à mettre à son crédit. Mais l'arrêt des subventions aux carburants et la libéralisation du naira, qui a perdu près de 40% face au dollar, ont provoqué la colère de ses administrés et une vague de manifestations. L'inflation annuelle dépasse les 28%, et devrait rester dans les mêmes eaux en 2024. La croissance stagnera aux alentours de 3%.

Le démarrage du méga-complexe pétrochimique du groupe Dangote – un investissement de 19 milliards de dollars, autofinancé à 50% – devrait contribuer à une consolidation significative des réserves de change, et in fine, à une appréciation du naira. La raffinerie Dangote, la plus importante d'Afrique, avec des capacités de 650 000 barils/jour, permettra de réduire de 40% les besoins en devises du Nigeria, qui était contraint d'importer l'intégralité du pétrole raffiné qu'il consommait. Ce projet d'envergure traduit tout à la fois le dynamisme et la montée en puissance du capitalisme ouest-africain. Ce mouvement est également illustré par les appétits du groupe financier burkinabè Vista, qui a développé son maillage bancaire en rachetant plusieurs filiales de la Société générale.

Le Ghana, plombé par la crise de sa dette, devrait connaître un début de reprise en 2024, avec une croissance attendue à 2,7%, contre 1,2% en 2023. L'inflation, qui avait atteint 43% l'an passé, devrait être diminuée de moitié en 2024 selon les projections du FMI, à 23,2%. La Guinée, de son côté, pourrait ne pas atteindre les 5,6% de croissance prévus. Le pays subit des coupures d'électricité et de réseau internet et une sévère pénurie de carburants après l'explosion du principal dépôt pétrolier de Conakry en décembre 2023.



*Les pays de l'UEMOA restent pénalisés dans leurs échanges extérieurs par les factures énergétique et alimentaire.*

### La Cedeao, deux poids, deux mesures ?

Ébranlée et fragilisée par les coups d'États successifs au Mali, en Guinée et au Burkina Faso, la Cedeao est dans la tourmente depuis le coup d'État au Niger, qui a abouti au renversement du président Mohamed Bazoum, le 26 juillet 2023. Sous l'impulsion des présidents Tinubu (Nigeria) et Ouattara (Côte d'Ivoire), l'organisation a adopté une ligne dure face à la junte du général Abdourahamane Tiani, en imposant un train de sanctions économiques vigoureux et en agitant la menace d'une intervention militaire qu'elle n'avait, en réalité, pas les capacités de mener. La confrontation politique a tourné à l'avantage des régimes putschistes sahéliens, qui ont joué la fibre souverainiste et scellé leur rapprochement en créant, dès le 16 septembre, l'Alliance des États du Sahel (AES). La reprise de la ville de Kidal par l'armée malienne, épaulée par les « instructeurs russes » de Wagner, en novembre, et la perspective de désenclavement offerte par l'initiative du Roi Mohammed VI pour un corridor reliant les États du Sahel à Dakhla, sur la côte Atlantique marocaine, ont achevé de renverser la dynamique. S'estimant désormais en position de force, Bamako, Ouagadougou et Niamey ont annoncé le 28 janvier leur intention de quitter sans délai la Cedeao.

Avec le départ de ces trois pays, la Cedeao se verrait amputée de 10% de son PIB, de 20% de sa population et de près de la moitié de sa superficie. Une séparation définitive aurait de lourdes conséquences sur les échanges régionaux, sur la libre circulation des personnes (un des principaux acquis de l'organisation) et pourrait avoir des répercussions très négatives sur les importantes diasporas malienne et burkinabè vivant dans les autres pays de la région. Elle créerait aussi une insécurité juridique à laquelle certains opérateurs économiques étrangers sont déjà confrontés dans leurs dialogues heurtés avec les juntes. Mais c'est sans doute sur le plan politico-symbolique que ce départ, s'il était mené à son terme, aurait les implications les plus profondes. À l'instar de la France, prise en grippe par une partie croissante



Lagos, au Nigeria

des opinions ouest-africaines, l'organisation régionale n'échappe pas aux critiques sur sa posture. On lui reproche son incohérence : trop interventionniste face aux pouvoirs putschistes sahéliens, qu'elle a contribué à radicaliser, et trop complaisante face aux vellétés de « troisième mandat » et aux arrangements constitutionnels de certains de ses membres les plus éminents. Son attitude extrêmement prudente dans la crise pré-électorale sénégalaise et l'absence de condamnation explicite de la tentative d'ajournement des élections par le président Macky Sall ont ajouté à son discrédit. Affaiblie et décriée par la vox populi, la Cedeao paie aussi son manque de leadership politique, le Nigeria, qui a vocation à l'exercer, n'étant pas en mesure actuellement de tenir le rôle.

### Redistribution des cartes

Les développements géopolitiques en cours traduisent aussi des inflexions des rapports de force internationaux. « *Au Sahel, la France s'en va, l'Algérie recule et le Maroc avance* », résumait dans une formule lapidaire François Soudan, directeur de la rédaction de Jeune Afrique. De fait, appelé à revoir profondément son dispositif militaire après les départs successifs du Mali, du Burkina et du Niger, Paris fait profil bas. Alger fait aussi les frais de l'affirmation souverainiste au Mali : Bamako a révoqué les accords de paix de 2015 avec les séparatistes de l'Azawad, parrainés par l'Algérie. La diplomatie marocaine s'est engouffrée dans la brèche, en doublant sa présence économique et son em-

preinte religieuse par une offre de partenariat géopolitique en direction du Sahel (l'initiative Atlantique).

La crise de la Cedeao ne devrait cependant pas rejailir immédiatement sur l'union monétaire, les pays de L'Alliance des États du Sahel (AES) n'ayant pas intérêt à sortir du CFA. Leurs balances commerciales sont trop déficitaires, les risques d'inflation ne sont pas à prendre à la légère, et la création d'une monnaie alternative ne s'improvise pas. Leurs déclarations hostiles sont plutôt à interpréter comme un moyen de pression et de négociation. La perspective déjà incertaine d'un « retour à l'ordre constitutionnel », par le biais d'élections dans les trois pays, s'éloigne un peu plus.

Tous les regards sont aujourd'hui tournés vers le Sénégal. La présidentielle, ajournée puis reprogrammée, a vu la victoire au premier tour de Bassirou Diomaye Faye, le candidat soutenu par le leader du Pastef, Ousmane Sonko. Un camouflet pour Macky Sall, qui ne pouvait se représenter et avait fait emprisonner les deux hommes, et un triomphe pour la mouvance néo-souverainiste. L'élection pourrait augurer d'une redéfinition des rapports avec les partenaires étrangers du Sénégal. Les premiers pas des deux nouveaux dirigeants, dont l'aura déborde largement des frontières du pays de la Teranga, seront scrutés avec attention, à Paris comme dans la sous-région.

*Samy Ghorbal*

## BÉNIN

## Rythme de croisière

Engagé dans une stratégie de montée en gamme de son économie grâce aux investissements structurants, le pays de Patrice Talon tient le cap des réformes. Une stratégie qui porte ses fruits, malgré de lourdes incertitudes régionales.

Signe de l'ouverture croissante de l'économie béninoise aux nouvelles influences, New Delhi a supplanté Pékin pour devenir le premier client et premier fournisseur de Porto Novo au troisième trimestre 2023. L'Inde a absorbé 28,3% des exportations du pays et contribué à 17,5% de ses importations sur la période, devant la Chine, deuxième fournisseur avec 14,5%, et la France, troisième, avec 10,2% des parts de marché. Les échanges avec la France, en légère progression, se sont élevés à 262 millions d'euros en 2023, dégageant 237 millions d'euros d'excédent en faveur de Paris.

Avec 5,5% de croissance en 2023 et une prévision attendue à 6,3% pour 2024, dans un contexte d'inflation maîtrisée (2,5%), le Bénin touche la dividende de politiques résolument orientées sur la montée en gamme agro-industrielle. Elles sont symbolisées par la réussite de la zone économique spéciale de Glo-Djigbé, dédiée à la transformation locale des matières premières, dont le coton (700 000 tonnes produites dans le pays, leader africain) et la noix de cajou. Le numérique est un autre axe porteur : depuis novembre 2023, le système d'accès satellitaire à Internet Starlink a fait son entrée sur le marché. Le Bénin est le seul État de l'UEMOA à proposer ce service.

## Aggiornamento diplomatique

Secondé dans cette tâche par l'inamovible ministre des



Président : Patrice Talon

Population (millions) : 13,3

Superficie ( km<sup>2</sup>) : 112 622

PIB/hab 2022 (USD, ppa) : 4 057

Croissance du PIB réel, 2023 (% est.) : 5,5

Inflation 2023 (% est.) : 5

Finances Romuald Wadagni, le président Patrice Talon veut faire de son pays un « mini-Rwanda ». Adeptes d'une gouvernance autoritaire, ce dont ses compatriotes ne semblent pas lui tenir rigueur, il met volontiers en avant son bilan social. Le Salaire minimum garanti (Smig) a été relevé de 30% en janvier 2023, l'accès à l'électricité est passé à 56%, contre 34% en 2017, et le taux de raccordement à l'eau potable et aux réseaux d'assainissement atteint désormais 76%. En février 2024, Porto Novo a émis avec succès sa première obligation internationale libellée en devise américaine : un financement de 750 millions de dollars avec une maturité de 14 ans.

Sur le plan diplomatique, le président béninois a procédé à un remaniement de son équipe en nommant Shegun Bakari au poste de ministre des Affaires étrangères, en juin 2023. Passé par le privé, ce consultant de haut vol au profil très international disposerait de liens étroits avec le nouveau président nigérian Bola Tinubu. Une proximité qui ne sera pas de trop alors que les deux voisins ont toujours entretenu des rapports compliqués.

Chantre d'une ligne dure face aux pouvoirs putschistes du Sahel, ligne qui s'est matérialisée dans un premier temps par une application stricte des sanctions de la Cedeao et la fermeture de la frontière avec le Niger, le Bénin a assoupli ses positions fin 2023, face à l'échec de la stratégie communautaire. Et pour éviter que le port togolais de Lomé ne détourne à son profit les flux de marchandises destinées à Niamey et transitant habituellement par Cotonou.

## BAROMÈTRE CIAN 2023

## POINTS FORTS

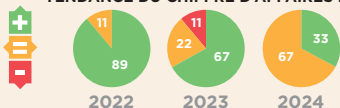
- Réseau aérien et routier
- Droit du travail
- Env. fiscal et incitation à l'investissement
- Réseau d'eau et assainissement

## POINTS FAIBLES

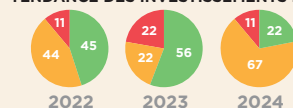
- Impact du secteur informel
- Coût de l'électricité
- Système de santé
- Qualité du secteur bancaire

Note globale moyenne : 3,1 sur 5 ➡ vs 2022

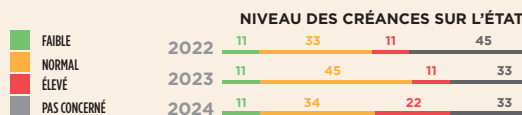
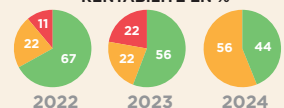
## TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



## TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



## RENTABILITÉ EN %



# BURKINA FASO

## L'agriculture sauve la mise

Le dynamisme du secteur primaire explique la surprenante résilience de l'économie burkinabè, alors que le pays, sans perspectives politiques claires, est confronté à une recrudescence des attaques djihadistes.



**Président :** Ibrahim Traoré  
**Premier ministre :** Apollinaire Kyélem de Tambéla  
**Population (millions) :** 23,2  
**Superficie ( km² ) :** 274 500  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 2 549  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 4,4  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 1,4

La croissance, qui avait péniblement atteint 1,4% en 2022, a nettement accéléré en 2023, à 4,4%, et pourrait dépasser la barre des 6% en 2024. Cette résilience surprenante, alors que le pays demeure officiellement sous sanctions de la Cedeao, s'explique avant tout par le dynamisme du secteur agricole. Le Burkina Faso, troisième producteur africain de coton, avec une campagne attendue à 407 500 tonnes (stable), a multiplié les initiatives et plans de développement pour soutenir des filières comme les céréales et combattre l'insécurité alimentaire. Le reflux de l'inflation, revenue à 1,4% en 2023, participe aussi à apaiser les tensions et à soutenir la demande intérieure. Les industries extractives restent les principales contributrices aux recettes d'exportation, même si la production d'or a fléchi (-9,6% en glissement annuel, à 55 tonnes).

Les conséquences de la rupture avec la Cedeao et de la construction d'une alliance alternative avec le Mali et le Niger inquiètent les milieux financiers ainsi que la nombreuse diaspora burkinabè, même si ses effets ne sont pas encore palpables. Le pays, qui cultive la fibre souverainiste, reste confronté à d'importants déséquilibres macro-économiques (déficits budgétaire et du compte courant) et s'efforce de maintenir le dialogue avec le FMI. Il a conclu en juin 2023 un accord pour une facilité élargie de crédit de 305 millions de dollars, sur 48 mois.

### Réquisitions humiliantes

Politiquement, le régime militaire dirigé par le capitaine Ibrahim Traoré ne semble disposé à aucune concession. Il subordonne l'organisation d'élections au retour de la sécurité sur le territoire national. La Constitution devra en outre être partiellement révisée. Les militaires ont réduit les opposants et la société civile au silence en multipliant les arrestations et les « réquisitions humiliantes ». Peu après son interpellation, l'ancien ministre des Affaires étrangères et ex-numéro deux de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), Ablasse Ouédraogo, a ainsi dû exécuter des exercices de préparation au combat à la télévision, à 70 ans passés...

Sur le terrain, le Burkina, qui a renforcé sa coopération avec la Russie, subit toujours des attaques djihadistes massives. Début mars, 170 villageois ont été tués en une seule journée, dans le nord du pays. Les supplétifs paramilitaires de la milice des Volontaires pour la défense de la patrie (VDC) se rendent aussi coupables d'exactions.

Le virage anti-occidental et souverainiste de Ouagadougou pèse sur le climat des affaires pour les entreprises étrangères et, en premier lieu, françaises. Et augmente la perception du risque. Reste à savoir comment sera gérée la dénonciation de la convention fiscale avec la France. Tout cela n'a cependant pas encore altéré significativement la structure des échanges avec la France (343 millions d'euros en 2023), qui laissent apparaître un excédent de 300 millions d'euros pour Paris.

### BAROMÈTRE CIAN 2023

#### POINTS FORTS

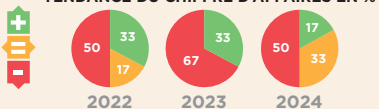
- Taux d'absentéisme
- Coût et qualité de la main d'œuvre
- Droit du travail

#### POINTS FAIBLES

- Infrastructures (hors télécoms)
- Incitation à l'investissement
- Système de santé
- Corruption

Note globale moyenne : 2,2 sur 5 + vs 2022

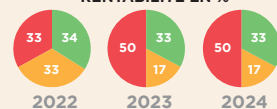
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



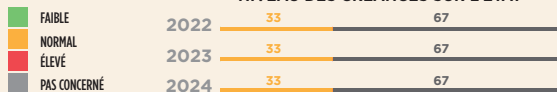
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ

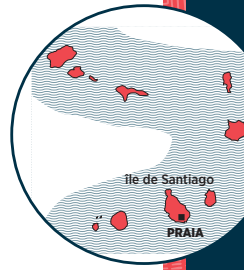


FAIBLE  
 NORMAL  
 ÉLEVÉ  
 PAS CONCERNÉ

# CAP VERT

## Retour à la normale

Le tourisme et les transferts de fonds de la diaspora ont permis à l'économie de l'archipel d'atterrir en douceur, après une année 2022 exceptionnelle.



Président : José Maria Neves  
 Premier ministre :  
 Ulisses Correia e Silva  
 Population (millions) : 580 000  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : 4 033  
 PIB/hab 2022 (USD, ppa) : 8 716  
 Croissance du PIB réel,  
 2023 (% , est.) : 4,4  
 Inflation 2023 (% , est.) : 5,2

Les Cap-Verdiens aiment faire sensation. En 2022, leur pays s'était hissé au sommet du palmarès de la croissance africaine, avec une progression de 17% du PIB. En ce début d'année 2024, leurs footballeurs ont impressionné en atteignant les quarts de finale de la CAN, ne s'inclinant qu'aux tirs au but. Au même moment, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) adressait ses félicitations à Praia pour l'éradication définitive du paludisme sur l'archipel.

Après ses records de 2022, l'économie cap-verdienne a atterri en douceur en 2023, avec 4,4% de croissance, en ligne avec les prévisions, dans un contexte marqué également par une décélération de l'inflation (5,2%, et 2% attendus en 2024). Si le tourisme reste le poumon de l'économie – 25% du PIB et 45% des emplois –, les transferts de fonds de la diaspora constituent un ressort particulièrement dynamique. Ils ont atteint 375 millions d'euros en 2022 (18,2% du PIB), en hausse de 45% sur un an. Établie en

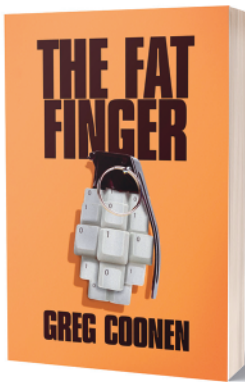
Afrique de l'Ouest et en Europe, la diaspora cap-verdienne est deux fois plus importante que la population des îles.

### Vitrine démocratique

La dette publique – 113% du PIB – reste le talon d'Achille de l'archipel, par ailleurs pauvre en ressources naturelles. Mais elle est essentiellement concessionnelle, et Praia peut compter sur le soutien de ses partenaires et des institutions internationales, fortes dispensatrices d'aides, ainsi que sur les « financements climat » du FMI. Le Fonds de solidarité africain (FSA) a annoncé débloquer 300 millions de dollars de garanties sur deux ans au profit du secteur privé. L'exemplarité démocratique du pays, seul membre de la Cedeao avec le Sénégal à n'avoir jamais vécu de coup d'État, le rend aussi éligible à des financements additionnels. Antony Blinken, le secrétaire d'État américain, qui a visité l'archipel en janvier, n'a pas manqué d'y faire référence.

Santa Maria - île de Sal





**Interview exclusive avec Greg Coonen,  
Associé chez COMMIT Communications et  
auteur du thriller à succès basé en Andorre,  
«The Fat Finger», disponible sur  
amazon.com et «La Pífia»**

Nous avons rencontré Greg Coonen à l'occasion de la publication de son deuxième roman, «The Wolf of The Pyrenees», qui met en lumière de nombreuses questions liées à l'Afrique et à l'exploitation des minéraux clés pour les entreprises technologiques les plus stratégiques du monde.

### **Parlez-nous de votre nouveau thriller, « The Wolf of the Pyrenees ».**

Mon roman *The Wolf of The Pyrenees* est la suite de *The Fat Finger* qui a été publié par Nine Elms à Londres. *The Wolf of The Pyrenees* sera publié en 2024 et décrit comment le héros, Ben Brennan, se retrouve pris dans un complot visant à déstabiliser les démocraties européennes. Il s'allie à un hacker ukrainien alors qu'il se bat pour rester en vie, au moins assez longtemps pour démasquer le complot, restaurer sa réputation et sauver le Port de Barcelone d'une prise de contrôle. L'histoire l'emmène dans un tourbillon d'Andorre à Barcelone et dans de nombreuses villes d'Afrique. Ben réalise qu'il existe un complot pour défier l'hégémonie du dollar américain en utilisant l'infrastructure portuaire africaine comme levier pour inciter les entreprises du monde entier à utiliser une nouvelle cryptomonnaie offrant des avantages par rapport aux devises fiat.

### **Pourquoi les ports africains sont-ils stratégiques dans cette histoire ?**

Le continent africain, comme vous le savez, abrite de nombreux minéraux stratégiques pour le monde. L'Afrique est sans aucun doute le continent le plus riche en ressources naturelles. Penser que le continent détient les plus grandes réserves d'or, de chrome, mais aussi diamants, pétrole, gaz naturel et uranium, et pourtant accuse un retard dans son développement est l'un des thèmes de *The Wolf of The Pyrenees*. Le continent ne doit pas faire appel à des groupes militaires étrangers pour assurer sa sécurité à court terme en échange de l'accès à certaines de ces mines. Ce n'est pas dans l'intérêt à long terme du continent.

### **L'intérêt d'Hollywood pour l'adaptation d'histoires basées en Afrique est-il lié aux plateformes de streaming comme Netflix qui voient l'Afrique comme un marché d'intérêt ?**

Oui, nous travaillons actuellement avec les producteurs vétérans d'Hollywood, Rick Porras et Adam Fratto, qui ont produit plusieurs des films et trilogies les plus emblématiques des vingt dernières années, pour adapter ces histoires à une série. Plusieurs scènes stratégiques de *The Wolf of The Pyrenees* pourraient être filmées en Côte d'Ivoire, au Nigeria, au Congo ou en Afrique du Sud. Les producteurs sont ouverts à collaborer avec ces gouvernements et rencontreront également des investisseurs privés car les sociétés de streaming recherchent de plus en plus de projets basés en Afrique, pour satisfaire la demande occidentale et se positionner dans ces nouveaux marchés porteurs. À mesure que la classe moyenne continue de croître dans ces économies dynamiques et demande davantage d'options de streaming, les plateformes comme Netflix voient tous les éléments nécessaires pour investir dans du contenu entièrement ou partiellement réalisé sur le continent. C'est un projet fascinant et j'ai hâte de visiter ces pays avec mes producteurs au cours des mois à venir.



Greg Coonen

Né à Paris. A étudié au Lycée International de Saint-Germain-en-Laye, avant de poursuivre ses études à la *School of Foreign Service* de l'Université de Georgetown, où il a obtenu son diplôme et confirmé son intérêt profond pour la géopolitique. Ayant décroché un emploi de journaliste à Madrid, où il a ensuite étudié son MBA à l'*Instituto de Empresa*, Greg a fondé une entreprise de communication. Les 15 années suivantes l'ont conduit dans plus de 70 pays à travers le monde. Bien qu'il ait apprécié la diversité d'un mode de vie de globe-trotter, ce sont les réactions de ses filles à ses histoires qui se sont avérées être son voyage le plus palpitant. Greg a ainsi découvert le conteur enfoui en lui. Le désir de tisser un récit plus complexe a été pleinement satisfait avec la publication de son premier roman, *The Fat Finger*, un thriller financier. La suite de ce livre, *The Wolf of the Pyrenees*, sera publiée en 2024. Il travaille actuellement sur l'adaptation cinématographique de ses histoires avec des producteurs d'Hollywood. Pendant ses temps libres, Greg écrit et fait du ski autant que ses filles et Lolipop, son border collie, le lui permettent.

Commit  
**B**  
BOOKS

books@bcommit.com  
www.bcommit.com



# CÔTE D'IVOIRE

## Championne de la croissance

Encore sous le coup de l'euphorie de la CAN, l'économie ivoirienne consolide son statut de locomotive de l'UEMOA et poursuit sa transformation structurelle. Mais des défis pèsent sur ses filières agro-industrielles.



**Président :** Alassane Ouattara  
**Premier ministre :** Robert Beugré Mambé  
**Population (millions) :** 28,7  
**Superficie (km<sup>2</sup>) :** 322 462  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 6 540  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 6,2  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 4,3

Les Ivoiriens et le président Alassane Ouattara ("ADO") voulaient organiser « la plus belle CAN de l'Histoire ». Ils ont massivement investi pour cela : 900 milliards de francs CFA (1,37 milliard d'euros), dont 500 milliards pour les stades. Au terme d'un scénario invraisemblable, les Éléphants ont gagné leur pari fou en défaisant le Nigeria en finale, plongeant le pays dans une douce euphorie. Cette victoire en forme de résurrection est aussi un succès politique pour le président ADO, qui n'avait pas hésité à chambouler son gouvernement et à changer de Premier ministre, en octobre 2023, pour garantir la réussite de l'événement. « L'effet CAN » rejaillit aussi en termes d'image et d'attractivité pour la Côte d'Ivoire, qui a enregistré la plus forte croissance de la Cedeao en 2023 (6,2%), et qui devrait poursuivre sur sa lancée en 2024, avec 6,6% attendus.

Le financement des transformations structurelles de l'économie semble assuré : en janvier 2024, Abidjan a levé 2,6 milliards de dollars en eurobonds, en deux émissions sur les marchés internationaux, au taux moyen de 6,6%. Huit mois plus tôt, le FMI avait approuvé un programme de 3,5 milliards de dollars, décaissables par tranches de 500 millions de dollars, pour appuyer les réformes économiques.

### Campagne cacaoyère décevante

Premier producteur mondial, la Côte d'Ivoire n'a pas

pu tirer pleinement profit du niveau record atteint par le cacao (6000 dollars la tonne, début février), du fait d'une production en recul de 20%, à 1,8 million de tonnes. La mauvaise pluviométrie et le phénomène El Nino expliquent cette contre-performance, qui a aussi affecté le Ghana voisin. Les prix d'achat proposés aux planteurs, qui sont administrés, n'ont augmenté que de 11%, à 1 000 francs CFA le kilo (et +20% pour le café, à 900 francs CFA). Les effets du changement climatique se font ressentir. Pour y faire face, et restaurer 20% de sa forêt, très dégradée, Abidjan envisage de mobiliser quatre milliards de dollars en obligations vertes au cours des deux ans à venir.

Le pays de l'Éléphant demeure le deuxième client de la France en Afrique subsaharienne, mais les entreprises tricolores n'ont guère profité de l'effet d'entraînement de la croissance. Le commerce bilatéral est resté stable, à 2,36 milliards d'euros, dont 1,365 milliard d'exportations françaises. Quelque 240 filiales d'entreprises françaises sont implantées en Côte d'Ivoire, et un millier d'autres entreprises locales sont dirigées par des Français. Paris est toujours le premier investisseur étranger, en stock d'IDE, mais la concurrence s'aiguise. En 2022, selon le Centre de promotion des investissements en Côte d'Ivoire (Cepici), le Burkina Faso a été le premier investisseur privé en Côte d'Ivoire, avec des flux de 110 milliards de francs CFA, suivi par la Turquie (70 milliards) et le Maroc (60 milliards), la France rétrogradant en quatrième position, en compagnie de la Chine, de Maurice, du Togo et du Liban, avec 50 milliards de francs CFA.

## BAROMÈTRE CIAN 2023

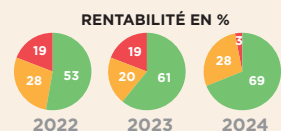
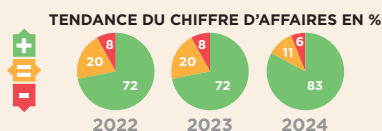
### POINTS FORTS

- Coût main d'œuvre
- Réseau de transport (hors ferré)
- Réseau télécoms
- Droit du travail

### POINTS FAIBLES

- Droit foncier
- Corruption
- Accès et coût du crédit aux entreprises
- Fraudes douanières

Note globale moyenne : **2,8 sur 5** ➡ vs 2022





# SOGEDI : CONSOLIDER NOTRE ANCRAGE POUR FAIRE DE NOTRE PAYS UNE RÉFÉRENCE INDUSTRIELLE EN AFRIQUE ET DANS LE MONDE

SOCIÉTÉ DE GESTION ET DE DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES INDUSTRIELLES

NOS  
M  
I  
S  
S  
I  
O  
N  
S

- ⚙️ **PLANIFIER**
- ⚙️ **PROMOUVOIR**
- ⚙️ **FINANCER**
- ⚙️ **CONCEVOIR**
- ⚙️ **RÉALISER**
- ⚙️ **RÉHABILITER**
- ⚙️ **GÉRER OU FAIRE GÉRER**



SOCIÉTÉ DE GESTION ET DE DÉVELOPPEMENT  
DES INFRASTRUCTURES INDUSTRIELLES

DES INFRASTRUCTURES INDUSTRIELLES, SOIT DIRECTEMENT ,  
SOIT EN AYANT RECOURS À DES OPÉRATEURS PRIVÉS DANS LE CADRE DE  
CONTRATS DE CONCESSIONS

Fondée en mars 2022, la Société de Gestion et de Développement des Infrastructures Industrielles (SOGEDI), embrasse une vision ambitieuse pour l'avenir industriel de la Côte d'Ivoire. Son mandat englobe une gamme étendue d'activités : de la planification à la promotion, du financement à la conception, sans oublier la réalisation et la réhabilitation, ainsi que la gestion directe ou indirecte des infrastructures industrielles du pays.

L'objectif ultime de la SOGEDI est de positionner la Côte d'Ivoire comme un pôle industriel de référence, tant au niveau africain qu'international.

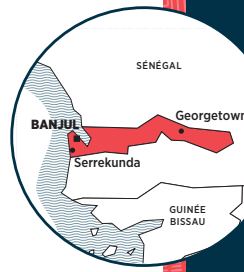
En 2023, la SOGEDI a initié les travaux de réhabilitation des zones industrielles emblématiques de Yopougon, Koumassi, et Vridi. Toutefois, son regard se porte bien au-delà de ces initiatives immédiates. Animée par la volonté de réinventer et d'insuffler une nouvelle dynamique aux autres zones industrielles du pays, la SOGEDI envisage également la création de nouvelles zones industrielles intégrées.

Pour concrétiser cette vision d'avenir, elle se montre ouverte à nouer des partenariats stratégiques.

## GAMBIE

## L'impossible Sommet

Le rassemblement des 57 pays islamiques prévu à Banjul vire au casse-tête, après un quatrième report. La réunion pourrait finalement se tenir en mai.



Président : Adama Barrow  
 Premier ministre : Isatou Touray  
 Population (millions) : 2,71  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : 11 295  
 PIB/hab 2022 (USD, ppa) : 2 496  
 Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) : 5,6  
 Inflation 2023 (% , est.) : 17

Déjà reporté à trois reprises, le sommet de l'Organisation de la coopération islamique (OCI), qui rassemble les 57 pays musulmans de la planète, a été à nouveau repoussé à mai 2024. Banjul et l'OCI ont avancé des raisons logistiques pour justifier ce nouveau report, annoncé en novembre 2023. Le temps d'achever les chantiers du centre de conférences et des infrastructures routières et aéroportuaires. L'événement, censé être une consécration pour le président Adama Barrow, vire au mauvais feuillet, signe que le défi organisationnel était peut-être trop ambitieux pour le plus petit pays d'Afrique continentale, également l'un des plus pauvres.

Les autorités ont approuvé, en janvier, le principe de la cession de 60% du capital de l'opérateur de téléphonie mobile Gamcel à des opérateurs privés. Cette privatisation intervient alors que l'acteur est soumis à une forte concurrence, qui a sévèrement dégradé ses parts de marché. L'apport capitaliste lui permettra de se relancer

et de moderniser son offre. Par ailleurs, Banjul vient de bénéficier d'un financement de la Banque mondiale pour améliorer sa connectivité et être relié à un deuxième câble sous-marin, partagé avec la Guinée Conakry.

### Croissance et inflation

La Gambie devrait voir sa croissance accélérer à 6,2% en 2024, contre 5,6% en 2023. L'activité est tirée par la reprise du tourisme (20% du PIB), après le coup d'arrêt dû à la crise sanitaire. L'inflation (17% en 2023) demeure un sujet de préoccupation majeur, alors que le pays fait face également à une situation de surendettement. Les pays arabes – OCI oblige – et les États-Unis, à travers le programme Millenium Challenge Corporation, aident néanmoins Banjul à garder la tête hors de l'eau. L'Union européenne a également octroyé un nouvel appui budgétaire de 40 millions d'euros sur trois ans, pour la résilience de l'économie, les droits humains... et la gestion des migrations.

Banjul - Gambie





BUREAU D'ÉTUDES ET D'INGÉNIEURS CONSEILS

NOUS CONCEVONS LE FUTUR DE L'AFRIQUE  
INGÉNIERIE, CONCEPTION ET  
PROJECT MANAGEMENT



L'aventure WEST Ingénierie a démarré il y a 25 ans durant lesquels nous avons réalisé de grands et beaux projets d'infrastructures en Guinée et dans plusieurs pays d'Afrique Subsaharienne. Nous sommes donc heureux de fêter nos 25 ans cette année 2024.

En effet, depuis sa création en 1999, WEST Ingénierie SARL s'est imposé comme un des leaders panafricains dans le conseil en ingénierie de projet, contribuant au développement d'infrastructures économiques et sociales vitales dans plusieurs pays africains.

Cela n'est pas un produit du hasard. Notre réussite dans la conduite de grands projets est le résultat du travail acharné de nos équipes, qui partagent la même vision, un même état d'esprit orienté qualité, intégrité, écoute, innovation et indépendance qui sont les valeurs qui déterminent notre identité et notre culture d'entreprise.

Notre cabinet tire également sa force d'une approche de collaborations fructueuses avec d'autres cabinets et entreprises de renommée internationale. Cela nous a valu une reconnaissance internationale en tant qu'acteur majeur sur le marché du conseil et de l'ingénierie de projet en octobre dernier, à Dakar, lors de la cérémonie de remise des trophées des 100 entreprises les plus dynamiques d'Afrique en 2023.

Notre vision est de contribuer au développement des infrastructures économiques et sociales pour le bien-être des populations, en offrant des prestations de conseil de haut niveau, innovantes et adaptées au contexte africain dans un but d'optimisation des investissements de nos clients, qu'ils soient institutionnels, publics ou privés.

Nous sommes toujours à la recherche de nouvelles collaborations et restons également désireux de tisser des liens avec des partenaires partageant notre vision et notre engagement envers le développement durable de l'Afrique.

**Rejoignez-nous dans cette aventure passionnante et ensemble, façonnons l'avenir de l'Afrique !**

Tél. - WhatsApp : +224 621 00 87 66 / +224 621 60 91 32

Email : [contact@westingenieriegn.com](mailto:contact@westingenieriegn.com)

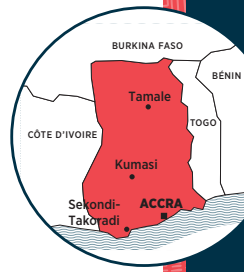
Site web : [www.westingeniegn.com](http://www.westingeniegn.com)



# GHANA

## Fragile reprise

La consolidation des comptes et l'achèvement de la restructuration de la dette laissent entrevoir une sortie de crise et le retour à une croissance plus soutenue, alors que le pays vivra, en décembre, une élection présidentielle disputée.



**Président :** Nana Akufo-Addo  
**Vice-président :** Mahamudu Bawumia  
**Population (millions) :** 33,9  
**Superficie (km<sup>2</sup>) :** 238 537  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 6 473  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 1,2  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 42,2

**F**rappée de plein fouet par une crise de la dette, qui l'a conduite au défaut de paiement le 19 décembre 2022, l'économie ghanéenne a vécu une année 2023 particulièrement délicate. Le pays a réalisé la plus faible croissance de la Cedeao, avec une expansion de l'activité limitée à 1,2%, sur fond d'inflation galopante (42%).

Accra bénéficie d'un « programme triennal de sauvetage » de trois milliards de dollars du FMI, dont le décaissement – par tranches – est précédé d'un rigoureux examen de l'avancement des réformes. La restructuration des comptes publics doit se traduire par une augmentation des recettes fiscales de un point de PIB, par an, pendant trois ans, ainsi que par une meilleure gouvernance économique et des coupes dans les subventions énergétiques.

Cette douloureuse consolidation devrait porter ses premiers résultats en 2024, avec une croissance attendue à la hausse à 2,8% et une inflation toujours forte, mais en repli, à 23%. L'achèvement de la restructuration complète des dettes domestique (47% de l'encours) et externe (les 53% restants) doit également intervenir, pour ramener le niveau de la dette publique à 80% en fin d'année. Les prévisionnistes anticipent une accélération de la croissance à 4,4% en 2025.

### Dramani Mahama veut sa revanche

D'ici là, le pays aura passé le cap de l'élection présidentielle,

programmée le 19 décembre 2024. Le président Akufo-Addo ne pourra pas se représenter. Son parti, le NPP, a désigné l'actuel vice-président, Mahamudu Bawumia, pour porter les couleurs de la coalition sortante. Mais cet ancien vice-gouverneur de la Banque centrale, âgé de 60 ans et issu du Nord musulman, abordera l'élection dans la position du challenger face à l'ancien président John Dramani Mahama (NDC), qui a dirigé le pays entre 2012 et 2017. Battu deux fois par Akufo-Addo, Dramani Mahama dispose d'une solide avance dans les sondages.

Même si les investisseurs étrangers, refroidis par les déboires financiers, ont eu tendance à désertier, l'économie ghanéenne, la troisième de la Cedeao après celles du Nigeria et de la Côte d'Ivoire, conserve des atouts : le dynamisme du secteur privé, l'innovation, et les ressources naturelles. Le pays est le deuxième producteur mondial de cacao et le premier producteur africain d'or, avec 104 tonnes de métal extraites (+32%). Un terminal d'importation de GNL doit entrer en service à Tema d'ici fin 2024. Il sera alimenté par la Guinée équatoriale et permettra de renforcer la sécurité énergétique du Ghana, mise à mal par les difficultés récurrentes d'approvisionnement en provenance du Nigeria voisin, et ce alors que le gaz compte pour 28% dans le mix énergétique ghanéen.

Les échanges commerciaux avec la France ont poursuivi leur progression, à 640 millions d'euros, avec un excédent désormais structurel pour Accra (114 millions d'euros), qui s'explique par les exportations de cacao et d'hydrocarbures.

## BAROMÈTRE CIAN 2023

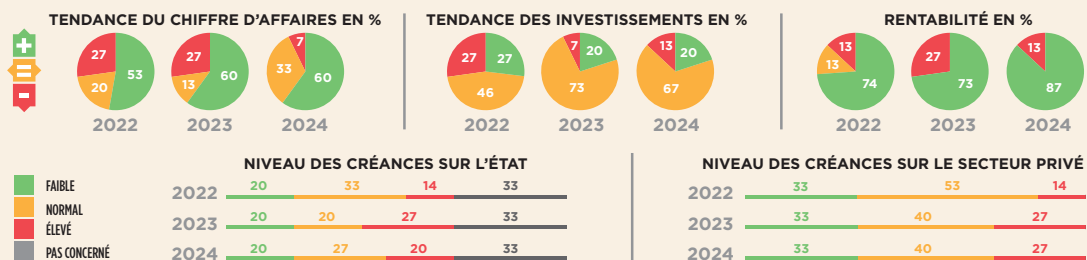
### POINTS FORTS

- Réseau portuaire et aérien
- Sécurité des personnes
- Réseau télécoms
- Droit du travail

### POINTS FAIBLES

- Réseau ferré
- Tarifs douaniers
- Coût de l'énergie
- Accès et coût du crédit aux entreprises

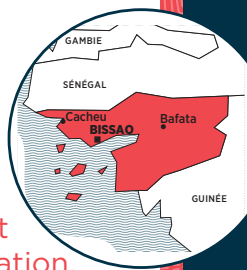
**Note globale moyenne : 2,8 sur 5 ➡ vs 2022**



# GUINÉE-BISSAU

## Fractures politiques

Sujet à une crise institutionnelle profonde depuis les législatives de mai 2023, qui ont contraint le président Embalo à la cohabitation, le pays se dirige vers de nouvelles élections.



**Président :** Umaro Sissoco Embalo  
**Premier ministre :**  
Rui Duarte de Barros  
**Population (millions) :** 2,15  
**Superficie (km<sup>2</sup>) :** 36 125  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 2 191  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 4,5  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 7

**O**mniprésent sur la scène internationale, le président Umaro Sissoco Embalo éprouve davantage de difficultés sur la scène intérieure. Début décembre, il a dissous le Parlement pour la seconde fois en sept mois, après des affrontements entre des éléments de sa garde présidentielle et ceux de la gendarmerie : des événements présentés comme « une tentative de coup d'État ». De nouvelles élections législatives doivent être organisées en juin 2024. Elles opposeront une fois de plus les partisans d'Embalo, réunis au sein du front Madem G15, à la coalition Pai-Terra Ranka dominée par le Parti africain pour l'indépendance de la Guinée et du Cap-Vert (PAIGC), formation qui a longtemps régenté la scène politique du pays. En mai 2023, le Madem G15 avait été sévèrement défait par la coalition Pai-Terra Yanka de Domingos Simoes Pereira, contraignant le président Embalo à une cohabitation.

### Effondrement des prix

Ce revers du Madem G15 trouve son origine dans les difficultés économiques de la filière noix de cajou, l'unique culture de rente du pays, qui assure 95 % des exportations bissau-guinéennes. Les prix payés aux producteurs ont été presque divisés par deux depuis 2022, plongeant une grande partie de la population rurale dans la précarité et l'insécurité alimentaire. Embalo et ses partisans, qui ont en ligne de mire la présidentielle de novembre 2025, tenteront d'inverser la tendance. Mais la crise qui secoue cet État fragile, sujet à une instabilité chronique et coutumier des coups de force, souligne aussi les limites du système semi-présidentiel instauré après la dictature de Nino Vieira (assassiné en 2009). Conçu pour empêcher l'accaparement du pouvoir par le chef de l'État, ce régime s'avère difficile à pratiquer lorsque majorités présidentielle et parlementaire ne coïncident pas.



# GUINÉE

## Élections : bientôt la fin du suspense ?

Le climat politique et social guinéen reste éruptif, alors que la transition militaire commencée en octobre 2020 doit s'achever à la fin de l'année. Conakry a obtenu la levée des sanctions économiques de la Cedeao.

Les militaires guinéens, qui s'étaient emparés du pouvoir en octobre 2020, se sont engagés à organiser des élections présidentielles avant le 31 décembre 2024, mais le flou subsiste sur les intentions du président de la transition, le colonel Mamadi Doumbouya. La dégradation des libertés publiques et la mise à l'écart des principaux opposants, dont l'emblématique Cellou Dalein Diallo, contraint à l'exil en raison des poursuites judiciaires dont il fait l'objet, semblent indiquer que le chef de la junte pourrait tenter un passage en force. La nouvelle Constitution, en cours d'élaboration, et qui sera soumise à référendum au cours du second semestre, tranchera la délicate question des conditions d'éligibilité. En attendant, la Guinée, qui a maintenu le dialogue avec la Cedeao, a obtenu le 25 février la levée totale des sanctions économiques qui la visaient.

Quelques jours auparavant, le chef de l'État, ulcéré par les tiraillements entre le Premier ministre et plusieurs de ses ministres, avait dissout l'équipe gouvernementale de Bernard Gomou. Le nouveau Premier ministre, Bah Oury, est un économiste au profil très politique, issu de la communauté peule. Il devra en priorité déminer un climat social éruptif : le pays a connu fin février trois jours de grève générale, émaillés de violences. Les syndicats exigeaient une baisse du prix des denrées alimentaires de base et la libération d'un journaliste emprisonné.



**Président :** Mamadi Doumbouya  
**Premier ministre :** Bah Oury  
**Population (millions) :** 14,4  
**Superficie (km<sup>2</sup>) :** 245 857  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 3 188  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 5,9  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 8,3

### Dépôt de carburant

L'économie guinéenne a enregistré une croissance soutenue en 2023, à 5,9%, mais celle-ci a été tirée principalement par les industries extractives (bauxite, or et diamant, qui représentent 85% des recettes d'exportation). La progression du PIB bénéficie assez peu à la population, qui fait face à une inflation persistante (8,3% en 2023, 7,9% attendus en 2024). Les prévisions de croissance pour 2024 (5,6%) sont à manier avec prudence. Elles sont antérieures à l'explosion du principal dépôt de carburant du pays, le 18 décembre, à Conakry, qui a provoqué une pénurie d'essence, désorganisé le secteur des transports et amplifié les difficultés d'approvisionnement électrique.

L'interminable saga du projet Simandou, du nom du gigantesque gisement de fer situé en Guinée Forestière, pourrait enfin toucher à sa fin. En effet, les deux consortiums détenteurs des quatre blocs – les anglo-australiens Rio Tinto Simfer et le tandem formé par les sino-singapouriens Winning Consortium Simandou (WCS) et le franco-guinéen United Mining Supply (UMS), qui a été rejoint en 2023 par le sidérurgiste chinois Baowu Steel –, ont entrepris les travaux du chemin de fer. Long de 660 kilomètres, il doit permettre l'évacuation du minerai. Simandou recèle huit milliards de tonnes de réserves de fer à haute teneur et son exploitation pourrait commencer en mars 2025.

Les échanges avec la France sont restés stables, à 191 millions d'euros, et très largement excédentaires pour Paris (179 millions).

### BAROMÈTRE CIAN 2023

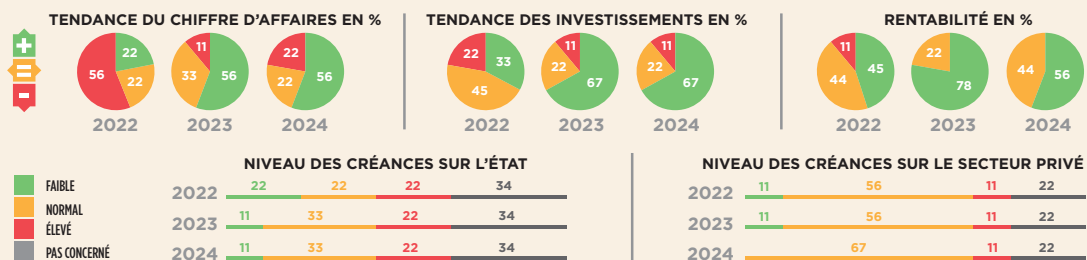
#### POINTS FORTS

- Coût de l'électricité
- Réseau portuaire
- Réseau télécoms
- Coût de la main d'œuvre

#### POINTS FAIBLES

- Niveau de corruption
- Réseaux de transport (hors portuaire)
- Système judiciaire
- Système de formation et de santé

Note globale moyenne : **2,1 sur 5** vs 2022



# GROUPE BUSINESS MARKETING

ACTEUR DU DÉVELOPPEMENT

Implanté et reconnu depuis plus de 30 ans en République de Guinée, le Groupe SAMGBM est une structure économique modèle, il occupe une place de leader parmi les acteurs majeurs de l'écosystème économique de la Guinée.

Né de la volonté de son Président du Conseil d'Administration, Mamadou Antonio SOUARÉ, le Groupe SAMGBM est devenu, au fil des années, un conglomérat regroupant plusieurs entreprises dans de multiples secteurs d'activités.

*Established for more than 30 years in the Republic of Guinea ; the SAMGBM Group is a model economic structure, occupying a leading position amongst the main actors of the economic ecosystem in Guinea.*

*Born out of the vision of it's Chairman of the Board of Directors, Mamadou Antonio Souaré, the SAMGBM Group became, over the years, a conglomerate regrouping several companies from multiple sectors of activity.*

Le Groupe a su se diversifier et prouver sa compétence, notamment dans les services généraux, les médias, les télécoms, la construction, l'hôtellerie, la logistique et le sport. Du fait de sa forte croissance et de ses objectifs ambitieux, Le Groupe SAMGBM compte désormais plusieurs milliers de collaborateurs ainsi que de solides partenaires, en Guinée et dans le reste du monde. Et cette expansion est encore loin d'être à son terme.

*The group has diversified and demonstrated its competence, particularly in general services, media, telecom services, construction, hotels, logistics and sports. Due to its strong growth and ambitious objectives, the SAMGBM now has several thousand employees as well as strong partners, in Guinea and in the rest of the world. And this expansion is still far from its end.*



Nous investissons dans l'immobilier haut de gamme avec des suites hôtelières SOUARÉ PREMIUM HOTEL - SOUARÉ CLUB HOTEL



Nous travaillons dans l'industrie avec notre pôle GMI ( Guinée Multi Industrie).



Nous animons une branche médiatique télé-radio-sites web avec le groupe CIS MEDIAS et FIM Guinée.



Nous brillons dans le sport avec le HOROYA AC et notre ACADEMIE DE FOOTBALL (AFAS)

Facebook, Twitter, Instagram icons and [groupesamgbm](https://www.groupesamgbm.com)

**SAMGBM**  
GROUPE BUSINESS MARKETING

📍 Immeuble Souaré Premium Hôtel, Manquepas, Commune de Kaloum,  
 📍 BP : 967 - Conakry, République de Guinée  
 ☎ + 224 621018431 • +224 622337071  
 ✉ [infos@samgbm.com](mailto:infos@samgbm.com)  
 🌐 [samgbm.com](http://samgbm.com)

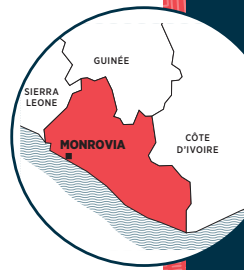
NOS FILIALES



# LIBERIA

## Dévolution pacifique du pouvoir

L'élection de Joseph Boakai ouvre un nouveau chapitre pour la gouvernance du Liberia, après les six années décevantes de la présidence de George Weah.



Président : Joseph Boakai  
 Vice-président : Jeremiah Kpan Koung  
 Population (millions) : 5,55  
 Superficie (km<sup>2</sup>) : 111 370  
 PIB/hab 2022 (USD, ppa) : 1 570  
 Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) : 4,6  
 Inflation 2023 (% , est.) : 10,6

Celui que ses aficionados monégasques, parisiens et milanais surnommaient affectueusement « Mister George » a quitté le terrain de la politique comme il déchaussait les crampons après une défaite : avec classe et élégance. Élu à la présidence du Libéria il y a six ans, sur des promesses de lutte contre la pauvreté qu'il n'aura pas pu réaliser, George Weah a été battu avec la plus petite des marges par Joseph Boakai. L'ancien vice-président d'Ellen Johnson-Sirleaf, vétérane de la politique locale, mais réputé pour sa probité, l'a emporté avec 20 000 voix d'écart avec 50,64 %, contre 49,36 % pour l'ancien footballeur vedette. Contrairement aux craintes, le scrutin n'a pas donné lieu à contestation et Boakai, 78 ans, a été investi le 22 janvier 2024. Weah, dont le mandat a été percuté par les crises (Ebola, Covid, Ukraine) et l'image ternie par une gouvernance parfois approximative comme par les scandales de corruption qui ont éclaboussé certains de ses proches ou alliés, a annoncé son retrait de la vie politique active.

### Éthique et transparence

Le nouveau président hérite d'une situation contrastée. Le Liberia a enregistré une croissance de 4,6 % en 2023, qui devrait progresser à 5,3 % en 2024, mais les tensions inflationnistes resteront marquées (8 %). La pauvreté demeure endémique, la population profitant peu du dynamisme des industries minières et survivant grâce aux importants transferts de la diaspora.

Boakai, dont la santé serait chancelante, exclut une « chasse aux sorcières » mais a promis plus de transparence et d'éthique. L'une de ses premières décisions a été de commander un audit complet de trois institutions : la Banque centrale, l'Agence nationale de sécurité (NSA) et le Service de protection des personnalités. Il veut aussi s'atteler à un développement plus équilibré entre les régions.

Monrovia - Liberia







**Laye SANO**  
CEO

MBA - Rotterdam School of Management  
BS Engineering - Technical University of Denmark  
Ambassadeur du Club des Dirigeants d'Entreprises - Maroc



## Sanola Group Holding vise à devenir l'entreprise indépendante de promotion d'investissement la plus innovante et respectée d'Afrique subsaharienne.

HYDROCARBURES - MINES - ÉNERGIE - FINANCE

Entreprise créée en 2019, Sanola Group Holding agit en tant qu'interface entre les entreprises étrangères souhaitant investir en Guinée et en Afrique de l'Ouest, et les autorités et institutions publiques et privées. Nous mobilisons des partenaires techniques et financiers pour concevoir des programmes et des projets de développement durable et local dans les secteurs des hydrocarbures, de l'énergie, des mines et de la finance.

L'industrie minière est au cœur de notre expertise. Nous sommes déterminés à faciliter le développement responsable et durable des ressources minières de la région.

Notre service de mobilisation des partenaires techniques et financiers offre une approche complète et personnalisée pour garantir le succès de vos projets.



### SANOLA GROUP HOLDING

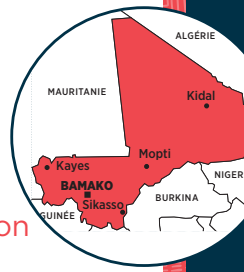
Rue DI-024 Camayenne Corniche/Dixinn  
BP 2984 Conakry - République de Guinée  
Tél. : +224 620 02 68 38  
sanolagroup.holding@outlook.fr



## MALI

## Le symbole de Kidal

La réoccupation de la ville nordiste de Kidal par l'armée malienne, la constitution de l'Alliance des États du Sahel et la bonne tenue de l'économie confortent le pouvoir d'Assimi Goïta, alors que les élections ne sont plus à l'ordre du jour.



**Président :** Assimi Goïta  
**Premier ministre :**  
 Choguel Kokalla Maïga  
**Population (millions) :** 22,5  
**Superficie ( km<sup>2</sup> ) :** 1 241 231  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 2 518  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 4,5  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 5

L'annonce de la déposition du président nigérien Mohamed Bazoum, le 26 juillet 2023, a été accueillie comme une « divine surprise » par le régime militaire malien d'Assimi Goïta. Elle a permis à Bamako de rompre son isolement, en précipitant la constitution d'une Alliance des États du Sahel (AES) avec les pouvoirs putschistes de Ouagadougou et Niamey, et a validé a posteriori son rejet des « ingérences françaises » dans la région. Ce front uni des pays de l'AES a fini par déstabiliser une Cedeao menacée d'éclatement : la communauté a capitulé, allégeant significativement les sanctions économiques contre le Mali, sans contrepartie. Après plusieurs reports, les élections ne sont plus à l'ordre du jour. Les autorités maliennes les subordonnent désormais à une refonte des fichiers électoraux et à un nouveau recensement de la population...

La reprise, presque sans combats, par l'armée de la ville de Kidal, en novembre, a marqué une bascule. Elle a donné du crédit au discours sur la récupération de la souveraineté malienne, la junte et ses alliés russes ayant réussi là où la Minusma onusienne et l'opération française avaient échoué à cause de leurs atermoiements. Le retour de l'État central dans la « capitale de l'Azawad » peut présager de nouvelles tensions, d'autant que la junte a dessaisi Alger de son rôle de médiateur et révoqué les accords de 2015 avec les séparatistes. Les soldats de l'ONU n'en verront

rien : poussée dehors elle aussi, la Minusma s'est retirée du Mali le 31 décembre 2023, après dix ans de présence.

## Déficit électrique

Sur le plan économique, le Mali a enregistré en 2023 une croissance de 4,5% et a réussi à contenir l'inflation à 5%. Cette vitalité s'explique par la bonne tenue de l'agriculture vivrière, de certains secteurs des services et de l'industrie aurifère (10% du PIB, 25% du budget national). La conjoncture devrait rester porteuse en 2024, avec une croissance prévue à 4,8% et une inflation en reflux à 2,8%. Le Mali devrait aussi retrouver son rang de premier producteur africain de coton, avec une campagne attendue de 690 000 tonnes. Les difficultés d'Énergie du Mali (EDM), récemment soulignées par le scandale de corruption qui a touché son ancienne direction, jettent une ombre sur ce tableau. Déficitaire et endetté à hauteur de 2 000 milliards de francs CFA, l'opérateur public procède régulièrement à des coupures d'électricité de 12 heures dans la capitale.

Les relations avec la France restent au plus bas. Bamako n'est plus desservi par Air France depuis le 7 août 2023, conséquence du placement du pays en zone rouge par le Quai d'Orsay. Irritées, les autorités maliennes ont révoqué l'autorisation d'exploitation du transporteur, alors que Corsair, elle, maintient sa liaison. Les échanges commerciaux se sont maintenus à 364 millions d'euros, dont 344 millions d'exportations françaises.

## BAROMÈTRE CIAN 2023

## POINTS FORTS

- Réseau télécoms
- Coût de la main d'œuvre

## POINTS FAIBLES

- Réseau ferré, routier et électrique
- Impact du secteur informel
- Système de formation et de santé
- Coût de l'énergie

Note globale moyenne : 2,0 sur 5 vs 2022

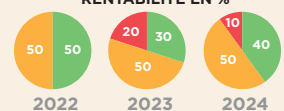
## TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



## TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



## RENTABILITÉ EN %



## NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



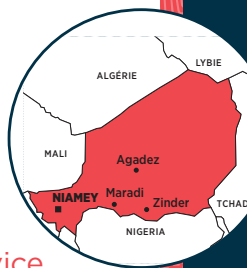
## NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



# NIGER

## À qui perd gagne

Affaiblie par les sanctions en 2023, l'économie nigérienne rebondira puissamment en 2024 avec l'entrée en service du pipeline avec le Bénin. Politiquement, la junte sort confortée de son double bras de fer avec Paris et la Cedeao.



**Président :** Abdourahamane Tiani  
**Premier ministre :** Ali Mahamane Lamine Zeine  
**Population (millions) :** 27,9  
**Superficie ( km²) :** 1 267 000  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 1 505  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 4,1  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 4,6

Le Niger, qui apparaissait comme l'allié le plus sûr de la France au Sahel, a été à son tour gagné par la fièvre putschiste en juillet 2023. Le renversement de Mohamed Bazoum par le Conseil national de sauvegarde de la patrie (CNSP), la junte dirigée par le général Abdourahamane Tiani, et la « sur-réaction » de la France et de la Cedeao, ont provoqué une rupture aujourd'hui consommée entre Niamey et Paris. Elle s'est traduite par le départ des 1 500 militaires de l'opération Barkhane, de l'ambassadeur de France et par l'arrêt de la desserte aérienne d'Air France. Les échanges commerciaux bilatéraux se sont légèrement contractés, à 248 millions d'euros (dont 170 millions d'exportations en provenance du Niger). La fermeture des frontières des pays de la Cedeao et l'interruption des vols ont forcé Orano à réduire puis interrompre la production de son usine de traitement de la Somaïr, en septembre. La production de concentré d'uranium destiné aux centrales nucléaires françaises a chuté à 1 100 tonnes, contre 1 800 en 2022. Mais le groupe français a annoncé début mars une reprise progressive de ses activités.

Les sanctions économiques et financières décidées par la Cedeao dans la foulée du coup d'État du général Tiani se sont avérées politiquement contre-productives, en soudant la population derrière la junte. Elles ont néanmoins sévèrement impacté la trajectoire de la croissance. La progression du PIB nigérien, attendue à 8 %, aura finalement

été presque moitié moindre (4,1 %). Le gel des avoirs financiers de l'État a provoqué un défaut technique sur la dette dès août 2023. Les perturbations se sont étendues au secteur énergétique, avec l'arrêt des livraisons électriques du Nigeria.

### Manne pétrolière

La levée des sanctions, annoncée le 24 février 2024, devrait permettre à l'économie de retrouver du souffle. L'entrée en service de l'oléoduc de 1 700 kilomètres reliant les champs pétroliers d'Agadem au terminal de Sèmè Kpodji, au Bénin, intervenue en décembre 2023, va soutenir puissamment le rebond de l'activité. Le taux de croissance nigérien devrait ainsi atteindre 11,1 % dès cette année !

Investissement de six milliards de dollars réalisé par la société chinoise CNPC, ce pipeline, qui a échappé aux sanctions, permettra d'évacuer 90 000 barils de brut nigérien quotidiennement dès le mois de mai 2024. Le volume, indexé sur la production nigérienne, pourrait s'élever à 200 000 barils en 2026. Le secteur des hydrocarbures représentera alors à lui seul un quart du PIB et la moitié des recettes fiscales de l'État. L'arrivée de cette manne, qui a exacerbé les rivalités et appétits de pouvoir dans l'entourage du président renversé, n'est sans doute pas étrangère à l'intransigeance affichée par Niamey, au plus fort de la crise avec les pays voisins.

### BAROMÈTRE CIAN 2023

#### POINTS FORTS

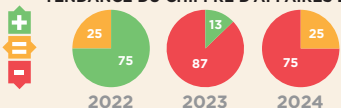
- Réseau télécoms
- Coût de la main d'œuvre

#### POINTS FAIBLES

- Incitation à l'investissement, dédouanement et droit foncier
- Impact du secteur informel
- Infrastructures et coûts des transports
- Système de santé et de formation

Note globale moyenne : **2,1 sur 5** vs 2022

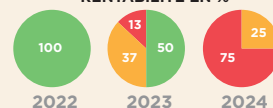
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



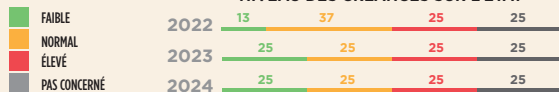
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



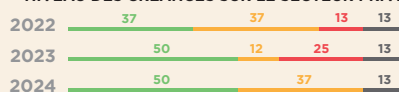
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ

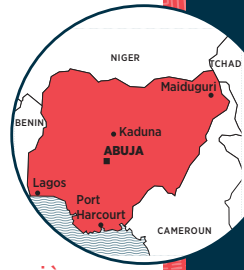


## NIGERIA

## La crise du naira menace l'économie

Minée par une inflation hors de contrôle et en proie au mécontentement social, la première puissance d'Afrique inspire de fortes inquiétudes, d'aucuns redoutant même un effondrement.

Le président Bola Tinubu n'a déjà plus le droit à l'erreur.



Président : Bola Ahmed Tinubu  
 Vice-président : Kashim Shettina  
 Population (millions) : 227  
 Superficie ( km<sup>2</sup> ) : 923 768  
 PIB/hab 2022 (USD, ppa) : 5 862  
 Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) : 2,8  
 Inflation 2023 (% , est.) : 28,9

**B**ola Tinubu n'a pas eu à cœur de fêter le premier anniversaire de son élection, le 28 février. Confronté à une vague de mécontentement social qui ne retombe pas et défini sur le plan extérieur par les pouvoirs militaires sahéliens, le nouveau président nigérian a hérité d'une situation économique encore plus dégradée qu'il ne l'imaginait. L'inflation, hors de contrôle, menace de gripper les rouages du système économique. Malgré les dévaluations successives du naira et des hausses du taux directeur de la Banque centrale (porté à 22,75% fin février), les autorités n'ont pas réussi à trouver la parade. La hausse des prix atteint 28,9% sur l'année 2023, supérieure de douze points à la prévision, et le mouvement ne semble pas près de s'arrêter. La raison tient au dévissage du naira : à 460 contre un dollar fin décembre 2022, il se négociait à 1665 fin février 2024. L'arrêt des subventions au carburant, mesure-phare portée par Bola Tinubu en début de mandat, a amplifié le dérapage de l'indice des prix...

Les autorités veulent garder le cap de la libéralisation du cours du naira, synonyme dans un premier temps de dépréciation, pour purger l'économie. Mais cette stratégie est doublement risquée : sur le plan social, et à cause de son impact sur le système productif. Le géant des télécoms, MTN, a accusé une perte de change colossale qui a fait plonger son résultat dans le rouge, à -178 milliards de nairas, contre un bénéfice de 518 milliards un an auparavant.

Procter & Gamble et Sanofi-Aventis vont fermer leurs filiales Nigérianes et cesser leurs activités locales, en raison d'un environnement financier trop instable.

## Du mieux pour les hydrocarbures

Le timide redressement de la production pétrolière, à 1,6 million de barils/jour, contre 1,2 million en moyenne les deux années précédentes, a contribué à soutenir une croissance mesurée à 2,8% en 2023. Ce résultat s'explique en partie par les efforts de lutte contre les vols de pétrole, qui pouvaient occasionner un manque à gagner de 400 000 barils/jour.. Les hydrocarbures représentent 90% des revenus d'exportation du Nigeria, mais le pays doit exporter deux millions de barils/jour. pour équilibrer son budget. L'entrée en service de la raffinerie et du mégacomplexe pétrochimique d'Aliko Dangote devrait soulager les comptes extérieurs et faire économiser 40% des besoins en devises, grâce à la suppression des importations de carburants.

Le Nigeria reste le premier partenaire commercial de la France en Afrique subsaharienne, avec des échanges bilatéraux de 5,1 milliards d'euros, en léger reflux par rapport aux 5,4 milliards de 2022. Le déficit structurel reste élevé, à 3,8 milliards d'euros. La structure des échanges est peu diversifiée, les hydrocarbures, bruts ou raffinés, représentant l'essentiel des flux, tant au niveau des exportations que des importations.

## BAROMÈTRE CIAN 2023

## POINTS FORTS

- Réseau télécoms
- Qualité du secteur bancaire
- Taux d'absentéisme
- Coût et qualité de la main d'œuvre

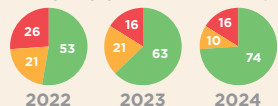
## POINTS FAIBLES

- Coût de l'énergie
- Réseau d'eau et électricité
- Déroulement et système judiciaire
- Corruption

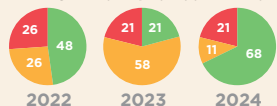
Note globale moyenne : 2,1 sur 5 🇳🇮 vs 2022



## TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



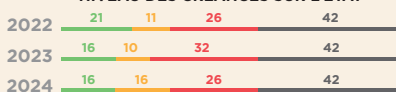
## TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



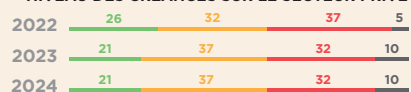
## RENTABILITÉ EN %



## NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



## NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ





## Stretching boundaries

Via Africa est un acteur majeur du transport et de la logistique opérant dans le Bassin du Congo, en Afrique Australe et de l'Ouest, au Moyen-Orient et dans les Caraïbes. Nous sommes dédiés à la fluidité des échanges commerciaux tout en veillant aux questions de développement durable.

Via Africa se distingue par son expertise dans quatre segments stratégiques : le transport aérien, terrestre, maritime et fluvial. Notre entreprise est née de la volonté de faciliter les échanges à l'échelle nationale, et entre pays, sous-régions et continents, en proposant des solutions de transport et de logistique fiables et efficaces.

Chez Via Africa, nous sommes guidés par des valeurs fortes : excellence, innovation, responsabilité, partenariat.

Chez Via Africa, nous sommes conscients de notre responsabilité envers l'environnement et les communautés dans lesquelles nous opérons. C'est pourquoi nous intégrons les questions liées à la mobilité durable dans toutes nos activités. Nous investissons dans des technologies et des pratiques respectueuses de l'environnement, et nous nous efforçons de réduire notre empreinte carbone à chaque étape de la chaîne logistique.

En tant que partenaire de confiance dans le domaine du transport et de la logistique, Via Africa est prêt à répondre à vos besoins les plus exigeants. Avec notre expertise, notre engagement envers l'excellence et notre focus sur le développement durable, nous sommes votre partenaire idéal pour tous vos besoins en matière de transport et de logistique.

**Transport Aérien - Transport Terrestre - Transport Maritime - Transport Fluvial**

**VIA AFRICA**  
Quartier l'Asie, Inoni - République du Congo | Tel: +242 050681349  
viaafrica@gmail.com | [via-africa.com](http://via-africa.com)



## SÉNÉGAL

## Que fera Diomaye Faye de sa victoire ?

Favorisée par les errements de Macky Sall, l'élection spectaculaire du candidat du Pastef marque une rupture aux conséquences encore difficiles à appréhender. Le nouveau président devra composer avec l'impatience de sa base.



**Président :** Bassirou Diomaye Faye  
**Premier ministre :** Ousmane Sonko  
**Population (millions) :** 18,7  
**Superficie (km<sup>2</sup>) :** 196 722  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 4210  
**Croissance du PIB réel 2023 (% , est.) :** 4,1  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 6,1

Obtenu onze jours après sa sortie de prison, au terme d'une campagne rocambolesque et chaotique, la victoire de Bassirou Diomaye Faye, candidat du Pastef d'Ousmane Sonko, a surpris par son ampleur. Le bras droit du principal opposant à Macky Sall a récolté 54,28% des suffrages, contre 35,79% pour Amadou Ba, l'ancien Premier ministre mollement soutenu par le président sortant. Véritable tremblement de terre, cette élection est sujette à de multiples interprétations. Elle constitue un vote de défiance à l'endroit de Macky Sall, coupable d'avoir abîmé la démocratie sénégalaise, en malmenant ses institutions et en laissant s'installer la violence politique. Mais sa signification va bien au-delà du « dégagisme » : ce vote de rupture est aussi un vote d'adhésion, d'espérance, qui appelle à plus de justice sociale, plus de protection, et à une remise à plat des rapports entre le Sénégal et ses partenaires.

Ce triomphe du Pastef a valeur de symbole pour toute la région. Il cristallise les impatiences d'une jeunesse laissée pour compte, devenue insensible au narratif sur l'émergence et les grands travaux et aux discours autosatisfaits sur le bilan économique. Les recettes attendues de la manne pétrolière et gazière, qui devraient abonder le budget de l'État à hauteur d'un milliard de dollars par an à partir de 2025, ont sans doute décomplexé les électeurs sénégalais en les persuadant qu'une autre politique était possible...

## Vers une renégociation des contrats pétroliers ?

Alors que le FMI anticipe une forte accélération de la croissance dès 2024, à 8,8%, les défis qui attendent le nouveau président de 44 ans sont vertigineux. Politiquement : comment parviendra-t-il à cohabiter avec son mentor devenu Premier ministre, Ousmane Sonko, dont la candidature avait été invalidée par la justice, et à qui il doit tout ? Avec quelle majorité parlementaire gouverner ? Économiquement : comment décliner concrètement son programme souverainiste plébiscité par les électeurs ? Comment mettre en musique le virage social et la préférence au secteur privé local et aux industries nationales ? La question de la « renégociation » des contrats liant l'État du Sénégal aux opérateurs BP, Kosmos et Woodside, sans lesquels il n'est pas de production pétrolière ou gazière, promet d'être la plus explosive.

Reste enfin le volet des relations avec la France, qui demeure le premier partenaire commercial du Sénégal, avec 1,089 milliard d'euros d'échanges en 2024 (dont 937 millions d'euros d'excédent pour Paris), et le premier investisseur étranger dans le pays, avec 17% du stock d'IDE. Même si des ajustements sont à prévoir, une rupture ne serait dans l'intérêt de personne et les premiers signaux entre Dakar et Paris semblent, à cet égard, encourageants. La volonté du Pastef de « se détacher progressivement » du franc CFA au nom de l'exigence de souveraineté, ne devrait pas non plus être une pierre d'achoppement, la France considérant que cette affaire relève de l'UEMOA.

## BAROMÈTRE CIAN 2023

## POINTS FORTS

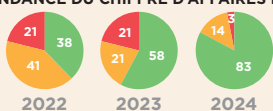
- Réseau électrique et télécoms
- Réseau routier et aérien local
- Coût des transports routiers
- Sécurité des personnes

## POINTS FAIBLES

- Coût de l'énergie
- Tarifs douanier
- Impact du secteur informel
- Réseau ferré

Note globale moyenne : 2,8 sur 5 🟢 vs 2022

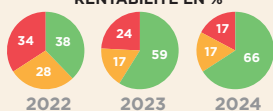
## TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



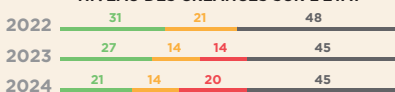
## TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



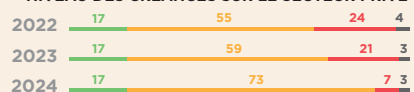
## RENTABILITÉ EN %



## NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



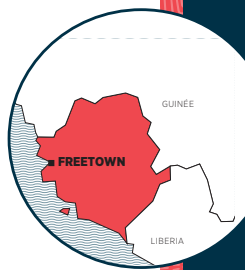
## NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



# SIERRA LEONE

## Climat dégradé

La réélection contestée du président Maada Bio, en juin, et une tentative de coup d'État, en novembre, ont exacerbé les divisions, sur fond d'inflation galopante.



Président : Julius Maada Bio  
Vice-président : Victor B. Foch  
Population (millions) : 8,65  
Superficie ( km<sup>2</sup>) : 71 740  
PIB/hab 2022 (USD, ppa) : 1 930  
Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) : 2,7  
Inflation 2023 (% , est.) : 42,9

Le président Julius Maada Bio a été réélu, le 24 juin 2023, avec 57% des suffrages, au terme d'un scrutin contesté et critiqué par les observateurs internationaux. Les législatives organisées le même jour ont accordé la victoire à son parti, le SLPP. La principale force d'opposition, l'APC, a refusé de siéger dans la nouvelle assemblée pour protester contre des « résultats truqués ». Le climat politique s'est encore tendu fin novembre, après l'attaque d'une armurerie et de plusieurs casernes, qui a fait une vingtaine de morts à Freetown. L'enquête a incriminé des partisans de l'ancien président Ernest Bai Koroma et ce dernier a été inculpé début janvier 2024. L'ex-chef de l'État, âgé de 70 ans, a néanmoins été autorisé à se rendre au Nigeria, pour des soins médicaux, dans un geste d'apaisement.

Le pays, qui est le plus pauvre de la sous-région, affronte une conjoncture particulièrement dégradée. L'inflation

a atteint 42,9% en 2023, alors que l'expansion de son PIB s'est limitée à 2,7%. Les analystes anticipent cependant un léger mieux pour 2024, avec 3% de croissance et une décélération de l'inflation à 30%. Le secteur minier (fer) est l'un des principaux moteurs de l'économie sierra-léonaise. Il contribue à 70% des recettes d'exportations, mais la croissance de la production de minerai ralentira à 5%, contre 40% en 2023.

Le projet de la mine d'or de Baomahun, développé par FG Gold Limited, devrait aboutir en 2025 et soutenir le rebond de la croissance. Il sera alimenté par une centrale électrique hybride (thermique et solaire), qui sera la plus grande du pays. Selon ses promoteurs, le gisement recèlerait des réserves estimées à 4,5 millions d'onces et produira annuellement 185 000 onces de métal jaune.

# CANALBOX

Avec 3M de foyers et d'entreprises couverts dans 13 métropoles par nos offres internet, Canalbox démocratise la fibre optique en Afrique.

[www.gva.africa](http://www.gva.africa)

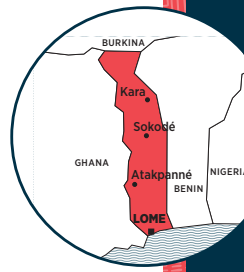
## TOGO

## Inclusion sociale

Alors que le trafic portuaire poursuit son expansion, le pays a renoué avec ses niveaux de croissance pré-pandémie. Mais la recrudescence des attaques djihadistes dans le Nord contraint les autorités à revoir leur dispositif de sécurité.

Dominée par un secteur des services organisé autour des activités portuaires et logistiques, l'économie togolaise a vu son produit intérieur brut augmenter de 5,4% en 2023. Elle devrait rééditer cette performance au cours de l'année à venir, alors que l'inflation, qui avait connu un pic en 2022 (7,6%), devrait poursuivre son repli, à 2,8%. Le pays a multiplié les réformes pour améliorer sa compétitivité et l'environnement des affaires. Il bénéficiera d'une nouvelle facilité élargie de crédit auprès du FMI. D'un montant de 390 millions de dollars et d'une durée de 42 mois, elle permettra aux autorités de financer leurs ambitieux programmes sociaux et de faire face à la hausse des dépenses de défense, une augmentation justifiée par le péril djihadiste.

Le gouvernement togolais veut parachever la mise en place de l'assurance maladie universelle en 2024, un programme pour lequel il a également obtenu un appui de 70 millions de dollars de la Banque mondiale. L'identification biométrique et le registre social unique, au cœur de ce projet, doivent permettre de mieux cibler aides et subventions au profit des populations les plus vulnérables. Le budget adopté pour 2024, qui dépasse pour la première fois la barre des 2000 milliards de francs CFA, en hausse de 10%, traduit cette volonté.



**Président :** Faure Gnassingbé  
**Premier ministre :** Victoire Tomegah Dogbe  
**Population (millions) :** 8,1  
**Superficie ( km<sup>2</sup> ) :** 56 500  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 2 601  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 5,4  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 5

## Dialogue avec les putschistes

Sur le front sécuritaire, la situation s'est stabilisée dans la région des Savanes, frontalière du Burkina Faso, où les incursions et attaques s'étaient multipliées depuis décembre 2021. Les remaniements opérés au sein de l'état-major de l'armée et les nouveaux équipements semblent porter leurs fruits. Le Togo bénéficie de formateurs français et israéliens, de drones turcs Bayraktar TB2 et d'hélicoptères russes Mi-35 et Mi-17 fournis avec leurs équipages.

Diplomatiquement, le président Faure Gnassingbé se distingue par son approche pragmatique et conciliatrice vis-à-vis des pouvoirs putschistes au Sahel. Hostile aux sanctions qui pourraient précipiter un effondrement du Burkina voisin, Lomé a maintenu ouvertes ses frontières et s'est imposé comme une plaque tournante pour l'approvisionnement du Burkina, du Mali et du Niger. Un effet d'aubaine qui a profité à son économie. L'allègement par la Cedeao, en décembre, des sanctions visant Niamey semble donner raison aux Togolais.

Par ailleurs, l'année écoulée a vu la poursuite de la libéralisation du secteur financier, avec la cession de la BTCI au burkinabè IB Bank. Des pourparlers sont en cours avec un autre acteur burkinabè, Coris Bank, en vue de la privatisation de l'UTB, le dernier établissement bancaire encore dans le giron de l'État.

Les échanges avec la France se sont élevés à 268 millions d'euros, avec un solde excédentaire de 182 millions en faveur de Paris. Des chiffres stables d'une année à l'autre.

## BAROMÈTRE CIAN 2023

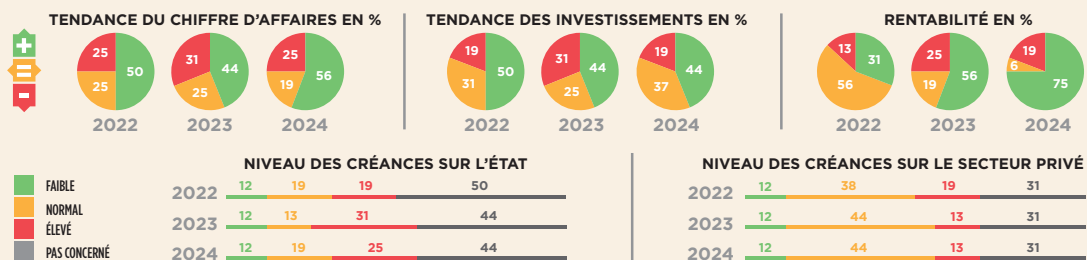
## POINTS FORTS

- Réseau portuaire et aérien local
- Réseau télécoms
- Coûts main d'œuvre et transports
- Sécurité des personnes

## POINTS FAIBLES

- Réseau ferré
- Système judiciaire
- Corruption
- Système de santé

Note globale moyenne : **2,9 sur 5** ➡ vs 2022





# BACEA, l'œil du patron, votre partenaire de confiance dans le secteur de la construction en Afrique!

BACEA l'œil du patron est une entreprise congolaise dédiée à soutenir tous les partenaires qui aspirent à concrétiser leurs projets en République du Congo et au-delà.

Nous excellons dans une variété de domaines, notamment :  
Ingénierie - Construction - BTP & Génie Civil - Étanchéité - Immobilier - Commerce général

## NOS SERVICES

### ▶ INGÉNIERIE

- Étude des plans
- Étude et réalisation des projets
- Résolution des problèmes
- Supervision des chantiers

### ▶ CONSTRUCTION

- Maisons
- Appartements
- Immeubles

### ▶ BTP & GÉNIE CIVIL

Construction de caniveaux, tunnels, ponts et chaussées, édifices, etc...

### ▶ ÉTANCHÉITÉ: Réalisation, assistance, contrôle et certification

- Terrasses accessibles et non accessibles
- Jardins
- Ponts-routes et ponts-routes-rail
- Fondations

#### Réalisée en:

- Membrane bitumineuse
- Asphalte
- Membrane synthétique
- Étanchéité liquide

### ▶ IMMOBILIER

- Transactions immobilières
- Construction et gestion de logements sociaux

### ▶ COMMERCE GÉNÉRAL

- Achat et revente de biens et services
- Import-Export de marchandises
- Négociation de ventes
- Suivi de l'avancement des projets

**Enfin, l'Afrique a un partenaire sûr avec BACEA!**



# AFRIQUE CENTRALE

## Gouvernance : le changement, c'est maintenant ?

Des perspectives économiques révisées à la baisse, mais une intégration communautaire et des grands projets relancés : l'année écoulée a offert un tableau contrasté. Politiquement, la fin de « l'ère Bongo » au Gabon a valeur de symbole pour toute la région.



CAMEROUN .....	94	RÉP. CENTRAFRICAINE .....	100
CONGO BRAZZAVILLE .....	96	RÉP. DÉMOCRATIQUE DU CONGO .....	101
GABON .....	98	SAO TOMÉ & PRINCIPE .....	102
GUINÉE ÉQUATORIALE.....	99	TCHAD.....	103

Données économiques des fiches pays - Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Banque africaine de développement (BAD).

L'économie de l'Afrique centrale, qui avait connu une relative embellie en 2022 sous l'effet de la hausse des cours des hydrocarbures et des matières premières, est rentrée dans le rang. La progression du PIB dans la zone de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) n'a pas dépassé 2,7% en 2023 et devrait s'établir à 2,9% en 2024. La croissance a donc été inférieure à la moyenne continentale (3,3%) et presque deux fois moins vigoureuse que dans les pays de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) ou du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (Comesa) (5,2%). Ce ralentissement s'explique par une conjonction de facteurs externes (repli des cours du brut, charges de la dette, alourdies par la remontée des taux d'intérêt) et endogènes (déficit en infrastructures, faible intégration des marchés, difficulté d'accès aux capitaux internationaux).

Comme en 2023, la République démocratique du Congo, dont la population vient de franchir la barre des 100 millions d'habitants, tire la croissance régionale (+6,9%). Le Cameroun et le Congo-Brazzaville affichent des performances au-dessus de la moyenne, à 4%. L'activité devrait rester bien orientée en 2024, avec une croissance comprise entre 4,2 et 4,4%. Malgré les vicissitudes de la transition, le Tchad a également réalisé une performance solide (4%). À l'inverse, le Gabon, qui conserve le niveau de richesse par habitant le plus élevé de la région (16 470 dollars annuels), semble avoir atteint les limites de son modèle fondé sur une production pétrolière en déclin. La croissance y est sur une pente descendante (3% en 2022, 2,8% en 2023 et 2,6% attendus en 2024) alors que les revendications sociales, galvanisées par le changement politique intervenu à la tête du pays, pourraient obliger les nouvelles autorités à desserrer les cordons de la bourse, au risque de dégrader des finances publiques déjà fragiles. Mais les inquiétudes les plus prononcées concernent la Guinée équatoriale : le PIB équato-guinéen s'est contracté de 6,2% en 2023 et devrait encore régresser de 5,5% en 2024.



*Les dirigeants d'Afrique centrale ont choisi de temporiser sur la réforme de la gouvernance et du fonctionnement du franc CFA.*

## Relance des institutions communautaires

Sur le plan macro-institutionnel, l'année écoulée aura été marquée par la réunion des dirigeants de la Cemac, le 17 mars à Yaoundé, la première depuis 2019. Ce sommet a permis de redynamiser les instances communautaires. Il a signé le retour en grâce du chef de l'État centrafricain Faustin-Archange Touadéra, à qui ses pairs ont confié la présidence tournante de l'organisation. Le retour à Bangui des institutions communautaires, délocalisées à Malabo depuis 2013, a aussi été acté. L'équato-guinéen Baltasar Engongo Edjo'o a pris les rênes de la Commission de la Cemac.

Au risque de prêter le flanc aux accusations d'immobilisme, les dirigeants d'Afrique centrale ont choisi de temporiser sur le dossier sensible de la réforme de la gouvernance et du fonctionnement du franc CFA (XAF). Ils semblent peu désireux de chambouler un système qui a le mérite de protéger leurs économies contre les risques de change et l'inflation, tout en maintenant une coopération financière avec la France. Même s'il froissera les inconditionnels de la souveraineté africaine, le calcul n'est pas dénué de pertinence : l'inflation en zone Cemac s'est établie à 5,7% en 2023, plus que l'objectif communautaire (3%), mais à un niveau trois fois inférieur à la moyenne continentale. Elle devrait redescendre autour de 4% en 2024.

## Réengagement français

Les pays de la Cemac ont également dévoilé la deuxième phase de leur programme de projets intégrateurs, au nombre de 13 (contre 11 précédemment). Leur coût total est estimé à 8,8 milliards d'euros. La table-ronde de Paris des 28 et 29 novembre a permis de mobiliser bailleurs multilatéraux et privés. Le développeur Arise IIP, déjà fortement implanté dans la région, a annoncé son intention de débloquer 123 millions d'euros pour la construction du port sec d'Ebebiyin dans la zone des trois frontières Cameroun/Guinée équatoriale/Gabon, et 177 millions d'euros pour l'appui au développement de la filière bois dans le bassin du Congo.

La Banque de développement des États d'Afrique centrale (BDEAC) va apporter 1,1 milliard d'euros pour 10 des 13 grands projets d'infrastructure axés sur les corridors de transport. La Banque africaine de développement (BAD) a de son côté promis 390 millions d'euros de financements, dont un tiers sera dédié au corridor de transport Libreville/Brazzaville. L'annonce la plus spectaculaire est venue de la banque indienne basée à Dubaï, Blend Finance, qui s'est engagée à mobiliser plus de 5,5 milliards d'euros, dont 2,9 milliards dès 2024, pour la réalisation ▶

en partenariat public-privé (PPP) de la prolongation du chemin de fer entre la ville camerounaise de Ngaoundéré et la capitale tchadienne Ndjamena. Cette déclaration a cependant été accueillie avec une certaine circonspection par les experts...

Les flux d'investissement directs étrangers (IDE) adressés à la région en 2022 ont légèrement diminué (de 7% d'après la Cnuced) et s'établissaient autour de sept milliards de dollars. En revanche, toujours en 2022, les flux nets d'IDE français vers la Cemac ont atteint 977 millions d'euros selon la Banque de France, alors qu'ils avaient été négatifs en 2021. Le stock total d'IDE français dans la zone se monte à 5,1 milliards, dont les deux tiers au Congo-Brazzaville. Cette tendance haussière s'observe aussi dans les échanges commerciaux entre la France et la Cemac, qui se sont élevés à 1,794 milliard d'euros au premier semestre 2023. Les exportations françaises (828 millions d'euros) ont progressé de 11% et les importations (966 millions) de 9,3%. L'agriculture, l'agro-alimentaire et les équipements mécaniques et électriques contribuent à l'essentiel des ventes françaises. Les hydrocarbures représentent les trois quarts des achats français en provenance de la zone.

### La fin de l'immobilisme politique ?

Contrairement à certaines craintes initiales, le renversement du président gabonais Ali Bongo par le général Brice Clotaire Oligui Nguema, chef de sa garde présidentielle, survenu le 30 août 2023, au lendemain d'élections présidentielles contestées, n'a pas eu véritablement d'impact sur la dynamique des relations politiques et économiques avec la France. Le nouvel homme fort de Libreville, rapidement adoubé par ses pairs, a multiplié les signaux rassurants destinés aux partenaires étrangers de son pays. La mise à l'écart d'Ali Bongo et de son clan s'apparente en réalité davantage à une « révolution de palais » qu'à une rupture franche et nette avec une gouvernance vieille d'un demi-siècle. Mais la ferveur avec laquelle la population gabonaise a accueilli l'annonce de la fin de la dynastie Bongo, au pouvoir depuis 1967, traduit sans doute la force des aspirations au changement et au renouvellement dans une Afrique centrale qui semblait figée depuis des décennies dans l'immobilisme politique.

Cette nouvelle donne a-t-elle pesé dans la décision spectaculaire du président tchadien de la transition, Mahamat Idriss Déby Itno, de nommer au poste de Premier ministre son plus farouche opposant, Succès Masra, au soir du réveillon ? Tous deux âgés de 40 ans, les deux hommes ont-ils passé un « accord secret » en vue de la



Sao Tome & Principe

présidentielle du 6 mai 2024 à laquelle ils sont candidats ? Il est encore trop tôt pour le dire. Mais cette annonce inattendue précipite une recomposition politique commencée à la mort du président Idriss Déby Itno en avril 2021 et achève de mettre en difficulté une génération d'opposants historiques dont le destin semble aujourd'hui se conjuguer à l'imparfait.

En République démocratique du Congo, premier pays de la région à connaître une alternance, en décembre 2018, la continuité a prévalu. Le président Félix Tshisekedi a été réélu sur un score de 73% des voix au terme d'une élection particulièrement chaotique. L'opposition, coalisée autour des figures de Martin Fayulu, finaliste (et vainqueur autoproclamé) en 2018, et de l'ex-gouverneur du Katanga Moïse Katumbi, a dénoncé des fraudes massives. Le PPRD de l'ancien président Joseph Kabila a boycotté le scrutin. Même si l'ampleur des chiffres interroge, la victoire de celui que ses partisans appellent « Fatshi » ne faisait guère de doutes. Le président sortant avait su nouer des alliances avec de grands barons régionaux comme Jean-Pierre Bemba et a habilement tiré parti du conflit dans l'est du pays pour se poser en champion du nationalisme congolais.

Le départ de la force régionale de la Communauté de l'Afrique de l'Est, à peine un an après son déploiement, et le retrait de la Monusco, la mission onusienne, après 24 ans d'une présence assez stérile, constitueront un test pour le gouvernement de Kinshasa, pressé d'en finir avec la rébellion du M23. Mais aussi pour la stabilité de la région, fragilisée par la persistance d'insolubles conflits armés, dans le nord du Cameroun, aux frontières du Tchad, en République centrafricaine et dans l'est de la RD Congo.

*Samy Ghorbal*

## Investir dans la construction et les infrastructures pour une Afrique durable

BATIGAB Expo  
Le Salon International de la Construction et des Infrastructures au Gabon

7 au 9  
Juin 2024

- 3 jours de Conférence de Haut niveau sous le thème "Investir dans la construction et les infrastructures pour une Afrique durable" (Jardin Botanique).
- 3 jours d'exposition pour les entreprises.
- 3 jours de formation pour les TPE du secteur.
- 1 Cérémonie de remise de prix pour les entreprises locales innovantes ayant un impact sur la communauté (Baie des Rois).



📍 Libreville, Gabon

contact@batigab.com · **Inscriptions : [www.batigab.com](http://www.batigab.com)**



## CAMEROUN

## Partenariat renforcé

Les exportations de GNL ont contribué au dynamisme de la croissance dans un contexte de consolidation budgétaire, synonyme de baisse drastique des subventions énergétiques. Les échanges commerciaux avec Paris ont doublé.



Président : Paul Biya

Premier ministre :

Joseph Dion Nguté

Population (millions) : 28,9

Superficie ( km<sup>2</sup> ) : 475 440

PIB/hab 2022 (USD, ppa) : 4 408

Croissance du PIB réel,  
2023 (% , est.) : 4

Inflation 2023 (% , est.) : 7,2

L'économie camerounaise, qui est à la fois la première et la plus diversifiée de la zone Cemac, a tiré son épingle du jeu en 2023, en réalisant 4% de croissance. Les prévisionnistes tablent sur 4,2% en 2024. Les exportations de GNL, qui s'effectuent depuis une barge flottante située au large de Kribi, opérée par la compagnie franco-britannique Perenco, ont largement contribué à cette performance et ont permis de compenser le déclin de la production pétrolière (60 000 barils/jour). Les capacités du terminal de Kribi devraient continuer à augmenter pour atteindre les cinq millions de tonnes à l'horizon 2026. La France a acheté pour 463,8 millions d'euros de GNL au premier semestre 2023.

La part croissante de ces approvisionnements énergétiques explique la forte progression des échanges commerciaux avec la France, qui ont doublé entre 2021 et 2023, pour atteindre 1,489 milliard d'euros. Paris est le deuxième fournisseur de Yaoundé, avec une part de marché de 9%, derrière Pékin (17%). Le stock d'IDE s'élève à 1,1 milliard d'euros. La coopération bilatérale, relancée après la visite d'Emmanuel Macron en juillet 2022, se matérialise par un appui renforcé de l'Agence française de développement (AFD), qui a octroyé 1,4 milliard d'euros au Cameroun sur la période 2016-2022 et 230 millions supplémentaires pour la période 2022-2024. Une partie de cette enveloppe a servi à financer le barrage hydro-électrique de Nachtigal (EDF et

Stoa Infra & Energy). L'ouvrage entrera en service en 2024 pour desservir 30% des besoins du pays.

## Subventions pétrolières

Plusieurs autres importants projets liés à l'énergie sont en cours de réalisation. Appuyé par la Banque mondiale et la BAD, l'interconnexion des réseaux électriques du Cameroun et du Tchad (Pirect) doit contribuer à l'émergence d'un marché de l'électricité en Afrique centrale. La réhabilitation de la Sonara, l'unique raffinerie camerounaise, ravagée par un incendie en 2019, devrait enfin être lancée. Le gouvernement a trouvé un accord pour la restructuration de la dette de l'entreprise publique vis-à-vis de ses créanciers, dont le trader Trafigura.

Le président Paul Biya a par ailleurs annoncé une poursuite de la diminution des subventions pétrolières. La baisse opérée en 2023 (-36%, pour un total de 640 milliards de francs CFA) a largement contribué au renchérissement du coût de la vie et au dérapage de l'inflation (+7,2%, le taux le plus élevé de la Cemac). Cette mesure, socialement controversée, s'inscrit dans la consolidation budgétaire attendue par le FMI et devrait libérer de l'espace fiscal pour l'investissement public.

Politiquement, les incertitudes demeurent autour de la succession du président Biya, doyen des chefs d'État de la région (90 ans), dont les apparitions sont de plus en plus rares. De nombreux témoins l'invitent déjà à brigner un nouveau mandat en 2025...

## BAROMÈTRE CIAN 2023

## POINTS FORTS

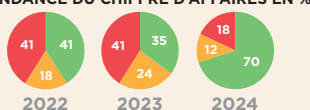
- Coût de la main d'œuvre
- Qualité du secteur bancaire
- Réseau portuaire

## POINTS FAIBLES

- Administration
- Corruption
- Réseau routier, d'eau et électricité
- Impact du secteur informel

Note globale moyenne : 2,3 sur 5 ➡ vs 2022

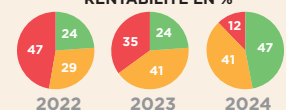
## TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



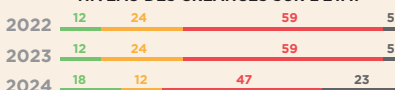
## TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



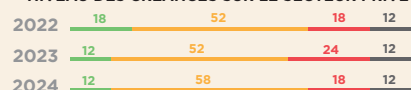
## RENTABILITÉ EN %



## NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



## NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



## DOUALA : AMELIORER LA MOBILITE POUR L'ATTRACTIVITE DE LA VILLE

Le Projet de Mobilité Urbaine de Douala (PMUD) vise à améliorer la mobilité urbaine et soutenir le développement économique inclusif le long de certains couloirs de transport en commun rapide par autobus dit « Bus Rapid Transit » (BRT) et de ses lignes de rabattement dans la Ville de Douala.

A cet égard, le réseau de transport à mettre en œuvre dans le cadre du projet aura un système **BRT de 28 km de long comme épine dorsale et permettra aux fournisseurs de services de transport informels/artisanaux optimisés de compléter et de tirer parti des services à grande vitesse et de haute qualité du BRT dans toute la ville.** Le système BRT proposé devrait être développé et exploité par le biais de partenariat Public-Privé et comprendra **la**

**fourniture d'accès et de passages sûrs, pratiques et sécurisés pour les piétons et autres usagers vulnérables de la route, ainsi qu'un éclairage public amélioré. Les opérateurs de transport bénéficieront également d'activités de professionnalisation.**

**Catégories d'opportunités pour lesquelles les gains d'accessibilité sont estimés.**

**L'accès aux soins de santé.** Avec le projet, 68% des habitants de Douala pourront avoir accès à un établissement de santé public supplémentaire - centre de santé public ou hôpital - dans un délai de 45 minutes. La part des habitants ayant accès à au moins un hôpital public dans un délai de 45 minutes devrait passer de 43 % dans le scénario sans projet à 68 % avec le projet.

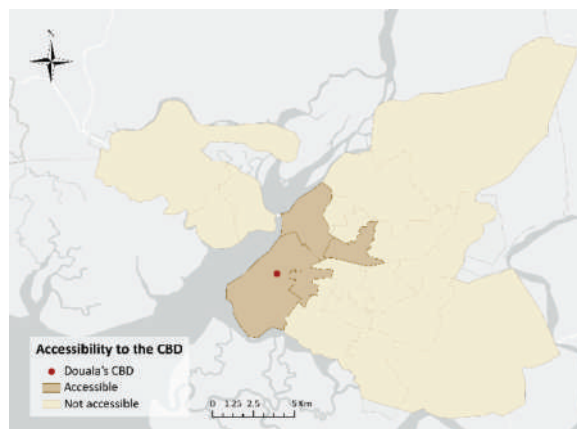
**Accès à l'éducation.** Les 8 % d'étudiants qui n'ont pas accès à une université dans le scénario sans projet auront accès à une université publique dans le scénario PMUD. En outre, la proportion de personnes qui auront accès à au moins une école secondaire publique et/ou une université publique dans un rayon de 45 minutes augmentera de 5 % et 6 % respectivement.

**Accès à d'autres services.** Avec le projet, 33 % de la population aura accès au centre du quartier d'affaires de la ville (CBD) en moins de 60 minutes aux heures de pointe, contre environ 14 % dans le scénario sans projet. 80 % de la population aura accès à au moins un marché en moins de 45 minutes, soit une augmentation de 9 % par rapport au scénario sans projet.



Model d'aménagement de station projetée sur le trajet

Accessibilité au CBD en 60 minutes de transport public - scénario PMUD



CUD/DIVCOM

# CONGO-BRAZZAVILLE

## La reprise se confirme

Le pays, devenu exportateur de gaz naturel, connaît une embellie économique dans un contexte d'assainissement budgétaire et de baisse des subventions énergétiques. Il entend aussi valoriser son patrimoine forestier.



**Président :** Denis Sassou Nguesso  
**Premier ministre :** Anatole Collinet Makosso  
**Population (millions) :** 6  
**Superficie ( km<sup>2</sup> ) :** 342 000  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 3 790  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 4  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 3,5

Une croissance de 4% en 2023 et des perspectives bien orientées pour 2024 (4,4%) : l'économie congolaise semble avoir définitivement clos le chapitre de la dépression, qui l'avait frappée dans la deuxième moitié des années 2010, et avait connu son paroxysme en 2020. Les secteurs pétrolier et non pétrolier ont progressé dans les mêmes proportions, et l'État a poursuivi ses efforts d'assainissement et de discipline budgétaires.

Ces derniers se sont notamment traduits par une augmentation de 25% du prix des carburants, qui faisaient l'objet de compensations via le coûteux mécanisme de la subvention énergétique. D'autres augmentations sont prévues en 2024. Sous programme avec le FMI depuis 2022, Brazzaville a passé avec succès les quatre premières revues et bénéficié d'un total de 260 millions de dollars de décaissements. Composée pour plus de la moitié de créances internes, la dette souveraine (97% du PIB) est désormais jugée « viable », alors que l'inflation demeure à un niveau très modéré (3,5%).

Premier producteur d'or noir d'Afrique centrale, avec 270 000 barils/jour et environ 25 ans de réserves, le Congo a commencé à produire du gaz naturel grâce au projet LNG Marine XII. Développé par les Italiens d'Eni, en partenariat avec les Russes de Lukoil, cet investissement de cinq milliards de dollars doit permettre à Brazzaville d'exporter jusqu'à trois millions de tonnes à l'horizon 2025.

Rome sera le principal client de ce gisement qui se veut exemplaire en termes d'impact (zéro émission nette).

### Diplomatie verte

Sur le plan international, le Sommet des trois bassins forestiers tropicaux, organisé à Brazzaville du 26 au 28 octobre 2023 à l'initiative du président Denis Sassou Nguesso, a souligné le rôle essentiel des forêts du bassin du fleuve Congo et de ses tourbières dans la séquestration du carbone. L'événement, auquel s'étaient associés l'Amérique du Sud et l'Indonésie, a trouvé des prolongements lors de la COP 28 de Dubaï, où des mécanismes de rémunération pérennes pour la conservation des forêts ont été mis en place au profit, notamment, de Brazzaville et de Kinshasa. La question climatique restera un fer de lance de la diplomatie congolaise, qui a ravi le leadership au Gabon après la mise à l'écart d'Ali Bongo, qui était très investi sur le sujet.

Côté infrastructures, les Emirats d'Abu Dhabi Ports vont investir 500 millions de dollars dans l'extension du port autonome de Pointe-Noire, pour développer un nouveau terminal capable de traiter un million de conteneurs EVP par an.

Portés par la reprise économique, les échanges avec la France ont connu une forte progression, atteignant 419 millions d'euros en 2023, dont 367 millions d'exportations françaises (+50% en deux ans). La Chine, qui absorbe 51% des exportations congolaises et fournit 29% des importations, demeure cependant le premier partenaire du Congo.

### BAROMÈTRE CIAN 2023

#### POINTS FORTS

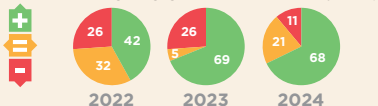
- Réseau télécoms
- Réseau portuaire
- Sécurité des personnes

#### POINTS FAIBLES

- Réseau ferré, d'eau et électricité
- Administration
- Corruption
- Système de santé et de formation

Note globale moyenne : **2,1 sur 5** vs 2022

#### TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



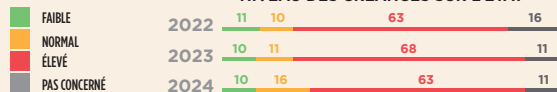
#### TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



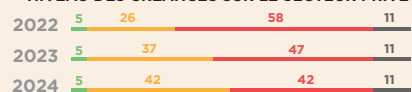
#### RENTABILITÉ EN %



#### NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



#### NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ







La Banque Postale du Congo, banque publique congolaise, a initié ses activités en janvier 2013 avec deux missions stratégiques : contribuer à l'inclusion financière et au développement de l'économie nationale. Nous sommes aujourd'hui, avec plus de 35 agences, la banque qui couvre le mieux le pays et bénéficions d'une excellente réputation et d'une clientèle fidèle. C'est grâce à l'étendue de notre réseau et la qualité de notre service que nous avons réussi à gagner la confiance de nos 85 000 clients et démontrer que bien qu'étant une banque d'État, nous sommes un opérateur sérieux qui a tous les outils nécessaires pour répondre à leurs besoins financiers.

Pour accélérer notre croissance, nous avons décidé de renforcer notre activité dans l'affacturage où nous sommes leaders, développer l'activité liée au crédit-bail, un mode de financement alternatif qui nous permettra d'aider les PME, et souhaitons, à moyen terme, créer un pôle banque-assurance.

Notre Direction de l'affacturage possède une équipe performante : son personnel est complètement bilingue et suit chaque année des formations qualifiantes auprès du FCI, le réseau mondial d'affacturage. Nous faisons déjà de l'affacturage classique et de l'affacturage inversé, et très rapidement, grâce au soutien du réseau FCI, nous allons nous lancer dans l'affacturage international. Cela va nous permettre de répondre à un grand problème des entreprises travaillant à l'international et particulièrement des « majors », pour payer leurs fournisseurs à l'étranger. Nous avons de très bons résultats dans ce domaine, puisque depuis que nous nous sommes lancés dans cette activité en 2021, nous avons bénéficié d'une croissance de 380% !

#### **Quels seront les autres vecteurs de croissance pour la Banque Postale au cours des prochaines années ?**

En décembre 2021, le Chef de l'État a promulgué deux lois : la première



concernait l'affacturage et nous a permis d'exercer cette activité dans un cadre légal clair ; la deuxième concernait le crédit-bail. C'est la raison pour laquelle nous souhaitons développer notre activité dans ce mode de financement alternatif qui représente la parfaite opportunité de soutenir l'essor des PME-PMI locales. Grâce à l'étendue de notre réseau, nous souhaitons mobiliser l'épargne à l'intérieur du pays pour la redistribuer dans l'économie, au travers du crédit-bail et de notre activité d'affacturage. Nos exigences d'accès au crédit-bail vont contribuer à amener plus de PME-PMI à travailler dans le secteur formel, ce qui est important pour l'État.

Nous souhaitons fortement développer notre utilisation des nouvelles technologies. Nous lancerons très prochainement nos services de banque digitale et réaliserons même, avant la fin de l'année, l'ouverture de comptes en ligne. Nous avons d'ailleurs lancé un nouveau site internet, accueillant, moderne et qui se veut le reflet de la « nouvelle » Banque Postale du Congo.

#### **La BPC se veut être une banque citoyenne, comment cela se traduit-il ?**

En termes de RSE, nous avons signé, le 27 mars dernier, un partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le Développement visant à accroître l'employabilité des jeunes filles, l'institutionnalisation de l'égalité genre et l'autonomisation des femmes. Nous sommes très heureux que le PNUD nous accompagne sur ces sujets qui sont au cœur de notre culture d'entreprise. Nous devrions d'ailleurs bientôt obtenir le label « Gender Equality Seal » des Nations Unies. De son côté le PNUD a salué le travail de la BPC en termes

### **Entrevue exclusive avec Calixte Tabangoli, Directeur Général de la Banque Postale du Congo, qui dirige la destinée de la BPC depuis 11 ans.**

de développement d'activités génératrices de revenus pour les femmes et les jeunes, Il est vrai que l'étendue de notre réseau nous permet de toucher ces franges plus démunies de la population sur l'ensemble du territoire congolais et nous en sommes fiers. Nous collaborons également étroitement avec le Ministère de l'Environnement afin de contribuer à la lutte contre le changement climatique. Nous nous préparons à pouvoir gérer les financements qui seront générés dans le cadre des fonds pour la préservation de l'écosystème au Congo et en Afrique Centrale : le Fonds bleu et le Fonds vert. Nous avons d'ailleurs engagé des démarches pour obtenir une certification verte et offrir des produits verts. Nous voulons que la Banque Postale de demain soit une banque verte et vertueuse qui contribue activement à la conservation de notre écosystème.

#### **Quelle est votre vision de la banque pour 2030 ?**

Notre plan stratégique 2023-2025 permet à la Banque Postale de se restructurer autour des activités d'affacturage et de crédit-bail citées auparavant, ainsi que celles de la banque d'assurance que nous initierons début 2025. La banque prendra une nouvelle dimension et se métamorphosera en « Groupe » Banque Postale qui gèrera les activités traditionnelles et opérera autour des filiales spécialisées.

Si au cours de nos dix premières années d'existence, nous avons pu démontrer notre sérieux et gagner la confiance de nos clients et partenaires, parmi lesquels des institutions de premier plan comme la Banque de développement des États de l'Afrique centrale, la Banque arabe pour le développement économique en Afrique et Afreximbank, nous sommes confiants qu'au cours des dix prochaines années, grâce à cette nouvelle dimension, le Groupe atteindra de nouveaux sommets, avec l'appui de nos partenaires techniques, stratégiques et financiers.

## GABON

## Fin de règne

Salué par une population impatiente, le renversement d'Ali Bongo ouvre une transition de deux ans. L'atonie de la croissance inquiète les autorités qui veulent rassurer leurs partenaires et relancer la production d'or noir.



## Président :

Brice Clotaire Oligui Nguema

## Premier ministre :

Raymond Ndong Sima

Population (millions) : 2,4

Superficie ( km<sup>2</sup>) : 267 667

PIB/hab 2022 (USD, ppa) : 16 470

Croissance du PIB réel,

2023 (% , est.) : 2,8

Inflation 2023 (% , est.) : 3,8

Intronisé nouvel homme fort du pays après la mise à l'écart d'Ali Bongo Ondimba, le 30 août 2023, le président de la transition Brice Clotaire Oligui Nguema a pris ses marques au Palais du bord de mer et s'est fait adouber par ses pairs de la sous-région. Ancien aide de camp d'Omar Bongo Ondimba (disparu en juin 2009), celui qui était jusqu'alors chef de la garde présidentielle a dévoilé le schéma d'une transition qui devrait prendre fin en août 2025. Une première séquence sera marquée par le « dialogue national inclusif » d'avril 2024. Ensuite, l'actuel parlement se transformera en Assemblée constituante. La nouvelle Constitution sera adoptée par référendum avant décembre et le code électoral sera réformé début 2025, avant les élections qui marqueront le retour à l'ordre constitutionnel.

Fort d'une popularité indéniable, le chef de la transition a réussi pour l'instant à rassembler une classe politique prise de court par son initiative. Noureddine et Sylvia Bongo, respectivement fils aîné et épouse du président déchu, ont été incarcérés pour corruption et blanchiment de capitaux. La « vox populi » leur reproche surtout d'avoir accaparé le pouvoir après l'attaque cérébrale dont avait été victime Ali Bongo, en 2018. Brice Oligui Nguema va devoir composer avec les impatiences de la population, les grèves et la flambée des revendications catégorielles des agents du secteur public, dans un contexte macro-économique tendu.

Les 2,6 % de croissance prévus en 2024 lui laissent peu de marge.

## Droit de préemption

Les nouvelles autorités se sont employées à rassurer les opérateurs et investisseurs étrangers au Gabon. Elles se sont fixées pour priorité la relance de la production d'hydrocarbures et le renouvellement des réserves, quitte à rogner sur les ambitions climatiques affichées. Le secteur représente toujours les deux tiers des recettes budgétaires nationales. L'environnement réglementaire et fiscal sera assoupli. Perenco, désormais premier opérateur, avec 110 000 barils extraits quotidiennement, veut mettre en place une usine de GNL de 700 000 tonnes par an au Cap Lopez, d'ici 2026. Le Français Maurel & Prom, qui visait le rachat d'Assala Energy (ex-Shell Gabon), deuxième producteur du pays avec 40.000 barils/jour, a vu son offre de 1,3 milliard d'euros rejetée le 31 décembre. L'État gabonais va exercer son droit de préemption au profit de la compagnie nationale, la GOC.

Les échanges commerciaux avec la France se sont élevés à 900 millions d'euros en 2023, en légère progression par rapport à 2022, avec un excédent de 276 millions d'euros pour Paris. Eramet, le deuxième producteur mondial de manganèse, a doublé sa production en quatre ans grâce à la mine de Moanda, en extrayant 7,5 millions de tonnes de minerai l'an passé.

## BAROMÈTRE CIAN 2023

## POINTS FORTS

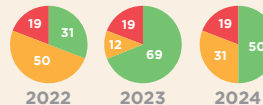
- Réseau télécoms
- Sécurité des personnes
- Droit du travail

## POINTS FAIBLES

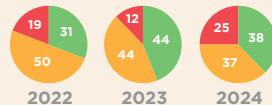
- Réseau routier et ferré
- Système de Santé
- Système judiciaire (délais et équité)
- Coût des transports routier et aérien

Note globale moyenne : **2,2 sur 5** vs 2022

## TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



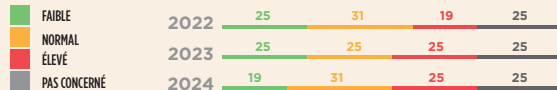
## TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



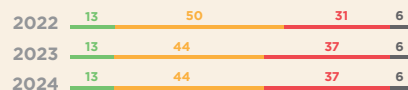
## RENTABILITÉ EN %



## NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



## NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



# GUINÉE ÉQUATORIALE

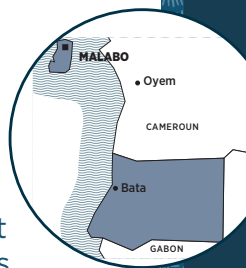
## Équation insoluble

Fragilisé par l'inexorable épuisement de sa production d'hydrocarbures, le pays fait face à une violente récession. Les autorités cherchent la parade et misent, faute de mieux, sur leur compagnie pétrolière nationale.

La contraction de l'activité, anticipée dès 2022, a été plus violente que prévu en Guinée équatoriale : avec une récession de 6,2% en 2023, la nation insulaire du golfe de Guinée signe la pire performance africaine de l'année. La situation devrait rester très dégradée en 2024, avec un nouveau recul du PIB estimé à 5,5%. Cette spirale récessive trouve son origine dans le déclin continu de la rente pétrolière. La découverte du méga-gisement de Zafiro, en 1996, et l'afflux de majors anglo-saxonnes, avait permis au PIB du pays de décupler au cours de la décennie 2000-2010. Mais depuis le pic à 310 000 barils/jour, atteint en 2011, la production ne cesse de régresser. Elle a chuté à 100.000 barils/jour l'an dernier, et les principales majors se désengagent.

### Nationalisation forcée

Pour tenter d'enrayer la tendance, les autorités misent



**Président :** Teodoro Obiang Nguema Mbasogo  
**Vice-président :** Teodorin Nguema Obiang Mangue  
**Population (millions) :** 1,55  
**Superficie ( km² ) :** 28 051  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 17 396  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** -6,2  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 2,4

désormais sur la solution nationale. Malabo a officialisé le 11 novembre 2023 la rétrocession des actifs du bloc offshore B, jusqu'alors détenus par ExxonMobil, à l'opérateur public GEPetrol. Reste à savoir si la compagnie nationale disposera des capacités d'investissement requises pour développer ces champs arrivés à maturité. D'autres opérations de ce type sont prévues, alors que parallèlement, le gouvernement encourage la prospection en mer et sur terre, dans la partie continentale du pays. Trident Energy a démarré une campagne de forages.

Côté infrastructures, Terminal Holding LLC est devenu le nouvel exploitant de l'aéroport de Malabo. Le groupe émirati a été préféré à Ethiopian Airlines. Les Turcs d'Albayrak Holding ont quant à eux obtenu la concession des ports de Malabo et Bata. Dans le secteur bancaire, la Société générale a annoncé en juin la cession des actifs de sa filiale équato-guinéenne, au motif qu'elle n'avait pas atteint la taille critique.

**API**  
 AGENCE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS  
 CAMEROUN

**AGENCE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**  
 B.P.: 20771 Yaoundé  
 Tél.: (00237) 22 21 87 05/ 33 42 59 16  
 Site web : www.investincameroon.net

**AGENCE DE PROMOTION DES INVESTISSEMENTS**  
 B.P.: 20771 Yaoundé  
 Tél.: (237) 656 02 46 00 / (237) 670 21 86 30  
 Site web : www.investincameroon.net

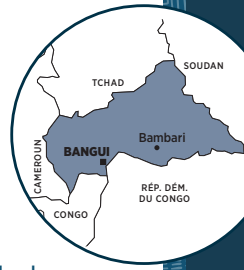
**INVESTIR AU CAMEROUN**

*Terre d'attractivité*

# RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

## Moisson diplomatique

Devenu incontournable sur la scène sous-régionale en sa qualité de président de la Cemac, Faustin-Archange Touadéra a repris langue avec Paris et Washington. Mais, avec une croissance en berne, l'économie centrafricaine reste sinistrée.



### Président :

Faustin Archange Touadéra

Premier ministre : Félix Moloua

Population (millions) : 5,2

Superficie ( km<sup>2</sup>) : 623 000

PIB/hab 2022 (USD, ppa) : 967

Croissance du PIB réel,

2023 (% , est.) : 1

Inflation 2023 (% , est.) : 6,5

L'année écoulée aura été celle de la consécration diplomatique du président Faustin-Archange Touadéra, qui assume depuis mars 2023 la présidence tournante de la Cemac. Il a été désigné en septembre facilitateur de la Communauté économique des États d'Afrique centrale (CEEAC) pour la crise gabonaise, avec, là aussi, l'appui actif de son « grand frère camerounais », le président Paul Biya. Sur la scène africaine, il peut aussi compter sur le soutien sans faille d'un autre Paul, le président rwandais Paul Kagame, dont les milliers de soldats déployés à Bangui assurent sa sécurité personnelle et équilibrent la présence des instructeurs russes et des miliciens de Wagner.

Le chef de l'État centrafricain a multiplié les déplacements à l'étranger. Il n'est plus paria en Occident. La détente amorcée avec Paris lors d'un premier tête-à-tête impromptu avec Emmanuel Macron, à Libreville, en mars 2023, en marge du sommet sur la protection des forêts tropicales (One Forest Summit), s'est confirmée en septembre, lorsqu'il a été invité à se rendre à l'Élysée.

La France, mais aussi les États-Unis, qui viennent de signer avec Bangui un accord de partenariat pour la formation des militaires centrafricains, veulent exploiter l'affaiblissement relatif du Groupe Wagner après la mort de son patron Evgueni Prigojine, et tenter de regagner une partie du terrain perdu face aux Russes, qui avaient transformé

la RCA en un quasi-protectorat. Une diversification des alliances qui permet au dirigeant centrafricain de regagner en autonomie et d'engranger des dividendes financiers : le FMI a approuvé en avril une facilité élargie de crédit de 191 millions de dollars sur 38 mois.

### Perspectives aléatoires

Ce concours financier ne sera pas de trop pour l'économie centrafricaine, toujours exsangue, dans un pays où 70 % de la population vit sous le seuil de pauvreté. La croissance n'a pas dépassé 1 % en 2023. Si les perspectives semblent meilleures pour 2024, avec une prévision de 2,4 %, elles sont tributaires d'une situation sécuritaire toujours précaire. L'inauguration d'un nouveau parc solaire de 25 MW financé avec l'aide de la Banque mondiale à Danzi, dans la banlieue de la capitale, va fournir de l'électricité à 250 000 personnes. Ce parc doublera la capacité de production électrique du pays, où le taux de raccordement ne dépasse pas les 16 % de la population.

Les échanges commerciaux avec la France restent assez limités, à 37 millions d'euros en 2023, pour un stock d'IDE estimé à 214 millions d'euros. Orange, Castel (Mocaf) ou Air France restent implantés dans le pays, aux côtés d'une cinquantaine d'autres entreprises françaises. TotalEnergies a cédé en avril 2023 les actifs de sa filiale centrafricaine à Tamoil, un désengagement justifié par l'étroitesse du marché, ainsi que, officieusement, par les nombreux impayés de l'État.

## BAROMÈTRE CIAN 2023

### POINTS FORTS

- Coût de la main d'œuvre

### POINTS FAIBLES

- Infrastructures
- Administration
- Coûts des transports et télécoms
- Secteur bancaire

Note globale moyenne : **1,3 sur 5** 🇷🇺 vs 2022

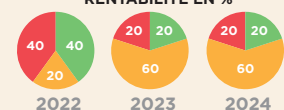
### TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



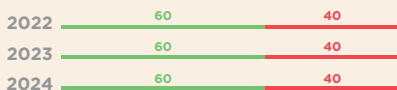
### TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



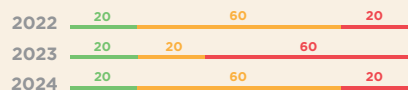
### RENTABILITÉ EN %



### NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



### NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



# RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO

## L'heure de vérité



**Président :** Félix Tshisekedi  
**Premier ministre :** Judith Tuluka Suminwa  
**Population (millions) :** 100  
**Superficie ( km² ) :** 2 345 000  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 1 337  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 6,7  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 19,1

Réélu malgré les contestations, le président Félix Tshisekedi a fait de la lutte contre la rébellion du M23 et de la renégociation des contrats miniers ses priorités, alors que l'économie bénéficie toujours d'une conjoncture favorable.

La confirmation des résultats de la présidentielle congolaise du 20 décembre par la Cour constitutionnelle a validé la réélection de Félix Tshisekedi par 73 % des suffrages, au terme d'un processus particulièrement compliqué qui a vu les opérations de vote s'étendre sur près d'une semaine. L'opposant Moïse Katumbi est désigné deuxième avec 18 % des voix. La victoire du sortant paraissait acquise : le tribun Tshisekedi, très actif à l'international, avait noué les alliances stratégiques et a tiré avantage du conflit dans l'est du pays en se posant en champion du nationalisme congolais face à l'agression de la rébellion du M23, soutenue par le Rwanda.

Les dossiers militaro-diplomatiques vont continuer à accaparer son attention. Une force d'interposition de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) a remplacé celle de la Communauté de l'Afrique de l'Est, accusée d'inefficacité face aux rebelles. Une coopération militaire active avec le Burundi se développe également, alors que la force onusienne, la Monusco, est sur le départ elle aussi. Les Américains tentent de prôner un apaisement entre Kigali et Kinshasa, mais sur le terrain, les affrontements s'intensifient.

### Permis suspendus

Sur le plan économique, la RDC continue de réaliser de solides performances avec une croissance de 6,7 % en 2023, malgré la dépréciation du franc congolais, qui nourrit une

inflation à deux chiffres (19,1 % en 2023). Les prévisions pour 2024 tablent sur un infléchissement de la croissance à 4,7 %, mais elles peuvent évoluer selon les fluctuations des matières premières. La RD Congo est le premier producteur mondial de cobalt (130 000 tonnes, treize fois plus que l'Indonésie, seconde) et le deuxième producteur mondial de cuivre, avec 2,36 millions de tonnes en 2022. Le pays pourrait rapidement supplanter le Pérou à la deuxième place grâce aux rendements de la mine géante de Kamao-Kakula, exploitée par les Canadiens d'Ivanhoe et les Chinois de Zijin Mining.

Les autorités n'ont pas renoncé à mieux contrôler le secteur minier et ont suspendu une trentaine de licences de groupes nationaux et étrangers, fin juillet, pour non-respect de critères ESG. La production de la mine de Tenke-Fungurume a été interrompue pendant dix mois, pour forcer l'exploitant chinois à se conformer à ses obligations financières. Enfin, la visite d'État du président Tshisekedi à Pékin, en septembre, a été l'occasion de rediscuter des contreparties non versées par les sociétés chinoises dans le cadre du « contrat du siècle » passé en 2008, qui prévoyait six milliards de dollars d'investissements dans les infrastructures. Malgré des frictions désormais récurrentes, les acteurs chinois contrôleraient toujours environ 70 % du domaine minier congolais.

Les échanges avec la France – 310 millions d'euros, dont 227 millions d'exportations tricolores en 2023 – sont restés sensiblement à leur niveau de 2022.

## BAROMÈTRE CIAN 2023

### POINTS FORTS

- Coût de la main d'œuvre
- Taux d'absentéisme
- Qualité du secteur bancaire

### POINTS FAIBLES

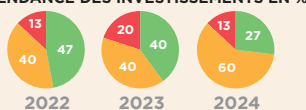
- Administration
- Réseau de transport, d'eau et électricité
- Corruption
- Environnement fiscal

Note globale moyenne : 1,7 sur 5 vs 2022

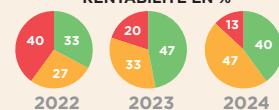
#### TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



#### TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



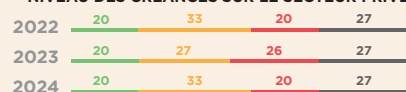
#### RENTABILITÉ EN %



#### NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



#### NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ

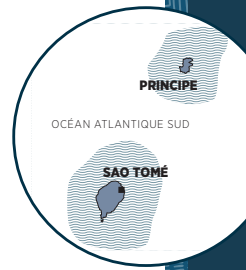


FAIBLE  
 NORMAL  
 ÉLEVÉ  
 PAS CONCERNÉ

# SAO TOMÉ ET PRINCIPE

## L'énergie des océans

Le gouvernement veut augmenter significativement la part du renouvelable dans le mix énergétique et table sur d'hypothétiques découvertes d'hydrocarbures pour faire repartir une croissance désespérément atone.



**Président :** Carlos Vila Nova  
**Premier ministre :** Patrice Trovoada  
**Population (millions) :** 236 000  
**Superficie ( km<sup>2</sup> ) :** 1 001  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 4 738  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 0,5  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 20,8

La conjoncture reste morose dans l'archipel lusophone, plus petite nation du continent. La croissance y a été pratiquement nulle (0,5%) en 2023, pour la deuxième année consécutive. L'inflation s'est maintenue à un niveau extrêmement élevé, à plus de 20% par an. Elle devrait cependant entamer une décrue et refluer à 11,9% en 2024, alors que la croissance pourrait enfin repartir à 2,4% selon les prévisions du FMI.

Financièrement fragile, le pays bénéficie d'un programme d'assistance et a reçu fin 2023 un appui budgétaire de 17,4 millions de dollars de la BAD, partiellement conditionné à la réforme de son administration des douanes. Au cours de l'année écoulée, Sao Tomé a adhéré à l'Afreximbank, la Banque africaine pour l'import-export, afin d'augmenter ses échanges avec l'extérieur et d'accélérer son industrialisation.

### Petrobras en prospection

Les autorités espèrent toujours une découverte pétrolière qui pourrait changer la trajectoire de développement du pays, actuellement axée essentiellement sur l'agriculture (cacao, vanille) et le tourisme. Le géant brésilien Petrobras vient d'acquiescer trois blocs d'exploration, anciennement détenus par Shell, et doit lancer une campagne de prospection.

Le gouvernement souhaite aussi réduire la dépendance aux énergies fossiles (diesel) et faire passer la part des énergies renouvelables à 50% de son mix électrique d'ici à 2030, contre 5% aujourd'hui. Une première étape a été franchie avec la signature d'un partenariat avec les Britanniques de Global OTEC et le fabricant français de micro-turbines Enogia SA. Le consortium doit développer une plateforme flottante de conversion de l'énergie thermique des océans au large des côtes pour alimenter le réseau électrique.

## Le Journal Afrique

▼ Chaque jour, suivez l'actualité du continent africain avec TV5MONDE.  
 20h30 > Dakar | 21h30 > Kinshasa | 22h30 > Kigali



Dominique Tchimbakala

Regarder le monde  
avec attention

**TV5  
MONDE**

tv5monde.com

# La surprise du chef

La victoire du « oui » au référendum constitutionnel et la nomination de l'opposant Succès Masra à la tête du gouvernement devraient faciliter la fin de la transition et l'organisation d'une élection présidentielle décisive le 6 mai 2024.

En choisissant de nommer son plus farouche adversaire politique au poste de Premier ministre le 1<sup>er</sup> janvier, le président Mahamat Idriss Déby Itno a tenté un coup de poker. La désignation de Succès Masra à la tête du gouvernement a été facilitée par une médiation des pays de la sous-région, la CEEAC, appuyée personnellement par le président de la RD Congo, Félix Tshisekedi. Le chef de l'État tchadien et le leader du parti Les Transformateurs étaient à couteaux tirés depuis la répression des manifestations du 20 octobre 2022, qui avait fait plus d'une centaine de morts et provoqué le départ en exil du second. En échange de son retour, Masra a appelé à voter « oui » au référendum constitutionnel du 17 décembre 2023. Le président tchadien, lui, a passé une loi d'amnistie pour les interpellés et les condamnés des manifestations de 2022.

Pour le chef de l'État qui retrouvera Masra sur sa route lors de l'élection présidentielle, dont le premier tour est prévu le 6 mai 2024, la prise de risque est calculée. Le nouveau chef du gouvernement devra faire ses preuves alors que les principaux poids lourds de l'équipe précédente, tous des fidèles du président, sont restés en poste. Les conditions d'une élection relativement apaisée semblent désormais réunies, et Mahamat Idriss Déby Itno l'abordera dans la peau du favori. L'attaque meurtrière survenue fin février contre le siège de l'agence des renseignements, et la mort, le lendemain, du commanditaire présumé, l'opposant Yaya



**Président de la transition :**  
Mahamat Idriss Déby  
**Premier ministre :** Succès Masra  
**Population (millions) :** 18,4  
**Superficie ( km²) :** 1 844 797  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 1 668  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 4  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 7

Dillo Djerou, le cousin du président Déby Itno souligne cependant les fractures au sein de la puissante communauté Zaghawa.

## Or noir et or blanc

Sur le plan économique, la croissance a été au rendez-vous en 2023, à 4%, et devrait se maintenir au même niveau en 2024. La croissance de la production pétrolière (80% des exportations et 40% des recettes de l'État) et une météo plus propice qu'en 2022 ont contribué à la bonne tenue de l'activité. Le pays, qui a fait le pari des zones économiques spéciales avec Arise IIP, et qui a aussi relancé sa production de coton, multipliée par huit en cinq ans, à 135 000 tonnes, veut attirer des investisseurs internationaux dans l'agro-industrie. Le Tchad dispose en effet de 39 millions d'hectares de terres arables et du premier cheptel d'Afrique, avec près de 150 millions de têtes de bétail. Une batterie de mesures incitatives ont été mises en place par les autorités.

L'inflation (7%), qui touche notamment les denrées alimentaires, demeure une préoccupation, d'autant que le pays doit faire face à un afflux de réfugiés en provenance du Soudan. À l'inverse, la poursuite du programme de restructuration et de rééchelonnement de la dette, entamé au lendemain de la crise sanitaire, devrait contribuer à une atténuation de la perception du « risque tchadien ». Malgré un début de rapprochement avec la Russie, Ndjamen, qui abrite la dernière implantation militaire française au Sahel, est l'allié essentiel de Paris dans la lutte contre les djihadistes. Les échanges bilatéraux ont atteint 531 millions d'euros en 2023, dont 296 millions à l'avantage du Tchad.

## BAROMÈTRE CIAN 2023

### POINTS FORTS

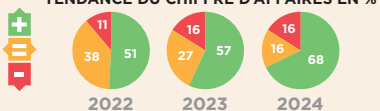
- Taux d'absentéisme
- Droit du travail
- Sécurité des personnes
- Fiabilité des partenaires locaux

### POINTS FAIBLES

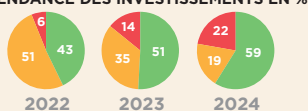
- Fraudes douanières et équité des jugements
- Corruption
- Réseau ferré et électrique
- Coût des facteurs (hors main d'œuvre)

Note globale moyenne : 1,9 sur 5 vs 2022

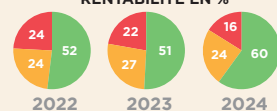
### TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



### TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



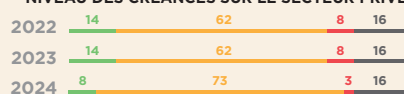
### RENTABILITÉ EN %



### NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



### NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ

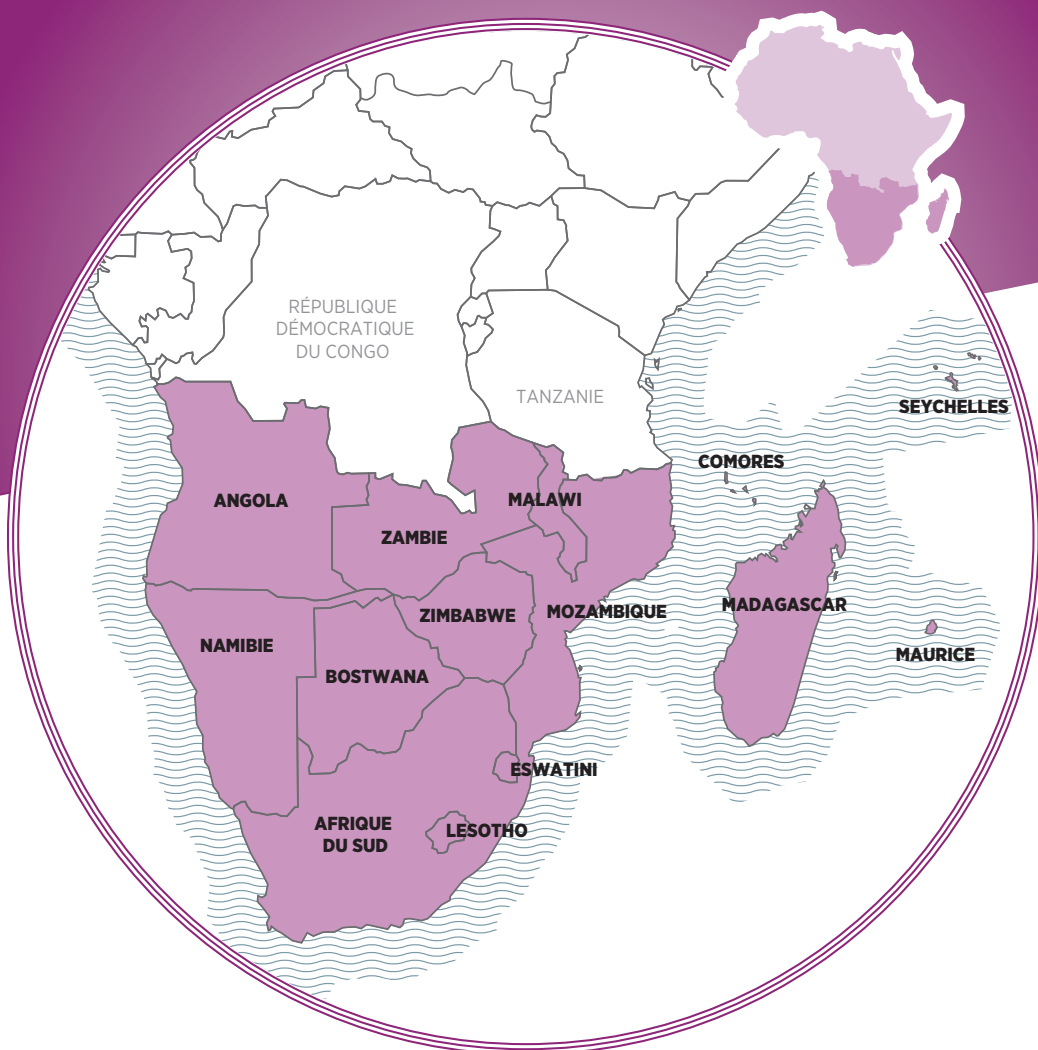


# AFRIQUE AUSTRALE

& OCÉAN INDIEN

## La grande incertitude

Croissance faible, crise énergétique persistante, attentisme des investisseurs : la région la plus intégrée du continent s'interroge sur les fondements de son modèle, alors que s'annonce une séquence d'élections cruciales pour des formations qui gouvernent depuis les indépendances ou la fin de l'apartheid.



AFRIQUE DU SUD.....	107	MALAWI.....	112
ANGOLA.....	108	MAURICE.....	114
BOTSWANA.....	109	MOZAMBIQUE.....	115
COMORES.....	109	NAMIBIE.....	116
ESWATINI.....	110	SEYCHELLES.....	116
LESOTHO.....	110	ZAMBIE.....	117
MADAGASCAR.....	111	ZIMBABWE.....	117

Données économiques des fiches pays - Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Banque africaine de développement (BAD).



Les années se suivent et se ressemblent en Afrique australe. Plombée par les difficultés d'une Afrique du Sud engluée dans une crise devenue multidimensionnelle, la région a enregistré la croissance la plus faible des cinq grandes zones économiques du continent.

Le PIB de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), n'a progressé que de 2,5% en 2023. L'Union douanière d'Afrique australe (Sacu), affronte une conjoncture encore plus délicate : la croissance n'a pas dépassé 1,2%. Les économies les plus résilientes sont celles du Mozambique (7%) et des États insulaires de l'océan indien, Maurice (7%) et les Seychelles (3,8%). Le Zimbabwe tire aussi son épingle du jeu (4,8%), mais sa performance est à relativiser, en raison de la persistance de l'hyperinflation (314% en 2023 et 220% attendus en 2024). Les plus grandes économies souffrent. L'Angola, pénalisée par le tassement des cours du brut, fait nettement moins que prévu (1,3% contre 3,4% anticipés). Le cas le plus préoccupant reste l'Afrique du Sud, avec une croissance inférieure à 1%. Les perspectives pour 2024 (un léger rebond à 1,8%) sont à prendre avec prudence tant la situation est volatile.

Sur le front de l'inflation, la hausse des prix devrait atteindre 5,9% à l'échelle de la Sacu et 11,5% au niveau de la SADC, soit une quasi-stabilité par rapport à 2022. Seuls les pays de la Zone franc font mieux. Mais ces moyennes recouvrent des situations disparates. Le Malawi et l'Angola font face à un emballement des prix ; la Zambie, en pénurie de devises, a été contrainte de laisser filer la valeur de sa monnaie (-39% face au dollar), et le rand sud-africain a cédé 10% face à la devise américaine. La Zambie, qui avait fait défaut sur sa dette en 2020, s'est engagée dans un processus de restructuration, mais demeure sous surveillance. Enfin, le Zimbabwe cherche toujours la parade à l'hyperinflation.



*La crise énergétique sud-africaine est une hypothèque fondamentale pour le développement de l'Afrique australe.*

La vigueur des cours de l'or a permis à plusieurs pays de la région, dont l'Afrique du Sud et le Zimbabwe, d'enregistrer un surplus de recettes bienvenu. 2024 pourrait voir le franchissement de niveaux historiques, ce qui entretient un vent d'optimisme chez les acteurs du secteur minier, qui ont souffert en 2023 des délestages et du renchérissement du prix de l'énergie. La demande industrielle de platine, dont l'Afrique du Sud est le premier producteur mondial, a elle aussi atteint un sommet historique en 2023, à 3,65 millions d'onces (+14%).

L'Angola, deuxième producteur africain et troisième producteur mondial de pierres précieuses, vient d'inaugurer à Luele sa plus importante mine de diamants (628 millions de carats exploitables sur 60 ans). Cette mine est le fruit d'une joint-venture avec les Russes d'Alrosa, toujours bien positionnés en Afrique australe. De son côté, le Botswana, premier producteur africain, a remporté son bras de fer avec les Sud-africains de De Beers pour un meilleur partage de la valeur. Gaborone veut aussi mieux maîtriser l'aval et vient de boucler l'acquisition d'un quart du capital du négociant belge de pierres précieuses HB Antwerp. A signaler également l'acquisition, pour 1,8 milliard de dollars, de la mine de cuivre botswanaise de Khoemacau par le groupe chinois MMG. D'une capacité de 65 000 tonnes par an, elle était détenue par la société américaine Cuprous Capital, qui l'avait développée.

### **L'impossible sauvetage d'Eskom**

La crise énergétique sud-africaine est une hypothèque fondamentale pour le développement de l'Afrique australe et provoque des effets en cascade. Pénalisé par des difficultés opérationnelles liées à la vétusté de son réseau et de ses centrales, l'électricien Eskom est de surcroît handicapé par une dette colossale qui restreint ses capacités d'investissement. Les présidents se succèdent à la tête de l'entreprise publique, sans résultats pour l'instant. Déjà critique en 2022, la situation a empiré en 2023, avec 280 jours de délestage. Les autorités ont prévu de reprendre une partie de la dette dès 2024 et disent vouloir s'acheminer à plus long terme vers une séparation en trois entités (production, transport, distribution).

À ces difficultés s'en ajoute une autre, celle du mix énergétique, qui repose à 70% sur le charbon : l'Afrique du Sud est le premier émetteur de gaz à effet de serre du continent et le douzième mondial. Une centaine de milliards de dollars d'investissements serait nécessaire pour décarboner la production électrique à l'horizon 2030 mais ▶

le « partenariat pour une transition énergétique juste » proposé lors de la COP26 de Glasgow (8,5 milliards de dollars, essentiellement en prêts) n'est pas à la hauteur du défi. Surtout, cette perspective braque les syndicats, qui craignent des pertes massives d'emplois dans les centrales thermiques et les mines de charbon (l'Afrique du Sud est le septième producteur mondial).

Les ruptures d'approvisionnement électrique impactent aussi les pays voisins, dépendants de l'Afrique du Sud, et qui cherchent des alternatives. Ainsi, Botswana Oil vient de lancer un appel d'offres de 2,5 milliards de dollars pour la construction d'une usine de liquéfaction de charbon, pour renforcer la souveraineté énergétique botswanaise. Au Mozambique, TotalEnergies envisage la création d'un terminal d'importation de gaz naturel liquéfié (GNL) dans le port de Matola, pour fournir le marché sud-africain voisin. La décision finale d'investissement pour ce projet de 550 millions de dollars est attendue courant 2024.

Plusieurs autres grands projets intégrateurs régionaux devraient connaître des développements au cours de l'année à venir. Une douzaine de compagnies, dont le Français NGE Contracting, ont manifesté leur intérêt pour l'appel d'offres du chemin de fer Trans-Kalahari, long de 1500 kilomètres, qui doit relier le Botswana au port namibien de Walvis Bay. L'infrastructure devrait permettre, dans un premier temps, de transporter jusqu'à 14 millions de tonnes annuelles de minerai (charbon, cuivre) et jusqu'à 56 millions d'ici 2060. De leur côté, la Zambie, l'Angola et la RD Congo ont signé un protocole d'accord avec l'Union européenne, les États-Unis, la Banque africaine de développement (BAD) et l'African Finance Corporation (AFC) pour accélérer le déploiement du corridor stratégique de Lobito. Il doit connecter les régions minières du sud du Congo et le nord-ouest de la Zambie au port angolais de Lobito. Un consortium formé par les Suisses de Tráficos et les Portugais de Mota-Engil exploitera pendant 30 ans la future ligne ferroviaire.

### Inconnues électorales

Politiquement, l'année 2024 pourrait marquer un tournant avec une succession d'élections cruciales et indécises. Tous les regards se tournent vers l'Afrique du Sud, où l'ANC de Cyril Ramaphosa aborde les élections générales prévues en mai 2024 en position de faiblesse. Longtemps hégémonique, le parti auréolé par sa lutte victorieuse contre l'apartheid est aujourd'hui lésé par



*Le crépuscule de l'ANC aurait valeur de symbole dans l'ensemble du cône sud de l'Afrique et pourrait donner des ailes à des oppositions en quête d'alternance.*

un bilan économique calamiteux et des doutes croissants sur sa capacité à mener les réformes et à lutter contre la corruption. Il pourrait perdre sa majorité absolue. Les récentes expériences de coalition testées au niveau municipal n'ayant guère été probantes – Johannesburg a connu quatre maires différents en deux ans –, les observateurs redoutent une instabilité qui aggraverait la crise économique.

Le crépuscule de l'ANC aurait valeur de symbole dans l'ensemble du cône sud de l'Afrique et pourrait donner des ailes à des oppositions en quête d'alternance. Au Botswana, le BDP du président Mokgweetsi Masisi gouverne depuis 1966. Il pourrait lui aussi voir son hégémonie contestée aux élections d'octobre. En Angola, le MPLA du président Lourenço a évité de justesse la défaite aux élections d'août 2022, mais pourrait finir par perdre la majorité au profit de l'Unita d'Adalberto Costa Junior, qui progresse de scrutin en scrutin. Ces évolutions, si elles se confirmaient, pourraient aussi impacter le Frelimo mozambicain, qui gouverne sans discontinuer depuis le départ des Portugais en 1975.

La situation est plus complexe à Madagascar. Le président Andry Rajoelina, candidat à un second mandat, a été réélu le 16 novembre 2023, par 58,95% des suffrages, mais le scrutin a été à la fois boudé par les électeurs (54% d'abstention) et boycotté par l'opposition, qui s'est retirée quelques jours avant le vote. Fragilisé par une gestion parfois erratique et par une controverse autour de sa nationalité, Rajoelina va devoir rassembler un pays profondément divisé, sous l'œil de la communauté internationale, qui a reconnu le résultat du bout des lèvres.

*Samy Ghorbal*

## AFRIQUE DU SUD

## La fin d'une époque ?

La crise énergétique s'est aggravée en 2023 et a plombé la croissance, nourrissant un sentiment de déclassement et de colère. L'ANC de Cyril Ramaphosa pourrait en faire les frais à l'issue d'élections très incertaines.



**Président :** Cyril Ramaphosa  
**Vice-président :** David Mabuza  
**Population (millions) :** 61,4  
**Superficie (km<sup>2</sup>) :** 1 219 912  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 15 904  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 0,9  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 5,8

Les élections générales du 29 mai 2024 constituent une échéance périlleuse pour le président Cyril Ramaphosa et son parti, l'ANC, qui a exercé une réelle hégémonie sur la vie politique sud-africaine depuis la fin de l'apartheid. Lesté par de médiocres résultats économiques, par sa gestion calamiteuse de la crise énergétique, par les scandales de corruption et par la criminalité endémique, le parti de Nelson Mandela pourrait en effet perdre la majorité absolue face à des oppositions revigorées.

Ce scénario ouvrirait la voie à des configurations inédites. La première, agitée par l'opposition libérale de l'Alliance démocratique (DA), serait celle d'une coalition avec les radicaux de Julius Malema (EFF), synonyme d'une possible dérive à la zimbabwéenne. L'ANC dit exclure cette option. La seconde serait une coalition des oppositions (hors EFF), autour du DA, mais supposerait au préalable une excellence performance du parti dirigé par John Steenhuisen...

Ces incertitudes politiques ajoutent au climat de morosité et de colère qui domine dans la deuxième économie du continent, qui a enregistré en 2023 la pire performance de la SADC, avec une croissance de 0,9%. Les perspectives pour 2024 (1,8%) sont tributaires d'une amélioration de la fourniture d'électricité, alors que les délestages d'Eskom ont atteint 280 jours en 2022-2023, contre 65 jours sur l'exercice antérieur. Le déficit de

production est désormais de 13,5 TWh, huit fois plus qu'en 2021-2022.

## Les miniers à la peine

Cette situation pénalise particulièrement l'industrie. Selon un rapport de PwC, les résultats globaux du secteur minier ont chuté de cinq milliards de dollars et le sous-investissement fait courir un risque à l'ensemble de cette industrie essentielle à l'emploi et aux recettes d'exportation. ArcelorMittal envisage de fermer deux usines d'acier du Kwazulu-Natal, avec 3500 suppressions de postes à la clé. Le chômage « élargi » atteint 42% de la population (en intégrant les « découragés », sortis du marché du travail), et touche 58% des jeunes.

Les secteurs financiers et agricoles contribuent à la résilience de l'économie du pays, qui continue à attirer des IDE. Stellantis va ainsi investir 160 millions de dollars dans une nouvelle usine de 90 000 véhicules, dans la ZES de Port-Élizabeth. Air Liquide et l'énergéticien Sasol vont développer leur collaboration pour la production décarbonée d'oxygène sur le site de Secunda, où l'entreprise française exploite déjà 16 unités depuis 2021.

Deuxième partenaire de la France en Afrique subsaharienne après le Nigeria, l'Afrique du Sud abrite un stock d'IDE français de trois milliards d'euros. Le commerce bilatéral a atteint 3,27 milliards d'euros en 2023, avec un solde excédentaire de 351 millions d'euros pour Paris. Près de 500 entreprises françaises sont implantées dans le pays. Elles y emploient 65 000 personnes.

## BAROMÈTRE CIAN 2023

## POINTS FORTS

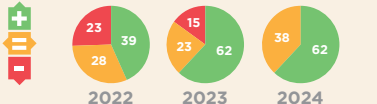
- Réseau routier et aérien local
- Réseau télécoms
- Qualité du secteur bancaire
- Fiabilité des partenaires locaux

## POINTS FAIBLES

- Réseau ferré et portuaire
- Réseau électrique
- Efficacité de l'administration
- Coût de l'énergie

Note globale moyenne : 2,8 sur 5 + vs 2022

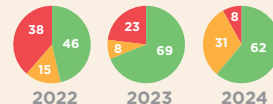
## TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



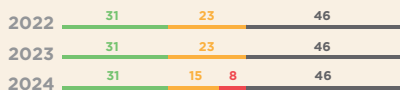
## TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



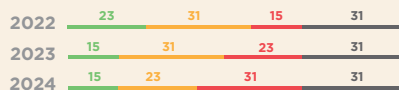
## RENTABILITÉ EN %



## NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



## NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



# ANGOLA

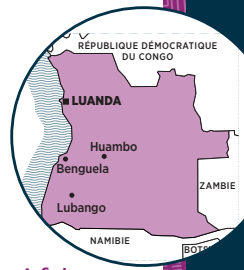
## Fragilisé mais incontournable

Luanda est devenu l'un des principaux fournisseurs et partenaires de la France en Afrique subsaharienne. Mais le retournement des cours du pétrole et la persistance de l'inflation pèsent sur la croissance de l'économie angolaise.

Simple trou d'air conjoncturel ou signe avant-coureur d'un ralentissement plus préoccupant ? L'économie angolaise, qui avait connu une année 2022 prometteuse (3 % de croissance), a stagné en 2023 avec une progression du PIB se limitant à 1,3 %. L'inflation a décéléré à 13,1 %, mais le prix à payer a été conséquent : le kwanza s'est déprécié de 37 % en juin 2023 et le taux directeur de la Banque centrale a été relevé à 18 %. Malgré ces efforts, les perspectives ne sont guère encourageantes : le FMI anticipe une inflation à 22 % en 2024, et la cible de croissance théorique de 3 % risque fort de ne pas être atteinte.

Les hydrocarbures représentent un tiers du PIB angolais, les deux tiers des recettes fiscales et plus de 90 % des recettes d'exportation. Le fléchissement des cours du pétrole impacte donc lourdement l'économie, qui n'a pas encore

Luanda - Angola



**Président :** Joao Lourenço  
**Vice-président :**  
 Esperança Da Costa  
**Population (millions) :** 36,7  
**Superficie ( km<sup>2</sup> ) :** 1 246 700  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 6 973  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 1,3  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 13,1

réussi à se diversifier. À l'effet-prix s'ajoute l'effet-volume : la production angolaise n'a cessé de décliner depuis le pic de 2008 à deux millions de barils/jour. Elle s'établit désormais à 1,1 million de barils/jour, le pays ayant rétrogradé au troisième rang des producteurs africains derrière le Nigeria et la Libye, du fait de l'absence de découvertes majeures. La tendance pourrait se poursuivre car les majors délaissent maintenant le golfe de Guinée au profit de la zone Guyana-Suriname.

### Rôle diplomatique

Le programme de privatisation angolais a débouché sur des résultats contrastés. Les cessions, qui ont concerné des banques, des sociétés immobilières publiques et des groupes hôteliers, ont rapporté 1,8 milliard de dollars. Mais l'ouverture de 30 % du capital de la Sonangol (hydrocarbures) pourrait ne pas advenir avant 2027. Le

nouvel aéroport international de Luanda, d'une capacité de 15 millions de passagers, a été achevé en novembre. L'édifice a coûté la bagatelle de trois milliards et pourrait relancer l'intérêt pour la TAAG, la compagnie aérienne nationale, qui cherche elle aussi des partenaires capitalistiques.

Le président Joao Lourenço, réélu difficilement en août 2022, est devenu incontournable sur la scène diplomatique. Son pays joue traditionnellement un rôle pivot dans les crises des Grands Lacs. Il est maintenant ouvertement courtoisé par Washington. Les USA investiront un milliard de dollars dans le chantier du corridor de transport multimodal de Lobito. Le chef de l'État angolais a été reçu en visite par son homologue américain Joe Biden en novembre 2023. Huit mois plus tôt, le président Emmanuel Macron s'était rendu en visite à Luanda.

Le commerce avec la France a fortement progressé sous l'effet de la hausse des importations d'hydrocarbures. Les échanges bilatéraux ont atteint un record à 3,975 milliards d'euros en 2022 (dont 3,715 milliards d'importations françaises). Ils se sont établis à 1,987 milliards d'euros en 2023, et accusent un déficit de 1,43 milliard d'euros.

## BOTSWANA

### Bras de fer gagnant

Des négociations ardues avec De Beers ont permis au premier producteur africain de diamants de parvenir à un partage plus juste des revenus.

Les élections d'octobre 2024 s'annoncent dans un climat tendu au Botswana, longtemps considéré comme une démocratie modèle en Afrique. Le BDP, qui gouverne sans discontinuer depuis 1966, pourrait être mis en ballottage par une coalition de l'opposition menée par l'UDC. En effet, le président Mokgweetsi Masisi fait face à des accusations de dérive autoritaire. Son principal détracteur n'est autre que son prédécesseur, Ian Khama, qui l'avait pourtant désigné pour lui succéder en 2018. Khama qualifie désormais Masisi de « Trump Africain ». Il a rejoint l'opposition et rêve de revanche. Mais la justice pourrait contrarier cette ambition : l'ancien président exilé depuis janvier 2023 est sous le coup d'un mandat d'arrêt. L'économie ne devrait cependant pas trop souffrir de cette polarisation politique. Le Botswana anticipe une croissance de 4,1 % en 2024, à un niveau légèrement supérieur à celui de 2023. Sa dette reste maîtrisée (moins de 20 % du PIB) et l'inflation devrait



Président : Mokgweetsi Masisi

Population (millions) : 2,5

Superficie (km<sup>2</sup>) : 581 000

PIB/hab 2022 (USD, ppa) : 18 323

Croissance du PIB réel,

2023 (% , est.) : 3,8

Inflation 2023 (% , est.) : 5,9

ralentir à 4,7%. Surtout, le pays est celui qui dispose du revenu par habitant le plus élevé de la région, hors États insulaires, avec plus de 18 000 dollars annuels.

Premier producteur africain de diamants (et deuxième producteur mondial), le Botswana a trouvé en juillet 2023 un accord avec le géant sud-africain De Beers pour une répartition plus juste des profits liés à la commercialisation des gemmes. Le secteur représente 35 % des recettes fiscales nationales. Le président Masisi avait menacé de mettre fin au partenariat avec De Beers, dont les licences d'exploitation arrivaient à expiration. Une perspective insupportable pour le conglomérat diamantaire, qui tire 70 % de ses approvisionnements bruts des mines botswanaises.

Finalement, la part des pierres précieuses revenant à Gaborone sera portée à 30 % dès 2024 et elle augmentera par paliers jusqu'à 50 % à l'horizon 2035.

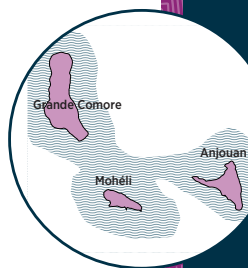
## COMORES

### Objectif libre-échange

Réélu au terme d'un scrutin contesté, le président Azali a réalisé un sans-faute à la tête de l'Union africaine. L'entrée dans l'OMC sera son nouveau défi.

Les résultats définitifs de l'élection présidentielle, proclamés le 24 janvier par la Cour suprême, ont consacré la large victoire du sortant, Azali Assoumani, par 57 % des suffrages. Le taux de participation, jugé très faible par les observateurs, s'établirait à 56 %. L'annonce des premiers résultats, mi-janvier, avait provoqué deux jours d'émeutes à Moroni, où le boycott avait été massif. Le président Azali, 65 ans, rempile pour un troisième mandat consécutif.

Le locataire du palais de Beit Salam a connu une année diplomatique 2023 faste comme président de l'Union africaine (UA). Très engagé, il a participé à la tentative de médiation africaine dans le conflit russo-ukrainien de juin 2023, en se rendant à Kiev et à Moscou, et il a obtenu, en septembre, que l'UA siège désormais de plein droit au sein du G20 lors du sommet de New Delhi.



Président : Azali Assoumani

Population (millions) : 940 000

Superficie (km<sup>2</sup>) : 1 862

PIB/hab 2022 (USD, ppa) : 3 832

Croissance du PIB réel,

2023 (% , est.) : 3

Inflation 2023 (% , est.) : 11,1

### Finances assainies

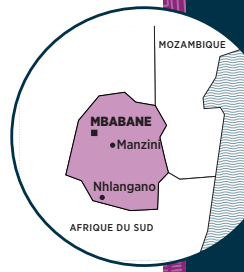
Sur le plan économique, l'archipel enclavé a enregistré une croissance de 3 %, qui devrait accélérer à 3,5 % en 2024, tirée par le dynamisme des cultures de rente (ylang-ylang et vanille). Les fortes tensions inflationnistes devraient enfin se dissiper, avec un retour de la hausse du niveau des prix alentour de 2 %. Les finances du pays ont été assainies grâce à la maîtrise de la masse salariale de la fonction publique. Les arriérés dus aux agents de l'État ont été réglés. Par ailleurs, les Comores finaliseront en 2024 leur entrée dans l'OMC. Un pari indispensable à la dynamisation de leur économie, mais qui comporte une part de risques : il va entraîner l'allègement de tarifs douaniers prohibitifs – les droits pouvant atteindre 48 % sur certains produits –, qui constituent aujourd'hui la principale ressource fiscale de l'État.

## ESWATINI

## Droit dans ses bottes

Le roi Mswati III a passé le cap des élections législatives, boycottées par l'opposition, et bénéficie d'une conjoncture économique légèrement plus favorable que celle de ses voisins.

La politique de santé publique mise en œuvre par l'Eswatini avec l'appui du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme est un modèle de réussite et un signe d'espoir pour l'Afrique. Le pays, qui compte l'un des plus forts taux de prévalence (part de la population atteinte) du continent (27%) a atteint les objectifs de l'OMS. Les nouvelles infections et la mortalité ont respectivement été divisés par trois et par quatre depuis les années 2010 et plus de 95% des personnes infectées bénéficient de traitements antirétroviraux. Ces résultats, plutôt flatteurs, lissent quelque peu l'image de la dernière monarchie absolue d'Afrique. Organisées en l'absence de l'opposition, les élections législatives du 29 septembre dernier s'y sont déroulées dans le calme. Elles ne changent rien sur le fond, les 59 députés élus jouant un rôle purement consultatif. Le monarque Mswati III, qui règne d'une main de fer, a désigné Mgwagwa Gamedze, le chef du cabinet royal, au poste de Premier ministre.



Roi : Mswati III  
Premier ministre : Mgwagwa Gamedze  
Population (millions) : 1,2  
Superficie ( km<sup>2</sup> ) : 17 360  
PIB/hab 2022 (USD, ppa) : 10 782  
Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) : 3,1  
Inflation 2023 (% , est.) : 5,5

## Résilience

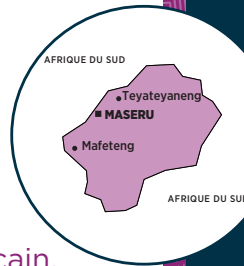
Le nouveau chef du gouvernement devra s'attaquer au fléau du chômage, qui touche un tiers de la population. Les dépenses d'investissement de l'État, qui s'appuie sur un fonds souverain, le Tibiyo, doté d'une dizaine de milliards de dollars, ont permis de soutenir la croissance, qui a atteint 3,1% en 2023 et pourrait accélérer légèrement en 2024, à 3,3%. Un résultat meilleur que la plupart des économies de la SADC, qui s'explique par une production agricole soutenue et le dynamisme des industries manufacturières, desservant le marché sud-africain voisin.

Sur le plan diplomatique, l'Eswatini a renforcé sa coopération avec Moscou et a accueilli Serguei Lavrov en février 2023, lors de la tournée du ministre russe des Affaires étrangères. Mbabane reste aussi l'une des dernières capitales africaines à entretenir des liens avec Taïwan.

## LESOTHO

## Une langueur persistante

L'économie du pays le plus pauvre de la région reste fortement impactée par les difficultés du grand voisin sud-africain.



Roi : Letsie III  
Premier ministre : Sam Matekane  
Population (millions) : 2,2  
Superficie ( km<sup>2</sup> ) : 30 355  
PIB/hab 2022 (USD, ppa) : 2 694  
Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) : 2,1  
Inflation 2023 (% , est.) : 6,9

Comme en 2023, le taux de croissance du petit royaume bantou restera bloqué aux alentours de 2%, loin, très loin de la cible des 5% nécessaires au décollage de l'économie de l'État le plus pauvre de la région australe. Cette langueur est principalement imputable à une cause exogène : le ralentissement économique de l'Afrique du Sud, dont le Lesotho enclavé dépend doublement. Il adresse 43% de ses exportations à son grand voisin, qui lui fournit 73% des biens qu'il consomme. Frappé par un chômage endémique (plus de 20% de la population), le Lesotho est aussi fortement tributaire des transferts des travailleurs migrants, installés en Afrique du Sud, employés principalement dans le secteur minier, et des très nombreux travailleurs transfrontaliers. Leurs contributions additionnées s'élèvent à plus de 24% du PIB.

Le recul de la production et des exportations de diamants,

observé en 2023, a aussi pesé sur l'activité. Le niveau de la dette devrait se maintenir aux alentours de 60%. Essentiellement constituée de prêts concessionnels, cette dette demeure supportable pour les finances publiques.

Le pays va continuer à bénéficier des retombées du projet régional hydro-électrique Lesotho Highlands Water Project (LHWP), qui vise à construire une série de barrages sur le fleuve Orange pour approvisionner en énergie la province sud-africaine du Gauteng. La contribution au PIB du LHWP est estimée à 9,6%.

Sur le plan politique, le Premier ministre Sam Matekane, vainqueur surprise des législatives d'octobre 2022, a échappé de justesse à une motion de censure et à la paralysie de l'activité parlementaire en élargissant sa majorité et en remaniant son gouvernement, en novembre 2023.

# MADAGASCAR

## Séquence électorale compliquée



**Président :** Andry Rajoelina  
**Premier ministre :** Christian Ntsay  
**Population (millions) :** 30,5  
**Superficie (km²) :** 587 000  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 1 774  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 4  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 10,5

La réélection du président Rajoelina a été ternie par le boycott du scrutin par ses opposants, qui espèrent prendre leur revanche aux législatives. Des scrutins qui interviennent sur fond d'inflation et de crise du secteur de la vanille.

Réélu le 16 novembre 2023 pour un second mandat, au terme d'une élection présidentielle contestée et boycottée par les principaux candidats de l'opposition, le président Andry Rajoelina a décidé de reconduire son Premier ministre Christian Ntsay, le 5 janvier 2024. Réputé pour sa maîtrise des rouages internationaux, apprécié par les bailleurs de fonds, celui-ci va donc conduire le gouvernement au moins jusqu'aux élections législatives cruciales prévues au premier semestre 2024. Ses ministres auront un devoir d'exemplarité renforcé après les scandales et les polémiques qui ont éclaboussé la fin du premier mandat Rajoelina, qui avaient notamment abouti à l'arrestation, à Londres, de sa directrice de cabinet. Le scrutin législatif s'annonce délicat alors que le pays est profondément divisé. L'opposition, qui compte dans ses rangs les anciens présidents Marc Ravalomanana et Hery Rajaonarimampianina, peut contrarier les ambitions du camp Rajoelina. À la condition de demeurer unie.

Ces joutes électorales, suivies de près par les partenaires de Madagascar qui redoutent des dérapages, se déroulent sur fond de lassitude de la population. La croissance s'est élevée à 4% et devrait accélérer à 4,8% en 2024. Mais la dépréciation de l'ariary alimente une inflation persistante (10,5%), difficilement supportable pour les 75% de Malgaches vivant sous le seuil de pauvreté.

### Prix plancher inadapté

La Grande Île est le premier exportateur de vanille. 80% des gousses consommées dans le monde sont produites à Madagascar. Le secteur pèse 5% du PIB et 25% des exportations (deuxième source de devises après le nickel), mais il est en crise, car le pays ne contrôle pas les prix sur le marché international. Le gouvernement a tenté d'imposer un prix plancher à l'exportation, fixé d'abord à 250 dollars/kg. Trop élevé, il n'a pas permis d'écouler la production et a suscité la grogne des industriels. La mesure a été abrogée.

Si le secteur textile se porte bien – Madagascar étant devenu le deuxième fournisseur africain de vêtement des États-Unis, grâce au mécanisme de l'Agoa, avec 406 millions de dollars de recettes en 2022 –, un autre fleuron national est en difficulté : l'aérien. Madagascar Airlines a suspendu ses vols internationaux en novembre, trop déficitaires. La compagnie, relancée en avril 2022, cumule une dette de 105 millions de dollars.

Les échanges commerciaux avec la France dépassent désormais le milliard d'euros et ont tutoyé leurs sommets historiques en 2022. Paris est le deuxième client d'Antananarivo avec 15,7% de parts de marché (derrière les USA), et son cinquième fournisseur. Les échanges sont structurellement déficitaires pour la France (-182 millions d'euros en 2023). L'AFD, qui a apporté un concours de 130 millions d'euros pour le projet du téléphérique de la capitale, est fortement engagée dans la coopération.

### BAROMÈTRE CIAN 2023

#### POINTS FORTS

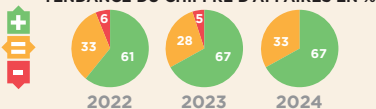
- Réseau télécoms
- Qualité et coût de la main d'oeuvre
- Taux d'absentéisme
- Qualité du secteur bancaire

#### POINTS FAIBLES

- Administration
- Réseau routier et ferré
- Réseau d'eau et d'électricité
- Système de Santé

Note globale moyenne : **2,1 sur 5** vs 2022

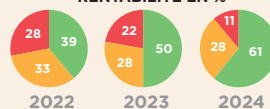
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



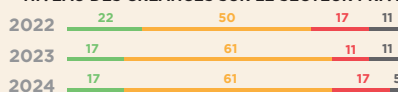
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



## MALAWI

## Dans l'œil du cyclone

Dévasté par le cyclone Freddy, en mars 2023, et confronté au mur de la dette, le pays s'est engagé dans une sévère cure d'austérité. La monnaie a été dévaluée de 44% pour tenter de juguler une inflation galopante.

**B**alayé à deux reprises par le cyclone Freddy, au printemps 2023, le Malawi a été victime d'un phénomène météorologique extrême. Inondations et glissements de terrain ont provoqué un millier de tués, 600 000 déplacés et détruit les récoltes de 2,3 millions de personnes. Le pays, l'un des pays les plus pauvres et ruraux d'Afrique, n'avait pas besoin de cela. Son économie, fragilisée depuis la crise du Covid-19 et confrontée à une croissance anémique (1,7% en 2023), est étouffée par le poids de la dette (78,8% du PIB). Le FMI, qui vient d'approuver un programme d'aide de 178 millions de dollars au titre d'une facilité élargie de crédit, a plaidé pour un allègement de dette de 986 millions de dollars. La balle est maintenant dans le camp des créanciers bilatéraux (Chine, Inde) et des partenaires commerciaux comme l'Afreximbank. L'inflation, qui s'est élevée à 27,7% en 2023, devrait refluer légèrement à 19,8% en 2024. L'érosion des réserves de change a amené



**Président :** Lazarus Chakwera  
**Vice-président :** Saulos Chilima  
**Population (millions) :** 21,2  
**Superficie ( km<sup>2</sup> ) :** 118 484  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 1 732  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 1,7  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 27,7

les autorités à dévaluer le kwacha de 44%, en novembre 2023. Dans la foulée, le président Chakwera a annoncé des mesures d'austérité comme l'annulation de tous les déplacements officiels internationaux pour lui-même et son gouvernement. Des augmentations « raisonnables » des salaires des fonctionnaires et une baisse de l'impôt sur le revenu ont également été décidées pour tenter de soutenir le pouvoir d'achat des Malawites.

L'accès à l'électricité – 80% de la population en est privée – et le désenclavement territorial demeurent des enjeux cruciaux. La BAD en a fait ses priorités d'actions. Les Canadiens de Mkango Resources, développeurs du projet de terres rares de Songwe Hill, qui doit démarrer en 2024, ont prévu de construire trois centrales photovoltaïques hors réseau pour assurer un approvisionnement durable et décarboné en électricité.

Plantations de thé au pied du Mont Mulanje - Malawi





INVESTIR  
EN AFRIQUE  
2024

l'Opinion  
Cian



Sous le haut patronage de  
Monsieur Emmanuel MACRON  
Président de la République

# FORUM INVESTIR EN AFRIQUE : ACCOMPAGNER LES NOUVELLES DYNAMIQUES

**MARDI 23 AVRIL 2024 - 8H30 À 17H30**  
**Novotel Paris centre Tour Eiffel**



Informations : <https://www.forum-investir-en-afrique-lopinion.fr/>

## PARTENAIRES

### PLATINUM



### GOLD



### SILVER



### AVEC LE SOUTIEN DE



### MÉDIAS



#ForumInvestirenAfrique

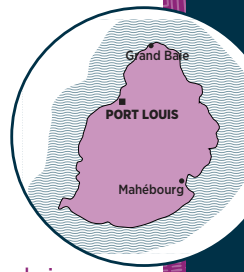
## MAURICE

## Le modèle retrouve des couleurs

Avec 7% en 2023, la croissance a été à nouveau au rendez-vous pour la nation insulaire, qui poursuit et accélère sa diversification en capitalisant sur le tourisme et les services, les deux piliers de son économie.

Les voyants sont au vert pour l'économie mauricienne, qui se maintient sur une trajectoire de croissance vigoureuse. Le PIB a progressé de 7% en 2023, selon la Banque centrale. Une tendance portée par le dynamisme du secteur du tourisme (20% de la richesse nationale), par les exportations manufacturières et les services. L'embellie se manifeste aussi sur le front de l'emploi : le chômage, qui avait culminé à 10,5% en 2021, sous l'effet de la récession, ne touche plus que 6,7% de la population active (mais un cinquième des jeunes). L'inflation, combattue par une politique monétaire restrictive, reflue, mais à un niveau moindre qu'anticipé, avec 7,8%, contre 10,8% en 2022. Les prévisions pour 2024 suggèrent un ralentissement de la croissance, à 4% environ, imputable à la faiblesse de la demande européenne et chinoise, et une poursuite de la décélération de l'inflation (6,5%).

La nation insulaire est, avec les Seychelles, celle où le PIB par habitant (en parité de pouvoir d'achat) est le plus élevé d'Afrique, avec 26 905 dollars annuels. Elle connaît désormais les difficultés des économies avancées, avec un taux de fertilité en chute libre, à 1,4 enfant par femme. Les dépenses sociales absorbent plus d'un tiers du budget de l'État. La tendance ne devrait pas s'inverser en 2024, à l'approche des élections du mois de novembre. Le Premier ministre Pravind Jugnauth a annoncé des mesures de soutien aux ménages, des subventions et des hausses



**Président :** Prithvirajsing Roopun  
**Premier ministre :** Pravid Kumar Jugnauth  
**Population (millions) :** 1,29  
**Superficie ( km<sup>2</sup> ) :** 2 040  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 26 905  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 7  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 7,8

de salaires. Il aura face à lui une coalition d'opposants rassemblés autour de deux anciens chefs du gouvernement, Paul Bérenger et Navin Ramgoolam, qui l'accusent d'endetter imprudemment l'État.

## Renouveau

Contrainte par la crise du Covid-19 et les fluctuations erratiques des cours des cultures de rente, l'économie mauricienne a réussi sa mue en misant sur les TIC, les services financiers, l'immobilier, le textile et l'industrie, et en améliorant son climat des affaires. Les incertitudes liées à l'inscription sur la liste grise du GAFI<sup>(1)</sup> ont été dissipées grâce à des efforts de transparence. Les accords préférentiels négociés avec les grands ensembles (Chine, Inde, UE, Agoa avec les États-Unis) assurent des débouchés à tous les secteurs de l'économie.

Les échanges avec la France ont atteint 734 millions d'euros en 2023, en progression de 8%, dégagant un solde excédentaire de 178 millions d'euros pour Paris. La France, qui est aussi le premier investisseur étranger, est le troisième fournisseur et le deuxième client de Maurice. Cette coopération diversifiée se matérialise également par d'importants concours financiers. L'AFD vient ainsi d'accorder un prêt de 200 millions d'euros dans le secteur de l'eau. Dans le même temps, Proparco a apporté un financement de 60 millions d'euros à MCB, la première banque mauricienne, pour ses projets climatiques.

(1) Groupe d'action financière (ou Financial Action Task Force), un organisme intergouvernemental de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme.

## BAROMÈTRE CIAN 2023

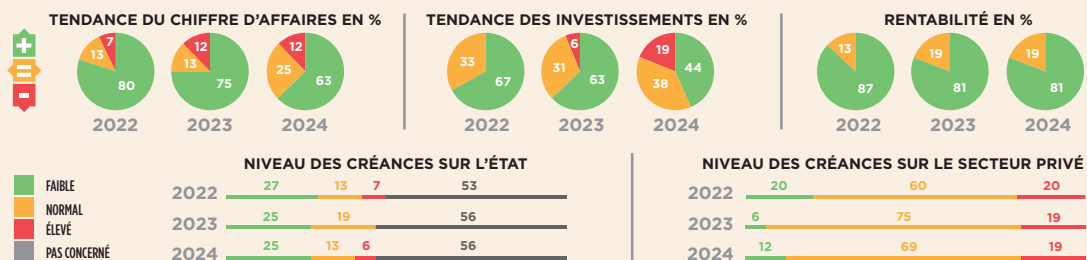
## POINTS FORTS

- Réseau de transports et télécoms
- Douanes et environnement fiscal
- Qualité du secteur bancaire
- Fiabilité des partenaires locaux

## POINTS FAIBLES

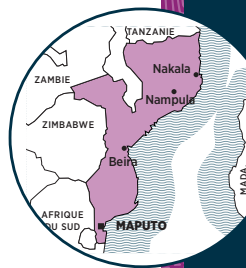
- Coût de l'électricité
- Efficacité administrative

Note globale moyenne : 4,2 sur 5 + vs 2022



# MOZAMBIQUE

## Croissance sous surveillance



**Président :** Filipe Nyusi  
**Premier ministre :** Adriano Afonso Maleiane  
**Population (millions) :** 34,3  
**Superficie ( km² ) :** 799 000  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 1 467  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 7  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 7,4

Portée par le boom gazier, l'économie mozambicaine a été la plus dynamique de la région mais reste marquée par les déséquilibres. Le projet-phare de TotalEnergies est toujours en suspens alors que les élections approchent.

Soutenue par l'entrée en production des champs gaziers exploités par l'Italien ENI, la croissance mozambicaine a connu une accélération sensible en 2023. Elle a atteint 5,9 % au troisième trimestre 2023 et devrait s'établir autour de 7 % sur l'année, selon le FMI, Maputo réalisant ainsi la meilleure performance de l'Afrique australe. Quatorze des quinze secteurs de l'économie ont enregistré une progression, y compris l'agriculture, en dépit de conditions climatiques défavorables. Les prévisionnistes tablent sur une croissance d'au moins 5 % en 2024, dans un contexte de ralentissement de l'inflation (6,5 % anticipés).

Le poids de la dette – 90 % du PIB – et des déficits demeurent un motif de préoccupation récurrent, un dérapage des dépenses n'étant pas à exclure à l'approche de l'élection présidentielle du 9 octobre 2024. Le président Filipe Nyusi ne pouvant briguer un troisième mandat, le Frelimo devrait désigner un nouveau candidat, qui fera figure de favori. La situation sécuritaire sera au cœur des débats. La région nordiste du Cabo Delgado est, depuis 2017, le théâtre d'une insurrection djihadiste menée par un groupe affilié à Daech, qui a réalisé des assauts spectaculaires contre des sites gaziers. L'attaque de Palma, en mars 2021, a provoqué la mise à l'arrêt du mégaprojet Mozambique LNG de TotalEnergies. Cet investissement de 20 milliards de dollars pourrait reprendre lorsque la situation se sera définitivement stabilisée. La présence du contingent de

soldats rwandais y contribue. La professionnalisation de l'armée mozambicaine devrait également peser dans la balance. Le président Nyusi a annoncé en novembre son intention de porter de deux à cinq ans la durée du service militaire obligatoire.

### Infrastructures critiques

Le gouvernement veut renforcer les capacités du port de Maputo et les faire passer de 37 à 52 millions de tonnes de marchandises, pour mieux desservir les provinces minières sud-africaines du Gauteng et du Limpopo, et pour offrir de meilleurs débouchés aux économies enclavées de Zambie, du Zimbabwe et du Botswana, exportatrices de minerais. Deux milliards de dollars doivent être mobilisés.

Un ambitieux plan de transition énergétique, prévoyant notamment l'ajout de 2000 MW de capacités hydroélectriques supplémentaires d'ici 2030, a aussi été dévoilé, alors que la précarité énergétique touche 80 % des populations du Nord et du Centre. TotalEnergies et EDF ont été choisis comme partenaires stratégiques du projet hydroélectrique Mphanda Nkuwa, d'un coût total de cinq milliards de dollars. Ils agiront aux côtés du japonais Sumitomo Corp. Le bouclage financier est attendu pour 2024.

Les échanges commerciaux avec la France sont restés stables (140 millions d'euros), tout comme le stock d'IDE français (136 millions d'euros, chiffre qui ne tient pas compte des investissements réalisés par TotalEnergies via ses filiales).

### BAROMÈTRE CIAN 2023

#### POINTS FORTS

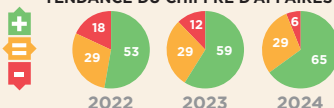
- Réseau télécoms et portuaire
- Réseau électrique
- Qualité du secteur bancaire
- Coût de la main d'œuvre

#### POINTS FAIBLES

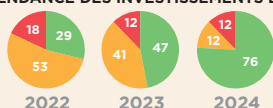
- Réseau routier et ferré
- Efficacité administration et douanes
- Coût du crédit aux entreprises
- Financement des importations

Note globale moyenne : 2,3 sur 5 vs 2022

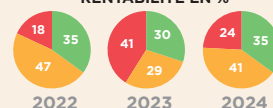
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



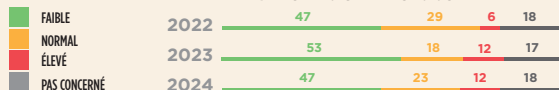
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



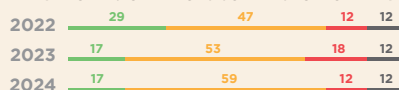
RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ



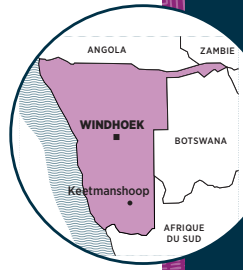
## NAMIBIE

### Investissements portuaires

Les dernières découvertes ont confirmé l'immense potentiel pétrolier du bassin de l'Orange. En attendant une entrée en production en 2030, le pays s'équipe.

Vétéran de la lutte de libération, le président namibien Hage Geingob s'est éteint le 4 février, à quelques mois du terme de son mandat, à 82 ans. Il a été remplacé par son vice-président, Nangolo Mbumba, qui conduira le pays aux élections de novembre 2024. La présidentielle namibienne pourrait consacrer la victoire d'une femme, Netumbo Nandi-Ndaitwah, désignée candidate par le parti au pouvoir, la Swapo, qui jouit toujours d'une assise électorale importante. Ce scrutin interviendra alors que le pays est à l'aube de grands bouleversements. L'abondance des terres rares, la multiplication des découvertes d'hydrocarbures dans le bassin d'Orange, et le potentiel de production d'hydrogène vert attirent les convoitises de ses partenaires européens et asiatiques.

Le commerce bilatéral entre Paris et Windhoek a fortement progressé, à 284 millions d'euros (contre 153 millions



**Président :** Nangolo Mbumba  
**Premier ministre :**  
 Saara Kuugongelwa-Amadhila  
**Population (millions) :** 2,75  
**Superficie ( km<sup>2</sup> ) :** 825 418  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 11 205  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 2,8  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 6

en 2022), principalement sous l'effet de la hausse des importations de métaux non ferreux. La France a multiplié ses achats d'uranium namibien. TotalEnergies, qui a réalisé une découverte majeure sur le puits Venus, à 3 000 mètres de profondeur, en février 2022, va mobiliser 300 millions d'euros (la moitié de son budget mondial d'exploration), pour confirmer le potentiel du pays, désormais estimé à sept milliards de barils par Wood MacKenzie. Les difficultés techniques et la profondeur des gisements va cependant repousser à l'horizon 2030 l'entrée en production, initialement espérée pour 2026. Un délai mis à profit par le gouvernement namibien pour investir dans les infrastructures : la Namibian Ports Authority a budgété l'équivalent de 2,1 milliards de dollars pour étendre les capacités portuaires de Walvis Bay et créer un quai secondaire à Luderitz.

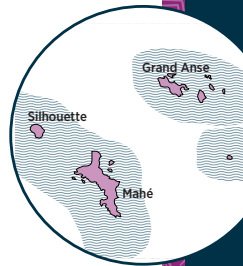
## SEYCHELLES

### Appui international

Portée par le tourisme, l'économie seychelloise présente des perspectives favorables. Les prêts multilatéraux vont permettre de corriger certains déséquilibres financiers.

Prospero mais fragile, l'économie des Seychelles continue à tirer son épingle du jeu. Après une reprise exceptionnelle en 2022 (10,9% de croissance), elle a retrouvé un rythme de progression plus ordinaire en 2023 (3,8% selon le FMI) et devrait continuer sur sa lancée en 2024 (3,9% attendus). Les entrées de devises du secteur touristique (30% du PIB) ont permis à la roupie de s'apprécier et d'annuler les pressions inflationnistes. Le FMI a révisé positivement son appréciation sur la soutenabilité de la dette (60% du PIB).

L'institution de Bretton Woods a débloqué 102 millions de dollars pour maintenir la stabilité macro-économique et renforcer la résilience de l'archipel, particulièrement vulnérable au changement climatique. Des inondations survenues le 7 décembre ont d'ailleurs entraîné l'explosion d'un entrepôt d'explosifs, à Mahé, provoquant d'importants dégâts.



**Président :** Wavel Ramkalawan  
**Vice-président :** Ahmed Afif Wina  
**Population (milliers) :** 101  
**Superficie ( km<sup>2</sup> ) :** 455  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 35 227  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 3,8  
**Inflation 2023 (% , est.) :** -0,8

### Transparence fiscale

La BAD s'est elle aussi portée au chevet des Seychelles, en octroyant un prêt de 33 millions de dollars destiné à soutenir la transition énergétique et promouvoir l'économie circulaire.

Le modèle seychellois présente cependant ses limites. L'archipel de 115 îles doit faire face au fléau de la toxicomanie, qui toucherait 5 à 10% de la population adulte. L'étendue du littoral favorise la contrebande. La transparence financière et fiscale constitue un autre motif de préoccupation. Les Seychelles ont rejoint en octobre 2023 la liste des juridictions non-coopératives mises à l'index par l'Union européenne. L'archipel est le seul État africain à figurer dans cette catégorie, aux côtés de paradis fiscaux caribéens et d'îles du Pacifique.

## ZAMBIE

## Hichilema sur tous les fronts

L'activisme du nouveau président a permis à la Zambie d'avancer sur le chemin de la restructuration de sa dette. Mais le chemin reste ardu.

En deux ans, Hakainde Hichilema est devenu une des figures qui comptent de la scène diplomatique africaine. Entré dans les bonnes grâces de Washington et des occidentaux pour avoir marqué ses distances avec Pékin et rompu avec une politique étrangère traditionnellement non-alignée, le nouveau président zambien a participé à l'infructueuse médiation africaine entre la Russie et l'Ukraine, en juin 2023. Après avoir longtemps hésité, il s'est finalement rendu en Chine pour une visite de six jours, en septembre, qui a permis de décriper la relation et de relancer une coopération en berne depuis son élection. Le feuilleton de la restructuration de la dette zambienne continue de tenir en haleine les observateurs. En novembre 2020, le pays avait été le premier à faire défaut sur sa dette souveraine (18,6 milliards de dollars d'encours extérieurs). L'affaire avait valu des remontrances à Pékin,



**Président :** Hakainde Hichilema  
**Vice-présidente :** Mutale Nalumango  
**Population (millions) :** 20,4  
**Superficie ( km²) :** 752 600  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 3 894  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 3,6  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 10,6

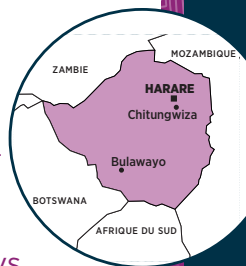
le principal créancier du pays. Depuis, Lusaka a réussi à réduire d'environ 40 % le fardeau de son endettement extérieur, après un accord avec ses créanciers bilatéraux et multilatéraux.

Malgré ces progrès, le chemin vers le redressement financier reste semé d'embûches. En novembre, le FMI a salué la résilience de l'économie zambienne, qui devait atteindre une croissance de 4,3 % en 2023. Le Fonds a aussi approuvé un nouveau décaissement de 184 millions de dollars au titre d'une facilité élargie de crédit de 1,3 milliard de dollars. Mais, quelques jours après, les créanciers bilatéraux du pays ont rejeté l'accord sur la restructuration de trois milliards de dollars d'euro-obligations négocié entre Lusaka et ses créanciers privés, au motif qu'il était trop favorable à ces derniers. Une décision vivement regrettée par la Zambie.

## ZIMBABWE

## L'inflation, encore et toujours

La dépréciation continue du dollar zimbabwéen et l'autoritarisme du régime pèsent lourdement sur l'attractivité du pays.



**Président :** Emmerson Mnangagwa  
**Vice-présidente :** Constantino Chiwenga  
**Population (millions) :** 16  
**Superficie ( km²) :** 390 580  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 2 530  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 4,8  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 314

La Banque centrale aura tout essayé pour juguler l'hyperinflation, mal endémique de l'économie zimbabwéenne. Y compris les solutions les moins conventionnelles : la mise en circulation de pièces d'or pur, d'une once et d'un dixième d'once, frappées à partir des redevances versées par les sociétés d'exploitation minières et, dernièrement en mai 2023, l'émission d'une monnaie numérique de Banque centrale (token adossé à de l'or physique). En vain. La hausse des prix est attendue à 314 % sur l'année 2023 et à 222 % en 2024.

Cette situation dramatique pour les agents économiques rend illusoire l'implémentation de réformes structurelles. Le gouvernement alloue plus de 44 % des crédits à la masse salariale de la fonction publique et 18,6 % au service de la dette. Les flux d'IDE demeurent faibles et le pays souffre de coupures de courant dues au sous-investissement.

## Élections en trompe-l'œil

Dans ces conditions, la croissance 2023, comprise entre 4,8 et 5,5 % selon les estimations, relève quasiment de l'exploit. L'activité et les recettes ont été tirées par la vigueur des cours de l'or et du nickel (qui totalisent 25 % du PIB) et par le dynamisme de la production de lithium, dont l'exportation est désormais réglementée pour favoriser la transformation locale. Le secteur agricole pèsera sur la croissance future, les conditions météorologiques ayant été médiocres en 2023. La progression de l'activité devrait se limiter à 3,5 % en 2024. Politiquement, le président Emmerson Mnangagwa a été réélu en août 2023 avec 52,3 % des voix, plébiscité dans les métropoles de Harare et Bulawayo. La régularité du processus et du scrutin a été mise en doute tant par la SADC que par le Commonwealth.

# AFRIQUE DE L'EST

## Une résilience à toute épreuve ?

Alors que les tensions géopolitiques s'exacerbent dans le sillage de la crise soudanaise et de la revendication éthiopienne d'un droit d'accès à la mer, la communauté de l'Afrique de l'Est s'organise et demeure pour l'instant l'une des régions les plus dynamiques et les plus attractives pour les investissements.



BURUNDI.....	121	RWANDA.....	127
DJIBOUTI.....	122	SOMALIE.....	127
ÉRYTHRÉE.....	123	SOUDAN.....	128
ÉTHIOPIE.....	124	SOUDAN DU SUD.....	129
KENYA.....	125	TANZANIE.....	130
OUGANDA.....	126		

Données économiques des fiches pays - Banque mondiale, Fonds monétaire international (FMI), Banque africaine de développement (BAD).

Les économies du Marché commun de l'Afrique orientale et australe (Comesa) et de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE) ont été les plus dynamiques du continent en 2023, avec une croissance de 5,2% pour le Comesa – premier ex-aequo avec l'Union monétaire et économique ouest-africaine (UMEOA) – et de 5% pour la CAE. Le différentiel de croissance avec les autres grandes régions continentales est appelé à se poursuivre en 2024 : le FMI anticipe une croissance de 5,3% pour le Comesa et de 5,7% pour la CAE. Seule l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) devrait faire mieux, avec 7%.

Les performances régionales en matière d'inflation sont plus contrastées. La CAE se situe dans la fourchette basse (6,8% en 2023 et 5,6% en 2024), alors que le Comesa, organisation aux contours géographiques plus élastiques, est pénalisé par la présence en son sein de l'Éthiopie, de la RD Congo et du Zimbabwe. L'inflation, mesurée à 20,8% en 2023, devrait se maintenir à un niveau supérieur à 15% en 2024.

La région orientale de l'Afrique, ouverte aux influences de la Chine, mais aussi de l'Inde et des pays du Golfe, comptera en 2024 quatre économies du top 20 mondial en matière de croissance, selon l'Africa Outlook : l'Éthiopie, l'Ouganda, le Rwanda et la Tanzanie. Les explications à ce dynamisme sont multiples et principalement endogènes : la croissance démographique, l'urbanisation, le besoin d'équipements, les investissements dans les infrastructures et l'intégration croissante des économies. La CAE, qui ne comptait à l'origine que cinq membres – Kenya, Tanzanie, Ouganda, Rwanda, Burundi –, devient de plus en plus attractive. Après avoir été rejointe par le Soudan du Sud et la RD Congo, elle vient d'enregistrer une nouvelle adhésion, celle de la Somalie, au terme d'un processus qui aura duré dix ans. À en croire les experts, l'arrivée de Mogadiscio pourrait présager un

nouvel élargissement aux pays de la Corne de l'Afrique (Djibouti, Érythrée et peut-être Éthiopie).

### Intégration régionale

Le projet d'union monétaire, baptisé provisoirement « Sheafra » (acronyme pour shilling d'Afrique de l'Est et franc), annoncé pour 2027, a pris quelque retard et ne verra pas le jour avant le début de la prochaine décennie, officiellement en raison de tensions autour des symboles appelés à figurer sur les billets. En réalité car certains membres craignent une prédominance du Kenya dans les mécanismes de gouvernance. Les progrès de l'intégration régionale se sont matérialisés par la mise en place d'une panoplie de tarifs extérieurs communs, dont une nouvelle taxe de 35% sur certains produits finis transformés (lait, viandes, etc.). La mesure, destinée à stimuler les échanges intra-zone et l'industrialisation, n'a pas encore eu les effets escomptés, le Conseil des affaires de l'Afrique de l'Est ayant paradoxalement constaté... une hausse des importations extra-CAE.

L'attractivité de la région se vérifie également au niveau des investissements directs étrangers (IDE). Selon les derniers chiffres de la CnuCED (juillet 2023), l'Éthiopie, nouveau membre des BRICS, a été le second bénéficiaire d'IDE en Afrique subsaharienne après l'Afrique du Sud, avec 3,7 milliards de dollars. L'Ouganda, qui développe d'importants projets pétroliers avec le Français TotalEnergies (Tilenga) et le Chinois Cnooc (Kingfisher), a enregistré un record d'IDE en 2022, à 2,9 milliards de dollars (+80%). Des dynamiques de coopération Sud-Sud se mettent en place. Addis-Abeba a ainsi conclu un accord avec l'OCP, le géant marocain des phosphates, pour sécuriser un approvisionnement de 23 millions de tonnes d'engrais pour le marché éthiopien, avec, à la clé, un investissement de 2,4 milliards de dollars dans un complexe de fertilisants à Dire Dawa. Un projet de l'OCP, de moindre envergure, est également en cours avec le Rwanda.

Kenya et Tanzanie se livrent une âpre compétition pour capter des parts croissantes du trafic maritime destiné à l'approvisionnement des pays enclavés de la région (Ouganda, Rwanda, Burundi, est de la RD Congo). La Tanzanie, qui a signé une série d'accords stratégiques avec l'Inde, vise les 15 milliards d'IDE par an d'ici 2025, pour mettre en valeur son potentiel minier et développer sa connectivité. Ces chiffres, très optimistes, sont à manier avec une certaine précaution...



*La région orientale de l'Afrique comptera en 2024 quatre économies du top 20 mondial en matière de croissance.*



## *Le projet d'union monétaire annoncé pour 2027 ne verra pas le jour avant le début de la prochaine décennie.*

De réelles incertitudes entourent néanmoins la poursuite de la tendance à la hausse des IDE. D'importants projets impliquant les Émirats au Soudan comme le complexe industriel et portuaire d'Abu Amamra ont été gelés du fait de la guerre civile. Les flux vers le Kenya pourraient être impactés par les doutes sur la capacité de remboursement de Nairobi. Étranglé financièrement, le pays a consacré les deux tiers de ses recettes fiscales au service de sa dette (externe et interne) lors du premier trimestre 2023 et s'est engagé dans une douloureuse cure d'austérité. Nairobi a sollicité et obtenu l'appui du FMI pour une hausse du montant de l'enveloppe de la facilité élargie de crédit accordée en 2021. Le Kenya est en effet dans l'impossibilité de refinancer une euro-obligation de deux milliards de dollars arrivant à échéance en juin 2024. L'Éthiopie, de son côté, a été placée en défaut partiel fin décembre, faute d'avoir pu honorer une obligation de 33 millions de dollars. Addis-Abeba négocie la restructuration de sa dette dans le cadre du G20 et avec la Chine.

Le net ralentissement des flux d'IDE chinois constitue un défi majeur pour les États d'Afrique de l'Est, qui montrent une certaine ambivalence sur le sujet. Le Kenya de William Ruto, qui avait adopté en 2022 une position de grande fermeté vis-à-vis de Pékin, semble revenu à des sentiments plus amicaux. Il a participé, aux côtés du Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed, au troisième Forum des Nouvelles routes de la soie organisé en octobre dans la capitale chinoise. Il en a profité pour solliciter une nouvelle aide des investisseurs chinois. Le Kenya a en outre adhéré à la Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB), créée à l'initiative de Pékin. Au même moment, la présidente tanzanienne Samia Suluhu Hassan choisissait d'assister à New Delhi à un forum d'affaires indien...

### **Nouvelles tensions dans la Corne ?**

Le Soudan et la région de la Corne de l'Afrique restent les théâtres de conflits sanglants et d'importants foyers de tensions géopolitiques. À Khartoum, la rivalité latente entre les deux figures de l'establishment politico-

militaire, le président du Conseil de souveraineté, le général Abdel Fattah al-Burhan, et le chef des Forces de soutien rapide (RSF), le général Mohamed Daglo « Hemetti », a dégénéré le 15 avril 2023 en affrontement armé d'une intensité inouïe. Les RSF, qui disposent d'une puissance de feu presque équivalente à celle de l'armée gouvernementale, ont pris le contrôle d'un tiers environ du territoire, dont leur bastion du Darfour et la moitié sud de la capitale. Les infrastructures du pays ont été lourdement endommagées, à l'image de l'aéroport de Khartoum, devenu inutilisable, de barrages et de raffineries. Rien que dans la capitale, 600 usines ont fermé. Toutes les tentatives de médiation, effectuées sous la houlette de l'ONU, des pays arabes ou de l'Autorité intergouvernementale pour le développement (Igad), l'organisation de la sous-région, ont pour l'instant échoué devant l'intransigeance des belligérants. Le conflit a fait au moins cinq millions de déplacés et plongé 42% de la population soudanaise dans un état d'insécurité alimentaire aigu.

L'évolution de l'Éthiopie, colosse démographique de la région, avec ses 120 millions d'habitants, inquiète ses voisins. Le retour à la paix dans la région séparatiste du Tigré s'est accompagné d'un regain d'aventurisme sur le plan extérieur. Addis-Abeba reste inflexible sur la question du remplissage du barrage de la Renaissance, qualifié de menace existentielle par l'Égypte, qui craint une réduction du débit du Nil. Et, le 13 octobre, le Premier ministre Abiy Ahmed a usé d'une rhétorique particulièrement belliqueuse en affirmant le « droit naturel de l'Éthiopie à disposer d'un accès à la mer ». À l'étroit dans ses frontières, l'ancien royaume d'Abyssinie est en effet privé de tout débouché maritime depuis l'indépendance de l'Érythrée, en 1993. Ces déclarations ont semé l'émoi, de Djibouti à Asmara. Le 1<sup>er</sup> janvier 2024, l'Éthiopie et la république séparatiste du Somaliland ont signé un protocole d'accord octroyant 20 kilomètres du littoral somalilandais pour une durée de 50 ans à son grand voisin de l'ouest. L'Éthiopie, qui projette d'installer une base navale dans le port de Zeilah, promet en échange de « s'engager vers une reconnaissance officielle de l'indépendance » de l'ex-Somalie britannique, qui s'est de facto détachée de la Somalie depuis 1991. Ce deal, juridiquement discutable au regard du droit international, a plongé l'Union africaine dans l'embarras et suscité une levée de boucliers à Mogadiscio...

*Samy Ghorbal*



# BURUNDI

## Impossible réconciliation

La dégradation des rapports avec Kigali intervient alors que le Burundi est devenu l'un des principaux alliés de Kinshasa au Sud-Kivu. Sur le plan intérieur, Gitega fait face à une pénurie de devises qui entretient l'inflation.



**Président :** Évariste Ndayishimiye  
**Premier ministre :**  
Gervais Ndirakobuca  
**Population (millions) :** 13,3  
**Superficie ( km<sup>2</sup> ) :** 27 834  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 836  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 3,3  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 20,1

La timide détente avec le Rwanda amorcée après l'accession au pouvoir d'Évariste Ndayishimiye aura finalement été de courte durée. Les autorités de Gitega ont annoncé en janvier 2024 la fermeture de la frontière commune, qui avait été péniblement rouverte entre mars et octobre 2022. Le Burundi accuse son voisin du nord de financer les rebelles Red-Tabara, responsables d'une attaque qui a coûté la vie à une vingtaine de personnes dans la province de Bujumbura, le 20 décembre 2023. Ce regain de tension intervient alors que le contexte régional oppose les deux pays. Le Burundi, devenu un des principaux alliés africains de la RD Congo, a déployé une force combattante d'un millier de soldats dans le Sud-Kivu pour lutter, aux côtés des forces armées congolaises, contre les rebelles du M-23. Des rebelles eux-mêmes soutenus et entraînés par Kigali...

La crispation est également perceptible sur la scène intérieure. L'ancien Premier ministre et ex-numéro deux du régime, Alain-Guillaume Bunyoni, arrêté en avril 2023, a été condamné à la prison à perpétuité en décembre. Il était accusé d'atteinte à la sûreté de l'État, de complot, et d'enrichissement illicite. Le gouverneur de la Banque centrale a été démis et arrêté, en octobre 2023, pour blanchiment et détournement de devises, alors que le pays fait face à une pénurie de devises avec des réserves de change inférieures au seuil critique de un mois d'importations. Tirée par la hausse des denrées alimentaires, elle-même conséquence de l'enclavement et des difficultés d'approvisionnement, l'inflation a dépassé les 20 % au cours de l'année écoulée, créant une situation particulièrement délicate pour les ménages du pays le plus pauvre d'Afrique. Le FMI, qui prévoit une croissance de 4,3 % en 2024, a validé un financement de 271 millions de dollars sur 38 mois pour soutenir les réformes.



Rhythm and News\*

Paris 107.5

Melun 92.3 | Mantes-La-Jolie 87.6 | Abidjan 91.1

Lille, Rouen, Le Havre, Paris, Rennes, Orléans, Angers, Nantes, Nice, Saint-Nazaire, Strasbourg, Lyon, Limoges, Bordeaux, Toulouse, Marseille

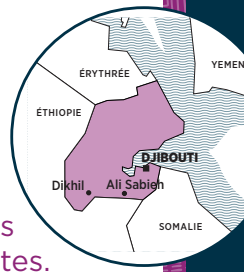
\*Rythme et Actualités



## DJIBOUTI

## Dynamisme retrouvé

L'économie du pays a renoué avec une croissance soutenue, tirée par des activités logistiques et portuaires toujours florissantes. Sur le plan politique, le président Guelleh a annoncé vouloir se retirer en 2026.



**Président :** Ismaïl Omar Guelleh  
**Premier ministre :** Abdoukader Kamil Ali  
**Population (millions) :** 1,03  
**Superficie ( km<sup>2</sup> ) :** 23 200  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 5 893  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 5  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 1,2

La reprise économique se confirme à Djibouti : la croissance, qui a atteint la barre des 5% en 2023, devrait accélérer à 6,1% en 2024, dans le sillage de la croissance des activités portuaires et de la poursuite des projets d'investissement dans les infrastructures. Le port de Djibouti, classé au 26<sup>ème</sup> rang mondial pour le trafic de containers, et qui a traité 10 millions de tonnes de fret l'an dernier, vient de réceptionner son premier dock flottant. Long de 215 mètres, il permettra de réparer des navires de 50 000 tonnes. Il a représenté un investissement de 112 millions de dollars, qui devrait être rapidement amorti.

Vital pour l'économie du pays, devenu le hub logistique et commercial de la Corne de l'Afrique, le trafic portuaire est un sujet de frictions avec Addis-Abeba. Plus de 90% des marchandises entrant en Éthiopie par voie terrestre transitent par Djibouti. Les officiels éthiopiens ont multiplié les critiques sur les coûts liés à cette activité et les tracasseries dont seraient victimes ses chauffeurs et transitaires, évoquant un manque à gagner annuel de 1,5 milliard de dollars. En réalité, à en croire les Djiboutiens, ce chiffre se situerait davantage autour de 400 millions. Cette polémique, nourrie par les déclarations du Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed sur « le droit de sa nation à disposer d'un accès à la mer », souligne la dépendance réciproque entre les deux voisins, dont les relations diplomatiques ont viré à l'aigre depuis 2018.

## Dernier mandat pour IOG

Les projets intégrateurs se poursuivent cependant. Les capacités de l'aqueduc Éthiopie/Djibouti vont être portées à 100 000 m<sup>3</sup>, contre 20 000 actuellement, grâce à un financement chinois (Eximbank) de 327 millions de dollars. Le flux de marchandises transportées par voie ferrée a augmenté de 40% en 2023, à deux millions de tonnes.

Sur le plan politique, le président Ismaïl Omar Guelleh, réélu en 2021 pour un cinquième mandat, et dont la coalition a très largement remporté les législatives de mars 2023, a annoncé son intention de passer la main en 2026. Mais aucune indication n'a filtré sur le choix de son successeur.

Djibouti, port de mouillage pour les navires de la coalition internationale qui tente de sécuriser la mer Rouge, renégocie avec Paris les termes du Traité de coopération en matière de défense, arrivant à échéance en mai 2024. Les exonérations fiscales accordées aux 1500 soldats français de la base sont au cœur des discussions. Partenaire stratégique majeur du pays, la France a réalisé 111 millions d'euros d'échanges avec Djibouti en 2023 (+30%). Ces flux sont quasi-exclusivement alimentés par les exportations françaises (110 millions d'euros). La diffusion des produits français est facilitée par la présence d'enseignes de la grande distribution (Géant Casino) opérées par un franchisé local, le groupe Coubèche.

## BAROMÈTRE CIAN 2023

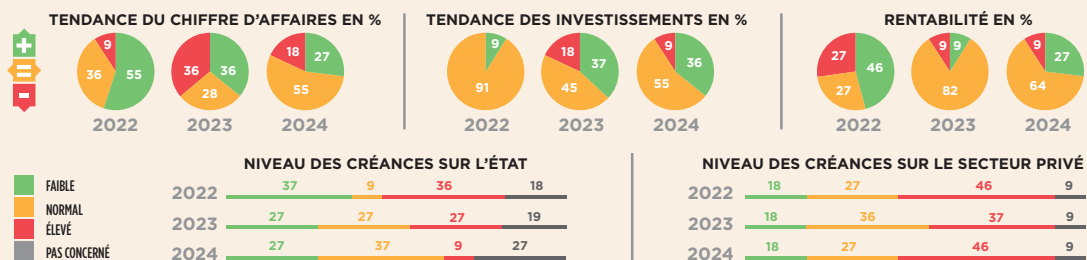
## POINTS FORTS

- Réseau portuaire
- Qualité du secteur bancaire
- Financement des importations
- Sécurité des personnes

## POINTS FAIBLES

- Coût de l'électricité
- Système de formation
- Procédure de dédouanement
- Qualité de l'encadrement et main d'œuvre

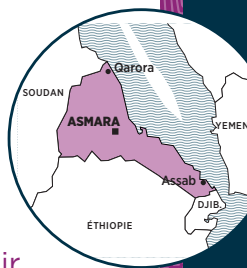
Note globale moyenne : 2,8 sur 5 ➡ vs 2022



# ÉRYTHRÉE

## Prudente normalisation

Le dynamisme des industries extractives tire la croissance de l'économie la plus autarcique d'Afrique. Asmara tente d'élargir son socle d'alliances régionales alors que ses relations avec Addis-Abeba traversent une phase de crispation.



Président : Isaias Afewerki  
Population (millions) : 3,84  
Superficie (km<sup>2</sup>) : 117 600  
PIB/hab 2022 (USD, ppa) : 1 628  
Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) : 2,6  
Inflation 2023 (% , est.) : 6,4

L'Érythrée a enregistré une croissance de 2,6% de son PIB, en ligne avec les prévisions, et devrait voir la progression de l'activité accélérer à 3,2% en 2024, dans le sillage de l'entrée en exploitation du méga-complexe minier Colluli (potasse). La société minière canadienne Alpha Exploration Ltd, détentrice d'un permis de 771 km<sup>2</sup> dans la région de Kerkasha, a annoncé la découverte de dépôts d'or significatifs dans le gisement d'Aburna. La zone avait été anciennement exploitée, de manière artisanale, par les Italiens, et recèlerait un potentiel très prometteur. La prédominance des industries extractives – plus de 90% des exportations du pays, qu'on compare volontiers à « la Corée du Nord de l'Afrique » –, pourrait cependant exposer l'économie à des vulnérabilités, en cas de ralentissement de la demande en Chine, son principal client.

### Détente contrariée

Sur le plan diplomatique, le régime d'Isaias Afewerki s'est

engagé dans une prudente entreprise de normalisation avec ses voisins. Les liens ont été renforcés avec le Kenya et la Somalie. Et Asmara a réintégré l'Igad, l'organisation de la Corne de l'Afrique, qu'elle avait quitté en 2007. Le pays a aussi renoué avec certaines institutions de développement, comme la BAD, qui a approuvé un décaissement de 50 millions de dollars pour une centrale solaire à Dekemhare.

La paix avec l'Éthiopie, scellée en 1998 après l'arrivée au pouvoir d'Abiy Ahmed, semble en revanche fragilisée. Addis-Abeba accuse l'Érythrée de renâcler à évacuer certaines portions du territoire du Tigré, et de soutenir en sous-main les rebelles de l'Amhara. Asmara, de son côté, s'inquiète des déclarations belliqueuses du Premier ministre éthiopien sur « le droit de l'Éthiopie à disposer d'un accès à la mer », et de possibles revendications sur le port d'Assab.

# 35 Nord

## AFRICA & ADVOCACY

Agence de communication stratégique  
dédiée à l'Afrique



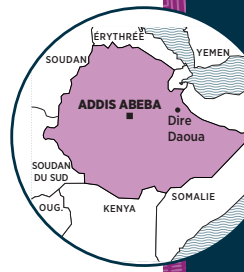
@35nord

www.35nord.com

## ÉTHIOPIE

## Vulnérabilité financière

En défaut partiel depuis fin 2023 et confrontée à une crise de liquidités, Addis-Abeba espère parvenir à un accord crucial avec le FMI. La croissance reste soutenue mais la politique extérieure des autorités inquiète.



**Présidente :** Zewde Sahle-Work  
**Premier ministre :** Abiy Ahmed  
**Population (millions) :** 125  
**Superficie ( km<sup>2</sup> ) :** 1 104 300  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 2 812  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 6,1  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 20,7

Alors que les séquelles de la guerre du Tigré s'estompent peu à peu, et en dépit de troubles récurrents en Amhara, deuxième région la plus peuplée du pays, l'Éthiopie a renoué avec ses niveaux de croissance pré-covid. Le PIB national a progressé de 6,1 % en 2023. Il devrait croître au même rythme en 2024. Mais la dépréciation continue de la monnaie, le birr, alimente une inflation qui a dépassé 29 % en 2023. Les prévisions pour 2024 tablent sur une légère amélioration, mais l'atteinte ou non de la cible dépendra in fine de la capacité des autorités à juguler la crise de la dette. Bien que relativement modeste au regard des standards internationaux – 40 % du PIB, dont une moitié d'encours extérieur –, l'endettement éthiopien est devenu un risque majeur. Le pays est en situation de défaut partiel après avoir échoué à rembourser une obligation de 33 millions de dollars, fin décembre, et a vu sa note rétrogradée par les grandes agences.

L'Éthiopie, qui a souffert du retrait des bailleurs multilatéraux pendant la période de guerre civile, a obtenu des aménagements auprès de son allié chinois (14 milliards de dollars d'encours), à l'été 2023. Addis-Abeba espérait se voir accorder un programme financier de 3,5 milliards de dollars par le FMI avant la fin du premier trimestre 2024. La conclusion de cet accord est déterminante, car elle conditionne la prolongation de la suspension du service de la dette négociée avec le Club de Paris.

Addis-Abeba - Éthiopie



## Balance commerciale déficitaire

La vulnérabilité financière de l'Éthiopie s'explique par le caractère structurellement déficitaire de sa balance commerciale. Les exportations (café, oléagineux, khat, fleurs, or et textiles), ne représentaient que 3,4 % du PIB en 2022, soit 4,1 milliards de dollars. Sur la même période, les importations se sont élevées à 15 % du PIB, soit 18,1 milliards de dollars. En partie imputable à l'explosion des cours des hydrocarbures et des denrées alimentaires, cette dégradation des comptes extérieurs a provoqué une sévère pénurie de devises aux effets en cascade.

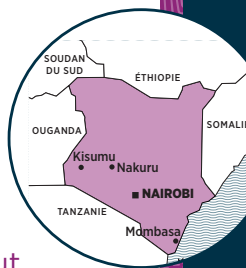
Face à ces difficultés, le gouvernement d'Abiy Ahmed a tenté de faire diversion, dans ce qui s'apparente à une fuite en avant nationaliste, en se montrant inflexible dans les négociations avec l'Égypte (remplissage du barrage de la Renaissance), en accusant Djibouti de prélever des dîmes exorbitantes à ses chauffeurs routiers, et en revendiquant un « droit naturel » à accéder aux rives de la mer Rouge...

Le commerce avec la France a atteint 430 millions d'euros en 2023 dont 348 millions d'exportations françaises, un total en progression mais encore en deçà du niveau de 2021 (473 millions d'euros). La signature, en novembre, d'une commande ferme de onze Airbus A-350-900 par Ethiopian Airlines, qui veut doubler sa flotte à l'horizon 2035, devrait redonner de l'envergure aux échanges dans les années à venir.

# KENYA

## Cure d'austérité

La dégradation des conditions de crédit à l'international complique le refinancement de l'importante dette kenyane. Nairobi peut néanmoins compter sur le soutien multilatéral et sur les transferts de sa diaspora.



**Président :** William Ruto  
**Vice-président :** Rigathi Gachagua  
**Population (millions) :** 58,5  
**Superficie ( km² ) :** 580 400  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 5 765  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 5  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 6,6

La crise de la dette, qui s'était invitée au menu de l'élection présidentielle d'août 2022, constitue désormais une réalité lancinante pour les Kenyans. Étranglé financièrement, l'État a consacré les deux tiers des recettes fiscales du premier trimestre 2023 au remboursement des dettes externes et internes, dont le montant additionné avoisine 70 % du PIB. Le gouvernement a taillé dans les dépenses d'investissement, qui ont atteint leur niveau le plus bas depuis cinq ans, et doublé la TVA sur les produits pétroliers, portée à 16 %. Les mesures sociales comme la facilitation de l'accès à la propriété ou la réduction du coût des engrais n'ont pas suffi à calmer les critiques qui entourent désormais l'action du président William Ruto, comptable d'une situation dont il a hérité de son prédécesseur.

Le Kenya a été directement impacté par la dégradation des conditions de crédit provoquée par les resserrements monétaires intervenus aux États-Unis et en Europe, qui l'empêchent de se refinancer sur les marchés internationaux. Le pays peut néanmoins compter sur le soutien du FMI, qui a accepté le principe de l'octroi d'une rallonge de 938 millions de dollars pour l'aider à régler l'euro-obligation de deux milliards de dollars remboursable en juin 2024. La Banque mondiale prévoirait jusqu'à 12 milliards de prêts au Kenya sur les trois prochaines années.

### Croissance résiliente

Ce climat a lourdement pesé sur la performance de la Bourse de Nairobi, dont la capitalisation est tombée à son plus bas niveau depuis onze ans. Le titre Safaricom, fleuron de la tech kenyane, a vu son cours divisé par trois en 2023. Ces incertitudes financières n'ont cependant pas encore entravé la dynamique de la croissance. L'activité a progressé de 5 % en 2023 et devrait croître dans les mêmes proportions en 2024, alors que l'inflation, actuellement sur un plateau à 7,7 %, pourrait entamer un léger reflux. Les transferts de fonds des trois millions de Kenyans de la diaspora ont décuplé en dix ans, atteignant le montant record de 4,19 milliards de dollars. C'est plus que les recettes cumulées des trois premières exportations du pays : le thé, les fleurs et le café.

Les échanges commerciaux avec la France se sont élevés à 312 millions d'euros en 2023 (stable), dégageant un excédent de 24 millions en faveur de Paris. L'absence de grands contrats et un positionnement inadapté des produits français, peu compétitifs pour la classe moyenne émergente kenyane, explique cette relative stagnation. Mais les implantations d'entreprises françaises sont assez nombreuses (120), Nairobi étant à la fois un centre financier et une porte d'entrée naturelle vers les autres pays de la CAE. L'approbation, le 18 décembre, de l'accord de partenariat économique avec l'Union européenne, pourrait stimuler les échanges et constitue un signal positif pour les investisseurs.

### BAROMÈTRE CIAN 2023

#### POINTS FORTS

- Réseau télécoms
- Coût de la main d'œuvre
- Sécurité des personnes
- Réseaux routier, aérien et portuaire

#### POINTS FAIBLES

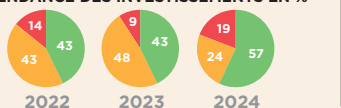
- Corruption
- Coût de l'énergie
- Environnement fiscal
- Douanes

Note globale moyenne : **2,9 sur 5** vs 2022

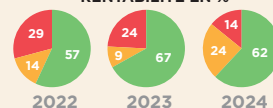
TENDANCE DU CHIFFRE D'AFFAIRES EN %



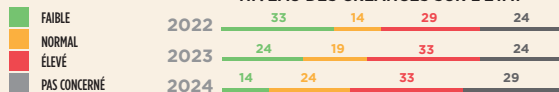
TENDANCE DES INVESTISSEMENTS EN %



RENTABILITÉ EN %



NIVEAU DES CRÉANCES SUR L'ÉTAT



NIVEAU DES CRÉANCES SUR LE SECTEUR PRIVÉ

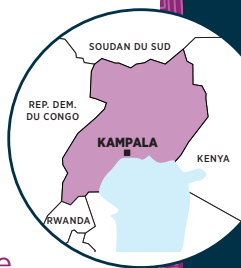


FAIBLE  
 NORMAL  
 ÉLEVÉ  
 PAS CONCERNÉ

# OUGANDA

## Cap au sud !

Les contentieux se multiplient avec les pays et les organisations de la société civile occidentaux alors que Kampala attire un flux record d'IDE. Hermétique aux critiques, le président Museveni se pose en champion du Sud global.



**Président :** Yoweri Museveni  
**Premier ministre :** Robinah Nabbanja  
**Population (millions) :** 51,3  
**Superficie ( km<sup>2</sup> ) :** 241 600  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 2 693  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 5,7  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 4,7

En dépit d'une croissance légèrement revue à la baisse en 2023 (4,6% au lieu de 5,6% prévus), l'Ouganda affiche de solides performances macro-économiques. L'inflation a été nettement en dessous des attentes, à 2,6%, et devrait rester sous la barre des 5% en 2024, alors que les salaires réels progressent. Le FMI anticipe 5,7% de croissance pour 2024. Surtout, le pays a enregistré une moisson record d'IDE en 2022 : 2,9 milliards de dollars, en augmentation de 80%. Le stock d'IDE dépasse désormais les 18 milliards de dollars. Les trois quarts des flux ont été drainés par le secteur des hydrocarbures, avec les projets Tilenga du Français TotalEnergies et Kingfisher des Chinois de Cnooc.

L'Unoc, la compagnie pétrolière nationale, a conclu un partenariat avec les Émiratis d'Alpha MBM Investment pour développer un complexe de raffinage d'une capacité de 60 000 barils/jour à Hoina. D'une valeur totale de quatre milliards de dollars, ce projet a néanmoins connu de nombreuses vicissitudes depuis 2015, avec les retraits successifs de consortiums russo-coréen et américain. Les IDE dans le secteur bancaire et les télécoms ont atteint respectivement 200 et 500 millions de dollars. Mais l'introduction en bourse de l'opérateur Airtel Uganda, détenu majoritairement par l'Indien Bahrti, a rencontré un succès mitigé avec seulement 54,5% de souscriptions pour 20% du capital proposé.

### Virage anti-occidental

Prometteur sur le plan économique, l'Ouganda prend ses distances avec l'Occident. Le pays a été exclu du programme américain de l'Agoa (exemption de droits de douane pour les produits africains), après l'adoption, en mai 2023, d'une nouvelle législation durcissant encore la répression contre la communauté LGBT. Des coopérations de la Banque mondiale ont été suspendues pour les mêmes raisons. Le président Yoweri Museveni, qui ne prend pas de gants pour dénoncer l'impérialisme moral occidental, a également été fortement irrité par les critiques du Parlement européen et des organisations écologistes du vieux continent visant le projet d'oléoduc Eacop, qui doit acheminer les hydrocarbures du Lac Albert (Tilenga) vers le port tanzanien de Tanga.

Devenu « chantre du Sud global », le chef de l'État ougandais a accueilli successivement à Kampala en janvier 2024 le sommet du Mouvement des non alignés et celui du « Groupe des 77 ». Ces deux organisations issues des luttes du Tiers-Monde se veulent aujourd'hui des arènes du Sud global. Museveni, qui avait aussi reçu en grande pompe le président iranien Ebrahim Raïssi quelques mois plus tôt, a pris les rênes de ces deux instances, qui lui serviront à la fois de tribune et de caisse de résonance.

Les investissements de TotalEnergies n'étant pas comptabilisés, car réalisés via les Pays-Bas, les échanges commerciaux avec la France demeurent modestes, à 74 millions d'euros.

## BAROMÈTRE CIAN 2023

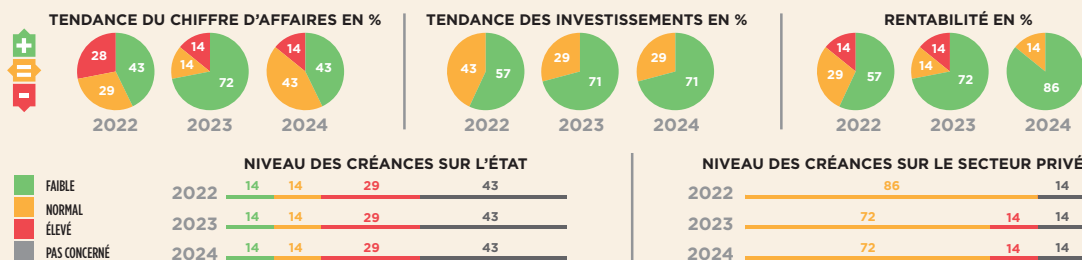
### POINTS FORTS

- Réseau télécoms
- Qualité et stabilité de la main d'œuvre
- Droit du travail
- Fiabilité des partenaires locaux

### POINTS FAIBLES

- Réseau ferré et portuaire
- Incitation à l'investissement
- Coût des transports aériens
- Délai des procédures judiciaires

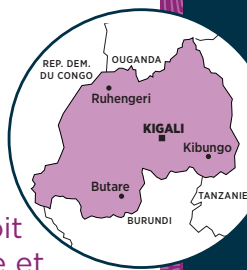
Note globale moyenne : 3,4 sur 5 + vs 2022



## RWANDA

## Les limites du modèle

Champion incontesté de la croissance au cours de la décennie écoulée, le pays doit composer avec l'augmentation de sa dette et imaginer de nouveaux leviers de développement.



**Président :** Paul Kagame  
**Premier ministre :** Edouard Ngirente  
**Population (millions) :** 14,1  
**Superficie ( km<sup>2</sup> ) :** 26 338  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 2 793  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 6,2  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 6

Paul Kagame, qui exerce la magistrature suprême depuis 2000 mais gouverne en réalité depuis 1994, sera candidat à l'élection présidentielle du 15 juillet 2024. L'issue de ce scrutin couplé aux élections législatives ne fait guère de doutes pour ce leader, critiqué pour son autoritarisme et ses ingérences, mais encensé, sur le continent et au-delà, pour ses résultats économiques. À 66 ans, il peut en effet se prévaloir d'un bilan flatteur. L'espérance de vie a progressé de 20 ans depuis 2000, alors que la mortalité maternelle et infantile a été divisée par cinq. Le taux de raccordement à l'électricité a doublé en dix ans. Le pays est parvenu à l'autosuffisance en matière de semences et a doublé la surface de ses terres cultivées. Et la croissance économique a été de 6,9% en moyenne entre 2017 et 2023.

Le Rwanda a réussi à absorber les chocs externes (crise Covid, guerre en Ukraine), qui ont cependant dégradé ses

comptes publics et fait flamber la dette, passée de 19% du PIB en 2010 à près de 65% aujourd'hui. La structure des prêts accordés à Kigali, essentiellement concessionnels et multilatéraux, rend cet endettement encore soutenable. La trajectoire de la dette nourrit cependant des interrogations sur la capacité du Rwanda à maintenir un niveau d'investissement public élevé et sur la vigueur de la croissance future. Le gouvernement table sur une progression du PIB de 6,6% en 2024 et sur un reflux de l'inflation à 6%, contre 14,5% en 2023.

Le pays, qui disposerait de très importantes ressources en sous-sol, entend également développer sa production de minéraux critiques (lithium, coltan, étain) et se positionner en fournisseur stratégique de l'Union européenne. Enfin, ses exportations d'or ont atteint 750 millions de dollars en 2023.

## SOMALIE

## Le spectre de la partition

Le gouvernement a obtenu l'annulation de 4,5 milliards de dette. Cette bonne nouvelle a été éclipsée par l'accord signé entre l'Éthiopie et les séparatistes du Somaliland, suscitant la colère à Mogadiscio.



**Président :** Hassan Cheikh Mohamoud  
**Premier ministre :** Hamza Abdi Barre  
**Population (millions) :** 17,3  
**Superficie ( km<sup>2</sup> ) :** 637 500  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 1 711  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 2,8  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 5,7

« Une agression et une violation flagrante de sa souveraineté » : c'est en ces termes que la Somalie a réagi à l'accord controversé signé le 1er janvier entre Addis-Abeba et les autorités de la république séparatiste du Somaliland, qui prévoit l'implantation d'une base navale éthiopienne à Zeilah et la « location » pour 50 ans d'une bande littorale de 50 kilomètres de long et 20 de large au profit de l'Éthiopie. Le Parlement somalien a immédiatement adopté une loi annulant l'accord maritime illégal. La perspective d'une reconnaissance par Addis-Abeba de l'indépendance du Somaliland entérinerait la partition de fait de la Somalie et a suscité l'émoi jusque dans les rangs des miliciens islamistes shebabs en lutte contre le gouvernement central. La Ligue arabe s'est placée du côté de Mogadiscio. Le Conseil de paix et sécurité de l'Union africaine a mandaté l'ancien président Nigerian Olusegun

Obasanjo pour une médiation complexe visant à ramener l'Éthiopie dans les clous du droit international.

La Somalie, toujours très dépendante de l'élevage (60% du PIB), avait enregistré une moisson de nouvelles positives en 2023. Le pays, qui a réalisé 2,8% de croissance et a vu l'inflation refluer à 5,7%, a obtenu l'annulation irrévocable de 4,5 milliards de dollars de dette extérieure, le 13 décembre. Cette décision marque le point d'achèvement de l'initiative PPTE (Pays pauvres très endettés) et offrira un ballon d'oxygène aux finances publiques. La croissance devrait s'élever à 3,7% en 2024.

Mogadiscio a également adhéré formellement à la CAE et espère maintenant attirer des investisseurs pour valoriser ses terres arables et son potentiel halieutique. La persistance des actes de piraterie le long des côtes rend cependant cette perspective pour le moins incertaine.

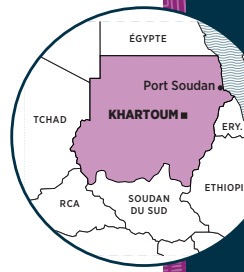
## SOUDAN

## La guerre des généraux

La rivalité latente entre les deux dirigeants militaires de la transition a viré en un affrontement armé dévastateur qui laisse le pays exsangue.

Le conflit qui a éclaté le 15 avril 2023 et qui oppose les forces gouvernementales du général Abdel Fattah al-Burhan, président du Conseil de souveraineté, aux Forces de soutien rapide (RSF), la milice du général Mohamed Daglo, plus connue sous le nom de « Hemetti », a provoqué le déplacement d'au moins huit millions de personnes. Les combats à l'arme lourde ont anéanti les infrastructures et ruiné le pays. Selon le FMI, l'activité économique se serait contractée de 18,3 % au cours de l'année écoulée et l'inflation dépasserait les 250 %. A cette flambée des prix s'ajoutent les pénuries plus aiguës dans les zones contrôlées par les RSF. Au total, selon l'ONU, plus de 40 % des Soudanais seraient en insécurité alimentaire.

Si les racines de la crise sont à rechercher dans la rivalité entre les deux généraux, qui codirigeaient le pays depuis le renversement d'Omar El Béchir, en 2019, les ingérences



Président du Conseil de souveraineté :

Abdel Fattah al-Burhan

Population (millions) : 47

Superficie ( km<sup>2</sup> ) : 1 883 000

PIB/hab 2022 (USD, ppa) : 4217

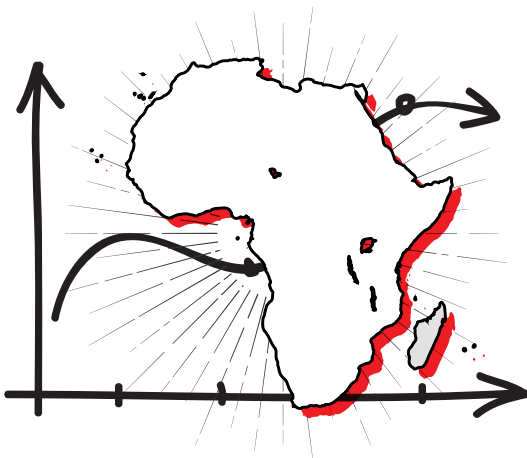
Croissance du PIB réel,

2023 (% , est.) : -18,3

Inflation 2023 (% , est.) : 256

extérieures contribuent à le faire durer. Le président du Conseil de souveraineté, Abdel Fattah al-Burhan, dispose du soutien de l'Égypte. « Hemetti », dont les miliciens se sont rendus coupables d'exactions à grande échelle au Darfour, est appuyé en sous-main par les Émirats arabes unis, qui voient en lui un instrument pour contrebalancer l'influence supposée des islamistes dans l'armée soudanaise et par l'Érythrée. Le chef des RSF semble en passe de prendre l'avantage sur le terrain. Sa tournée, qui l'a mené en Ouganda, à Djibouti, en Éthiopie, au Kenya, au Rwanda et en Afrique du Sud, en janvier 2024, lui a en outre conféré un statut diplomatique nouveau.

Toutes les médiations ayant pour l'instant échoué, il est à craindre que le conflit ne dure jusqu'à l'épuisement ou la défaite d'un des deux belligérants.



# AFRIQUE ÉCONOMIE

Du lundi au vendredi

Tout au long de la journée, l'incontournable de l'économie africaine

À suivre sur toutes les plateformes



1<sup>ère</sup> radio internationale en Afrique francophone\*

\*Source Kantar TNS - Africascope 2023



# SOUDAN DU SUD

## Dommages collatéraux

À l'approche de la présidentielle, le pays voit sa production pétrolière stagner et craint que le conflit qui déchire son voisin du nord ne compromette l'acheminement de ses exportations d'hydrocarbures.

La croissance économique, qui avait quasi-stagné en 2022, s'est finalement élevée à 3,5% en 2023, soit deux points de moins que les prévisions initiales du FMI. En cause : la stagnation de la production pétrolière. Sévèrement affectée par les inondations catastrophiques de 2021 qui ont endommagé de nombreux puits, et pénalisée par un sous-investissement dans l'outil industriel, elle a plafonné à 170.000 barils/jour en 2023. Les régions sud-soudanaises produisaient plus du double avant l'indépendance de 2011. Le gouvernement, qui souhaitait relever le niveau de production à 230.000 barils/jour en 2024, a admis que l'objectif serait inatteignable avant 2026. Juba a exhorté les principaux acteurs, dont la compagnie chinoise CNPC (104.000 barils/jour), à développer davantage leurs activités. En retour, la CNPC a obtenu l'assurance que ses licences, qui expiraient en 2027, seraient renouvelées.

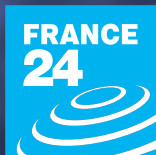


Président : Salva Kiir  
Vice-président : Riek Machar  
Population (millions) : 13,1  
Superficie ( km<sup>2</sup>) : 644 000  
PIB/hab 2022 (USD, ppa) : 1 181  
Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) : 3,5  
Inflation 2023 (% , est.) : 16,3

### Oléoducs et camions citernes

Le Soudan du Sud s'inquiète des conséquences du conflit qui fait rage chez son grand voisin du nord. Outre un nouvel afflux massif de réfugiés, la multiplication des attaques contre les oléoducs et raffineries pourrait compromettre l'acheminement des exportations pétrolières de Juba. Les autorités recherchent des alternatives et veulent relancer le projet d'oléoduc avec la ville kenyane de Lamu. Plusieurs autres projets avec l'Éthiopie et Djibouti visent à faciliter l'évacuation de la production par camions citernes vers les installations portuaires de Djibouti.

Initialement prévue en février 2023, l'élection présidentielle devrait théoriquement se tenir avant la fin 2024 et le chef de l'État sortant, Salva Kiir, a fait savoir qu'il serait candidat. La mission de l'ONU doutait cependant qu'un scrutin sûr et équitable puisse avoir lieu à l'échéance fixée.



## LE JOURNAL DE L'AFRIQUE

1<sup>ère</sup> chaîne d'information internationale en Afrique francophone\*

\*Source Kantar TNS - Africascope 2023



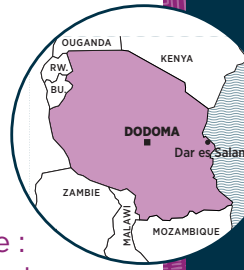
7 jours sur 7  
à 20H40 et à 21H40



## TANZANIE

Investissements,  
toujours plus

Infrastructures, immobilier, énergie, tourisme : le pays a attiré deux fois plus d'investissements en 2023 et ne compte pas s'arrêter en si bon chemin. La croissance, portée par la démographie, dépassera 6%.



**Président :** Samia Suluhu Hassan  
**Premier ministre :**  
 Kassim Majaliwa Majaliwa  
**Population (millions) :** 66  
**Superficie ( km<sup>2</sup> ) :** 947 300  
**PIB/hab 2022 (USD, ppa) :** 3 099  
**Croissance du PIB réel, 2023 (% , est.) :** 5,3%  
**Inflation 2023 (% , est.) :** 4

La Tanzanie sera, avec l'Éthiopie, l'une des économies qui devrait connaître une des plus fortes croissances en 2024, avec une prévision de 6%. Mais ses fondamentaux ne souffrent aucune comparaison avec ceux de la grande puissance fragile de la Corne de l'Afrique : l'inflation ne dépassera pas les 4%, pour la deuxième année de suite, et la dette est maîtrisée, à 40% du PIB.

Le pays se positionne comme une plateforme portuaire et logistique incontournable en Afrique de l'Est, en concurrence frontale avec le Kenya, mais dispose d'un atout supplémentaire : l'importance de ses réserves minérales, avec des gisements de cuivre, d'or, de fer, de charbon et de graphite. La Tanzanie est en quête de partenariats pour une ligne de chemin de fer de 1 000 kilomètres qui reliera sa façade océane aux rives du Lac Malawi, et permettra aussi d'évacuer les minerais. Son coût est estimé à 5,6 milliards de dollars. Le projet SGR, qui doit désenclaver les pays des Grands Lacs, est déjà sur les rails, des tronçons étant en cours de réalisation par des entreprises turques et chinoises.

La Tanzanie, qui a amélioré son climat des affaires et la protection des investissements en réformant sa loi sur l'arbitrage, a vu ses flux d'IDE nettement augmenter en 2023. Ils se sont élevés à 1,05 milliard de dollars au troisième trimestre de l'année écoulée, en hausse de 50%. La présidente Samia Suluhu Hassan, qui a multiplié les

ouvertures en direction de l'Inde, a fixé l'objectif, très ambitieux, de 15 milliards de dollars annuels pour 2025.

**Renforcer la présence**

Quoi qu'il en soit, le développement des importantes ressources gazières devrait stimuler les IDE. Les Norvégiens d'Equinor (ex-Statoil), associés à l'Américain ExxonMobil, ont multiplié les découvertes dans le Canal du Mozambique. Leurs réserves prouvées s'élèveraient à trois milliards de barils équivalent pétrole (bep). L'exploitation du gaz débutera en 2025. Préférés à TotalEnergies, qui ne semblait pas apporter les garanties suffisantes en raison de ses déboires au Mozambique voisin, les Norvégiens et les Anglo-Néerlandais de Shell ont prévu de livrer en 2029 un méga-complexe de liquéfaction de gaz, le quatrième plus grand d'Afrique, qui permettra de produire 10 millions de tonnes de GNL dont 7,5 millions destinés à l'exportation. Les échanges avec la France poursuivent leur redressement, à 116 millions d'euros, contre 81 en 2021. Ils ne sont cependant pas à la mesure du potentiel des deux pays. La France cherche à consolider sa présence sur ce marché prometteur, en multipliant les missions d'entreprises. La population tanzanienne pourrait plus que doubler d'ici à 2050 et atteindre les 150 millions d'habitants. Dar es-Salam est une des villes connaissant la plus forte croissance urbaine du continent (6,5% annuel), posant d'énormes enjeux en termes d'infrastructures et d'assainissement.

## BAROMÈTRE CIAN 2023

**POINTS FORTS**

- Réseau aérien et portuaire
- Qualité du secteur bancaire
- Sécurité des personnes
- Coûts des transports

**POINTS FAIBLES**

- Efficacité administrative et système judiciaire
- Corruption
- Système de formation et de santé
- Coût de l'électricité

**Note globale moyenne : 2,8 sur 5 🇹🇵 vs 2022**





## Le club français des entreprises en Afrique



**LES ENTREPRISES EN AFRIQUE,  
AU CŒUR DE NOTRE ACTION**



## Le Cian, en bref

Le Cian est **l'association professionnelle française** qui réunit les entreprises opérant en Afrique. Les organismes en charge du développement économique y sont également associés.

Le Cian est **ouvert à toutes les entreprises qui travaillent en Afrique** et veulent y développer leurs affaires, **quels que soient leur taille** : multinationales, ETI, PME-PMI, startups **et leur secteur** : agro-industrie, BTP, transports, industrie, distribution, santé, finance, conseil...

Tous les collaborateurs des entreprises adhérentes peuvent participer à ses activités. C'est donc **un large club de dirigeants** qui connaissent et pratiquent l'Afrique au quotidien.

Le Cian est **totalemtent indépendant** et financé par ses membres.

**“Le Cian contribue à façonner l’environnement dans lequel les entreprises évoluent en Afrique. Il accompagne ses membres dans leurs activités sur des marchés africains porteurs mais complexes.”**



**Etienne GIROS,**  
Président

### → Le Cian, en chiffres

**1979**

création du Cian

**80%**

du volume d'affaires réalisé entre l'Afrique et la France

**140**

entreprises adhérentes

**60**

milliards d'euros de chiffre d'affaires annuel réalisé par ses adhérents en Afrique

**1500**

dirigeants membres



# Le Cian, une organisation expérimentée et agile

## Un conseil d'administration

composé des représentants d'une vingtaine de sociétés de différents secteurs se réunit régulièrement.

Les entreprises composant le Conseil d'administration :

- ▶ Accor
- ▶ AGL (Africa Global Logistics)
- ▶ AGS Mobilitas
- ▶ Air France
- ▶ Air Liquide
- ▶ BNP Paribas
- ▶ Castel
- ▶ CFAO
- ▶ Compagnie Fruitière
- ▶ Compagnie Optorg
- ▶ Eranove
- ▶ Imperial Tobacco
- ▶ L'Oréal
- ▶ Orange
- ▶ Rougier
- ▶ Société Générale
- ▶ Sogea-Satom
- ▶ Somdia
- ▶ Thales
- ▶ TotalEnergies

## Un comité directeur

rassemble tous les mois les présidents des commissions thématiques et les experts qui conseillent le Cian.

## Une équipe permanente

assure le fonctionnement de l'association, son animation et sa visibilité. Elle est à l'écoute des adhérents tout au long de l'année pour les accompagner dans leurs projets sur le continent africain.

**Sandrine SORIEUL** - Directrice générale

**Etienne GIROS** - Président

**Stephen DECAM** - Secrétaire général



# Le Cian, au service de ses membres



© Lionel Guéricolas



## RÉSEAU

### Renforcer ses réseaux d'affaires et institutionnels

Les adhérents du Cian bénéficient de **mis en relation** pour **échanger avec leurs pairs, partager leurs expériences et nouer des collaborations fructueuses**.

Le Cian leur permet aussi d'accéder à l'écosystème politique et économique africain ainsi qu'aux principaux interlocuteurs politiques, publics et médiatiques français qui pourront les accompagner le cas échéant dans l'accomplissement de leurs projets.



## EXPERTISE

### Informier et conseiller

Le Cian permet aux entreprises de **s'informer sur leur environnement** afin de renforcer leur capacité à piloter leurs affaires en Afrique. Cette expertise se manifeste notamment par la **tenue régulière de commissions thématiques, la publication de guides pratiques et la diffusion de notes techniques ou de position**.

Le Cian peut sur demande intervenir au sein des entreprises ou lors de leurs événements afin **d'apporter son expertise sur l'Afrique**.

Il s'adresse aux différentes fonctions de l'entreprises : direction Afrique, DRH, direction financière, juridique, RSE etc.



## INFLUENCE

### Promouvoir et défendre les intérêts des entreprises, en Afrique et en Europe

Le Cian développe un **plaidoyer** sur les valeurs qui animent ses membres et sur les sujets d'actualité. Il porte l'image du secteur privé en Afrique auprès des États français et africains, des ambassades, des bailleurs de fonds (AFD, Banque mondiale, BAD...), et de l'opinion publique. Enfin, **le Cian représente les entreprises auprès des organisations internationales** comme l'OCDE, l'Ohada ou l'Union européenne, notamment grâce à son intégration à l'European Business Council for Africa (Ebcam), dont il assure la présidence depuis 2018.

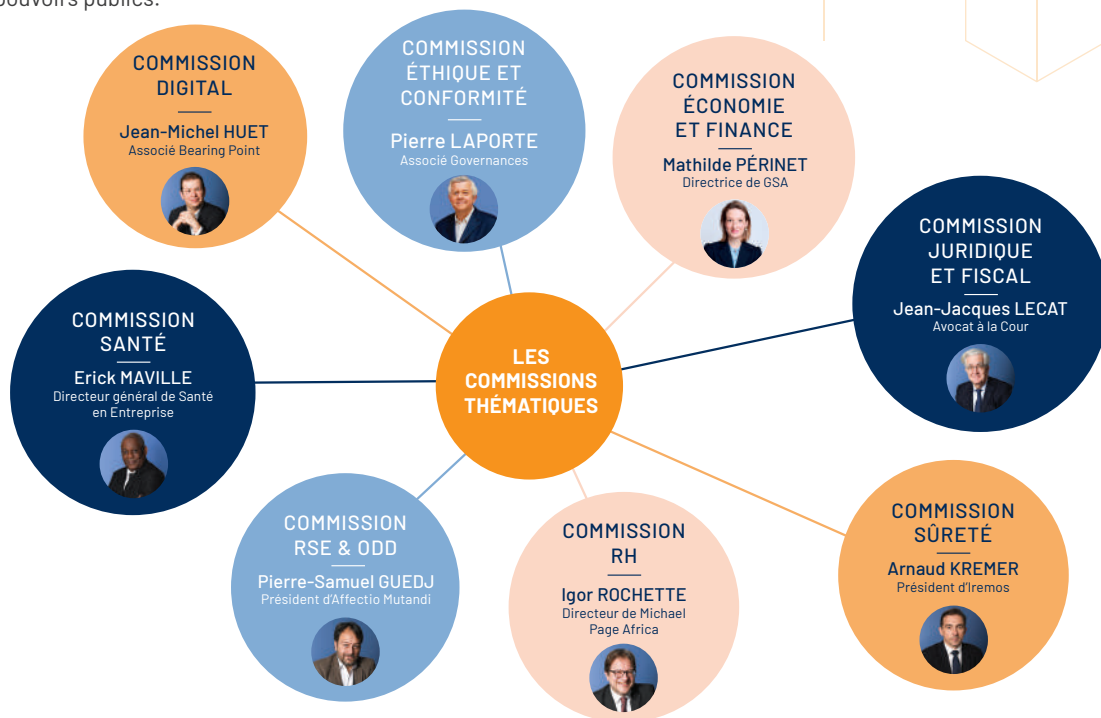
L'intervention des équipes du Cian aux événements majeurs dédiés à l'Afrique lui permet de relayer et d'amplifier ses messages en faveur des entreprises et pour la promotion du continent.



# Le Cian, une méthode participative

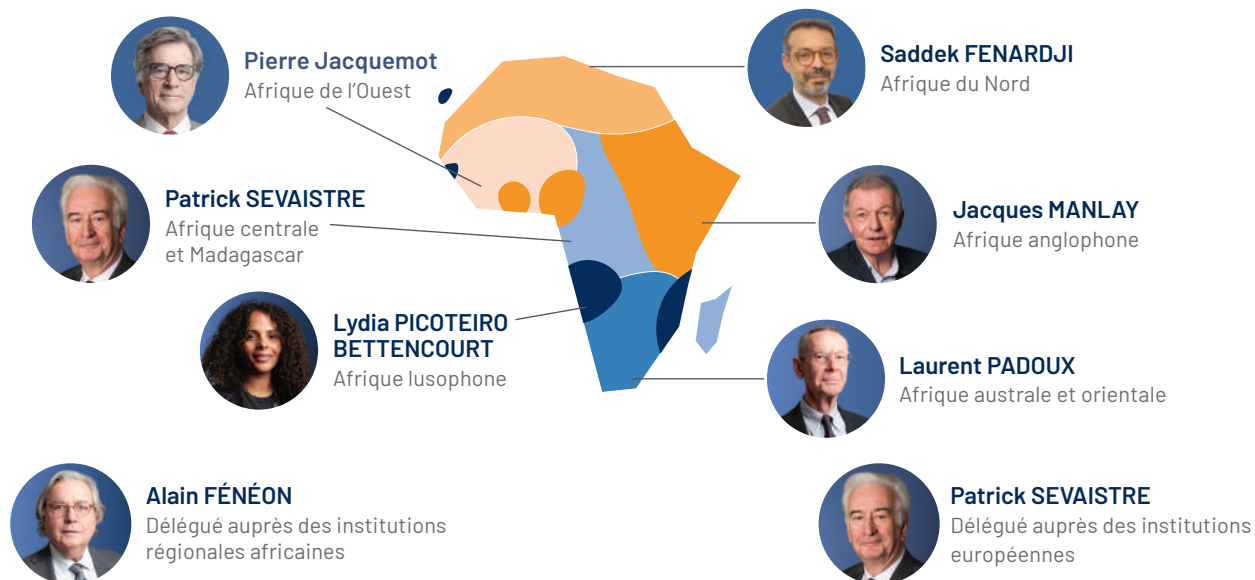
## Des commissions thématiques

Présidées par des experts, les commissions thématiques proposent tout au long de l'année aux adhérents des conférences et des groupes de travail sur des thématiques transversales utiles aux entreprises (une trentaine de réunions par an). Les adhérents y apportent leurs contributions et leurs retours d'expérience mais aussi y rencontrent leurs homologues et les pouvoirs publics.



## Des experts géographiques

Des experts des différentes zones géographiques sont également à la disposition des adhérents.



# Le Cian, c'est aussi de grands événements...



© Lionel Guéricolas

## Le Forum Investir en Afrique du Cian, en partenariat avec L'Opinion

Organisé avec le journal L'Opinion, le Forum Investir en Afrique est reconnu comme le rendez-vous annuel à Paris des acteurs économiques implantés en Afrique. Il alterne tables-rondes, interviews et ateliers B2B destinés aux entreprises européennes et africaines, et reçoit des délégations gouvernementales.

### → Le Forum, en chiffres

**+1 000**

participants  
le jour J

**+35**

nationalités  
représentées

**+7 000**

replays

**6**

délégations  
officielles

**+30**

partenaires

## Les déjeuners-débats du Cian

Portant sur des thématiques d'actualité intéressant les publics du Cian, ces déjeuners-débats sont organisés chaque trimestre autour de personnalités qui façonnent les relations avec l'Afrique. Ce sont aussi des occasions uniques d'échanges et de dialogue, qui permettent aux participants de faire valoir le point de vue des entreprises et de nouer des contacts utiles.



© Lionel Guéricolas



© Lionel Guéricolas

## Des conférences ciblées

Présentations de pays, sujets économiques de fond, éléments de conjoncture, échange avec les bailleurs de fonds, offre sectorielle etc., des rendez-vous spécifiques sont proposés en complément au cours de l'année.



## ... et des publications de référence



### Le Rapport Cïan

Publié depuis 35 ans, il reprend les grandes tendances des économies africaines, des articles de fond et des interviews d'opérateurs. Grâce à ses fameuses fiches pays et son évaluation des critères de climat des affaires, c'est un baromètre du business en Afrique, alimenté par une enquête annuelle, réalisée auprès de centaines d'entreprises internationales.

### Le baromètre « AFRICLEADS »

Étude annuelle auprès des leaders d'opinion africains sur la géopolitique du continent, ce baromètre « AFRICLEADS » réalisé avec l'Institut Immar est devenu une référence auprès des médias et des acteurs publics et privés concernés par l'Afrique.



### Des ouvrages

La collection des Cahiers du Cïan sur le dialogue public-privé, les diasporas et le digital en Afrique afin de porter ces sujets auprès du grand public. Des articles, des notes techniques (le franc CFA, l'aide publique au développement, la conformité) appuient le plaidoyer du Cïan.



### Les guides et chartes du Cïan

Le Cïan édite des guides pratiques sur des thématiques transverses, au cœur des métiers de ses adhérents. Il publie aussi des chartes sur les bonnes pratiques des investisseurs en Afrique, conformes aux valeurs de ses membres.

# Le Cian en 2023 : reprise des rencontres



En 2023, les activités en présentiel ont pu reprendre normalement. C'est une très bonne nouvelle pour la dynamique de l'association ! Mais le Cian a aussi maintenu le canal vidéo développé pendant le Covid, afin d'associer plus de participants et d'intervenants du continent et de compléter son offre avec des points d'actualité.

## ACTIONS MENÉES

### ANIMATION DU RÉSEAU

- 22 réunions des Commissions ont été organisées, le plus souvent en format hybride (présentiel et visioconférence) pour favoriser les échanges entre les adhérents mais aussi pour associer leurs équipes basées en Afrique.
- 2 points d'analyse ont été proposés cet été à la suite des coups d'État au Niger puis au Gabon, avec l'appui du cabinet Global Sovereign Advisory. Ils ont été largement suivis par nos adhérents ; nous renouvelerons donc ce format de points d'actualité en 2024.
- L'Assemblée générale s'est tenue le 23 mars à l'Automobile Club de France à Paris réunissant une centaine de participants.
- Le Cian a renoué avec le rythme des trois déjeuners-débats annuels en recevant :
  - le 23 mars, Olivier Becht, ministre délégué chargé du Commerce extérieur, de l'Attractivité et des Français de l'étranger ;
  - le 20 juin, Pascal Boniface, spécialiste des relations internationales, directeur de l'Iris ;
  - le 10 octobre, Bertrand Badré, conseiller du président Macron pour le Sommet pour un nouveau Pacte financier mondial et directeur du fonds d'investissement Blue like an Orange Sustainable Capital.
- Le 18 avril 2023, le Forum Afrique a réuni près d'un millier de visiteurs à Paris et a été largement suivi à distance et en replay (voir ci-contre).
- Des invitations à des événements partenaires ont été proposées tout au long de l'année.

### RELATIONS PUBLIQUES

- Le Cian a participé aux principaux rendez-vous Afrique : conférences mensuelles des ambassadeurs africains à Paris, Forum EU Afrique à Marseille, Choiseul Africa Business Forum à Casablanca, AfricaTech et Ambition Africa à Paris, l'Africa CEO Forum à Abidjan... Il en a facilité l'accès à ses membres.
- Etienne Giros est intervenu au nom du Cian et de l'Ebcam dans le cadre de différents panels. Il a encouragé les entreprises à investir en Afrique et les États et bailleurs de fonds à les soutenir en améliorant le climat des affaires et les conditions d'investissement et de financement.
- Les rencontres avec les organisations patronales africaines,

les agences de promotion des États ainsi que les ambassades africaines en France se sont poursuivies.

- En tant que bénéficiaire d'une subvention pour un programme d'insertion en Côte d'Ivoire, le Cian a participé à la session de clôture de l'appel à projets Archipelago financé par l'Union européenne qui s'est déroulée au Bénin en mai 2023. Ce fut l'occasion de rappeler la mobilisation du Cian et de ses adhérents en faveur de l'insertion des jeunes et de l'amélioration de la formation professionnelle.

### RÉFLEXION ET PLAIDOYER

- Le Cian a poursuivi son activité au sein de la coalition ALFA qui vise à accompagner le développement de nouvelles filières agro-industrielles en Afrique et à promouvoir le savoir-faire des entreprises françaises du secteur face à l'enjeu alimentaire du continent.
- Le Cian a publié la 33<sup>ème</sup> édition de son baromètre annuel sur la conjoncture et le climat des affaires. Les résultats, utiles pour les dirigeants d'entreprises, ont été présentés à des chambres de commerce françaises et aux conseillers du commerce extérieur.
- Le Cian a initié un travail avec l'AFD pour mieux accompagner les entreprises qui souhaitent investir durablement en Afrique. En novembre, une cinquantaine de dirigeants des entreprises adhérentes ont participé à une réunion dans les locaux de l'Agence. Le groupe AFD a expliqué en détail ses modalités d'interventions, les impacts recherchés et la place des entreprises françaises dans les projets financés en Afrique. Une discussion a permis aux entreprises de partager des retours d'expérience et de souligner leurs efforts en matière de RSE. Les deux parties ont commenté les évolutions des appels d'offre du bailleur et des critères d'attribution avec une hausse des standards de qualité. Le travail sera poursuivi avec les comités stratégiques de filières et avec la division Territoires et Entreprises pour le soutien à la RSE.
- Le Cian continue le dialogue instauré de longue date avec l'Ohada sur les Actes uniformes et recommande que l'Afrique s'appuie sur les dispositions européennes sur les enjeux ESG pour en faire des leviers de développement pour le continent. Enfin, le Cian participe à des échanges avec l'OCDE pour porter la voix des entreprises dans la politique de cette organisation et la définition de ses standards.

## CONSEIL D'ADMINISTRATION DU CIAN (AU 1/3/2024)

### Président

- **Étienne Giros**, ancien directeur Afrique du Groupe BOLLORÉ

### Vice-présidents

- **Michel Roussin**, ancien ministre
- **Jérôme Fabre**, président de la COMPAGNIE FRUITIÈRE

### Secrétaire général et trésorier

- **Stephen Decam**, ancien directeur général délégué de CFAO

### Administrateurs

- **Marc Alberola**, directeur général d'ERANOVE
- **Fabrice André**, senior vice president Orange operations in Central, Southern Africa and Indian Ocean d'ORANGE MEA
- **Alexandre Archier**, directeur des affaires publiques de ACCOR
- **Tahirou Barry Traoré**, directrice financière Ports et Terminaux d'AGL
- **Richard Bielle**, président du directoire de CFAO
- **Frédéric Bernadet**, président de SOGEA SATOM
- **François Bloch**, directeur des réseaux bancaires internationaux Afrique, bassin méditerranéen et Outre-Mer de la SOCIETE GENERALE
- **Grégory Clerc**, directeur général de CASTEL CORPORATE
- **Hugues Degouy**, secrétaire général Afrique et océan Indien d'IMPERIAL TOBACCO
- **Séverine Fadairo Lemon**, directrice générale Afrique subsaharienne, division Produits publics de L'OREAL
- **Patrice Fonlladosa**, président du Think tank (Re)Sources
- **Seyf Ismail**, responsable adjoint Région Afrique de BNP PARIBAS
- **Grégory Ligny**, Vice President Africa, THALES INTERNATIONAL
- **Elodie Luce**, secrétaire générale, direction Afrique Marketing & Services de TOTALENERGIES
- **Tarafa Marouane**, président du directoire de la COMPAGNIE OPTORG
- **Olivier Parent**, président directeur général de SOMDIA
- **Nicolas Poirot**, AMEI Hub Vice President d'AIR LIQUIDE
- **Jean-Marc Pouchol**, vice-président Afrique d'AIR FRANCE
- **Francis Rougier**, président directeur général de ROUGIER SA
- **Alain Taïeb**, président du conseil de surveillance du Groupe MOBILITAS

### Comité d'honneur

- **Pierre Arnaud**



© Lionel Guéricolas

## LE FORUM AFRIQUE CIAN/L'OPINION, Une édition de haut niveau en 2023

**LE 18 AVRIL 2023,**

Le Cian et l'Opinion étaient de nouveau associés pour organiser le forum Afrique 2023 et promouvoir ensemble une vision positive et dynamique d'un continent plus que jamais au cœur des enjeux de la planète. Placé sous le haut patronage du président Emmanuel Macron, l'événement a reçu des délégations de haut niveau du Niger, représenté par son Premier ministre, du Tchad, du Gabon, du Cameroun et de RDC. Le président de la République du Congo est intervenu en vidéo-conférence.

Le Forum a réuni des dirigeants d'entreprises de tous les secteurs d'activité. Soixante intervenants ont traité tout au long de la journée du « Business avec l'Afrique : l'heure du New deal », thème retenu pour cette édition 2023. Chrysoula Zacharopoulou, la secrétaire d'État auprès de la ministre de l'Europe et des Affaires étrangères, chargée du développement, de la francophonie et des partenariats internationaux, a souligné que le temps était venu « d'accélérer la relation (de la France) avec le continent africain ». Après « l'aide au développement », l'heure était au développement d'un courant d'affaires en particulier avec les pays anglophones qui tirent la croissance du continent, et avec les pays partenaires de longue date de la France.

# Le Cian, réunions des commissions en 2023

## COMMISSION JURIDIQUE ET FISCAL

Jean-Jacques Lecat, président de la Commission, a établi un programme dense qui a commencé par un débat, organisé avec le Forum sur les interactions entre le droit, l'économie et la société (Fides), sur le bienfondé de la suspension des rapports « Doing Business » de la Banque mondiale, l'impact de ces rapports et les approches alternatives pour évaluer le climat des affaires des pays. La Commission a ensuite fait le point de l'actualité fiscale dans les pays francophones et lusophones au cours du rendez-vous annuel organisé avec le cabinet CMS Lefebvre Avocats. En automne nous

avons examiné, en partenariat avec le cabinet Jeantet, les moyens de gérer les conflits contractuels sans recours judiciaire ou arbitral. Lors de cette réunion, avocats et dirigeants d'entreprises ont dialogué avec la représentante de la cour d'arbitrage international de la CCI, et nous ont fait part de leurs expériences et recommandations. En novembre, la Commission et Rogers Capital ont organisé une visioconférence sur les dernières évolutions du cadre juridique et fiscal de l'île Maurice et les nouvelles conventions conclues entre cette dernière et les pays du continent.

## COMMISSION SÛRETÉ

La Commission Sûreté, présidée par Arnaud Kremer, suit tout au long de l'année l'état des menaces sur le continent et apporte des conseils pratiques en matière de sécurité des personnes, sécurisation des approvisionnements et des établissements. Elle appelle aussi à la vigilance pour

prévenir les risques cyber. En juillet, le Cian a reçu les représentants du ministère des Armées et du ministère des Affaires étrangères venus présenter la nouvelle posture de la France en Afrique et la réarticulation de ses dispositifs militaires sur le continent.

## COMMISSION SANTÉ

La Commission Santé, présidée par Erick Maville, a organisé en 2023, sous un angle prospectif, trois webinaires sur des thématiques correspondant à des enjeux majeurs de santé publique et de développement durable pour le continent africain. En matière de santé numérique, les principaux défis ont été identifiés et des startups porteuses de solutions en Côte d'Ivoire et au Cameroun ont été invitées à témoigner. Téléconsultation, carnet de santé connecté et gestion digitalisée du parcours de soins, sont autant de propositions de nature à transformer radicalement le paysage de la santé sur le continent. La Commission a formulé des recommandations pour mieux détecter et accompagner les startups à fort potentiel car, faute de financements adéquats, les solutions prometteuses peinent à trouver leur marché, notamment dans les pays francophones qui n'attirent que 10 % des financements consacrés à l'innovation numérique en Afrique. Après avoir souligné que l'Afrique était l'une des régions les plus touchées par le trafic de médicaments falsifiés et de qualité inférieure

(évaluée à environ 200 milliards de dollars US par an au niveau mondial), et décrypté les enjeux de santé publique et de compliance dans ce domaine, les Commissions Santé et Éthique & Conformité ont, en présence des acteurs-clés et experts de l'industrie du médicament (Fondation Brazzaville et LEEM), fait le point sur l'avancement et les perspectives de l'Initiative de Lomé trois ans après son lancement.

Lors de la troisième session de l'année, les Commissions Santé et RSE & ODD ont rappelé que depuis la crise sanitaire en 2020, la santé s'imposait désormais comme un enjeu stratégique incontournable pour les entreprises dans leurs démarches RSE et que la crise climatique, la mauvaise qualité de l'air et de l'eau avaient des impacts de plus en plus visibles sur la santé des populations. De ce fait, les entreprises cherchent de plus en plus à intégrer la santé dans leur feuille de route RSE dans le cadre de l'approche « One Health », portée par la Fondation Une Santé Durable pour Tous, soutenue par l'AFD, des entreprises et des ONGs.

## COMMISSION DIGITAL

En 2023, Jean-Michel Huet, président de la Commission Digital, a mobilisé des intervenants pour quatre conférences. Une première conférence en mars a mis en perspective les impacts sur le climat de l'essor du numérique. Même si la contribution du digital au développement est globalement positive, certains effets négatifs sont à prendre en compte, notamment la gestion des déchets liés aux terminaux mobiles. La conférence a permis de promouvoir des solutions face à ces enjeux. En juin, l'inclusion financière était à l'honneur avec la question des monnaies électroniques de banques centrales, rendues notamment possibles par la technologie de la blockchain. Ces monnaies officielles permettent de renforcer les moyens de paiement électronique et par là-même l'inclusion financière des populations. C'est aussi un

moyen de développer le commerce électronique de manière sécurisée.

En septembre, le secteur employant le plus d'Africains, soit l'agriculture, était l'objet de la réunion de la Commission. La présentation de cas d'usages concrets a permis de constater que les apports pouvaient concerner différents types d'agriculteurs et accompagner l'essor de filières agricoles durables. La dernière conférence en fin d'année a porté sur le sujet ô combien essentiel de l'éducation et de l'apport du numérique pour résoudre une partie des innombrables défis associés à la formation dans les prochaines années. Les intervenants ont partagé à la fois des opérations concrètes sur le terrain, mais également expliqué les nouveaux modèles économiques et financiers associés.

## COMMISSION RH

En 2023, Igor Rochette, président de la Commission RH, a proposé de se pencher sur deux sujets nouveaux sur le continent, en complément du traditionnel observatoire de l'évolution du marché de l'emploi des cadres nationaux ou expatriés en Afrique. Le premier a concerné le développement du télétravail vu sous ses aspects juridiques et fiscaux. Qu'implique l'emploi d'un cadre en travail distant dans un pays où l'employeur n'a pas de filiales ? Quelles obligations contractuelles existent entre les deux parties ?

Quelle vigilance faut-il avoir lors de la mise en place de ce statut ? Second sujet d'actualité : la croissance constante du management de transition, mode d'intervention choisi par des entreprises pour gérer l'urgence sur le terrain et pour pallier des difficultés parfois persistantes de recrutement pour des destinations à risques. Dans ce contexte, l'appel à un manager de transition permet à la fois une réactivité plus grande et une souplesse administrative qu'une embauche pérenne n'autorise pas toujours.

## COMMISSION RSE & ODD

Présidée par Pierre-Samuel Guedj, la Commission RSE&ODD s'est intéressée à l'évolution des normes et des réglementations et à la pratique des entreprises en Afrique en matière de RSE. La première session soutenue par l'intervention de l'ancien ministre Michel Sapin, a été dédiée à l'articulation entre les risques pays et les enjeux environnementaux, sociaux et de gouvernance des entreprises. Lors de la seconde réunion, plusieurs experts de cabinet conseil ont donné les clés de la mise en œuvre de la directive européenne Corporate Sustainability Reporting Directive (CSRD) sur le continent africain. La troisième session a abordé le thème de la communication responsable en partageant alertes et bonnes pratiques pour

minimiser les risques de mises en cause pour greenwashing lors de la promotion d'impacts RSE positifs. Enfin, lors d'une session mixte avec la Commission Santé, les intervenants ont mis en valeur les engagements globaux des entreprises en matière de santé et de climat. Par ailleurs, la Commission a porté son expertise en matière de vigilance ESG auprès de deux autres organisations professionnelles africaines, Eurocham Sénégal et Eurocham Côte d'Ivoire, en traitant lors de sessions dédiées à leurs membres, de la juridification de la RSE, de la judiciarisation à venir au regard des ONGs africaines formées au devoir de vigilance, et des bonnes pratiques à développer pour se prémunir de risques juridiques et réputationnels.

## COMMISSION ÉTHIQUE ET CONFORMITÉ

La Commission Éthique et Conformité, présidée par Pierre Laporte, a organisé en 2023 deux tables rondes qui ont réuni une cinquantaine de participants à la fois en présentiel et en visioconférence. La première a porté sur les *due diligences* en Afrique comme outils de performance économique et de gestion des risques. Après avoir rappelé les obligations réglementaires concernant les tiers (Loi Sapin 2 et autres lois des différents pays ; lois relatives au devoir de vigilance), les intervenants ont montré comment ces obligations réglementaires conduisent aussi à mieux connaître son

environnement et ses partenaires pour une meilleure performance et une gestion des risques. La seconde session autour de Maître Rafael Gauvain, avocat au barreau de Paris et ancien député, spécialiste des problématiques de corruption internationale a abordé les différents risques pénaux, réglementaires et d'image auxquels sont confrontées les entreprises exposées au risque de corruption en Afrique. Elle a fait le point sur les risques de sanctions dans plusieurs juridictions en application des principes d'extraterritorialité des lois et proposé des points de vigilance.

## COMMISSION ÉCONOMIE ET FINANCE

Créée en janvier 2024, la Commission Économie et Finance reflète la volonté du Cian d'éclairer les entreprises françaises sur les thématiques économiques et financières qui animent le continent. En particulier, la Commission couvrira une multitude de sujets allant du financement des investissements aux questions d'outils innovants (finance verte, crédits carbone, etc.). Elle apportera également des grilles de lecture sur les évolutions de l'architecture financière internationale.

Pour l'année 2024, plusieurs rendez-vous sont envisagés autour des conclusions des grandes rencontres financières internationales que sont les Réunions de printemps de la Banque mondiale et du FMI ainsi qu'une discussion sur la thématique des crédits carbone, en Afrique.

La Commission est présidée par Mathilde Périnet, directrice au sein du cabinet Global Sovereign Advisory, fondé en 2019 par Anne-Laure Kiechel.

# L'équipe du Cian

## BUREAU

Président

**Etienne Giros**

Secrétaire général

**Stephen Decam**

Directrice générale

**Sandrine Sorieul**

VP Développement

**Patrice Fonlladosa**

Communication

**Virgil Ivanès**

Secrétariat

**Isabelle Kotzuba**

[contact@cian.asso.fr](mailto:contact@cian.asso.fr)

Tél. : +33 (0)1 45 62 55 76

## COMMISSIONS

### COMMISSION DIGITAL

Président : **Jean-Michel Huet**

Associé de BearingPoint

[jean-michel.huet@bearingpoint.com](mailto:jean-michel.huet@bearingpoint.com)

### COMMISSION ÉCONOMIE ET FINANCE

Présidente : **Mathilde Périnet,**

Directrice de GSA

[mperinet@globalsov.com](mailto:mperinet@globalsov.com)

### COMMISSION ÉTHIQUE ET CONFORMITÉ

Président : **Pierre Laporte**

Fondateur de Governances

[p.laporte@governances.net](mailto:p.laporte@governances.net)

### COMMISSION JURIDIQUE ET FISCAL

Président : **Jean-Jacques Lecat,**

Avocat à la Cour

[jj.lecat@jjl-avocat.fr](mailto:jj.lecat@jjl-avocat.fr)

### COMMISSION RH

Président : **Igor Rochette**

Directeur de Michael Page Africa

[IgorRochette@michaelpage.fr](mailto:IgorRochette@michaelpage.fr)

### COMMISSION RSE & ODD

Président : **Pierre-Samuel Guedj**

Président fondateur

d'Affectio Mutandi

[ps.guedj@affectiomutandi.com](mailto:ps.guedj@affectiomutandi.com)

### COMMISSION SANTÉ

Président : **Erick Maville,**

Directeur général de Santé

en Entreprise

[emaville@santeenentreprise.com](mailto:emaville@santeenentreprise.com)

### COMMISSION SÛRETÉ

Président : **Arnaud Kremer,**

Président fondateur d'Iremos

[arnaud.kremer@iremos.fr](mailto:arnaud.kremer@iremos.fr)

## EXPERTS

### AFRIQUE DU NORD

**Saddek Fenardji**

Consultant

[sfenardji@hotmail.com](mailto:sfenardji@hotmail.com)

### AFRIQUE DE L'OUEST

**Pierre Jacquemot**

Président du Groupe initiatives

[pierre.jacquemot@gmail.com](mailto:pierre.jacquemot@gmail.com)

### AFRIQUE CENTRALE

**Patrick Sevaistre**

Conseiller du commerce extérieur

[sevaistre.patrick@gmail.com](mailto:sevaistre.patrick@gmail.com)

### AFRIQUE ANGLOPHONE

**Jacques Manlay**

Conseiller du commerce extérieur

[jacques.manlay@orange.fr](mailto:jacques.manlay@orange.fr)

### AFRIQUE AUSTRALE

**Laurent Padoux**

Membre du Comité Appui aux

initiatives ONG de l'AFD

[lpadoux@gmail.com](mailto:lpadoux@gmail.com)

### AFRIQUE LUSOPHONE

**Lydia Picoteiro Bettencourt**

Avocate, cabinet LPB

[contact@lpbettencourt-avocats.com](mailto:contact@lpbettencourt-avocats.com)

### DÉLEGUÉ AUPRES DES

### INSTITUTIONS EUROPÉENNES

**Patrick Sevaistre**

Conseiller du commerce extérieur

[sevaistre.patrick@gmail.com](mailto:sevaistre.patrick@gmail.com)

### DÉLEGUÉ AUPRÈS DES

### INSTITUTIONS RÉGIONALES

### AFRICAINES

**Alain Fénéon**

Avocat, consultant Editions Juris

Africa

[contact@feneon.org](mailto:contact@feneon.org)

**POUR EN SAVOIR PLUS  
ET ADHÉRER**

[www.cian-afrique.org](http://www.cian-afrique.org)

Conseil français des investisseurs en Afrique

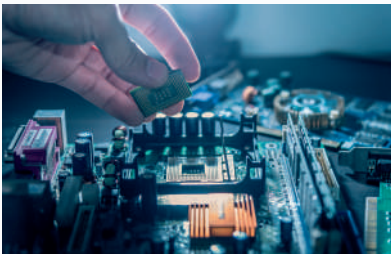
45 rue de la Chaussée d'Antin, 75009 Paris - France

Tél : +33 (0)1 45 62 55 76 - [contact@cian.asso.fr](mailto:contact@cian.asso.fr)



# MAURICE

*Une plateforme d'excellence pour l'Afrique*



## Attractivité et Compétitivité

- **Économie dynamique, diversifiée et compétitive, offrant de multiples opportunités d'affaires et d'investissements :**
  - L'agro-industrie, la Tech et le Numérique, les services financiers, le tourisme, l'immobilier avec une classe d'actifs très diversifiée, les villes intelligentes et durables, l'industrie manufacturière, le commerce international et la logistique, l'éducation et la formation professionnelle, la santé, les dispositifs médicaux, l'industrie pharmaceutique, les biotechnologies et la bioéconomie, les énergies vertes et renouvelables et l'économie océanique.
- **Environnement des Affaires compétitif et pro-business.**
- **Régime Fiscal incitatif et Taxation attractive.**
- **Centre Financier International performant.**
- **Hub Régional et International au carrefour de l'Europe, de l'Afrique, et de l'Asie.**

## Stabilité et Sécurité

- **Position Géostratégique - Etoile et Clé de l'Océan Indien.**
- **Fuseau horaire favorable, +2h avec la France.**
- **Stabilité Politique, Sociale et Économique.**
- **Cadre Légal et institutionnel de confiance.**

## Excellence et Qualité

- **Qualité des Infrastructures.**
- **Qualité des Services.**
- **Qualité du Capital Humain.**
- **Qualité de Vie exceptionnelle.**

L'Economic Development Board (EDB) de Maurice, opérant sous la tutelle du Ministère des Finances, du Plan et du Développement Économique, est l'agence gouvernementale pour la planification, le développement et la promotion économique de Maurice. L'EDB Maurice est le partenaire institutionnel privilégié pour tout ressortissant étranger souhaitant investir, entreprendre, travailler, résider ou prendre sa retraite à Maurice.



Rez-de-chaussée, 7 Exchange Square,  
Wall Street, Ebène, 72201, République de Maurice

T: +230 203 3800 | F: +230 210 8560

[contact@edbmauritius.org](mailto:contact@edbmauritius.org)

[www.edbmauritius.org](http://www.edbmauritius.org)



## NOUS FINANÇONS ET CONSTRUISONS DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DES CENTRES D'IMAGERIE

Notre expertise et notre savoir-faire permettent à nos équipes de vous accompagner dans vos projets d'infrastructures de santé, de la conception à la mise en service, en passant par la structuration du financement.

Nous assurons le développement d'installations de soins de santé adaptées au contexte local.



### Conception & Consultation

- Analyse des besoins et des exigences fonctionnelles
- Étude du marché local & Études de faisabilité
- Plans de structure, listes d'équipements médicaux
- Aide à l'obtention du financement du projet

### Planification & Design

- Plan directeur et programme fonctionnel
- Estimation de l'étendue des travaux et plan financier
- Plan architectural
- Calendrier du projet & Plan d'installation
- Processus d'appels d'offres et de demande de prix

### Construction & Project management

- Préparation du site
- Construction des bâtiments et coordination des équipes
- Installation des infrastructures de base
- Routes et accès aux transports

### Équipements médicaux

- Identification et achat des équipements
- Infrastructure de réception et d'exploitation des équipements
- Installation des équipements et accessoires
- Mise en service et contrôle des conformités sur place
- Étalonnage et test

### Management & Support

- Formation à la mise en marche et formation continue
- Maintenance préventive et curative
- Assistance technique sur site et à distance
- Gestion des systèmes : stocks, contrats, ...